

AGES	COTISATION			AGES	COTISATION			AGES	COTISATION		
	DE				DE				DE		
	8	5	3		8	5	3		8	5	3
	fr.	fr.	fr.		fr.	fr.	fr.		fr.	fr.	fr.
12 ans	fr	fr.	fr.	30 ans	fr	fr.	fr.	48 ans	fr.	fr.	fr.
	290	200	150		320	200	150		401	250	150
13...	292	200	150	31...	322	202	150	49...	408	255	153
14...	293	200	150	32...	325	203	150	50...	417	260	156
15...	295	200	150	33...	327	205	150	51...	425	266	159
16...	297	200	150	34...	330	206	150	52...	433	271	162
17...	298	200	150	35...	333	208	150	53...	442	276	166
18...	300	200	150	36...	336	210	150	54...	452	283	170
19...	301	200	150	37...	339	212	150	55...	462	289	173
20...	303	200	150	38...	343	214	150	56...	473	296	177
21...	304	200	150	39...	347	217	150	57...	485	303	182
22..	306	200	150	40...	351	219	150	58...	497	311	186
23...	307	200	150	41...	356	222	150	59...	510	319	191
24...	309	200	150	42...	361	226	150	60...	525	328	197
25 ..	311	200	150	43...	366	229	150	61...	541	338	203
26 ..	313	200	150	44...	373	233	150	62...	560	350	210
27 ..	315	200	150	45...	381	237	150	63...	580	362	217
28 ..	317	200	150	46...	390	242	150	64...	600	375	225
29 ..	320	200	150	47...	400	247	150	65...	624	390	234

*De la responsabilité en matière
d'accidents du travail*

Maurice Bellom

au dessus

SOC 1666.299



Harvard College Library

FROM

*The Graduate School of
Business Administration*

.....

31. (44)

1004

gms

DE

D'ACCI

COMME

PORTANT

LIBR

ARTI

1

31. (44)

1004

DE LA RESPONSABILITÉ

EN MATIÈRE

D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

COMMENTAIRE DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898

ET DES

DÉCRETS DU 28 FÉVRIER 1899

PORTANT RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
POUR L'EXÉCUTION DE CETTE LOI

PAR

MAURICE BELLON

INGÉNIEUR AU CORPS DES MINES

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1899

RUE 30

ABRÉVIATIONS

Bull.	Bulletin des Lois. — Les trois nombres qui suivent indiquent la série, le n° du Bulletin et le n° du document.
C. civ.	Code civil.
D.	Dalloz (Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine). — Les trois nombres qui suivent indiquent l'année, la partie et la page.
S.	Sirey (Recueil général des lois et arrêts). — Les trois nombres qui suivent indiquent l'année, la partie et la page.
Cass.	Cour de Cassation.
Cass. req.	Chambre des requêtes de la Cour de Cassation.
Cass. civ.	Chambre civile de la Cour de Cassation.
Cass. crim.	Chambre criminelle de la Cour de Cassation.
Cons. d'Ét.	Conseil d'État.
M.	Macarel (Recueil des arrêts du Conseil d'État statuant au contentieux, fondé par Macarel, continué par M. N. Panhard). — Les deux chiffres qui suivent indiquent l'année et la page.
J. O.	Journal Officiel.
Sén.	Sénat.
Ch. Dép.	Chambre des Députés.
Déb. parl.	Débats parlementaires.
Doc. parl.	Documents parlementaires.

HARVARD COLLEGE LIBRARY
RECEIVED THROUGH THE
GRADUATE SCHOOL OF
BUSINESS ADMINISTRATION

AVANT-PROPOS

Ce livre, d'un caractère essentiellement pratique, n'a d'autre objet que de commenter les dispositions par lesquelles le législateur français vient de régler la question de la responsabilité en matière d'accidents du travail. L'époque de sa publication ne permet de recourir, en l'absence de jurisprudence, qu'aux travaux qui ont préparé l'œuvre du législateur et aux discussions qui ont précédé l'adoption du texte définitif. Les uns et les autres trouvent, du reste, leur préface naturelle et souvent leur explication nécessaire dans un passé encore récent dont les éléments dérivent à la fois des conditions de l'industrie, des travaux des juristes et des décisions de l'autorité judiciaire.

Ces considérations suffisent à expliquer la division de l'ouvrage en deux parties consacrées, l'une au régime antérieur à la loi nouvelle, l'autre au régime institué par cette loi.

Dans la première, au rappel sommaire des anciennes théories de la doctrine et des traditions de la jurisprudence succède l'exposé de la situation qui a révélé l'insuffisance du régime alors en vigueur, puis l'analyse des tentatives de réforme et la justification que trouve dans l'insuccès de ces tentatives l'intervention du législateur.

Dans la seconde, il a semblé utile, en raison des transformations multiples et profondes subies, jusqu'à la veille même du vote, par les textes tour à tour soumis au Parlement, de faire précéder l'étude proprement dite de la loi, d'un historique, qui donne la liste de ces textes et qui en signale les différences.

Cette étude trouve dans les chapitres qui la précèdent à la fois un éclaircissement et une simplification par les renvois auxquels elle se prête et qui permettent d'alléger l'exposé de chaque matière des développements dont la consultation éventuelle semble préférable à une lecture immédiate.

La méthode suivie dans ce travail ne procède point d'une analyse des textes législatifs effectuée dans l'ordre même des articles de la loi. Elle s'inspire de la nature de chacun des éléments du sujet classés dans l'ordre logique qu'ils comportent.

C'est ainsi que la définition du domaine d'application de la loi est suivie de l'étude des droits de la victime et de l'exposé des obligations du chef d'entreprise. Pour chacune de ces matières, les motifs qui ont déterminé le législateur sont rapprochés des solutions qu'il a admises, et le rappel des travaux préparatoires ou des documents fondamentaux mentionne les sources dont les limites restreintes de l'ouvrage ne permettent pas la reproduction.

Dans de telles limites, ce livre s'adresse à tous ceux qui doivent se reporter aux dispositions de la loi nouvelle, soit pour en bénéficier comme travailleurs, soit pour s'y conformer comme chefs d'entreprise, soit pour les interpréter comme magistrats, soit enfin pour en assurer l'application comme administrateurs; il s'adresse également à tous les hommes de cœur qui, suivant une généreuse pensée (1) rappelée au Parlement français (2), « poursuivent le but élevé de placer l'ouvrier dans des conditions d'existence normale et d'assurer autant que possible son lendemain et celui de sa famille ».

(1) NUMA DROZ, discours d'ouverture du Congrès international des accidents du travail, Berne, 1891.

(2) MARUÉJOULS, discours à la Chambre des Députés, 18 mai 1893, J. O., p. 1439.

INTRODUCTION

DE LA RESPONSABILITÉ EN GÉNÉRAL

1. — La responsabilité est l'obligation de répondre d'un fait et de réparer le dommage résultant de ce fait.

2. — La responsabilité est civile ou pénale : la responsabilité civile est l'obligation de répondre à la demande en réparation du dommage ; la responsabilité pénale est l'obligation de répondre à l'accusation sociale.

3. — La responsabilité que vise la loi du 9 avril 1898 est exclusivement la responsabilité civile.

4. — La responsabilité civile est directe ou indirecte, selon qu'elle résulte d'un dommage causé par le fait personnel de l'obligé ou, au contraire, d'un dommage occasionné par le fait d'un tiers ou par les choses qui se trouvent sous la garde de l'obligé.

5. — Le Code civil a, dans son article 1382, donné sous la forme suivante l'expression la plus générale du principe de la responsabilité civile : « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. »

6. — De ce texte même résulte la nécessité de la faute comme base de la responsabilité qu'il prévoit. Il est, du reste, complété par l'article 1383 quant au sens à attribuer au mot *faute* : aux termes de ce dernier article, « chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence ».

Si donc l'application du principe de la responsabilité exige l'existence d'une faute, elle n'en spécifie point le degré : elle n'admet aucune distinction entre les fautes lourdes, légères et très légères, l'atteinte portée aux droits de la personne lésée existant en l'absence de relations contractuelles entre cette personne et l'auteur du dommage : en dehors de la matière des contrats, la faute la plus légère engage la responsabilité de l'agent.

7. — D'une manière générale, les fautes purement civiles sont celles qui causent un dommage sans être atteintes par la loi pénale. Elles peuvent résulter :

Soit de la violation d'une convention ;

Soit d'un délit civil ;

Soit d'un quasi-délit.

Le délit civil consiste dans tout fait illicite (c'est-à-dire accompli sans droit) et dommageable, accompli avec l'intention de nuire.

Le quasi-délit consiste dans un fait illicite et dommageable, accompli sans intention de nuire.

L'objet du présent ouvrage ne comporte ni l'examen du cas de violation de convention ni celui du cas de délit civil. Il vise uniquement le cas du quasi-délit.

8. — Le quasi-délit, qui vient d'être défini, suppose, d'après sa définition même, une faute dommageable comportant trois éléments essentiels :

Un fait illicite d'action ou d'omission ;

L'imputabilité de ce fait à une personne ;

Un préjudice occasionné par ce fait à une autre personne.

Le premier élément — fait illicite d'action ou d'omission — vise non seulement un fait positif, mais aussi un fait d'imprudence ou de négligence : dans tous les cas, son caractère essentiel est d'être accompli sans droit ; or, cette condition n'est pas remplie, si le fait n'a été que le résultat de l'exécution d'un devoir imposé ou de l'exercice d'un

droit reconnu par la loi ; toutefois la jurisprudence, sans méconnaître l'exercice d'un droit comme exclusif de la faute, a tempéré par des réserves la rigueur de ce principe, lorsque l'usage du droit est irrégulier ou préjudiciable au droit d'autrui.

Le second élément — l'imputabilité — fait défaut, s'il y a eu cas fortuit ou cas de force majeure : on entend par ces mots tout événement provenant d'une cause étrangère à l'obligé, indépendante de sa volonté ou de son pouvoir, le cas fortuit ayant pour caractère de déjouer toute prévision, et la force majeure, de triompher de toute résistance; la restriction, motivée par un cas de ce genre, suppose du moins que le cas n'ait été ni précédé ni aggravé par une faute de l'obligé.

Le troisième élément — préjudice — implique l'existence d'une relation directe et immédiate de cause à effet entre le préjudice et la faute : en principe, la faute de la victime ne peut donner lieu à aucune réparation au profit de cette dernière; toutefois, la faute de la victime n'est exclusive de toute réparation que si elle a été la seule cause du dommage en l'absence de toute faute d'un autre agent.

9. — De la nécessité de l'existence d'un préjudice découle la nécessité de sa constatation par le juge. A cet égard, c'est à la personne qui demande la réparation d'un dommage qu'incombe, en l'absence de tout contrat, l'obligation de faire la preuve de la faute. Tous les moyens de preuve reconnus par la loi sont d'ailleurs admis.

10. — Le juge du fond est souverain pour constater l'existence d'un fait d'action ou d'omission et, relativement à ce fait, les éléments constitutifs de la faute; pour s'assurer de la réalité du dommage et de la relation de celui-ci avec la faute; pour apprécier l'importance du préjudice et pour fixer, sauf disposition formelle de la loi, le montant de la réparation. La Cour de Cassation peut toutefois exercer son contrôle sur la valeur juridique des consé-

quences que le juge du fond a tirées des faits constatés par lui, et, si la question dépend d'un principe de droit, sur la définition des bases de la fixation des dommages-intérêts, enfin sur la détermination de la nature de la réparation ordonnée.

DE LA RESPONSABILITÉ

EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

PREMIÈRE PARTIE

RÉGIME ANTÉRIEUR A LA LOI DU 9 AVRIL 1898

11. — L'étude du régime antérieur à la loi du 9 avril 1898 comporte une division en trois parties aussi bien dans le domaine des idées que dans celui des faits : tandis que certains auteurs défendaient et que certains juges appliquaient rigoureusement les principes du Code civil, l'insuffisance de ces principes, accusée par les transformations de l'industrie, donnait lieu à une évolution qui se produisait dans la doctrine et dans la jurisprudence et qui trouvait une expression formelle dans des propositions législatives.

CHAPITRE PREMIER

APPLICATION DES PRINCIPES DU CODE CIVIL

SECTION I

DOCTRINE

12. — Dans la conception classique de la responsabilité en matière d'accidents du travail, la responsabilité du patron a pour base un quasi-délit ; elle résulte d'une faute délictuelle personnelle et subjective du patron ; par suite, l'ouvrier doit en faire la preuve (1).

SECTION II

JURISPRUDENCE

13. — Antérieurement à la loi du 9 avril 1898, la jurisprudence, sauf de rares exceptions, a toujours admis les articles 1382 et suivants du Code civil comme fondement de la responsabilité des patrons en matière d'accidents survenus à leurs ouvriers. Des décisions caractéristiques ont été rendues sur ce point à une époque relativement récente. La Cour de Rennes a déclaré le 20 mars 1893 (2) que l'on ne pouvait se référer à des

(1) Voir, dans ce sens, ARTHUR DESJARDINS, *Questions sociales et politiques*. Le Code civil et les ouvriers, 15 mars 1888, p. 352.

(2) Cour de Rennes, 20 mars 1893 (D. 1893, 2, 526) : "... Qu'à moins d'admettre qu'au moment de la promulgation du Code civil, l'ouvrier ait été, comme l'était autrefois l'esclave, assimilé à une

textes empruntés à la matière des contrats ; la Chambre des requêtes de la Cour de Cassation s'est inspirée des mêmes principes dans un arrêt du 5 avril 1894 (1).

14. — Pour qu'il y eût lieu à réparation, il fallait qu'il y eût faute démontrée du patron. Le patron n'était donc pas responsable des dommages consécutifs soit à la seule faute de l'ouvrier (2), soit au cas fortuit ou à la force majeure (3), soit au risque inhérent au travail et indépendant de toute faute du patron dans l'installation, la surveillance ou le choix de l'ouvrier (4).

15. — Par contre le patron était responsable de toute faute, soit dans l'installation matérielle et l'outillage (5), soit dans l'organisation du personnel (6), soit dans la

chose dont le patron serait le preneur, il faut reconnaître, avec la grande majorité des jurisconsultes français, que le législateur a intentionnellement gardé le silence sur la responsabilité des accidents dont l'ouvrier peut être la victime, par ce double motif qu'entre des hommes libres égaux en droit, le contrat de louage d'ouvrage et d'industrie porte exclusivement sur la quantité la qualité, la rémunération du travail à exécuter et que la règle de l'article 1382, C. civ., suivant laquelle « tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer », est générale, absolue, applicable dans tous les cas, que le dommage ait été causé au cours de l'exécution d'un contrat quelconque, à l'un des contractants par son co-contractant, ou qu'il soit le fait d'un tiers juridiquement étranger à la personne lésée... »

(1) Cass. req. 5 avril 1894 (D. 1894, 1. 479) : Attendu que J., ouvrier mineur, blessé par l'éboulement d'un bloc de charbon, dans son travail souterrain, ne pouvait faire peser sur la compagnie défenderesse éventuelle la responsabilité de cet accident qu'à la charge de prouver qu'il avait été victime d'une imprudence ou d'une négligence imputable aux préposés de ladite compagnie. »

(2) Cass. civ. 9 mars 1880 (D. 1880, 1. 296).

(3) Cass. req. 26 novembre 1877 (D. 1878, 1. 118).

(4) Cour de Dijon, 16 mars 1865 (D. 1865, 2. 81).

(5) Cass. req. 7 janvier 1878 (D. 1878, 1. 297).

(6) Cass. req. 13 février 1882 (D. 1882, 1. 419).

direction et la surveillance (1), soit dans les modes d'exécution ordonnés (2), soit dans le choix de l'ouvrier eu égard aux difficultés du travail dont celui-ci était chargé (3). Sous ces divers rapports, le patron était tenu de prendre non pas seulement des mesures de précaution susceptibles d'atténuer ou de supprimer les dangers du travail, mais encore toutes les mesures que permettaient les exigences de l'industrie et qui devaient garantir l'ouvrier contre sa propre imprudence (4). Il répondait, en outre, des fautes de ses préposés (5).

16. — La faute commune du patron et de l'ouvrier n'excluait pas la responsabilité patronale, mais pouvait l'atténuer dans l'évaluation du montant de la réparation (6).

17. — D'autre part, une cause d'indemnité a été cherchée dans les principes du mandat; en effet, le contrat intervenu entre le patron et l'ouvrier se rattache d'ordinaire, non seulement au louage de service, mais aussi au mandat; dès lors, si le mandat est caractérisé, l'ouvrier peut réclamer le bénéfice de l'article 2000 du Code civil qui oblige le mandant à indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion sans imprudence de sa part. L'attribution d'une indemnité n'est plus subordonnée à l'existence d'une faute du patron. Un arrêt en ce sens a été rendu par la Cour de Paris le 14 août 1852 (7).

(1) Cour de Paris, 24 août 1877 (D. 1878, 2. 97).

(2) Cour de Grenoble, 17 mai 1892 (D. 1892, 2. 292).

(3) Cour d'Orléans, 13 décembre 1884 (D. 1876, 2. 12).

(4) Cour de Paris, 21 décembre 1874 (D. 1876, 2. 72).

(5) Cass. civ. 28 août 1882 (D. 1883, 1. 239).

(6) Cas. req. 8 février 1875 (D. 1875, 1. 320).

(7) Cour de Paris, 14 août 1852 (D. 1853, 2. 75). Il s'agissait d'un employé de chemin de fer préposé à la conduite d'un train chargé de sable et qui était tombé en se plaçant dans une position dangereuse pour faire parvenir l'ordre de s'asseoir à des ouvriers

18. — Dans tous les cas où la responsabilité dérivait d'une faute personnelle du patron, l'ouvrier devait prouver l'existence de cette faute et celle d'un lien entre la faute et l'accident.

19. — Les tribunaux civils étaient compétents à l'exclusion des conseils de prud'hommes et des tribunaux de commerce. Aucune procédure spéciale n'était prévue pour la matière.

20. — Un arrêt de la Cour de Caen (1) avait reconnu à l'indemnité d'accident du travail le caractère alimentaire et insaisissable.

qu'il était chargé de surveiller et qui se tenaient debout contrairement aux règlements.

(1) Cour de Caen, 19 juin 1893 (D. 1894, 2. 318)

CHAPITRE II

NÉCESSITÉ D'UNE RÉFORME

24. — L'insuffisance de l'application rigoureuse des principes du Code civil a été mise en évidence par les transformations de l'industrie. La substitution de la machine au moteur animé, du travail mécanique au travail manuel, la concentration, dans de vastes usines, des ouvriers jadis disséminés dans des ateliers de famille, ont apporté de profondes modifications non seulement dans les relations mutuelles entre patrons et ouvriers, mais aussi dans les conditions de l'exécution du travail : sans même que l'outillage mécanique ait augmenté les risques d'accidents (1), le caractère individuel de la tâche de l'ouvrier.

(1) La statistique montre, en effet, que les accidents dus à l'emploi des machines ne figurent que pour une proportion inférieure au tiers, dans l'ensemble des accidents. Il suffit de citer à cet égard la statistique que le Gouvernement allemand a dressée pour les accidents industriels survenus en 1887 : cette statistique porte sur 3.861.560 ouvriers et les accidents qu'elle vise sont exclusivement ceux qui ont été suivis de mort ou d'une incapacité de travail de plus de treize semaines (voir notre ouvrage sur les *Lois d'assurance ouvrière à l'étranger*, liv. II, p. 606 et suiv.) La répartition, fournie par cette statistique (*loc. cit.*, p. 642), des accidents d'après leur cause est la suivante :

Machines.....	26,84 p. 100
Appareils à vapeur.....	0,47
Explosifs.	1,80
Matières combustibles, chaudes et corrosives...	5,36
Eboulements et chutes d'objets.....	20,80
Chutes de personnes.....	14,48
Manutention de fardeaux.....	9,91
Conduite de voitures.....	5,69

naguère libre du choix de son outil, a été remplacé par le caractère collectif d'un travail accompli au service d'engins que l'ouvrier ne possède ni ne choisit.

22. — La statistique (1) montre que sur 100 accidents, 20 sont dus à la faute du patron, 25 à celle de l'ouvrier, 8 à la faute combinée du patron et de l'ouvrier ou à celle de tiers, 47 au cas fortuit, à la force majeure ou à une cause non déterminable.

23. — Les accidents dus au cas fortuit, à la force majeure ou à des causes indéterminées, c'est-à-dire les cas où, en l'absence d'une faute, l'application des principes du Code civil n'ouvre à la victime aucun droit à indemnité, atteignent donc, sous le régime de l'industrie moderne, près de la moitié du nombre total des accidents.

De plus, l'ouvrier se trouve amené, dans l'intérêt même de la productivité de son travail, à commettre des imprudences qu'explique, d'ailleurs, l'habitude du danger, mais qui peuvent lui être reprochées comme une faute.

D'autre part, lors même que la faute du patron existe, l'obligation de la prouver entraîne la victime dans un procès où sa situation à l'égard du patron est caractérisée par une extrême inégalité : tout d'abord, l'ignorance dans laquelle le blessé, surpris par l'accident, se trouve des circonstances qui l'ont accompagné, l'impossibilité de reconstituer l'état des lieux modifié par l'accident lui-même, la disparition des témoins parfois victimes de l'accident ou réduits au silence par la crainte d'une responsabilité per-

Chemins de fer.....	4,29 p. 100
Navigation	0,99
Animaux.....	1,12
Outils.....	5,62
Divers	2,63

Les accidents dus aux machines ne représentent donc pas 27 p. 100 du total.

(1) Ces chiffres ont été obtenus en arrondissant les résultats de la statistique visée dans la note qui précède (*loc. cit.*, p. 624 à 627).

sonnelle, peuvent rendre impraticable l'administration de la preuve; en outre, les difficultés et les lenteurs de la procédure peuvent empêcher la victime ou ses ayants droit d'obtenir une réparation : elles n'en retardent que trop souvent le bénéfice; enfin un procès est toujours aléatoire, et même, la partie qui triomphe n'est pas certaine d'obtenir, d'un adversaire insolvable, le paiement de l'indemnité allouée.

24. — Ce système, qui apparaît rigoureux pour l'ouvrier, n'est pas moins dangereux pour le patron : il l'expose, d'une part, à subir les conséquences de sa faute, même la plus légère; d'autre part, à supporter des charges financières dont il est impossible de prévoir la valeur.

25. -- Enfin, les procès, que rend inévitables la nécessité de la constatation d'une faute, sont une source de litiges irritants qui compromettent la paix sociale au détriment à la fois du patron et de l'ouvrier.

26. — En résumé, l'application rigoureuse des principes du Code civil conduit aux résultats suivants :

Absence de réparation pour l'ouvrier dans un grand nombre de cas ;

Nécessité d'un procès ;

Incertitude, pour l'ouvrier, de l'obtention de la réparation reconnue justifiée ;

Obligation éventuelle, pour le patron, de répondre de sa faute la plus légère au prix de sacrifices dont il ne peut prévoir l'importance ;

Menace de conflits aussi préjudiciables aux intérêts des patrons qu'à ceux des ouvriers.

CHAPITRE III

PROPOSITIONS DE RÉFORME

27. — La solution nouvelle, jugée nécessaire, a été cherchée dans le domaine de la doctrine, dans celui de la jurisprudence et dans celui de la législation.

SECTION I

DOCTRINE

28. — La doctrine a proposé successivement, pour résoudre la question, deux systèmes, désignés, l'un sous le nom de système de la responsabilité contractuelle, l'autre sous celui de système de la responsabilité légale.

§ 1. — SYSTÈME DE LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE

29. — Le système de la responsabilité contractuelle dérive de cette idée que le patron, en embauchant un ouvrier, contracte, par une clause tacite du louage de services qui intervient alors, non seulement l'obligation de payer à l'ouvrier le salaire convenu, mais encore celle de veiller à sa sécurité. Dès lors, si la sécurité de l'ouvrier n'est pas réalisée, une des obligations qui dérivent du contrat n'est pas exécutée, et la responsabilité du patron est engagée.

30. — Cette clause tacite est susceptible de diverses interprétations :

a) L'interprétation la plus large consiste à y voir une promesse absolue de sécurité, une obligation de garantie contre tous les risques d'accidents, à l'exception du cas fortuit ou de la faute de la victime : il suffit à l'ouvrier d'établir l'existence du contrat et non la faute du patron : c'est celui-ci qui doit prouver le cas fortuit ou la faute de la victime : cette interprétation comporte donc le renversement de la preuve (1).

b) Une interprétation moins générale n'impose pas à l'industriel une obligation de garantie complète ; l'obligation de garantie qui dérive du contrat n'existe que si une relation apparente de causalité rattache l'accident à l'outillage, et elle se traduit par la nécessité, qui dans ce cas s'impose au patron, de prouver qu'il a pris toutes les mesures de sécurité que commandent la prudence et l'équité : l'ouvrier doit établir d'abord que le dommage provient de la machine, et le patron, pour s'exonérer de sa responsabilité, doit démontrer qu'il avait pris toutes les précautions nécessaires (2).

c) Une interprétation, plus étroite encore, consiste à admettre la responsabilité contractuelle sans établir aucune présomption de faute à l'égard du patron (3).

d) Enfin, dans une dernière interprétation, le contrat de louage de services est considéré comme produisant, non une obligation de sécurité absolue à la charge du patron, mais une obligation de garantie des vices, même cachés : le patron, sous le régime du contrat de louage d'ouvrage,

(1) SAUZET, *De la responsabilité des patrons* (Revue critique de législation et de jurisprudence, 1883, p. 596 et 677). — SAINTÉLETTE, *De la responsabilité et de la garantie*, 1 84.

(2) LABBÉ, *Notes dans Sirey* (S. 1885, 4. 25 ; 1886, 2. 97 ; 1886, 4. 25 ; 1889, 4. 1), et *La responsabilité délictuelle et contractuelle* (Revue critique de législation et de jurisprudence, 1886, p. 433).

(3) GLASSON, *Le Code civil et la question ouvrière*, 1886 (Compte rendu de l'Académie des sciences morales et politiques, t. 125, p. 870).

doit protéger ses ouvriers contre les vices de l'outillage qu'il leur remet en exécution de ce contrat ; si donc un vice de cet outillage a occasionné l'accident, le patron doit, pour dégager sa responsabilité, établir qu'il avait pris toutes les précautions susceptibles de prévenir l'accident : l'ouvrier n'est tenu de prouver que le vice de la chose, et c'est alors au patron à démontrer qu'il lui était humainement impossible de connaître ce vice (1).

31. — Dans la pensée de ses auteurs, ce système a les avantages suivants : il se dégage des principes du Code civil, et permet de résoudre la question sans abandonner le régime du droit commun ; de plus, sous ses formes diverses, il rétablit l'équité au profit de l'ouvrier, qu'il affranchit à des degrés divers, selon les interprétations, du fardeau de la preuve.

32. — Ce système a été combattu par les arguments suivants :

Sous sa forme la plus large, il est excessif ; il établit, en effet, à la charge de l'un des contractants, le patron, une présomption qui, en l'absence de clause spéciale, ne trouve aucune justification dans un contrat synallagmatique (2) ; car on ne saurait prétendre que le patron, en l'absence d'obligation légale, ait assumé par une convention tacite tous les risques de l'industrie : l'exécution de cette obligation de garantie absolue a, d'ailleurs, été qualifiée d'irréalisable par la Cour de Cassation belge dans un arrêt du 28 mars 1889 (3).

L'interprétation moins générale ne présente pas le même inconvénient ; mais, d'une part, elle ne réalise point l'entier renversement de la preuve ; d'autre part, elle n'empêche pas qu'une clause de non-garantie, insérée dans le contrat, ne

(1) ESMEIN, *Notes* dans Sirey (S. 1897, 1. 17.; 1898, 1. 65).

(2) JOSSERAND, *De la responsabilité du fait des choses inanimées*, 1897, p. 37.

(3) Cour de Cassation belge (S. 1890, 4. 17).

vienne détruire la garantie qui dérive de ce même contrat : l'ouvrier n'est donc pas suffisamment affranchi du fardeau de la preuve, et il est exposé à l'obligation d'accepter l'insertion, dans le contrat de travail, d'une clause, appelée à devenir usuelle, stipulant le retour au droit commun (1).

Quant à l'interprétation plus étroite, si elle échappe au reproche de méconnaître le caractère synallagmatique du contrat, elle ne procure point à l'ouvrier le bénéfice du renversement de la preuve, et même elle semble plus favorable aux patrons qu'aux ouvriers (2).

Enfin la dernière interprétation paraît exiger de l'ouvrier une preuve, celle de l'existence du vice caché et d'un rapport de causalité entre le vice et l'accident. — qui compromet au point de vue de l'ouvrier toute la valeur du système (3).

D'ailleurs, quelle qu'en soit l'interprétation, le système, en raison même de son principe, ne supprime pas l'éventualité d'un litige.

§ 2. — SYSTÈME DE LA RESPONSABILITÉ LÉGALE

33. — Le système de la responsabilité légale fait rentrer la responsabilité en matière d'accidents du travail dans la responsabilité du fait des choses. Basé sur le texte du n° 1 de l'article 1384 du Code civil, ce système se résume dans trois formules (4) :

a) Le demandeur en indemnité n'est pas tenu de prouver la faute du patron ;

b) Le patron ne peut échapper à sa responsabilité en établissant qu'il n'a commis aucune faute ;

(1) SALEILLES, *Les accidents de travail et la responsabilité civile*, 1897, p. 16 et 17.

(2) ARTHUR DESJARDINS, *loc. cit.*, p. 348.

(3) SALEILLES, *loc. cit.*, p. 18.

(4) JOSSEMAND, *loc. cit.*, p. 74.

c) La responsabilité du patron est étrangère à toute notion de faute : elle découle directement de la loi.

La responsabilité n'a plus de caractère subjectif : elle est exclusivement objective et résulte du fait lui-même.

La source de cette responsabilité se trouve, non dans une notion de droit, mais dans des considérations d'équité : « Agir, c'est courir des risques, la vie n'est faite que de cela ; il s'agit de savoir comment les répartir entre ceux qui les subissent. Ce n'est plus une question de faute, c'est une question d'équité sociale (1). »

34. — Les conséquences pratiques du système résultent de trois propositions qui se dégagent de son principe même ; ces trois propositions sont les suivantes, accompagnées chacune des conséquences qu'elles produisent :

1^o L'obligation de réparer le dommage a une origine légale : par suite, il suffit au demandeur de prouver le lien de causalité entre le travail et le dommage, et, de plus, il est impossible au patron de s'affranchir de sa responsabilité par une convention ;

2^o L'obligation ne naît que si le dommage a été véritablement causé par le travail. Dès lors, les cas fortuits, à l'exclusion des cas de force majeure, incombent seuls au patron ; si, en effet, les seconds sont assimilables aux premiers sous le régime de la responsabilité subjective comme étrangers les uns et les autres à l'idée de faute (voir ci-dessus n^o 8), le système de la responsabilité objective distingue les cas fortuits, qui proviennent d'une cause inhérente au travail, des cas de force majeure, qui résultent d'un fait indépendant du travail. De même, le cas de faute de l'ouvrier exclut la responsabilité du patron : car celui-ci doit répondre, à l'égard de l'ouvrier, du fait des choses et non de la faute de l'ouvrier lui-même ;

3^o L'obligation a pour base rationnelle la notion du

(1) SALEILLES, *loc. cit.*, p. 75.

risque créé ; la responsabilité incombe donc à celui qui a créé le risque, indépendamment de tout droit réel sur la chose ; c'est l'existence, non d'un pouvoir juridique, mais d'une puissance de fait, qui détermine l'attribution de la responsabilité.

35. — Les défenseurs de ce système répondent d'ailleurs aux objections tirées de l'importance financière des charges qu'il imposerait à l'industrie, et de la répercussion de ces charges sur les conditions de la production ou de la consommation. D'après eux, en effet, le patron trouvera dans l'assurance contre les accidents un moyen de supporter sans peine, par le paiement d'une prime modique, le risque auquel il est exposé ; de plus, l'ouvrier étant lui-même un consommateur, toute amélioration du sort de l'ouvrier doit profiter à la consommation ; enfin, la prospérité des pays qui ont adopté le principe du risque professionnel et l'assurance qui en procède, ne semble pas permettre de considérer le versement d'une prime comme une charge incompatible avec les exigences qui résultent de la concurrence étrangère. Le système a d'ailleurs l'avantage de répondre aux nécessités de la vie moderne et de favoriser l'activité individuelle en supprimant les lenteurs dans l'appréciation du dommage et l'incertitude dans l'évaluation des risques.

36. — Le système de la responsabilité légale ne repousse pas toutefois les considérations d'ordre subjectif en matière de détermination d'indemnité ; il admet la distinction entre la faute intentionnelle, la faute d'imprudence et la faute objective ; la faute intentionnelle est un fait de volonté ; la faute d'imprudence est un fait anormal qui comporte une part de risque qu'une attention plus soutenue aurait permis d'éviter ; la faute objective est un fait dépourvu de tout caractère anormal, mais impliquant des risques ; c'est pourquoi, tandis que la faute intentionnelle doit entraîner la réparation intégrale, la

faute objective ne peut comporter qu'une indemnité correspondant aux suites normales du dommage et définie par le juge entre un maximum et un minimum forfaitaires ; quant à la faute d'imprudence, elle appelle la réparation intégrale de la perte subie et une indemnité d'un caractère forfaitaire pour la part afférente aux risques. Dispensé de fournir une preuve au cas de faute objective, le blessé devra établir l'intention ou l'imprudence pour obtenir la réparation intégrale ou une indemnité supérieure aux limites du forfait.

37. — Il convient d'ajouter que, si, pour certains de ses défenseurs (1), le système du risque créé, tel qu'il se dégage du Code civil convenablement interprété, a paru fournir une solution satisfaisante, d'autres (2) ont du moins exprimé la crainte que l'indemnité ne fût parfois insuffisante pour l'ouvrier, excessive pour le patron, et l'avis que le mécanisme de l'assurance pouvait seul fournir la véritable solution « en faisant de la répartition des risques une charge collective de l'organisme industriel ».

38. — Le système de la responsabilité légale a d'ailleurs reçu une expression plus générale encore, ne comportant pas l'exclusion de la force majeure.

Cette expression dérive de l'obligation, qui s'impose au patron, appelé à profiter des bénéfices du travail, de supporter les risques inhérents à ce travail; les risques professionnels, « Du moment où l'industrie entraîne des risques inévitables, l'ouvrier ne peut ni ne doit les supporter, aujourd'hui moins que jamais en présence de l'outillage moderne et des forces qui l'actionnent... L'ouvrier n'a plus le choix de ses outils : il les subit. C'est au maître, qui les lui impose, de subir, aux termes de l'article 1384 « la responsabilité des choses qu'il a sous sa garde ». La ma-

(1) JØSSERAND, *loc. cit.*, p. 126.

(2) SALEILLES, *loc. cit.*, p. 90.

chine tue et blesse; la machine est sienne; donc il en répond » (1).

De là la définition générale du *risque professionnel proprement dite* : « Le risque professionnel est le risque afférent à une profession déterminée, indépendamment de la faute des ouvriers ou des patrons (2) », ce risque devant être supporté par le patron et figurer comme un élément du prix de revient dans les frais généraux de l'industrie.

SECTION II

JURISPRUDENCE

39. — La jurisprudence, comme la doctrine, s'est préoccupée de donner satisfaction aux exigences nouvelles de l'industrie. On a distingué à cet égard deux systèmes : le système de la présomption de faute et le système de la responsabilité légale.

§ 1. — SYSTÈME DE LA PRÉSUMPTION DE FAUTE

40. — Tout en retenant la notion de faute délictuelle, la jurisprudence s'est efforcée d'amender l'application du système par des facilités attribuées à la victime dans l'administration de la preuve du dommage. A la faute personnelle et subjective, cause directe du dommage, la jurisprudence a cherché à substituer la faute objective, consistant dans un fait extérieur dénué de rapport direct et

(1) CHEYSSON, *L'assurance des ouvriers contre les accidents* (Journal des Economistes, 4^e série, 10^e année, t. 41, janvier-mars 1888, p. 429).

(2) CHEYSSON, *ibid.*

immédiat avec l'accident. Au point de vue pratique, la victime avait donc à prouver, non plus une faute, mais un fait fautif, c'est-à-dire « un fait qui dans sa matérialité fût contraire aux usages que la jurisprudence considérerait comme devant s'imposer à l'industrie moderne, sans avoir à établir ni la faute directe, ni le rapport de causalité entre l'accident survenu et une faute subjective quelconque » (1).

41. — Ce système, basé sur une extension de l'application de l'article 1386 du Code civil, a été critiqué au point de vue juridique et au point de vue pratique ; il a été qualifié de « système de transition » et de « demi-mesure » (2).

§ 2. — SYSTÈME DE LA RESPONSABILITÉ LÉGALE

42. — La théorie de la responsabilité légale, définie ci-dessus (n° 33), a été admise par la Chambre civile de la Cour de Cassation et par le Conseil d'État.

D'une part, en effet, dans un arrêt du 16 juin 1896, la Chambre civile de la Cour de Cassation a déclaré le patron responsable des suites d'un accident, sans invoquer ni l'article 1382 du Code civil ni l'existence d'une clause tacite de garantie résultant du contrat de travail ; elle ne constatait un vice de construction que pour exclure le cas fortuit ou la force majeure, et, d'après les termes mêmes de l'article 1384 du Code civil, cette constatation, qui établissait une relation de cause à effet entre le dommage et la machine placée sous la garde du patron, lui paraissait suffire pour engager la responsabilité de celui-ci (3).

(1) SALEILLES, *loc. cit.*, p. 11 ; et Cass. civ. 19 juillet 1870 (S. 1871, 1. 9) et 19 avril 1887 (S. 1887, 1. 217).

(2) JOSSEMAN, *loc. cit.*, p. 51.

(3) Cass. civ. 16 juin 1896 (S. 1897, 1. 17) : « Attendu que l'arrêt attaqué constate souverainement que l'explosion de la

D'autre part, le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 21 juin 1895, a, conformément aux conclusions du Commissaire du Gouvernement, déclaré l'Etat responsable des accidents survenus dans ses ateliers, en l'absence de toute faute de la victime, par suite des risques professionnels, sans qu'aucune faute fût établie à l'encontre de l'Etat (1). Il a fait, dans un arrêt du 28 février 1896, une nouvelle application de la même jurisprudence (2).

43. — Il convient toutefois d'observer que l'adoption de ce système par la jurisprudence n'a pas été générale.

D'une part, en effet, la Chambre des requêtes de la Cour de Cassation a, par un arrêt du 30 mars 1897, repoussé une demande d'indemnité en fondant sa décision sur l'impossibilité de trouver, dans un cas fortuit, des éléments de responsabilité (3) : ce nouvel arrêt, s'il ne con-

machine du remorqueur à vapeur (*nom du bateau*), qui a causé la mort de T....., est due à un vice de construction ; qu'aux termes de l'article 1384 C. civ., cette constatation, qui exclut le cas fortuit et la force majeure, établit, vis-à-vis de la victime de l'accident, la responsabilité du propriétaire du remorqueur sans qu'il puisse s'y soustraire en prouvant, soit la faute du constructeur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé... »

(1) Cons. d'Et. 21 juin 1895 (M. 1895, 569 et suiv.) : « Puisqu'il n'y a ni faute de l'ouvrier ni faute de l'Etat, disait M. le Commissaire du Gouvernement Romieu, nous sommes bien en présence du fait de l'industrie, de l'accident anonyme, du risque professionnel résultant de l'emploi de machines dans des conditions normales ; « il constatait que la jurisprudence de la juridiction civile s'en tenait à l'application de l'art. 1382 C. civ. ; il exprimait toutefois « l'avis qu'en l'absence d'un texte qui s'y oppose, la justice veut que l'Etat soit responsable vis-à-vis de l'ouvrier des dangers que lui fait courir sa coopération au service public : « et il ajoutait : « S'il n'y a pas faute de l'ouvrier, le service public est responsable et doit indemniser la victime. »

(2) Cons. d'Etat, 28 février 1896 (M. 1896, 199).

(3) Cass. req. 30 mars 1897 (S. 1898, 1. 71) : « Attendu que l'arrêt attaqué constate « que l'accident a donné lieu à deux enquêtes... »

damne pas d'une manière absolue la doctrine admise par l'arrêt précité de la Chambre civile du 16 juin 1896 (n° 42), en limite du moins considérablement la portée (1).

D'autre part, les termes mêmes des conclusions du Commissaire du Gouvernement, qui avaient précédé l'arrêt susvisé (n° 42) du Conseil d'Etat du 21 juin 1895), excluaient toute répercussion de la jurisprudence de la juridiction administrative dans le domaine de la jurisprudence de la juridiction civile (2).

SECTION III

LÉGISLATION

44. — L'exposé, qui précède, des travaux de la doctrine et de la jurisprudence sur la matière, montre que ces travaux, malgré leur importance, ne fournissaient pas une solution susceptible de s'imposer en l'absence d'une intervention du législateur.

qu'il résulte de ces deux mesures d'instruction que les foyers et chaudières du (*nom du bateau*) étaient construits conformément aux règles de l'art, en bon état d'entretien, et qu'il est impossible de déterminer la cause d'un accident qui doit rentrer dans la catégorie des accidents fortuits déjouant toute prévision et ne pouvant engager aucune responsabilité; qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué a sainement appliqué les art. 1382, 1383 et 1384, C. civ. : . . . »

(1) CHARMONT, *Jurisprudence civile. Questions de responsabilité*. (Revue critique de législation et de jurisprudence, 1898, p. 129).

(2) Ces conclusions (M. 1895, 509 et suiv.) se fondaient en effet sur ce que « le droit civil n'est pas applicable aux rapports juridiques qui existent entre l'Etat et les agents qu'il emploie pour les services publics et par suite aux questions de responsabilité qui peuvent découler de l'exécution de ce contrat d'une nature toute spéciale. »

45. — Des systèmes proposés, celui qui semblait répondre de la manière la plus satisfaisante aux nécessités de la pratique, celui de la responsabilité légale, paraissait même appeler comme complément l'institution d'un régime qui permit au patron de supporter les charges nouvelles, qui garantît à l'ouvrier le bénéfice de l'indemnité et qui apportât dans la procédure la rapidité et l'économie.

46. — Posée sur le terrain législatif, la question présentait, en effet, des aspects variés que la doctrine et la jurisprudence, en se maintenant sur le terrain juridique, n'avaient pas à envisager.

Dans ce nouvel ordre d'idées, le programme que le législateur devait remplir comprenait les éléments suivants :

1^o Reconnaître à l'ouvrier le droit à une indemnité dans le plus grand nombre de cas possible ;

2^o Définir le taux de cette indemnité dans des conditions satisfaisant à la fois aux règles de l'équité et aux nécessités de la pratique ;

3^o Réaliser l'allocation de l'indemnité selon un mode offrant toute garantie pour l'ouvrier sans imposer à l'industrie des charges excessives.

§ 1. — RECONNAISSANCE DU DROIT A INDEMNITÉ

47. — Le système du *risque professionnel proprement dit*, tel qu'il a été défini plus haut (n^o 33), met à la charge du patron tous les accidents, à l'exception de ceux qui résultent de la faute de l'ouvrier ou de celle du patron. L'existence démontrée d'une faute entraîne le retour à l'application des règles du Code civil. S'il y a faute de l'ouvrier, l'indemnité lui est refusée ; s'il y a faute du patron, la réparation intégrale du dommage est exigible.

48. — Ce système a donné lieu à des critiques ; on lui a reproché, d'abord, de ne point supprimer les procès, le patron étant, ainsi que l'ouvrier, intéressé à prouver l'existence d'une faute comme cause de l'accident : l'un, en vue de s'affranchir de sa responsabilité, l'autre, afin d'obtenir une indemnité plus élevée ; on a également signalé qu'il laissait sous le régime du droit commun les accidents que l'ouvrier occasionne, soit par une imprudence légère qu'explique son habitude du danger, soit par le souci impérieux de la meilleure utilisation de ses forces.

49. — Afin de remédier à ces inconvénients, on a proposé, sinon de supprimer l'exception de faute, du moins d'en limiter l'application.

Les uns ont proposé de n'admettre que la faute grave du patron ou la faute grave de l'ouvrier comme exclusive du risque professionnel.

D'autres ont limité cette exclusion, en ce qui concernait le patron, au cas où une condamnation pénale l'a frappé à raison de l'accident, et, en ce qui concernait l'ouvrier, au cas où l'accident résulterait d'un acte intentionnel de sa part.

D'autres, par mesure transactionnelle, ont assigné pour limites à l'application du risque professionnel la faute grave du patron, comme dans le premier système, et l'acte intentionnel de l'ouvrier, comme dans le second.

Enfin quelques-uns ont complété cette dernière solution, en ajoutant qu'au cas de faute grave, dépourvue d'intention, de l'ouvrier, l'indemnité pourrait être réduite.

De ces quatre solutions, la deuxième est celle qui comporte l'application la plus générale de la notion de risque professionnel, l'intention du patron ne devant pas être prévue dans le domaine du quasi-délit : c'est le système du *risque professionnel intégral*.

La première solution, qui prévoit la faute grave du

patron ou de l'ouvrier, est la moins générale : c'est le système du *risque professionnel restreint*.

Enfin, les deux dernières solutions sont d'un caractère mixte ; elles ne sont pas, en effet, pour le patron, plus générales que la première solution, et, si la troisième solution équivaut à la seconde en ce qui concerne l'ouvrier, la quatrième admet un correctif éventuel qui restreint à titre conditionnel l'application du risque professionnel : on peut désigner ces deux solutions, l'une sous le nom de système du *risque professionnel partiel*, l'autre sous celui de système du *risque professionnel partiel et conditionnel*.

50. — En résumé, on peut distinguer les quatre systèmes suivants :

1^{er} système. — *Risque professionnel intégral* : Les cas où le risque professionnel n'intervient point sont ceux où une condamnation pénale a frappé le patron à raison de l'accident et ceux où l'ouvrier est coupable d'intention.

2^e système. — *Risque professionnel partiel* : Les cas où le risque professionnel n'intervient point sont ceux où le patron a commis une faute grave et ceux où l'ouvrier est coupable d'intention.

3^e système. — *Risque professionnel partiel et conditionnel* : Les cas où le risque professionnel n'intervient point sont ceux où le patron a commis une faute grave et ceux où l'ouvrier est coupable d'intention, l'indemnité pouvant d'ailleurs être réduite en cas de faute grave de l'ouvrier.

4^e système. — *Risque professionnel restreint* : Les cas où le risque professionnel n'intervient point sont ceux où soit le patron, soit l'ouvrier est coupable de faute grave.

51. — Ces quatre systèmes, qui viennent (n^o 50) d'être classés dans l'ordre décroissant au point de vue de la généralité d'application du risque professionnel, ont

chacun, sous ce rapport, des avantages dont l'importance résulte de ce degré même de généralité. Ils ont, en outre, des avantages et des inconvénients qui leur sont propres et qui méritent une discussion détaillée.

52. — 1^{er} Système. — Le premier système se recommande par la précision des criteriums qu'il assigne aux limites d'application du risque professionnel : condamnation pénale du patron, intention de l'ouvrier ; il exclut, par suite, toute contestation sur la définition de ces limites dans chaque cas d'espèce et réduit les causes de procès ; de plus, en remplaçant par des données invariables l'appréciation discrétionnaire du juge, il donne à l'ensemble du régime la base fixe qu'exige toute combinaison scientifique d'assurance qui viendrait à être créée pour couvrir le risque.

Toutefois ce système a donné lieu aux critiques suivantes :

a) Il expose le patron à des poursuites vexatoires : il pousse, en effet, à correctionnaliser les accidents, en vue d'obtenir une amélioration de la réparation civile à la faveur d'une condamnation pénale ; d'ailleurs, cette éventualité n'atteint pas également tous les patrons : car la condamnation est personnelle, et les chefs d'entreprises considérables, surtout dans les sociétés anonymes, peuvent, en raison des difficultés que rencontre la définition de la personne pénalement responsable, échapper à la condamnation plus aisément que les patrons de la petite industrie ; cette conséquence n'est donc pas seulement rigoureuse ; elle revêt, en outre, un caractère choquant d'inégalité ;

b) De plus, la faute grave de l'ouvrier est mise à la charge du patron : cette conséquence est la négation de la justice ;

c) Enfin l'octroi d'une indemnité à l'ouvrier coupable de faute grave ne peut qu'étouffer dans l'homme le ressort de l'activité, le sentiment de la responsabilité

individuelle, et que constituer une prime donnée à l'imprudence tant des patrons que des ouvriers, qui ne chercheront plus à éviter, les uns par l'organisation des mesures appropriées, les autres par l'observation des ordres regus, les causes de dangers qui ne déjouent pas les calculs de la prévoyance humaine.

53. — 2^e Système. — Le deuxième système échappe au reproche qu'encourt le premier par suite de l'intervention d'une condamnation pénale, mais il est exposé aux critiques que motive l'introduction de la notion de faute grave. Ces critiques, étant plus justifiées encore sous le régime prévu par le quatrième système, seront examinées à l'occasion de ce dernier (voir n° 55). Le deuxième système participe, d'ailleurs, à tous les autres caractères du premier.

54. — 3^e Système. — La part plus large, faite dans le troisième système à la notion de faute grave, qui est prévue non plus seulement pour le patron, mais encore pour l'ouvrier, appelle des observations analogues à celles qui viennent d'être formulées pour le troisième système (voir n° 53).

55. — 4^e Système. — Les considérations invoquées en faveur de ce système sont les suivantes :

a) Il est conforme à l'idée de justice et sauvegarde le sentiment de responsabilité, en attribuant à chacun les conséquences de ses fautes graves ; il constitue, par suite, une garantie de la sécurité du travail ;

b) Il ne fait supporter au patron que les charges résultant des risques inhérents à l'exercice normal de l'industrie ;

c) Le nombre des cas de faute grave n'est pas assez élevé pour que l'on ait à redouter un nombre considérable de litiges motivés par l'appréciation de la faute (1) :

(1) La statistique allemande déjà citée (voir n° 21, note) accuse (*loc. cit.*, p. 628), pour la proportion des accidents dus à la « légè-

d) Il suffit de recourir à l'institution d'une juridiction professionnelle pour réaliser, dans l'appréciation de la faute, toutes les facilités désirables (1).

On a toutefois adressé à ce système les critiques suivantes :

a) La notion de faute grave (2) manque de précision, et son application doit nécessairement donner lieu à des litiges. Ce n'est pas que des tentatives n'aient été faites en vue de la définir. Les uns ont fait dériver la notion de la faute grave d'une contravention à un règlement formel de

reté (rix, jeu), ivresse, etc. », le chiffre 1,98 p. 100 du total ; ce chiffre ne comprend pas, il est vrai, les proportions d'accidents dus au non-emploi des dispositifs de protection (1,76 p. 100) et à l'inobservation des mesures de sécurité (5,17 p. 100).

(1) PRINS, *Les tribunaux professionnels en matière d'accidents du travail*. Rapport au Congrès des accidents du travail et des assurances sociales, Bruxelles, 1897 (Compte rendu du Congrès, p. 76).

(2) C'est avec intention que l'expression de faute *grave* a été employée dans cet exposé de préférence à l'expression de faute *lourde* ; il importe, en effet, de prévenir toute confusion entre la discussion de la question de faute en matière d'accidents du travail et l'ancienne théorie des fautes. Il suffira de rappeler ici :

A. D'une part, que la théorie des fautes de Pothier comportait la distinction suivante :

1° La *faute lourde*, qui suppose une négligence impardonnable ou une ineptie caractérisée et qui est assimilée au dol, c'est-à-dire aux manœuvres employées en vue de tromper autrui ;

2° La *faute légère*, qui consiste dans l'omission des soins d'un homme de diligence moyenne ;

3° La *faute très légère*, qui consiste dans l'omission des soins d'un homme d'une négligence exceptionnelle :

B. D'autre part, que le plus grand nombre des romanistes modernes ne distinguent dans le droit romain que deux degrés de fautes :

1° La *faute lourde* ;

2° La *faute légère*, laquelle comporte à son tour une distinction suivant l'appréciation concrète ou abstraite dont elle est l'objet, c'est-à-dire selon que l'on tient ou non compte du caractère et des habitudes de l'auteur de la faute.



sécurité (1), et le Conseil supérieur du travail belge en a adopté la définition suivante (2) : « La faute grave est la violation consciente des devoirs essentiels concernant la sécurité. » D'autres enfin ont cherché dans la qualification « d'inexcusable » un remède au défaut de précision de la notion (3). Ces diverses définitions n'ont pas paru satisfaisantes, et l'on a critiqué une mesure qui édicte la responsabilité de fautes d'un degré mal défini. De plus, on a contesté (4) la nécessité de recourir à la distinction de la faute grave pour sauvegarder dans l'homme la conscience de sa responsabilité : le blessé, coupable d'une faute grave, est, en effet, exposé à une double ou parfois à une triple sanction : la sanction morale du remords ou du regret, la sanction sociale de la condamnation et de la peine, la sanction physique de la douleur de la lésion et du risque de la mort. Quant au patron, son intérêt bien entendu, à défaut de sentiments humanitaires, suffit à l'engager à prendre, en l'absence même de l'exception de faute grave, les mesures préventives susceptibles de réduire le nombre des accidents.

b) D'autre part, ce n'est pas toujours à la charge du patron que restent les conséquences économiques de la faute grave de l'ouvrier ; elles ont d'abord, au moins en partie, une répercussion sur le consommateur, qui doit accepter la prestation du travail avec les charges que comportent chez l'ouvrier les imperfections inhérentes à la nature humaine ; si, d'ailleurs, elles constituent une

(1) LACASSE, Conseil supérieur du travail belge (3^e session, 1895-1896, p. 415).

(2) Conseil supérieur du travail belge (*loc. cit.*, p. 596).

(3) THEVENET, Rapport au Sénat, du 2 mars 1896 (S. n., Doc. parl., n° 48, J. O., p. 118 et 119).

(4) VAN OVERBERGH, *La faute lourde en matières d'accidents du travail*. Rapport au Congrès des accidents du travail et des assurances sociales, Bruxelles, 1897 (Compte rendu du Congrès, p. 193 et suiv.)

charge pour l'industrie, elles ne sont que le prix dont les chefs d'entreprise paient la tranquillité qu'ils doivent à l'affranchissement de la responsabilité civile.

c) Sans contester la rareté des cas de faute grave, on peut soutenir que l'effectif des litiges doit être supérieur au nombre réel de ces cas, parce que les procès ne sont pas exclusivement soulevés à l'occasion des cas de faute grave nettement caractérisés ; l'intérêt, que l'une des parties en présence peut avoir à prouver la faute grave de l'autre, doit suffire à provoquer une contestation.

d) Enfin, le recours à une juridiction professionnelle ne consiste qu'« à corriger l'incertitude de la règle par l'inexpérience du juge » (1).

§ 2. — DÉTERMINATION DU TAUX DE L'INDEMNITÉ

56. — Les systèmes qui dérivent du principe du risque professionnel, ont tous pour résultat, quelle qu'en soit la forme, de mettre à la charge du patron la réparation d'accidents qui ne résultent point de sa faute personnelle. Ce régime revêt le caractère d'une transaction dans laquelle le patron abandonne la protection que le Code civil lui assurait en cas d'accident non imputable à sa propre faute, pour trouver en échange des avantages corrélatifs. Cette transaction conduit à demander à l'ouvrier la renonciation à une fraction de l'indemnité exigible en cas de faute du patron comprise dans le risque professionnel. Dès lors, l'objet de la réparation étant le salaire de la victime, l'indemnité, au lieu d'être égale à l'intégralité du salaire, ne doit pas en excéder une fraction déterminée. De là l'insertion dans la loi d'un tarif, ayant pour base le salaire et dressé en égard aux conséquences de l'accident.

(1) BEECKMAN, *Faute lourde, faute grave*. (Revue social : catholique belge, mars 1897.)

en cas de blessures, et à la qualité des ayants droit de la victime, en cas de décès.

57. — Le tarif légal d'indemnité, qui vient d'être défini, peut être établi suivant deux systèmes : tantôt il se borne à fixer, pour chaque catégorie d'accidents, les limites entre lesquelles l'indemnité variera selon l'appréciation du juge ; tantôt il définit par des chiffres précis le taux de la réparation due pour chaque nature de sinistre : dans le premier cas, la transaction, que la loi impose au patron et à l'ouvrier, se réduit à l'adoption de maxima et de minima qui, sans supprimer la réparation, ne lui permettent jamais d'atteindre l'intégralité du salaire : ce système est celui du tarif d'*indemnité variable* ; dans le second, la transaction aboutit à un forfait : ce système est celui du tarif d'*indemnité forfaitaire*. Le premier a été préféré par ceux qui désirent graduer en proportion du dommage, sous le régime même du risque professionnel, la valeur de la réparation : il a semblé le plus conforme à l'idée de justice et le plus capable d'entretenir le sentiment de la responsabilité individuelle. Le second a paru s'imposer en vue de la suppression des procès et découler d'ailleurs logiquement du besoin de certitude dans le prix des risques, certitude devenue une nécessité de la vie moderne.

58. — De plus, une procédure nouvelle, comportant éventuellement l'institution d'une juridiction spéciale, doit permettre une solution rapide et économique des litiges que le législateur est impuissant à prévenir.

Dans cet ordre d'idées, si l'institution d'une procédure spéciale semble avoir été généralement admise, il n'en est pas de même de la création d'une juridiction nouvelle qui comprendrait des patrons et des ouvriers et fonctionnerait sous la forme arbitrale.

Les arguments invoqués en faveur de cette création sont les suivants (1) :

(1) RICARD, Séance de la Chambre des Députés du 6 juin 1893

a) Les questions à trancher ne présentent aucune difficulté juridique : elles se réduisent à l'appréciation de la matérialité des faits, qui exige plutôt les connaissances du praticien que la science du juriste ;

b) Les patrons et les ouvriers sont naturellement désignés pour régler des questions professionnelles dont la solution exige d'ordinaire, de la part des tribunaux de droit commun, le recours à des spécialistes : l'institution d'une juridiction professionnelle consiste simplement à faire entrer au sein du tribunal les spécialistes dont le concours s'imposerait dans chaque affaire ;

c) Les experts, devenus juges, n'offrent que de plus grandes garanties aux parties ;

d) La désignation comme experts de délégués des parties ne peut que donner à leur décision une plus grande autorité ;

e) La justice gagne en promptitude et en économie, puisque le conseil technique se trouve au sein même du tribunal ;

f) L'institution d'une jurisprudence professionnelle paraît constituer une heureuse application de l'arbitrage industriel, et elle semble de nature à contribuer à la paix sociale.

Par contre, l'institution d'une juridiction professionnelle a donné lieu aux critiques suivantes :

a) Une institution de ce genre consacre le retour au régime des juridictions exceptionnelles et la négation du principe de l'unité de juridiction : c'est une justice de classe (1) ;

(J. O., p. 1628 et suiv.) et Séance du Sénat du 7 novembre 1895 (J. O., p. 888 et suiv.). — DE MUN, Séance de la Chambre des Députés du 6 juin 1893 (J. O., p. 1623 et suiv.). — POIRRIER, Rapport au Sénat, du 3 avril 1895 (Sén., Doc. parl., n° 73, J. O., p. 272).

(1) GUÉRIN, Séance du Sénat du 7 novembre 1895 (J. O., p. 885).

b) Une juridiction professionnelle doit nécessairement comprendre, au dessus des délégués-patrons et des délégués-ouvriers, un arbitre qui les préside et au besoin les départage : or, il est à craindre que l'opposition constante et systématique des juges-patrons et des juges-ouvriers, lors même qu'ils ne sont pas désignés à l'élection, ne laisse en fait à l'arbitre seul la décision de l'affaire, et que le désir de fonder une juridiction plus parfaite n'aboutisse à créer la juridiction si dangereuse d'un juge unique (1) ;

c) La compétence des juges-patrons et des juges-ouvriers n'est assurée que s'ils sont pris dans l'industrie même des parties, condition que ne remplit pas toujours la juridiction professionnelle (2) ;

d) Les dépenses résultant du fonctionnement de cette juridiction (notamment par suite des indemnités de déplacement à allouer aux juges-ouvriers) ne semblent pas négligeables (3) ;

e) Quant à l'économie pour les parties et à la rapidité de la justice, on peut l'obtenir, sans modifier la juridiction, par une amélioration de la procédure (4), et cela peut-être avec plus de certitude qu'en recourant à une juridiction dépourvue de permanence et de tradition (5).

Il convient d'ajouter que les partisans de la juridiction professionnelle ont répliqué :

a) Que l'institution de tribunaux appelés à se placer à un point de vue objectif et expérimental est un reflet de l'évolution du droit social pendant le siècle qui vient de s'écouler ; « bien loin d'être des justices de classe, les juridictions professionnelles ont pour caractéristique de rap-

(1) GUÉRIN, Séance du Sénat du 7 novembre 1895 (J. O., p. 885).

(2) GUÉRIN, Séance du Sénat du 7 novembre 1895 (J. O., p. 884).

(3) GUÉRIN, Séance du Sénat du 7 novembre 1895 (J. O., p. 885).

(4) LYON CAEN, *De la juridiction en matière d'accidents du travail*. Rapport au Congrès des accidents du travail et des assurances sociales, Bruxelles, 1897 (Compte rendu du Congrès, p. 100).

(5) GODIN, Séance du Sénat du 7 novembre 1895 (J. O., p. 888).

procher les classes » (1); tels sont les conseils de prud'hommes, les tribunaux de commerce ;

b) Que, d'une part, l'antagonisme des représentants désignés des deux parties est loin d'être démontré et que, d'autre part, dans l'hypothèse même où la décision n'émanerait que de l'opinion d'un arbitre, on n'a pas à redouter « de voir l'arbitraire d'un seul se donner une trop libre et facile carrière » (2) en raison des débats qui ont dû l'éclairer et du contrôle que la présence des juges-patrons et des juges-ouvriers exerce sur sa décision ;

c) Qu'en dépit de leur caractère professionnel, c'est exclusivement au point de vue de leur matérialité que les fait sont d'ordinaire à apprécier à la suite d'un d'accident ; il suffit donc que le juge soit pris au sein du monde du travail, sans qu'il soit nécessaire qu'il appartienne à la profession même des parties (3).

§ 3. — ALLOCATION DE L'INDEMNITÉ

59. — Il ne suffit pas que la loi définisse le taux de l'indemnité : il faut qu'elle en prévoie la forme et qu'elle en garantisse l'allocation aux intéressés. De là deux ordres de questions : la forme de l'indemnité, d'une part, la garantie de l'indemnité, d'autre part.

1. — FORME DE L'INDEMNITÉ

60. — L'indemnité peut être allouée, soit sous forme

(1) PRINS, *Les tribunaux professionnels en matière d'accidents du travail*. Rapport au Congrès des accidents et des assurances sociales, Bruxelles, 1897 (Compte rendu du Congrès, p. 70).

(2) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 3 avril 1895 (Sén., Doc. parl., n° 73, J. O., p. 272) et Séance du Sénat du 7 novembre 1895 (J. O., p. 887).

(3) POIRRIER, Séance du Sénat du 7 novembre 1895 (J. O., p. 887).

d'une somme une fois payée, soit sous forme de paiements périodiques : en d'autres termes, elle peut consister, soit dans le versement d'un *capital*, soit dans le service d'une *rente*.

61. — Le versement d'un *capital* a l'avantage de mettre à la disposition du blessé le moyen de consacrer à la conduite d'une modeste entreprise les forces qui lui restent ou l'expérience qu'il a acquise.

Toutefois l'emploi d'un capital exige non seulement de la sagacité, mais aussi de la prudence ; le versement d'un capital peut donc ne pas donner les résultats espérés. D'autre part, il se prête aux gaspillages et aux abus de tout ordre que comporte la remise subite d'une somme relativement considérable entre des mains qui ne disposent d'ordinaire que de sommes minimales.

62. — Le service d'une *rente* n'a ni les avantages ni les inconvénients du versement d'un *capital* ; il a d'ailleurs le caractère de se rapprocher, par sa périodicité même, du salaire que l'indemnité a pour but de remplacer.

63. — Une solution intermédiaire peut d'ailleurs combiner les deux solutions extrêmes : il suffit d'adopter en principe le service d'une *rente* et de donner aux intéressés le droit de demander l'allocation en *capital* d'une fraction de l'indemnité.

2. — GARANTIE DE L'INDEMNITÉ

64. — En organisant pour le paiement de l'indemnité un régime de garantie au profit des intéressés, le législateur peut, ou bien se borner à faciliter au créancier de l'indemnité le recouvrement de la créance, ou bien lui procurer la certitude absolue de ce recouvrement. En d'autres termes, il peut instituer soit la garantie limitée, soit la garantie absolue.

1^{er} système. — Garantie limitée.

65. — La garantie limitée consiste dans un régime qui donne au créancier de l'indemnité des sûretés en vue du recouvrement de sa créance.

66. — La garantie limitée peut être réalisée de différentes manières : notamment par un privilège que la loi établit sur les biens du débiteur, en l'autorisant à s'en affranchir par divers procédés, tels que : affectation hypothécaire, dépôt d'un capital, contrat d'assurance.

67. — Les arguments invoqués en faveur du système de la garantie limitée sont les suivants :

a) La garantie limitée se déduit logiquement de la transaction que la loi impose au patron et à l'ouvrier sous le régime du risque professionnel : en effet, de même qu'au prix des avantages à lui concédés par ce régime, l'ouvrier renonce à l'intégralité de la réparation dans des cas où il l'obtiendrait par l'application des règles de la responsabilité civile, de même il doit se contenter de sûretés établies à titre uniforme par le législateur, au lieu des garanties variables que, sous le régime du droit commun, le juge fixe discrétionnairement dans chaque cas particulier ;

b) La garantie limitée est d'ailleurs la seule équitable ; car, pour devenir absolue, la garantie exige — soit le groupement solidaire de l'ensemble des débiteurs, c'est-à-dire la participation de chacun d'eux à des dettes auxquelles il est tout à fait étranger, — soit l'imputation, à la charge de la communauté nationale, des déficits éventuels, c'est-à-dire le recours à des individus étrangers à l'industrie, pour le paiement des dettes résultant de l'exercice même de l'industrie.

68. — Le système de la garantie limitée a donné lieu à plusieurs critiques :

a) Tout d'abord la garantie limitée est insuffisante : le

but même de l'intervention du législateur est, en effet, de ne pas laisser sans réparation les infortunes du travail ; ce but ne serait donc pas atteint, si l'allocation de l'indemnité légale devenait illusoire par suite de l'insolvabilité du patron ;

b) L'argument, tiré du caractère transactionnel du système, ne paraît d'ailleurs que confirmer la nécessité de la garantie absolue : car, si l'ouvrier a fait le sacrifice d'une part d'indemnité, du moins doit-il être assuré d'obtenir effectivement la part qui lui a été laissée ;

c) Quant à l'argument basé sur le défaut d'équité des modes de réalisation de la garantie absolue, il trouve sa réfutation dans l'exposé même des avantages propres à chacun de ces modes (voir nos 71 et 7).

2^e système. — Garantie absolue.

69. — La garantie absolue consiste dans un régime qui procure au créancier de l'indemnité la certitude du recouvrement de sa créance.

70. — Deux solutions extrêmes ont été proposées en vue de réaliser la garantie absolue : l'une consiste à établir entre tous les débiteurs un lien de solidarité, l'autre à mettre la dette à la charge de la communauté nationale.

71. — Les arguments invoqués à l'appui de la première solution sont les suivants :

a) S'il est juste que l'industrie, qui profite des bénéfices du travail, supporte les charges correspondantes qui résultent des accidents, il n'est pas moins équitable que tous les individus, exposés à des risques, sinon de même valeur, du moins de même ordre, soient rapprochés en raison de la similitude de leur situation à cet égard ;

b) L'établissement de la solidarité n'est pas seulement

juste ; il est également tutélaire pour les débiteurs eux-mêmes, qu'il met à l'abri des coups du hasard, puisqu'au lieu de laisser le patron isolé en face d'une catastrophe, dont les conséquences financières peuvent entraîner sa ruine, il conduit naturellement à l'institution d'organes d'assurance qui, au prix d'un sacrifice modique et déterminé, permettent d'éviter les suites inconnues de l'accident toujours à craindre ; on considère d'ailleurs, dans cet ordre d'idées, que l'assurance doit être obligatoire et non facultative, afin de réaliser l'uniformité que comporte l'application du nouveau régime ;

c) L'application du principe de la solidarité sous forme d'assurance obligatoire n'exclut pas, du reste, l'autonomie des industriels associés au sein des groupements qu'ils constituent ; cette autonomie résulte, en effet, de l'indépendance de la gestion du groupement, quel que soit le type, professionnel ou territorial, sur lequel il est établi : le groupement professionnel réunit les patrons d'une même industrie que rapproche déjà la communauté de leurs intérêts sous un régime corporatif préexistant ; le groupement territorial, qui réunit tous les patrons d'une même région sans distinction de profession, permet de constituer des associations susceptibles de s'administrer sans dépenses excessives dans des contrées où les représentants d'une même industrie seraient trop disséminés pour gérer de concert leurs intérêts communs (1) ;

d) Le groupement solidaire des débiteurs n'entraîne point, par voie de conséquence nécessaire, des charges financières excessives : on peut, en effet, ne demander chaque année aux assurés que le remboursement des dépenses faites dans l'année, au lieu de prélever sur eux

(1) Voir dans notre ouvrage sur les *Lois d'assurance ouvrière à l'étranger* (liv. II, p. 9 et suiv.) la comparaison détaillée de ces deux modes de groupement.

des primes de valeur constante : on peut, en d'autres termes, appliquer le *système de la répartition* au lieu du *système des primes* ; de la sorte, on ne demande à l'industrie que les sommes exclusivement nécessaires au fonctionnement de l'organisation nouvelle (1).

72. — On a reproché au régime de la solidarité :

a) Son caractère artificiel : il rapproche des débiteurs que n'unit aucun lien de fait ni de droit ; dès lors, organisation compliquée, parce qu'elle n'est pas fondée sur la nature des choses, et, par suite, coûteuse ; tracassière, parce que le rapprochement des intéressés est essentiellement factice ;

b) Son caractère onéreux : pour être effective, elle oblige à des sacrifices considérables : en effet, la garantie n'est absolue dans toute la portée du terme, que si les capitaux représentatifs des rentes, ont été versés : or, d'une part, l'enlèvement de ces capitaux à l'industrie la prive de ressources nécessaires à son fonctionnement ; d'autre part, la gestion de ces sommes considérables entraîne des difficultés et engage des responsabilités qui ne laissent pas d'être inquiétantes ;

c) Son caractère excessif : pour fournir aux blessés la garantie absolue du recouvrement de leur créance, il ne paraît pas nécessaire de constituer une solidarité obligatoire ni, par suite, d'immobiliser des sommes considérables : la garantie cherchée n'a, en effet, pour but que de mettre les créanciers d'indemnités à l'abri des conséquences de l'insolvabilité de leurs débiteurs ; or, des évaluations, basées sur les données de la statistique, montrent que les sommes, que ces insolvabilités laisseraient en souffrance, ne dépasseraient pas un chiffre relativement modique.

(1) Voir dans notre ouvrage précité (liv. II, p. 12 et suiv.)¹² discussion de ces deux systèmes.

73. — La seconde solution échappe à ces critiques : elle laisse les débiteurs indépendants entre eux ; elle n'exige pas le versement des capitaux et réduit les charges au minimum indispensable pour couvrir les déficits éventuels ; d'autre part, l'œuvre, à laquelle ce régime associe la communauté, doit profiter aux intérêts matériels de celle-ci grâce à la réduction du nombre des indigents qui allège par voie de conséquence les charges de l'assistance publique ; elle constitue en même temps l'accomplissement d'un devoir social par l'amélioration du sort des classes laborieuses.

74. — Cette solution a donné lieu toutefois aux critiques suivantes :

a) Elle fait participer au paiement de dettes inhérentes à l'industrie des individus étrangers à celle-ci ;

b) Elle fait appel au crédit de l'Etat.

75. — A la suite de ces deux solutions extrêmes, il convient de signaler un mode intermédiaire qui consiste à établir entre tous les débiteurs un lien de solidarité et en même temps à faire appel au concours de la communauté nationale ; mais, au lieu de créer la solidarité en vue du paiement immédiat de la dette, on ne l'institue qu'en vue de la couverture des insolvabilités éventuelles, et l'on ne fait appel à l'État que dans une mesure fort restreinte : le risque d'insolvabilité est couvert par un fonds national que les patrons alimentent de leurs cotisations et dont la gestion est confiée à l'État ; le versement des capitaux représentatifs des pensions n'est pas exigé.

Dans ce système, les inconvénients, reprochés à l'établissement de la solidarité entre les débiteurs (n° 72), perdent leur gravité en égard à la modicité relative des sommes encaissées ; d'autre part, la création d'un fonds d'insolvabilité exclut les reproches basés (n° 74), soit sur l'imputation des dettes de l'industrie à la charge de la communauté,



soit sur le recours au crédit de l'Etat, qui d'ailleurs, en raison de la faible valeur des sommes versées à titre de cotisations, n'encourt dans la gestion de ces sommes qu'une responsabilité réduite.

Ce système est celui de la garantie absolue réalisée par la constitution d'un fonds national d'insolvabilité.

DEUXIÈME PARTIE

RÉGIME INSTITUÉ PAR LA LOI DU 9 AVRIL 1898

76. — L'étude du régime institué par la loi du 9 avril 1898 est trop intimement liée aux travaux préparatoires de la loi pour qu'il ne soit pas nécessaire de présenter un exposé au moins sommaire de ces travaux (1).

(1) Antérieurement à la loi du 9 avril 1898, le législateur français avait visé la question des accidents du travail dans les textes suivants :

1^o L'article 262 (1^{er}) du Code de commerce dispose que « le matelot est payé de ses loyers traité et pansé aux dépens du navire, s'il tombe malade pendant le voyage, ou s'il est blessé au service du navire » : c'est l'application du principe du risque professionnel à une classe déterminée de travailleurs :

2^o L'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, obligent, en cas de blessure à un ouvrier, le chef d'entreprise ou, à son défaut et en son absence, le préposé, à faire dans les 48 heures une déclaration de l'accident, accompagnée d'un certificat médical, au maire de la commune, qui doit aviser immédiatement l'inspecteur du travail : ces textes ont eu pour objet de faciliter l'administration de la preuve en cas d'accident ; ils ont cessé d'être applicables dans les cas visés par la loi du 9 avril 1898 ;

3^o Le titre III du décret du 3 janvier 1813 relatif à la police de l'exploitation des mines, vise les mesures en cas d'accidents et prescrit, non seulement (art. 11) la déclaration en cas d'accident,

mais encore (art. 15) l'entretien par les exploitants « sur leurs établissements, dans la proportion du nombre des ouvriers et de l'étendue de l'exploitation, des médicaments et moyens de secours » indiqués par le ministre, et (art. 16) l'existence d'un chirurgien dans les exploitations désignées par le ministre eu égard à leur importance et à l'effectif de leur personnel ; l'article 6 de l'ordonnance du 26 mars 1843 et l'article correspondant du décret du 25 septembre 1882, modificatif de cette ordonnance, confèrent à l'autorité préfectorale le droit de munir d'office une mine, sur le refus du concessionnaire et aux frais de celui-ci, des « médicaments et autres moyens de secours » susvisés.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

77. — L'historique des travaux parlementaires relatifs à la question des accidents du travail comporte la distinction de cinq périodes. La première, qui a pour origine le dépôt de la première proposition de loi (29 mai 1880), se termine au premier vote d'un texte par la Chambre des Députés (23 octobre 1884) ; les suivantes prennent fin respectivement au premier vote d'un texte par le Sénat (20 mai 1890), au vote d'un texte par la Chambre des Députés (10 juin 1893), au vote d'un nouveau texte par le Sénat (24 mars 1896), et au vote définitif de la loi par la Chambre des Députés (26 mars 1898). Chacune de ces périodes fera l'objet d'une section du présent chapitre.

SECTION I

PREMIÈRE PÉRIODE (29 mai 1880 — 23 octobre 1884).

78. — C'est le 29 mai 1880 que le Parlement français fut saisi de la première proposition relative à la responsabilité en matière d'accidents du travail : elle émanait de M. Martin Nadaud, député, et se composait d'un article unique qui formulait le principe du renversement de la preuve. Elle fut, du reste, complétée le 4 novembre 1881 par son auteur relativement à la détermination de la juridiction compétente.

79. — La proposition du 29 mai 1880 fut suivie d'une série d'autres, émanant de MM. Georges Graux (29 novembre 1881), Remoiville (13 décembre 1881), Alfred Girard (10 janvier 1882), Peulevey (14 janvier 1882), Maurel (21 janvier 1882), Félix Faure (11 février 1882) et Henry Maret (7 mars 1882).

80. — Ces propositions, examinées par une Commission, furent discutées sur le rapport, en date du 28 mars 1882, de M. Alfred Girard, et, bien que le projet de la Commission ne visât que certaines catégories d'ouvriers et que la présomption de faute du patron cessât lors du cas fortuit ou de la force majeure, la Chambre des Députés en prononça l'ajournement après une première délibération, le 13 mai 1882. Le dépôt, par la Commission, le 11 novembre 1882, d'un nouveau projet dont M. Martin Nadaud était rapporteur, aboutit, le 12 mars 1883, à un nouveau renvoi à la Commission, dont les travaux, au cours desquels M. Peulevey déposa le 26 novembre 1883 une nouvelle proposition, furent résumés dans un rapport, en date du 16 février 1884, de MM. Alfred Girard et Martin Nadaud (1); finalement la Chambre des Députés adopta en première lecture, le 23 octobre 1884, un texte de loi.

SECTION II

DEUXIÈME PÉRIODE (23 octobre 1884 — 20 mai 1890).

81. — Le texte que la Chambre avait voté ne put, par suite de la clôture de la législature, venir en deuxième délibération. Toutefois, le 24 mars 1885, M. Rouvier.

: (1) Ch. Dép., Doc. parl., n° 2634, J. O., p. 230. — Ce document contient en annexe tous les textes antérieurs énumérés ci-dessus.

ministre du Commerce, avait déposé au nom du Gouvernement un projet qui s'inspirait des travaux d'une Commission extra-parlementaire présidée par M. Tolain, mais qui ne reproduisait qu'une partie du résultat de ces travaux.

82. — Le texte, voté en première délibération par la Chambre, fut repris et présenté le 3 décembre 1885 par M. Lagrange et plusieurs de ses collègues ; ce texte distinguait deux sortes de responsabilités : l'une, responsabilité de droit commun, présumée à la charge du patron, sauf preuve contraire de sa part ; l'autre, responsabilité spéciale, à raison du risque professionnel ; la juridiction compétente était le tribunal ordinaire dans un cas, le juge de paix dans l'autre.

83. — Le 29 décembre 1885, M. Rouvier reprit en son nom personnel, avec M. Francis Laur, le projet qu'il avait présenté au nom du Gouvernement le 24 mars 1885 ; ce projet, sans modifier la responsabilité de droit commun, obligeait le patron et l'ouvrier à contracter une assurance à frais communs, soit auprès de la Caisse instituée par la loi du 11 juillet 1868, soit auprès d'une compagnie d'assurance privée.

84. — Le 2 février 1886, M. Lockroy, ministre du Commerce, présenta au nom du Gouvernement un projet qui, reproduisant le texte complet de la Commission extra-parlementaire présidée par M. Tolain, contenait, outre les dispositions du projet de M. Rouvier, la définition d'un régime qui présumait la responsabilité du patron jusqu'à preuve contraire à fournir par celui-ci.

85. — Le même jour, M. de Mun présenta avec plusieurs de ses collègues une proposition basée sur l'assurance obligatoire organisée au moyen de corporations professionnelles.

86. — Le 26 juin 1886, M. Félix Faure reprit la proposition qu'il avait formulée en 1882, mais en la simplifiant, notamment par l'abandon de la partie qui visait la

réforme de la Caisse d'assurance instituée par la loi du 11 juillet 1868. Cette proposition établissait un risque professionnel spécial, à la charge exclusive du patron, sans préjudice de la responsabilité de droit commun ; elle instituait un tribunal spécial composé du juge de paix et de deux assesseurs, l'un patron, l'autre ouvrier, désignés par le conseil de prud'hommes ou, à son défaut, par le maire.

87. — Le 24 mars 1887, M. Keller, sous forme d'amendement à la proposition de M. de Mun, présenta un contre-projet qui refusait l'indemnité au cas de faute de l'ouvrier.

88. — Ces propositions furent examinées par une Commission de la Chambre des Députés qui présenta, le 28 novembre 1887, dans un rapport de M. Duché (1), accompagné d'un projet de loi, le résultat de ses travaux.

89. — Après deux délibérations (du 17 au 29 mai et du 21 juin au 10 juillet), durant lesquelles M. Ricard remplaça comme rapporteur M. Duché, décédé, la Chambre des Députés adopta, le 10 juillet 1888, un texte qui présentait, par rapport à celui de la Commission, quelques différences.

90. — Le projet de la Chambre des Députés (2), qui visait *la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail*, édictait, dans les industries dangereuses, pour les employés dont le salaire annuel n'excède pas 4.000 francs, le risque professionnel intégral (n° 50) ; il tarifait les indemnités d'après le salaire et le degré d'incapacité de travail : il allouait, en cas d'incapacité permanente absolue, une pension variant entre

(1) Ch. Dép., Doc. parl., n° 2150, J. O., p. 386. — Ce document contient en annexe les propositions de loi postérieures à 1884 qu viennent d'être énumérées.

(2) Ce texte figure en annexe au document suivant : Ch. Dép., Doc. parl., 1892, n° 1926, J. O., p. 324.

le tiers et les deux tiers du salaire, une indemnité convenablement réduite en cas d'incapacité permanente partielle, enfin une indemnité fixe, quoique proportionnelle au nombre des ayants droit, en cas de décès. Le patron était exonéré du service des frais de maladie et des indemnités temporaires pendant les trois premiers mois consécutifs à l'accident, s'il avait créé une caisse de secours ou affilié ses ouvriers à une société de secours mutuels approuvée ou autorisée et si ladite caisse ou société devait pourvoir au service de ces allocations. Le projet conduisait à l'assurance, mais il ne l'imposait pas : l'assurance était nécessaire, non obligatoire. Le patron pouvait, soit rester son propre assureur, avec privilège pour l'ouvrier, soit recourir à des compagnies privées dont l'indemnité aurait été grevée de privilège au profit de l'ouvrier, soit s'adresser à la Caisse d'assurance en cas d'accidents créée par la loi du 11 juillet 1868, qui devait être réorganisée, soit s'affilier à un syndicat d'assurance mutuelle régulièrement institué.

91. — Saisi de ce projet, le Sénat, devant qui M. Blavier avait déjà présenté une proposition de loi le 26 janvier 1886 (1), le renvoya à l'examen d'une Commission dont le rapporteur, M. Tolain, déposa un texte de loi le 24 janvier 1889 (2). Ce texte ne modifiait que sur quelques points le projet de la Chambre des Députés ; il acceptait, comme celui-ci, le principe du risque professionnel intégral.

92. — Le 1^{er} avril 1889, le Sénat ayant adopté pour le premier article du projet un texte qui substituait le principe du risque professionnel restreint à celui du risque professionnel intégral (n° 50), ce vote entraîna la démission de la Commission et la nomination d'une nou-

(1) Sén., Doc. parl., n° 7, J. O., p. 81.

(2) Sén., Doc. parl., n° 9, J. O., p. 21.

velle Commission, dont le rapporteur, M. Bardoux, présenta le 27 janvier 1890 (1) un texte modifié.

93. — A la suite de l'achèvement de la première délibération le 13 février 1890 et de la deuxième le 20 mai 1890, le Sénat adopta un texte, qui différait notablement de celui que la Chambre avait voté le 10 juillet 1888.

94. — Le projet du Sénat (2) posait le principe du risque professionnel restreint; il modifiait le régime des indemnités, notamment par la fixation, à la moitié du salaire, du taux de l'indemnité en cas d'incapacité absolue permanente ou temporaire. Il n'organisait ni l'assurance par la Caisse d'Etat, ni l'assurance par les syndicats d'assurance mutuelle; il se bornait à conférer aux syndicats professionnels le droit de constituer, sans autorisation, des caisses d'assurance mutuelle et à prévoir qu'un règlement d'administration publique déterminerait les garanties que devaient fournir et les réserves que devaient constituer, avec privilège pour l'ouvrier, ces caisses mutuelles, ainsi que les compagnies privées: les seules garanties du paiement de l'indemnité résultaient de l'attribution du caractère d'incessibilité et d'insaisissabilité, du privilège de l'article 2101 (4^e) du Code civil pour deux années d'arrérages et, en cas d'assurance, du privilège de l'article 2102 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur.

SECTION III

TROISIÈME PÉRIODE (20 mai 1890 — 10 juin 1893).

95. — En même temps qu'il transmettait à la Chambre

(1) Sén., Doc. parl., n° 6, J. O., p. 23.

(2) Ce texte figure en annexe au document suivant: Ch. Dép., Doc. parl., 1892, n° 4926, J. O., p. 327.

des députés le texte voté par le Sénat, M. Jules Roche, ministre du Commerce, présenta au nom du Gouvernement, à la Chambre des Députés, le 28 juin 1890, un projet de loi *relatif au droit à indemnité des ouvriers victimes d'un accident dans leur travail* (1). Ce projet admettait le principe du risque professionnel restreint et le système de l'indemnité forfaitaire : l'indemnité était constituée par une rente égale, en cas d'incapacité permanente absolue, à la moitié, et, en cas d'incapacité permanente partielle, au quart du salaire annuel ; par une somme égale, en cas d'incapacité temporaire de plus de quatre-vingt-dix jours, à la moitié de la fraction correspondante du salaire ; enfin, en cas de décès, les deux tiers de la rente qu'aurait touchée la victime étaient reversibles sur son conjoint, ses ascendants et descendants, assistés par elle. Les conséquences de l'incapacité de travail restaient à la charge de l'ouvrier dans les trois premiers mois. D'autre part, le projet instituait l'assurance obligatoire réalisée à l'aide d'une mutualité entre tous les chefs d'entreprise groupés en associations par nature d'industrie. Le montant des capitaux nécessaires au service des indemnités allouées dans l'année, était, au début de l'année suivante, réparti dans chaque industrie entre tous les patrons proportionnellement au montant des salaires payés durant l'année par chacun d'eux. Un fonds de réserve était constitué, et la Caisse d'assurance créée par la loi du 11 juillet 1868 était réorganisée et chargée du service des allocations. De plus, une réduction de cotisations, variant de 5 à 25 0/0, était accordée aux chefs d'entreprise qui avaient pris les mesures reconnues propres à prévenir les accidents.

96. — Le 24 janvier 1891, M. Granger et plusieurs de ses collègues présentèrent une proposition de loi relative

(1) Ch. Dép., Doc. parl., n° 746, J. O., p. 1427.

à la responsabilité pécuniaire des concessionnaires de mines en cas d'accidents (1).

97. — Le 26 janvier 1891, MM. Ricard et Guieysse déposèrent une proposition de loi sur l'assurance mutuelle obligatoire, son organisation et son fonctionnement (2) : cette proposition tendait au groupement des chefs d'entreprise par circonscriptions territoriales en vue de la répartition des capitaux représentatifs des allocations : une commission d'arrondissement et, au dessus d'elle, une commission départementale, comprenant chacune dans son sein des patrons et des ouvriers, étaient chargées de régler les contestations relatives aux accidents et, sous réserve d'un recours devant un conseil supérieur, la classification des industries et l'attribution à chaque entreprise d'un coefficient de risques, d'après le degré de danger de chacune d'elles ; ce coefficient devait intervenir dans la répartition annuelle des charges. La revision de l'indemnité était prévue pendant trois années. Enfin les chefs d'entreprise pouvaient rester leurs propres assureurs moyennant le versement d'un cautionnement établi en raison de la nature de l'industrie, du nombre des ouvriers, du coefficient de risques et de la durée du travail.

98. — Le 27 janvier 1891, M. Pierre Richard présenta une proposition ayant pour objet l'assurance obligatoire contre les accidents et la maladie (3) ; cette proposition chargeait du double service de l'assurance contre les accidents et la maladie une administration locale, alimentée par des cotisations, que fixait le conseil général du département et dont les patrons supportaient 75 0/0 et les ouvriers 25 0/0 : les bases du tarif des indemnités ne différaient pas sensiblement de celles du projet de la Chambre

(1) Ch. Dép., Doc. parl., n° 1148, J. O., p. 306.

(2) *Ibid.*, n° 1151, J. O., p. 310.

(3) *Ibid.*, n° 1153, J. O., p. 312.

des Députés de 1888. Les services de l'assurance étaient centralisés à la Caisse d'assurance créée par la loi du 11 juillet 1868.

99. — Le 2 février 1891, M. Dron déposa une proposition (1) qui déclarait l'assurance obligatoire, mais laissait au patron le choix des moyens : il pouvait, soit rester son propre assureur en versant un cautionnement ou en remettant une inscription hypothécaire, soit s'affilier à un syndicat d'assurance mutuelle, soit recourir à une compagnie privée remplissant des conditions déterminées. L'assurance par l'Etat était supprimée : la Caisse, instituée par la loi du 11 juillet 1868, était modifiée et devenait une simple annexe de la Caisse nationale des retraites, destinée à encaisser les cautionnements et à servir les pensions dues par les patrons, par les syndicats et éventuellement par les compagnies privées.

100. — Le 9 mars 1891 (2), MM. Le Cour, de Mun et plusieurs de leurs collègues présentèrent un texte qui mettait à la charge de l'industrie les indemnités d'accidents dans tous les cas, sauf ceux de suicide ou d'acte criminel de la victime, les articles 1382 et suivants du Code civil cessant d'ailleurs d'être applicables. Les indemnités étaient forfaitaires. Une juridiction arbitrale était instituée. Quant à l'assurance, déclarée obligatoire, elle était réalisée, soit par les patrons restés leurs propres assureurs moyennant le versement d'un cautionnement ou la constitution d'une hypothèque, soit par la formation de syndicats d'assurance mutuelle, soit par le recours à des compagnies privées, soit par l'affiliation à des caisses régionales qui devaient être créées dans chacune des circonscriptions établies par la loi sur le travail des enfants et auprès desquelles, à défaut de déclaration contraire, l'assurance

(1) Ch. Dép., Doc. parl., n° 1176, J. O., p. 346.

(2) *Ibid.*, n° 1274, J. O., p. 672.

avait lieu d'office. Ces caisses fonctionnaient pour les industries similaires et étaient administrées par un conseil composé de patrons et d'ouvriers. Des commissions d'arrondissements, comprenant des délégués-patrons et des délégués-ouvriers élus, devaient préparer les éléments de la répartition.

101. — Le 20 juin 1891. M. Vian et plusieurs de ses collègues proposèrent (1) de rendre obligatoire l'assurance à la Caisse prévue par la loi du 11 juillet 1868, moyennant une prime fixe à la charge du patron.

102. — La Commission du travail de la Chambre des Députés fut saisie de ces divers projets, et, le 25 février 1892. M. Louis Ricard déposa au nom de cette Commission un rapport, accompagné d'un projet de loi *concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire* (2).

Ce projet ne se bornait pas à poser le principe du risque professionnel ; il donnait, en outre, une définition détaillée des entreprises assujetties. Le risque professionnel qu'il consacrait était d'ailleurs (n° 50) partiel et conditionnel, au cas d'incapacité permanente, et partiel, au cas d'incapacité temporaire.

Aucune distinction n'était faite entre les travailleurs, ni au point de vue de leur nationalité, ni au point de vue du caractère, public ou non, de l'établissement dans lequel ils étaient occupés. Toutefois les ayants droit d'un étranger, qui résidaient à l'étranger, devaient justifier que, dans le pays d'origine de la victime, les Français jouissaient, sans condition de résidence, d'avantages équivalents.

Les employés et ouvriers, dont le salaire annuel dépas-

(1) Ch. Dép., Doc. parl., n° 1526, J. O., p. 1495.

(2) Ch. Dép., Doc. parl., n° 1926, J. O., p. 301.

sait 2.000 francs, ne devaient bénéficier que jusqu'à concurrence de cette somme, des dispositions de la loi.

Le tarif d'indemnité comportait :

a) En cas d'incapacité permanente absolue de travail, une pension viagère égale aux deux tiers du salaire, réduite dans la proportion de la capacité de travail restante, en cas d'incapacité permanente partielle, et susceptible, au gré de la victime, d'être transformée, jusqu'à concurrence du quart, en capital ou affectée, jusqu'à concurrence de la moitié, à la constitution d'une pension viagère sur la tête du conjoint ;

b) En cas de décès :

1^o Une indemnité funéraire égale à vingt fois le salaire de la victime, jusqu'à concurrence d'un maximum de 100 francs ;

2^o Des pensions aux ayants droit : savoir 20 0/0 du salaire de la victime, au conjoint ; 15, 25, 35 ou 40 0/0 (suivant le nombre des enfants) aux enfants jusqu'à l'âge de 16 ans accomplis, et 20 0/0 à chacun d'eux s'ils étaient orphelins de père et de mère, le montant des pensions d'enfants ne pouvant excéder au total 40 0/0 du salaire dans le premier cas, ni 60 0/0 dans le second ; 10 0/0, avec maximum de 20 0/0, à chacun des ascendants d'une victime célibataire ou décédée sans conjoint ni enfant ;

c) En cas d'incapacité temporaire de travail, de plus de trois jours, les frais médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière égale à la moitié du salaire effectivement touché par la victime à l'époque de l'accident, jusqu'à concurrence d'un maximum de 3 fr. 50 par jour ; les frais médicaux et pharmaceutiques et l'indemnité journalière étaient, pendant les trente premiers jours consécutifs à l'accident, à la charge du chef de l'entreprise, qui pouvait toutefois s'en exonérer par la création de caisses de secours ou l'affiliation de ses ouvriers à des

sociétés de secours mutuels fournissant des allocations équivalentes.

Le projet organisait la constatation des accidents. Il traçait ensuite des règles de compétence, soit devant le juge de paix, soit devant la juridiction arbitrale qu'il instituait : cette juridiction, dénommée tribunal arbitral, était formée de trois patrons et de trois ouvriers, désignés selon des dispositions empruntées pour la plupart à la loi du 21 novembre 1872 sur le jury criminel et à la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation en matière d'utilité publique : le tribunal arbitral devait être présidé par le président du tribunal civil.

Une revision des indemnités primitives était prévue dans un délai de trois ans à dater de la décision définitive.

Après avoir reconnu aux victimes le droit aux indemnités et avoir défini les règles qui devaient présider à l'allocation de ces indemnités, le projet de loi formulait des mesures destinées à en garantir le bénéfice effectif aux intéressés. Dans ce but, il édictait, non seulement l'obligation de l'assurance, mais aussi le recours obligatoire à l'un des modes d'assurance dont il donnait une définition limitative : cette définition excluait les compagnies d'assurance privées et comprenait d'abord l'assurance mutuelle par circonscriptions, puis, à titre subsidiaire, l'assurance individuelle ou syndicale.

L'assurance mutuelle était basée sur la division du territoire français en circonscriptions indépendantes les unes des autres et subdivisées en sections ; tous les patrons, dont les entreprises se trouvaient sur le territoire d'une circonscription, devaient faire partie de celle-ci, sans aucune distinction relative à la nature de leurs entreprises. Les charges, résultant des indemnités attribuées dans une circonscription aux victimes d'accidents, devaient être supportées par tous les chefs d'entreprise de la circonscription. En effet, la base des cotisations était, non l'éven-

tualité d'un accident, mais le fait accompli de l'accident lui-même : à la fin de chaque année, on répartissait entre les membres de la circonscription la valeur des capitaux nécessaires à la constitution des pensions allouées dans le cours de l'année, le montant des sommes distribuées durant la même période à titre d'indemnités funéraires ou temporaires, ainsi que le montant des frais d'administration et la valeur d'un capital additionnel pour la constitution d'un fonds de réserve qui prenait à son compte les cotes irrécouvrables. Chaque obligation se trouvait ainsi liquidée à l'aide des ressources de l'exercice durant lequel elle était née ; le présent ne léguait aucune charge à l'avenir (1). La répartition s'effectuait entre les chefs d'entreprise, proportionnellement à un chiffre obtenu pour chaque exploitation, en multipliant le montant des salaires distribués durant l'année dans l'exploitation par un chiffre caractéristique du degré de risques dans cette exploitation et désigné sous le nom de coefficient de risques : une réduction de cotisation, qui pouvait atteindre 30 0/0, était prévue en faveur des patrons qui justifiaient de l'existence, dans leurs entreprises, de mesures propres à prévenir les accidents.

Chaque circonscription était une personne morale ; elle avait le droit d'ester en justice et était représentée par le président du comité directeur.

Ce comité directeur, fonctionnant pour chaque circonscription et assisté d'un comité de section pour chaque section, devait gérer tous les intérêts de la corporation, dresser la matrice annuelle des établissements assujettis et le rôle des cotisations à percevoir sur les chefs d'entreprise de la circonscription. Ces comités devaient être composés de patrons élus par leurs pairs.

(1) Ce système n'est autre que celui de la *répartition des capitaux* (voir notre ouvrage sur les *Lois d'assurance ouvrière à l'étranger*, livre II, p. 19).

L'assurance, individuelle ou syndicale, avait pour but de permettre aux industriels de rester leurs propres assureurs, soit à titre individuel, soit sous forme de syndicats. Les industriels, qui désiraient user de cette faculté, devaient en faire la déclaration chaque année et justifier du dépôt d'un cautionnement à la Caisse nationale d'assurance contre les accidents, provenant de la réorganisation de la Caisse d'assurance en cas d'accidents créée par la loi du 11 juillet 1868. Ce cautionnement devait être déterminé par le ministre du Commerce et de l'Industrie, eu égard aux risques d'accidents, à l'effectif des ouvriers et à la durée du travail. A la suite d'un accident, le capital nécessaire à la constitution des pensions, était prélevé sur le cautionnement qui devait être immédiatement reconstitué auprès de la Caisse nationale. Les pensionnés avaient d'ailleurs un privilège, dans les termes de l'article 2102 du Code civil, sur les valeurs déposées à titre de cautionnement. Les statuts des syndicats devaient être homologués par le ministre du Commerce et de l'Industrie, après avis du Conseil d'État.

Le paiement des indemnités s'effectuait sous la direction et grâce à la centralisation de la Caisse nationale, la circonscription d'assurance n'ayant à effectuer aucun service de caisse.

Un conseil supérieur des accidents du travail, composé de membres nommés par le ministre du Commerce et de l'Industrie, et siégeant sous la présidence de ce dernier, devait dresser la liste générale de toutes les industries assujetties et déterminer les coefficients de risques applicables à chacune d'elles, suivant les conditions dans lesquelles l'industrie est exercée, chaque profession étant affectée d'un nombre de coefficients gradués au moins égal à trois.

103. — Saisie de ce projet, la Chambre des Députés le

discuta, urgence déclarée, dans ses séances des 18 mai, 3, 5, 6, 8 et 10 juin 1893.

104. — Le texte qu'elle adopta le 10 juin 1893 (1) ne différait du projet de la Commission du travail, indépendamment de modifications de rédaction, que par les points suivants :

a) Fixation à 100 francs, dans tous les cas, de l'indemnité funéraire ;

b) Exécution, dans tous les cas, de la liquidation et du versement à la réserve des sommes correspondant aux indemnités dues éventuellement aux ayants droit d'ouvriers étrangers ;

c) Limitation, à un maximum de 150 francs, de la charge des frais médicaux pour les blessés qui voulaient choisir eux-mêmes leurs médecins ;

d) Radiation des mots qui préoyaient, en cas de faute lourde de l'ouvrier, le refus d'indemnité : celle-ci pouvait dès lors être réduite, mais non supprimée ;

e) Exclusion du domaine d'application de la loi, des fonctionnaires, agents ou employés soumis au régime de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles ou titulaires d'une caisse de retraite d'un établissement public admettant le droit à pension en cas d'accident.

SECTION IV

QUATRIÈME PÉRIODE (10 juin 1893 — 24 mars 1896).

105. — Transmis au Sénat le 26 juin 1893, le texte voté par la Chambre des députés fit, de la part d'une Commission sénatoriale, l'objet d'un examen qui aboutit

(1) Sén., Doc. parl., n° 233, J. O., p. 488.

à la rédaction d'un nouveau texte que M. Poirrier présenta au Sénat avec un rapport, le 3 avril 1895 (1).

Le nouveau projet consacrait un accord avec le précédent sur les points suivants :

1° Définition du risque professionnel ;

2° Détermination du tarif de l'indemnité forfaitaire ;

3° Création d'une juridiction spéciale ;

4° Nécessité de garantir aux victimes l'exécution de la loi.

Toutefois il différait sur les moyens d'exécution :

Il repoussait l'assurance obligatoire, mais organisait un système de garantie préventive obligatoire en vue de donner aux victimes la certitude du bénéfice des avantages légaux. Ce système, qui comportait l'obligation quant à la garantie, laissait au patron le choix entre plusieurs modes pour satisfaire à cette obligation :

a) Le patron pouvait d'abord rester son propre assureur : était exigé pour cela :

Soit le dépôt, à la Banque de France ou dans un établissement désigné par un règlement d'administration publique, de toutes valeurs admises pour l'emploi des biens de mineurs ;

Soit la dation d'une caution solidaire ;

Soit la participation à un syndicat de garantie mutuelle dont les divers membres se seraient portés cautions solidaires les uns des autres ;

Soit la création de caisses de prévoyance et de réserve ;

b) Il pouvait également, s'il ne désirait pas rester son propre assureur, satisfaire aux exigences de la loi, en contractant une assurance :

Soit auprès d'une caisse d'assurance mutuelle, professionnelle ou régionale, dont les membres étaient personnellement et solidairement responsables ;

(1) Sén., Doc. parl., n° 73, J. O., p. 268.

Soit auprès d'une compagnie privée soumise à l'autorisation et à la surveillance de l'Etat ;

Soit auprès de la Caisse nationale d'assurance contre les accidents, qui devait résulter de la réorganisation de la Caisse d'assurance en cas d'accidents et suffire à toutes ses dépenses au moyen de ses seules recettes et sans recourir aux ressources du budget.

Un privilège, dans les termes de l'article 2102 du Code civil, était attribué aux victimes sur les dépôts à la Banque de France ou établissements assimilés, sur les fonds des caisses de prévoyance et de réserve, et sur les indemnités des caisses ou compagnies d'assurance.

Les garanties étaient revisables annuellement.

De plus, à défaut de la prestation de l'une d'elles par le chef d'entreprise, la somme nécessaire pour couvrir le risque correspondant était recouvrée sur lui par voie de contrainte comme en matière de contributions directes.

Les capitaux constitutifs des pensions devaient être versés aux compagnies d'assurance sur la vie régulièrement autorisées ; les syndicats de garantie mutuelle et les caisses d'assurance mutuelle, offrant des garanties spéciales de solvabilité, pouvaient toutefois être dispensés de versements de cette nature.

Cet ensemble de dispositions s'appliquait aux indemnités pour accidents suivis d'incapacité permanente ou de décès : les frais médicaux et pharmaceutiques et les indemnités pour incapacité temporaire n'étaient garantis que par le privilège du n° 4 de l'article 2101 du Code civil.

De plus, le projet de la Commission du Sénat différait du texte de la Chambre :

1° Par la substitution, à l'énumération détaillée des entreprises assujetties, d'une disposition qui laissait à un règlement d'administration publique, rendu après avis du conseil supérieur des accidents du travail, le soin de dresser la liste de ces entreprises ;

2° Par l'adoption du chiffre de 2.400 francs, au lieu de celui de 2.000 francs, pour le maximum assigné au salaire annuel ;

3° Par l'attribution, en cas d'incapacité temporaire absolue, d'une indemnité journalière égale aux deux tiers, et non plus à la moitié, du salaire, avec maximum de 3 fr. 50 ;

4° Par l'attribution, en cas d'incapacité partielle, permanente ou temporaire, d'une indemnité égale à la moitié de la réduction subie par le salaire, jusqu'à concurrence d'un maximum de 3 francs pour l'indemnité journalière en cas d'incapacité temporaire ;

5° Par la suppression, en cas de remariage du conjoint survivant, du service de la pension au bout d'une période de trois années, comptée de la date du nouveau mariage ;

6° Par la substitution du chiffre de 100 francs à celui de 150 francs comme maximum des frais médicaux pour le blessé qui choisissait lui-même son médecin et par l'attribution, au chef d'entreprise, du droit de le faire, à toute époque, visiter par un médecin de son choix ;

7° Par la substitution de la durée de quatre-vingt-dix jours à celle de trente jours pour la définition des incapacités temporaires dont la charge incombait au patron ;

8° Par la réduction, au tiers du salaire, de l'indemnité des blessés transportés à l'hôpital soit sur leur demande, soit sur l'avis du médecin ;

9° Par l'attribution au juge de paix, et non au président du tribunal civil, du rôle de magistrat conciliateur chargé d'intervenir après chaque accident susceptible de donner droit à une pension ;

10° Par la réduction de six à quatre (deux patrons et deux ouvriers) du nombre des membres qui composaient le tribunal arbitral indépendamment du président ;

11° Par l'insertion d'une disposition, aux termes de

laquelle, si des conventions ou (pour les ouvriers mineurs) une loi (celle du 29 juin 1894) assuraient une pension à la victime d'un accident, le patron n'était tenu qu'au versement de la pension la plus élevée, la partie de pension de retraite, qui correspondait aux versements de l'ouvrier, ne devant pas entrer en ligne de compte dans la détermination de cette pension.

Enfin, le projet de la Commission du Sénat spécifiait que le règlement d'administration publique, qui définirait les entreprises assujetties, devait fixer le montant des garanties exigibles pour chaque nature d'industrie en se basant sur le dommage résultant de l'accident le plus important, survenu dans cette industrie durant les deux dernières années, et sur le salaire total annuel payé par l'établissement où l'accident s'était produit. De plus, il prévoyait l'institution de commissions cantonales chargées de dresser la liste de tous les chefs d'entreprise assujettis et de fixer le montant de la garantie imputable à chacun d'eux, d'après les taux appliqués par le conseil supérieur à chaque nature d'industrie et d'après le montant total des salaires payés durant l'année précédente dans chaque établissement.

106. — Le 10 juin 1895, la discussion du projet du 3 avril 1895 s'ouvrit devant le Sénat et se poursuivit les 11 et 13 juin 1895.

107. — A la suite de la présentation d'un certain nombre d'amendements renvoyés à la Commission du Sénat, celle-ci se livra à un nouvel examen, qui aboutit au dépôt, le 28 juin 1895, d'un nouveau texte accompagné d'un rapport supplémentaire de M. Poirrier (1).

Ce nouveau projet de la Commission présentait, par rapport à l'ancien, les différences suivantes :

1^o L'énumération des entreprises assujetties n'était

(1) Sén., Doc. parl., n° 146, J. O., p. 297.

autre que celle du projet de 1893 de la Chambre des Députés, sauf substitution de la disjonctive *ou* à la conjonctive *et* dans la formule « accidents survenus dans leur travail *et* à l'occasion de leur travail », et avec addition de deux dispositions qui excluaient de l'application de la loi, l'une les exploitations agricoles hors le cas de l'emploi de moteurs inanimés, et l'autre les patrons qui, pendant la période de la plus grande activité de leur industrie, n'employaient pas plus de trois ouvriers ;

2° L'indemnité journalière n'était due qu'à partir du quatrième jour pour tout accident n'ayant pas entraîné une incapacité de plus de quinze jours ;

3° Le cas de l'incapacité partielle et temporaire n'était plus prévu ;

4° L'indemnité d'incapacité absolue et temporaire était réduite à la moitié du salaire quotidien, et ce salaire devait être calculé sur la base du salaire hebdomadaire que la victime recevait à l'époque de l'accident ;

5° Le taux admis pour l'indemnité en cas de transport à l'hôpital était la moitié de l'indemnité normale ;

6° Les victimes, dont le salaire annuel était supérieur à 2.400 francs, pouvaient opter entre le bénéfice de la nouvelle loi et le régime du droit commun ;

7° Le système de garantie, organisé par le précédent projet de la Commission, était remplacé par un nouveau système, qui ne réclamait aux patrons assujettis aucune garantie préventive et se bornait, en principe, et sauf des cas exceptionnels, à demander aux chefs d'entreprise le versement des arrérages au fur et à mesure des échéances, sans exiger le capital constitutif des pensions : ce système consistait à répartir entre les patrons assujettis le montant des sommes laissées en souffrance par suite de l'insolvabilité de quelques-uns d'entre eux. C'était une garantie mutuelle de solvabilité, obtenue par la répartition, entre les chefs d'entreprise solvables, de la part des in-

solvables. Cette répartition devait s'effectuer entre les seuls chefs d'entreprise chez lesquels des accidents se seraient produits et dont, à cet effet, les arrérages exigibles étaient majorés de 3 0/0 au plus. Pour réaliser le fonctionnement du système, la Caisse d'assurance en cas d'accidents, qui prenait le nom de Caisse nationale d'assurance contre les accidents, devait tenir état des pensions dues par chaque patron, payer ces pensions par l'intermédiaire des trésoriers-payeurs généraux et receveurs particuliers des finances, et recouvrer le montant de ses avances, ainsi que celui des cotisations attribuées à un fonds de réserve qui devait servir à assurer le paiement des arrérages en souffrance et à couvrir la Caisse nationale de ses frais de gestion et des intérêts de ses avances ; ces cotisations étaient imputées sous forme de centimes additionnels à la valeur des indemnités d'accidents, le nombre de ces centimes étant chaque année fixé par décret jusqu'à concurrence d'un maximum de trois. Le recouvrement des sommes exigibles était effectué au moyen de rôles délivrés comme en matière de contributions directes et avec attribution d'un privilège général prenant rang immédiatement après celui du Trésor public. Lorsqu'un chef d'entreprise venait à cesser son industrie, la totalité du capital représentatif des rentes dont il avait été constitué débiteur, devenait immédiatement exigible, sauf sursis facultatif et renouvelable si, en cas de cession, le cessionnaire s'engageait au paiement des arrérages solidairement avec le cédant, et si, dans les autres cas, il était fourni des garanties à déterminer par un règlement d'administration publique. La Caisse était d'ailleurs autorisée à assurer contre les risques résultant de l'application de la loi les chefs d'entreprise qui le lui demanderaient, les primes devant être calculées et revisées de manière à couvrir toutes les dépenses :

8° La disposition prévue pour les ouvriers mineurs sous

le régime de la loi du 29 juin 1894, était étendue à toute victime d'accident qui bénéficiait, à un titre quelconque, d'une pension de retraite ou d'invalidité.

108. — Saisi du projet de la Commission du 28 juin 1895, le Sénat continua sa première délibération les 4, 5 et 8 juillet, 28 octobre, 7 et 8 novembre 1895.

109. — Le renvoi à la Commission de plusieurs amendements donna lieu à une interruption de la discussion et à l'élaboration, par la Commission, d'un nouveau texte qui fut présenté le 17 novembre 1895.

Le texte du 17 novembre 1895 différait du projet du 28 juin 1895 :

1^o Par la substitution du chiffre 5 au chiffre 3 comme effectif du personnel caractéristique des patrons non assujettis ;

2^o Par une disposition spécifiant que, si la victime demandait la réversibilité, pour moitié, de sa rente sur la tête de son conjoint, la rente serait diminuée de façon que la réversibilité n'entraînât aucune augmentation de charge pour le chef d'entreprise ;

3^o Par un nouveau mode de calcul du salaire quotidien de base, le salaire hebdomadaire étant remplacé par le salaire effectif durant les trente derniers jours antérieurs à l'accident ou par le gain correspondant au dernier règlement de compte ;

4^o Par l'assimilation aux périodes de travail, pour le calcul du salaire annuel, des périodes de chômage de plus de quinze jours par maladie ou blessure ;

5^o Par l'abandon de la juridiction arbitrale et l'institution d'une procédure spéciale ;

6^o Par la suppression du droit d'option, conféré aux victimes dont le salaire annuel était supérieur à 2.400 francs, entre le régime nouveau et le droit commun ;

7^o Par la substitution, à la répartition effectuée entre les chefs d'entreprise débiteurs d'indemnités, d'une répar-

tition opérée entre tous les chefs d'entreprise assujettis, la répartition devant porter sur les mêmes sommes que dans le précédent projet, mais devant être effectuée proportionnellement au montant des salaires payés durant l'année dans chaque entreprise et au coefficient qui représentait l'importance des risques d'accidents pour l'industrie à laquelle appartenait l'entreprise : le montant des salaires devait résulter d'une déclaration annuelle du chef d'entreprise ; quant à l'importance des risques, elle était définie par l'établissement d'une classification des industries assujetties, suivant les dangers qu'elles présentaient, et par l'attribution à chaque classe d'un coefficient caractéristique du degré de risques, la distribution des industries entre les classes de risques devant être effectuée par un règlement d'administration publique, après avis du conseil supérieur des accidents du travail :

8^e Par l'autorisation, donnée à la Caisse nationale d'assurance contre les accidents, d'utiliser les capitaux appartenant à la Caisse d'assurance en cas d'accidents, déjà existante ;

9^e Par l'autorisation, donnée aux parties, après détermination du chiffre de la pension, de substituer au service de celle-ci un autre mode d'indemnité, et cela par un accord amiable dont procès-verbal devait être dressé par le juge de paix, l'application d'une telle mesure étant d'ailleurs limitée à la durée de l'accord.

110. — Le Sénat, saisi du projet de la Commission en date du 17 novembre 1895, acheva les 21, 22, 25, 26, 28 novembre, 2, 3 et 5 décembre 1895, sa première délibération.

111. — Le texte voté par le Sénat en première délibération le 5 décembre 1895 (1), était identique au projet de

(1) Ce texte figure en annexe au document suivant : Sén., Doc. parl., 1898, n° 45 (tirage spécial). On doit remarquer que ce texte ne porte pas la trace de la substitution (votée par le Sénat dans

la Commission du 17 novembre 1895, sauf quelques modifications de rédaction et les différences suivantes :

1° Limitation formelle du domaine d'application de la loi aux cas où le salaire annuel n'excédait pas 2.400 francs ;

2° Modification du texte relatif à la détermination du salaire quotidien de base ;

3° Amendements aux textes qui définissaient la procédure du règlement des litiges ;

4° Insertion d'une disposition prévoyant l'exemption du versement du capital, au cas de cessation d'industrie, en faveur du chef d'entreprise qui avait contracté avec une caisse ou une compagnie d'assurance qui prenait son lieu et place.

412. — A la suite de la première délibération au Sénat et avant l'ouverture de la deuxième, la Commission du Sénat présenta un nouveau texte, daté du 20 janvier 1896.

Le projet de la Commission du 20 janvier 1896 (1) ne mentionnait plus l'organisation de l'assurance obligatoire dans son titre, qui visait exclusivement *la responsabilité résultant des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail*.

Indépendamment de modifications de rédaction, il présentait, par rapport au texte voté par le Sénat le 5 décembre 1895, les différences suivantes :

1° L'application du régime nouveau n'était pas subordonnée à l'existence d'un effectif de plus de cinq ouvriers ;

2° Lorsque le salaire annuel était supérieur à 2.400 fr.,

sa séance du 4 juillet 1895) de la conjonctive *et* à la disjonctive *ou* dans la formule « accidents survenus dans leur travail *ou* à l'occasion de leur travail » qui figure dans l'énumération des entreprises assujetties. Cette substitution se trouve, au contraire, réalisée dans le texte que la Commission du Sénat a présenté le 20 janvier 1896.

(1) Ce texte figure en annexe au document suivant : Sén., Doc. parl., 1896, n° 48 (tirage spécial).

il ne devait entrer en ligne de compte que jusqu'à concurrence de cette somme, et le nouveau régime n'était pas applicable si l'ouvrier ou l'employé, dont le salaire était supérieur à ce chiffre, avait, lors de la formation du contrat de louage, déclaré expressément, et par écrit, qu'il entendait rester sous l'empire du droit commun ;

3^e La victime ne pouvait exiger qu'après l'expiration du délai de revision de l'indemnité le versement de la part d'indemnité prévue en capital ;

4^e Les caisses de secours organisées pour les ouvriers mineurs en vertu de la loi du 29 juin 1894 étaient visées comme permettant aux exploitants de mines de se décharger du paiement des frais de maladie et des indemnités pour incapacité temporaire des quatre-vingt-dix premiers jours de maladie, sauf, pour ces exploitants, à augmenter en conséquence, et d'accord avec les conseils d'administration de ces caisses, leurs contributions à celles-ci ;

5^e La période de quinze jours était substituée à celle de trente jours pour le calcul du salaire quotidien de base ;

6^e Les périodes du service militaire étaient assimilées aux chômages pour cause de maladie ou de blessure dans le calcul du salaire annuel de base, la durée minima de chômage étant réduite de quinze à huit jours ;

7^e Le maire devait immédiatement donner avis de l'accident à l'inspecteur départemental du travail ;

8^e Le taux des amendes pour défaut d'avis d'accident et d'affichage de la loi dans les établissements était réduit ;

9^e Les textes qui définissaient la procédure du règlement des litiges étaient modifiés ;

10^e Le privilège, attribué aux frais médicaux et pharmaceutiques et aux indemnités pour incapacité temporaire, était étendu aux frais funéraires, et le rang assigné à ce privilège était celui du n^o 3 de l'article 2101 du Code civil ;

11^e Les chefs d'entreprise étaient admis à se libérer à

toute époque de l'obligation de payer les arrérages des rentes mises à leur charge, en versant à la Caisse nationale le capital constitutif de ces rentes ;

12° La Caisse nationale n'était pas obligée de verser à la Caisse des retraites pour la vieillesse les capitaux qu'elle avait à sa disposition : elle pouvait les employer directement, en conformité d'un règlement d'administration publique à intervenir ;

13° Les tribunaux ne devaient pouvoir en aucun cas imposer aux chefs d'entreprise le versement du capital représentatif des pensions ni la dation de toute autre garantie ;

14° Les paiements, obtenus en vertu de la loi nouvelle, ne conféraient point le bénéfice de l'hypothèque judiciaire ;

15° L'exemption du versement du capital, au cas de cessation d'industrie, était définie en termes formels et non plus sous la forme de sursis éventuel et renouvelable.

113. — Le 28 janvier 1896, le Sénat aborda la deuxième délibération et, le 30 janvier 1896, il vota, après discussion, le renvoi à la Commission, d'un contre-projet présenté par M. Béranger le 28 janvier 1896.

114. — Le contre-projet de M. Béranger (1) mettait à la charge de celui qui avait commandé ou dirigé le travail, la réparation de l'accident qui s'était produit dans l'exécution du travail, pourvu que celui-ci fût dangereux et que l'accident n'eût pas été causé par la faute de l'ouvrier ; il simplifiait la procédure et attribuait à la créance des victimes le privilège des articles 2101 et 2104 du Code civil ; toutefois, ce privilège ne devait avoir d'effet, si le patron avait contracté avec une compagnie d'assurance ou une caisse de secours mutuels, qu'en cas d'insolvabilité de ces établissements.

(1) Ce texte figure en annexe au document suivant : Sén., Doc. parl., 1896, n° 48 (tirage spécial).

115. — A la suite du vote du Sénat (n° 113), la Commission, dont M. Poirrier était rapporteur, crut devoir donner sa démission. Le Sénat nomma alors une nouvelle Commission, au nom de laquelle M. Thévenet, rapporteur, déposa le 2 mars 1896 un nouveau projet (1).

Ce projet posait le principe du risque professionnel restreint (n° 50), la faute grave étant qualifiée d'inexcusable ; il donnait une énumération limitative des entreprises assujetties ; il visait les accidents survenus « par le fait du travail ou à l'occasion du travail ».

Le bénéfice du nouveau régime n'était pas limité à un maximum de salaire.

Le projet tarifait les indemnités en se bornant à leur assigner les maxima suivants :

- a) En cas d'incapacité temporaire, la moitié du salaire ;
- b) En cas d'incapacité partielle permanente, la moitié de la réduction subie par le salaire en raison de l'accident ;
- c) En cas d'incapacité absolue permanente, les deux tiers du salaire ;
- d) En cas de décès, une indemnité aux ayants droit (conjoint survivant, enfants, ascendants) au plus égale aux deux tiers du salaire.

Le chef d'entreprise supportait, en outre, les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires ; quant aux premiers, si la victime avait elle-même choisi son médecin, ils ne tombaient à la charge du chef d'entreprise que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge compétent.

La déclaration des accidents était prévue en conformité des lois des 2 novembre 1892 et 12 juin 1893.

La procédure était simplifiée.

La créance de la victime était garantie par le privilège des articles 2101 et 2104 du Code civil ; elle était inscrite

(1) Sén., Doc. parl., n° 48, J. O., p. 118.

sous le n° 6 de l'article 2101. Toutefois, ce privilège ne devait avoir d'effet, si le chef d'entreprise avait contracté avec une compagnie d'assurance ou une caisse de secours mutuels, qu'en cas d'insolvabilité de ces établissements. La créance devait jouir, en outre, du privilège de l'article 2102 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur.

Les parties pouvaient, après détermination du chiffre de la pension, convenir que le service de la pension serait suspendu et remplacé, pendant la durée de leur accord, par tout autre mode d'indemnité.

Un règlement d'administration publique devait déterminer les garanties à fournir et les réserves à constituer par les compagnies d'assurance, réserves dont le montant était affecté par privilège au paiement des indemnités.

416. — La Commission, à la suite de la production de nombreux amendements, substitua à son projet du 2 mars 1896 un nouveau texte, que le Sénat discuta dans ses séances des 17, 19, 20, 23 et 24 mars qui achevèrent sa deuxième délibération.

417. — Le texte, voté par le Sénat en deuxième délibération, le 24 mars 1896 (1), sous le titre de *projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail*, présentait, par rapport au texte de la Commission du 2 mars 1896, indépendamment de modifications de rédaction, les différences suivantes :

1° L'incapacité de travail, pour donner droit à l'indemnité légale, devait avoir duré plus de trois jours ;

2° Les ouvriers qui travaillaient seuls d'ordinaire ne pouvaient être assujettis au nouveau régime par le fait d'une collaboration accidentelle avec un ou plusieurs de leurs camarades ;

3° Les trois maxima : moitié du salaire, moitié de la

(1) Ch. Dép., Doc. parl., n° 1890, J. O., p. 391.

réduction du salaire, deux tiers du salaire, étaient respectivement complétés par trois minima : un quart du salaire, un quart de la réduction du salaire, un tiers du salaire :

4^e En cas de décès, l'indemnité était prévue au profit du conjoint survivant, des enfants mineurs de 18 ans ou infirmes, des ascendants qui avaient droit à une pension alimentaire ; le maximum et le minimum étaient les deux tiers et le cinquième du salaire ;

5^e Quelques détails de procédure étaient modifiés ; la revision de l'indemnité était prévue dans un délai de trois ans ;

6^e Le privilège attribué à la créance de l'indemnité ne devait s'exercer sur les immeubles qu'après les privilèges spéciaux de l'article 2103 existant avant l'accident et après les créances hypothécaires antérieurement inscrites ;

7^e Si l'indemnité consistait en une rente viagère, le chef d'entreprise pouvait s'affranchir du privilège des articles 2101 et 2104, en garantissant le paiement de la rente par la constitution d'un capital ; pour cela, il pouvait, soit effectuer un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, soit fournir une affectation hypothécaire, soit contracter avec une compagnie d'assurance, une mutualité ou un syndicat de garantie d'une solvabilité notoire ;

8^e Les frais de toute nature résultant de la surveillance à exercer sur ces établissements devaient être couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves et fixées annuellement pour chaque établissement par un arrêté du ministre du Commerce ;

9^e Si la victime avait droit à une allocation, grâce à un concours du chef d'entreprise, la part provenant de ce concours ne pouvait se cumuler avec l'indemnité légale.

SECTION V

CINQUIÈME PÉRIODE (24 mars 1896 — 26 mars 1898).

418. — La Chambre des Députés, saisie de ce projet le 2 avril 1896, le renvoya à l'examen de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, dont le rapporteur, M. Maruéjols, déposa un nouveau texte le 7 juillet 1897.

Ce texte (1) différait notablement du projet voté par le Sénat le 24 mars 1896.

Il conservait, sans doute, l'énumération des industries assujetties et la fixation, à plus de trois jours, de l'incapacité de travail qui devait donner droit à indemnité ; il admettait également la qualification d'inexcusable pour la faute grave ; mais il substituait le régime du risque professionnel partiel et conditionnel à celui du risque professionnel restreint (n° 50).

Il limitait à un salaire annuel maximum de 2.400 francs le bénéfice du nouveau régime.

Il tarifait les indemnités comme le projet voté par la Chambre des Députés en 1893, laissant du moins au juge de paix, sans fixation de maximum, le soin de déterminer le montant des frais médicaux et pharmaceutiques lorsque la victime aurait choisi elle-même son médecin.

Il prévoyait dans les mêmes conditions que ce projet :

1° La transformation éventuelle de la rente en capital et la réversibilité sur la tête du conjoint ;

2° L'intervention de caisses de secours appelées à décharger les patrons du service des allocations pendant les trente premiers jours consécutifs à l'accident ;

3° La détermination du salaire de base ;

(1) Ch. Dép., Doc. parl., n° 2624, J. O., p. 1509.

4° Les formalités de déclaration et d'enquête d'accidents, en adoptant sur ce dernier point presque textuellement la rédaction votée par le Sénat le 5 décembre 1895.

Sans recourir à une juridiction nouvelle, il instituait pour le règlement des litiges une procédure simplifiée, qui supprimait l'appel et ne maintenait que le recours en cassation pour excès de pouvoir ou violation de la loi ; il prévoyait la revision de l'indemnité durant une période de trois ans et le remplacement, résolu d'un commun accord, du service de la pension par tout autre mode d'indemnité.

Pour garantir le payement de la créance d'indemnité, le projet instituait un régime d'assurance.

D'après ce régime, les chefs d'entreprise pouvaient, individuellement ou réunis en syndicats, rester leurs propres assureurs : ils devaient en faire annuellement la déclaration au préfet de leur département et justifier du dépôt d'un cautionnement à la Caisse nationale d'assurance contre les accidents issue de la transformation de la Caisse d'assurance en cas d'accidents existante ; un règlement d'administration publique devait définir le mode de détermination des cautionnements et la procédure de constitution des syndicats ; un privilège dans les termes de l'article 2102 du Code civil était attribué aux victimes sur les cautionnements.

D'autre part, les patrons d'une même industrie ou d'industries connexes pouvaient être dispensés du dépôt de cautionnements, lorsqu'ils se groupaient, soit par régions, soit uniquement par professions, et se déclaraient solidaires les uns des autres pour le payement des indemnités, le tout sous réserve de la réalisation de certaines conditions, et notamment d'un nombre minimum d'ouvriers, définies par le règlement d'administration publique précité.

Quant aux patrons qui n'auraient pas pu ou voulu rester leurs propres assureurs ou faire partie d'un syndicat, le projet établissait une assurance mutuelle. Les

assujettis étaient groupés par circonscriptions territoriales dotées de la personnalité civile. Chaque année, on répartissait entre les entreprises de la circonscription et éventuellement entre les diverses industries d'une même entreprise, proportionnellement au produit du montant des salaires par le coefficient de risques, une somme comprenant, pour l'année précédente, les capitaux nécessaires à la constitution des rentes, les sommes payées à titre de frais funéraires, d'indemnités temporaires, de frais médicaux et pharmaceutiques après les trente premiers jours, les dépenses d'administration, les sommes résultant de revision d'indemnités, les capitaux constitutifs d'un fonds de réserve au plus égaux au quart de la somme distribuée dans la dernière année. Une réduction de contribution, jusqu'à concurrence de 30 0/0, était prévue, dans les conditions du projet voté en 1893 par la Chambre, en faveur des patrons qui auraient pris des mesures préventives contre les accidents.

Le conseil supérieur des accidents du travail, prévu dans le projet, devait dresser une liste, homologuée par décret et révisée tous les trois ans, des industries assujetties, avec indication, pour chacune d'elles, d'une série d'au moins trois coefficients de risques.

La Caisse nationale devait, par l'intermédiaire des receveurs des finances et des percepteurs, faire le service des rentes : les capitaux appartenant à la Caisse d'assurance en cas d'accidents devaient lui permettre de fonctionner pendant la première année : l'excédent disponible en fin d'année devait être attribué au fonds de réserve ; les avances nécessaires devaient être faites, les années suivantes, par la Caisse des dépôts et consignations, à un taux fixé par décret. Enfin, un règlement d'administration publique devait déterminer le régime de la Caisse nationale, la quotité du fonds de réserve et le mode d'emploi de ses capitaux.

119. — La Chambre des Députés commença le 26 octobre 1897 la discussion du projet, dont l'urgence fut déclarée.

120. — Le 26 octobre 1897, M. Julien Goujon présenta, puis retira un contre-projet (1) qui tendait à modifier l'article 1781 du Code civil en vue : 1^o de déclarer le patron responsable de l'accident, sauf à prouver la faute inexcusable de la victime ; 2^o de simplifier la procédure ; 3^o de déclarer, sauf en matière alimentaire, l'indemnité insaisissable.

121. — Le 27 octobre 1897, la Commission déposa un nouveau texte qui différait de celui qu'elle avait présenté le 7 juillet 1897, par les points suivants :

1^o La durée minimum de l'incapacité de travail donnant droit à indemnité était portée de trois à quatre jours ;

2^o Les orphelins auxquels le droit à indemnité était reconnu étaient les mineurs de 18 ans et non plus les mineurs de 16 ans ;

3^o Le chiffre de 100 francs attribué aux frais funéraires était indiqué comme un maximum ;

4^o L'application des tarifs de l'assistance médicale gratuite était spécifiée pour l'évaluation des frais médicaux et pharmaceutiques par le juge de paix ;

5^o Dans les entreprises minérales soumises à la loi du 29 juin 1894, les exploitants pouvaient se décharger du service des frais de maladie et des indemnités temporaires pendant les trente premiers jours, moyennant une subvention annuelle donnée aux sociétés de secours constituées en vertu de la loi précitée, le montant et les conditions de cette subvention devant être acceptés par la société et approuvés par le ministre des Travaux publics ;

6^o Avis de l'accident devait être donné par le maire à l'inspecteur du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines ;

(1) Ch. Dép., Déb. parl., 1897, J. O., p. 2211.

7° Les articles 15 de la loi du 2 novembre 1892 et 41 de la loi du 12 juin 1893 étaient abrogés ;

8° Le chef d'entreprise était autorisé à se faire représenter par un de ses employés devant le président du tribunal civil, et une disposition spécifiait le mode de recouvrement des frais des actes d'exécution ;

9° Les conditions, imposées aux patrons pour rester leurs propres assureurs, se réduisaient à verser à la Caisse nationale les capitaux nécessaires à la constitution des rentes allouées dans l'année précédente, le montant des dépenses d'administration et les sommes résultant de revision d'indemnités ;

10° De plus, pour parer à l'insolvabilité des chefs d'entreprise et assurer le paiement à la circonscription des sommes dues par les adhérents insolvables, il était constitué un fonds spécial de garantie géré par la Caisse d'assurance contre les accidents et alimenté par une taxe de quatre centimes additionnels au principal de la contribution des patentes des industriels assujettis et, pour les mines, par une taxe de 1 franc par 10.000 francs de valeur extraite d'après les estimations admises à la redevance ; le taux de ces impôts pouvait être modifié chaque année par la loi de finances, suivant les résultats constatés dans l'exercice précédent : la Caisse d'assurance contre les accidents assurait le paiement des indemnités dues aux intéressés et exerçait ses recours contre les patrons responsables ;

11° La nomination des membres du conseil supérieur des accidents du travail, sous réserve de la désignation nécessaire de représentants du Parlement, du Conseil d'Etat et de la Caisse des dépôts et consignations, était laissée au libre choix du ministre du Commerce ;

12° Dans les six mois de la promulgation de la loi, un décret devait déterminer les émoluments et indemnités à allouer aux greffiers de justice de paix pour leur participation à l'application de la loi.

122. — La Chambre acheva, le 28 octobre 1897, la discussion de ce projet.

123. — Le texte adopté par la Chambre des Députés, le 28 octobre 1897 (1), différait du second texte de la Commission :

1° Par l'addition de la mention de l'inspecteur divisionnaire du travail à celle de l'inspecteur départemental, comme qualifié pour recevoir avis de l'accident ;

2° Par la mention des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, parmi les fonctionnaires dont les rapports étaient envoyés au juge de paix.

124. — Transmis au Sénat le 5 novembre 1897, ce texte fit, de la part de la Commission à laquelle il avait été renvoyé, l'objet d'un rapport que M. Thévenet déposa avec un nouveau texte le 25 janvier 1898 (2).

Ce dernier texte, indépendamment de quelques modifications de rédaction, présentait, par rapport à celui que la Chambre des Députés avait voté le 28 octobre 1897, les différences suivantes :

1° Il était spécifié que les employés, qui, touchant un salaire annuel supérieur à 2.400 francs, ne bénéficiaient que jusqu'à concurrence de cette somme du régime nouveau, n'auraient aucune action pour le surplus ;

2° Le taux de l'indemnité, en cas d'incapacité permanente partielle, était abaissé des deux tiers à la moitié de la réduction subie par le salaire ;

3° Lorsque le nombre des enfants était supérieur à quatre au moment où l'un d'eux atteignait l'âge de 18 ans ou venait à mourir, il devait être fait réversion de la rente qui lui était attribuée, à ses frères et sœurs, sans que jamais la rente pût dépasser 10 0/0 ou 15 0/0.

(1) Sén., Doc. parl., n° 14, J. O., p. 580.

(2) Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 55.

selon que les enfants étaient orphelins de père ou de mère, ou, au contraire, de père et de mère ;

4° La durée de quatre-vingt-dix jours était substituée à celle de trente jours pour la période du service des frais de maladie et des indemnités temporaires dont les chefs d'entreprise devaient pouvoir se décharger ;

5° Il était spécifié que le chef d'entreprise pouvait s'exonérer, soit séparément, soit simultanément, des frais de maladie et des indemnités temporaires ;

6° Le projet rétablissait l'appel en édictant des dispositions qui devaient en accélérer la procédure ;

7° Il n'instituait aucune procédure spéciale pour le recours en cassation, le pourvoi étant toujours suspensif en matière civile ;

8° Au privilège de l'article 2101 (6°) du Code civil, il ajoutait, pour la garantie de la créance d'indemnité, celui de l'article 2102 sur l'indemnité due par l'assureur ;

9° Il limitait à un maximum de 100 francs la valeur des pensions dont le service pouvait être remplacé par le paiement d'un capital ;

10° Il modifiait les dispositions relatives à l'octroi de l'assistance judiciaire ;

11° La garantie du paiement des indemnités résultait du privilège imposé aux chefs d'entreprise, ceux-ci pouvant s'en exonérer par l'un des moyens suivants :

a) Soit justifier d'un titre de rente sur l'Etat, immatriculé pour l'usufruit au nom de la victime ;

b) Soit être affilié à un syndicat de garantie liant solidairement tous les membres et soumis à la surveillance de l'Etat ;

c) Soit être assuré à une compagnie d'assurances mutuelles ou à primes fixes, soumise à la surveillance de l'Etat et astreinte à constituer des réserves dont le montant était affecté par privilège au paiement des indemnités ;

d) Soit enfin être assuré à la Caisse d'assurance en cas d'accidents, créée par la loi du 11 juillet 1868 ;

12° Il maintenait le fonds spécial de garantie destiné à parer à l'insolvabilité de certains patrons, mais il supprimait le système des circonscriptions ;

13° L'organisation de la Caisse d'assurance existante était annoncée, à l'exclusion de la création d'une Caisse nationale, mais dans les conditions prévues pour cette création ;

14° Il renonçait à la création d'un conseil supérieur des accidents du travail.

125. — Le 8 février 1898, M. Poirrier déposa un amendement qui modifiait l'ensemble du titre du projet relatif au mode de paiement des indemnités et aux garanties.

Ce texte distinguait :

a) Les frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires, et les indemnités temporaires ;

b) Les indemnités pour incapacité permanente ou décès.

Pour les premières allocations, la créance était garantie par le privilège de l'article 2101 (6°) du Code civil.

Pour les secondes, à défaut, par les chefs d'entreprise débiteurs, de s'acquitter des indemnités lors de leur exigibilité, le paiement devait en être effectué aux intéressés par les soins de la Caisse d'assurance en cas d'accidents créée par la loi du 11 juillet 1868, au moyen d'un fonds spécial de garantie constitué et géré comme l'indiquait le projet de la Commission du Sénat du 25 janvier 1898 : le privilège de l'article 2102 du Code civil était, en cas d'assurance du patron, attribué à la Caisse d'assurance.

De plus, le versement du capital représentatif des pensions n'était pas exigible ; les tribunaux ne pouvaient prescrire la dation de garanties spéciales pour l'exécution des jugements, qui ne devaient point d'ailleurs conférer le bénéfice de l'hypothèque judiciaire.

Enfin, l'amendement reproduisait les dispositions du projet de la Commission du Sénat du 28 juin 1895, relativement à l'exigibilité du capital représentatif des pensions au cas de cessation d'industrie, le caractère de la dispense éventuelle demeurant provisoire.

126. — Le 19 février 1898, la Commission du Sénat présenta un nouveau texte qui différait de celui du 25 janvier 1898 :

1° Par le maintien du régime du droit commun aux personnes dont le salaire annuel dépassait un maximum fixé à 3.000 francs ;

2° Par la suppression du service de la rente en cas de remariage du conjoint survivant et par l'allocation, en pareil cas, d'une somme égale au triple de cette rente ;

3° Par l'application d'une mesure analogue à l'ouvrier étranger, victime d'accident, qui cessait de résider sur le territoire français ;

4° Par le refus d'indemnité aux ayants droit d'un ouvrier étranger qui, lors de l'accident, ne résidaient pas sur le territoire français ;

5° Par une nouvelle rédaction du régime des garanties qui distinguait :

a) Les frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires et les indemnités temporaires ;

b) Les indemnités pour incapacité permanente ou décès.

α) Dans le premier cas, la créance était garantie par le privilège de l'article 2101 (6^e) du Code civil ;

β) Dans le second cas, à défaut, soit par les chefs d'entreprise débiteurs, soit par les sociétés d'assurances à primes fixes ou mutuelles, ou les syndicats de garantie, de s'acquitter des indemnités lors de leur exigibilité, le paiement devait en être effectué aux intéressés par les soins de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse au moyen d'un fonds spécial de garantie ; ce fonds devait

être constitué par l'addition de quatre centimes au principal de la contribution des patentes des chefs d'entreprise assujettis et par la perception sur les mines d'une taxe de cinq centimes par hectare concédé ; ces taxes pouvaient d'ailleurs être, suivant les besoins, majorées ou réduites par la loi de finances. De plus, la Caisse nationale des retraites devait exercer un recours contre le patron débiteur ou, si ce dernier était assuré, jouir, pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'article 2102 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur. Le régime des organes d'assurance était prévu dans les conditions définies par le précédent projet. D'autre part, le versement du capital représentatif des pensions ne pouvait être exigé des débiteurs ; toutefois ceux-ci étaient admis à se libérer en versant ce capital à la Caisse nationale des retraites ; d'ailleurs, en cas de cessation d'industrie, le versement du capital devenait exigible de plein droit.

127. — Le Sénat discuta le projet, en première délibération, durant ses séances des 3, 4 et 7 mars 1898.

128. — Le projet, adopté par le Sénat en première délibération le 7 mars 1898, présentait, par rapport au texte de la Commission en date du 19 février 1898, indépendamment de modifications de rédaction, les différences suivantes :

1° La faculté, pour les chefs d'entreprise, de se décharger du service des frais de maladie et des indemnités temporaires, était réglée comme suit : cette faculté pouvait s'appliquer aux trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers jours consécutifs à l'accident, et à tout ou partie de l'indemnité temporaire ; pour en bénéficier, les chefs d'entreprise devaient avoir affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels autorisées et pris à leur charge une fraction, déterminée d'un commun accord et au moins égale au tiers, de la cotisation ; ces sociétés devaient, en outre, assurer à leurs membres pendant

trente, soixante ou quatre-vingt-dix jours les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière, que le chef d'entreprise devait éventuellement compléter jusqu'à concurrence de la moitié du salaire;

2° Le régime prévu pour les exploitants de mines était étendu aux chefs d'industrie qui auraient fondé des caisses de secours en conformité de la loi du 29 juin 1894;

3° La transformation éventuelle de la rente en capital n'était admise qu'après l'expiration du délai de revision des indemnités;

4° La réversibilité d'une part de pension sur la tête du conjoint devait entraîner la réduction de la rente viagère.

129. — Le 11 mars 1898, la Commission du Sénat présenta un nouveau projet qui, indépendamment de modifications de rédaction, différait par les dispositions suivantes du texte que le Sénat avait adopté le 7 mars 1898 :

1° Le régime admis pour les ouvriers et employés à salaire élevé n'était autre que celui du projet de la Commission du 25 janvier 1898, complété par la réduction au quart, sauf conventions contraires, des indemnités légales pour la portion du salaire annuel supérieure à 2.400 fr. ;

2° Le texte, introduit par le projet du 25 janvier 1898 (n° 124) et spécifiant la réversion entre frères et sœurs après arrivée à l'âge de 18 ans ou décès, n'était pas maintenu ;

3° Dans le tarif des indemnités, les descendants étaient assimilés aux ascendants ;

4° L'approbation du ministre compétent était exigée, indépendamment de l'accord des parties, en matière de participation du patron aux charges des sociétés de secours mutuels qui devaient pourvoir au service des frais de maladie et des indemnités temporaires; le qualificatif : « autorisées » n'était pas maintenu pour ces sociétés ;

5° Il était spécifié, au sujet du salaire de base, que l'indemnité temporaire, attribuée à l'ouvrier âgé de moins de

18 ans, ne devait pas excéder le montant du salaire de l'ouvrier ;

6° Le tribunal devait, en chambre du conseil, statuer sur les demandes de transformation d'un service de pension en un versement de capital ou de réversibilité de rente viagère sur la tête du conjoint ;

7° Les conditions de recevabilité de l'opposition étaient restreintes ;

8° L'expression : « préposés » était remplacée par l'expression : « ceux que le patron s'est substitués dans la direction » ;

9° Les décisions judiciaires ne devaient emporter hypothèque que si elles étaient rendues en faveur de la Caisse des retraites exerçant son recours contre les chefs d'entreprise ou les compagnies d'assurance ;

10° Dans l'organisation du régime de surveillance, les sociétés d'assurances mutuelles étaient rapprochées des compagnies à primes fixes et distinguées des syndicats de garantie ;

11° La dispense du versement, en cas de cessation d'industrie, du capital représentatif des pensions, était prévue sous réserve de la prestation de garanties déterminées par un règlement d'administration publique.

130. — La deuxième délibération eut lieu au Sénat les 15, 18 et 19 mars 1898.

131. — Le texte, que le Sénat adopta le 19 mars 1898 (1) en deuxième délibération, ne différait du projet de la Commission daté du 11 mars 1898 que par des modifications de rédaction et par les dispositions suivantes :

1° L'âge de 16 ans était substitué à celui de 18 comme limite de la durée du service des pensions aux orphelins des victimes ; il était spécifié comme limite, dans le même cas, pour les descendants ;

(1) Ch. Dép., Doc. parl., n° 3142, J. O., p. 918.

2° Un texte formel spécifiait qu'en aucun cas l'indemnité pour incapacité temporaire ne s'appliquerait aux quatre premiers jours consécutifs à l'accident ;

3° La nécessité de l'approbation ministérielle était remplacée par l'obligation de se conformer aux statuts-types approuvés par le ministre en matière de participation du patron aux charges des sociétés de secours mutuels ;

4° Il était spécifié que la rente ou le total des rentes allouées ne devait pas, même majoré en cas de faute inexcusable du patron, dépasser la réduction ou le montant du salaire annuel ;

5° Un texte spécial conférait aux inspecteurs du travail le pouvoir de constater les contraventions résultant de défaut d'avis d'accident et d'omission d'affichage de la loi :

6° Un règlement d'administration publique devait déterminer les conditions dans lesquelles la loi serait applicable à l'Algérie et aux colonies.

132. — Transmis à la Chambre des Députés le 22 mars 1898, et renvoyé à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, ce texte fut, de la part de cette Commission, l'objet d'un rapport que M. Maruéjouls présenta à la Chambre des Députés le 24 mars 1898 (1).

Ce rapport concluait à l'adoption, sans modification, du texte voté par le Sénat.

133. — La Chambre adopta, sans discussion et à l'unanimité, le 26 mars 1898, le texte précité.

134. — Ce texte fut promulgué le 9 avril 1898 sous le titre de LOI CONCERNANT LES RESPONSABILITÉS DES ACCIDENTS DONT LES OUVRIERS SONT VICTIMES DANS LEUR TRAVAIL (2).

(1) Ch. Dép., Doc. parl., n° 3150, J. O., p. 930.

(2) La promulgation a été effectuée dans le Journal officiel (J. O., partie officielle, 1898, p. 2209) et suivie d'une rectification (*ibid.*, p. 2388). — On trouvera en annexe (Annexe n° 1) le texte rectifié de la loi conforme au Bulletin des Lois (Bull., XII, 1977, 34652).

CHAPITRE II

DISPOSITIONS DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898

135. — La loi du 9 avril 1898 conserve, d'après les termes mêmes employés par le législateur, « les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail ».

Elle comprend trente-quatre articles répartis en cinq titres respectivement désignés par les dénominations suivantes : indemnités en cas d'accidents ; déclaration des accidents et enquête ; compétence, juridictions, procédure, revision ; garanties ; dispositions générales.

136. — L'exposé du régime institué par la loi semble toutefois devoir offrir plus de clarté, si à l'analyse de chacun des articles de la loi on substitue l'étude méthodique des éléments essentiels du régime légal. La définition de ces éléments s'impose donc dès le début du présent chapitre.

137. — La loi du 9 avril 1898, qui, comme son nom l'indique, vise des responsabilités, n'est pas exclusivement une *loi de responsabilité* : elle ne se borne pas, en effet, à régler la responsabilité en matière d'accidents du travail ; elle organise également des mesures en vue de la réparation des dommages dont dérive cette responsabilité. Elle n'est pas toutefois une *loi d'assurance proprement dite* ; elle prévoit l'assurance comme un moyen possible, elle ne la prescrit pas comme une solution nécessaire. Mais elle a le caractère d'une loi de *garantie*, parce qu'elle institue la garantie de l'application effective du principe de responsabilité qu'elle a posé.

En un mot, c'est une loi *de responsabilité et de garantie*.

Les quatre réformes essentielles qu'elle consacre peuvent se résumer comme suit :

1^o Risque professionnel partiel et conditionnel (n^o 50), la faute grave étant définie par la qualification d'inexcusable ;

2^o Garantie absolue du paiement des indemnités d'accidents suivis d'incapacité permanente ou de décès, réalisée par la constitution d'un fonds national d'insolvabilité (n^o 75) ;

3^o Tarif d'indemnité forfaitaire (n^o 57) ;

4^o Procédure rapide et économique (n^o 58).

Elle n'exige des industriels qu'une cotisation modique au fonds d'insolvabilité, sans imposer le versement des capitaux représentatifs des pensions.

Elle prévoit le recours à des organes d'assurance privés soumis à la surveillance et au contrôle de l'État.

Enfin elle fait appel au concours de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse en vue de la gestion du fonds d'insolvabilité, du paiement des indemnités en cas d'insolvabilité du débiteur et de l'encaissement des capitaux versés par les patrons qui désirent se libérer ou dont l'industrie prend fin.

138. — Les éléments essentiels du régime légal, qui viennent d'être définis, peuvent se rattacher à quatre ordre d'idées :

Domaine d'application de la loi ;

Obligations des personnes responsables ;

Droits résultant des accidents ;

Mesures d'application.

Une section distincte du présent chapitre sera consacrée à chacun de ces sujets.

SECTION I

DOMAINE D'APPLICATION DE LA LOI

139. — La définition du domaine d'application de la loi résulte tout d'abord de celle des sinistres qui peuvent mettre en jeu les responsabilités prévues par la loi ; elle dérive également de la désignation des personnes admises au bénéfice de la loi et de celle des responsables éventuels.

En d'autres termes, elle résulte de la détermination des éléments suivants :

Sinistres prévus par la loi ;

Personnes admises au bénéfice de la loi ;

Personnes responsables.

§ 1. — SINISTRES PRÉVUS PAR LA LOI

140. — Les sinistres prévus par la loi sont définis par les articles 1^{er} (§ 1) et 20 au quadruple point de vue des circonstances dans lesquelles ils se sont produits, des causes dont ils résultent, du lieu où ils sont survenus et du caractère de gravité qu'ils ont revêtu.

1. — CIRCONSTANCES DES SINISTRES

141. — Les sinistres visés par la loi sont, aux termes de l'article 1^{er} (§ 1), « les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail ».

142. — La loi ne définit pas le mot « accident ». Le législateur n'a sans doute entendu viser que l'événement imprévu auquel on ne peut se soustraire, et non pas la situation qui constitue une cause permanente et certaine de danger (1). Il a exclu à ce titre les maladies profession-

(1) GUIVYSSÉ, Séance de la Chambre des Députés du 3 juin 1897 J. O., p. 4590).



nelles contractées par suite de l'exercice prolongé d'une industrie (1) ; toutefois (2) il a eu en vue les événements d'un caractère « accidentel » dus à des matières toxiques, tels que l'absorption accidentelle d'une substance dangereuse, l'éclaboussure d'un liquide corrosif, l'intoxication immédiate par les vapeurs émanant de substances putrescibles, l'asphyxie subite par des gaz délétères ; il a d'ailleurs laissé aux tribunaux l'appréciation de ces cas (3).

143. — Les accidents que vise la loi doivent avoir été « la conséquence directe du travail » (4). Ils doivent s'être produits à l'intérieur de l'usine ou du chantier (5), et ne pas résulter de circonstances indépendantes du travail normal, telles que rixes, jeux, acte étranger au travail commandé et notamment (6) acte contraire à une interdiction formelle de travailler.

144. — L'application de la loi n'est pas subordonnée à la constatation de l'existence d'un travail susceptible d'être qualifié de dangereux. L'attribution de cette qualification à un travail déterminé serait soit arbitraire, soit superflue : si, en effet, elle aboutissait à considérer respectivement comme dangereuses et comme non dangereuses deux opérations effectuées dans un même établissement par deux ouvriers voisins, elle pourrait conduire, dans un accident qui atteindrait simultanément ces deux ouvriers, à attribuer le bénéfice de la loi au premier et à

(1) BOURGEOIS, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2216).

(2) BOUCHER, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., q. 2216).

(3) BOUCHER et BOURGEOIS, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2216).

(4) THÉVENET, Rapport au Sénat du 2 mars 1896 (Sén., D. c. parl., n° 48, J. O., p. 118).

(5) POIRRIER, Séance du Sénat du 4 juillet 1895 (J. O., p. 731).

(6) FLOQUET, Séance du Sénat du 4 juillet 1895 (J. O., p. 732).

le refuser au second (1); si, au contraire, elle tendait à qualifier de dangereux tout travail qui aurait occasionné un seul accident, elle équivaldrait à l'application du principe du risque professionnel (2). De plus, il serait fort malaisé de trouver, pour définir le travail dangereux, une formule qui puisse s'appliquer à toutes les professions, et, si on laissait aux tribunaux le soin de le déterminer dans chaque espèce, on risquerait de multiplier les procès (3).

2. — CAUSES DES SINISTRES

145. — L'accident, survenu dans les circonstances définies ci-dessus (n° 141), ne doit résulter (art. 20) ni de l'intention de la victime, ni de la faute inexcusable de celle-ci, ni de la faute inexcusable du patron ou des personnes qu'il s'est substituées dans la direction : dans le premier de ces trois cas, la loi n'est pas applicable, et, dans chacun des deux autres, un régime spécial est prévu pour le taux de l'indemnité. (Voir ci-après nos 245, 250, 251.)

3. — LIEU DES SINISTRES

146. — La loi (art. 1^{er}, § 1) définit dans les termes suivants les entreprises dans lesquelles (n° 143) doivent se produire les sinistres qu'elle prévoit : « industrie du bâtiment, usines, manufactures, chantiers, entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, magasins publics (4), mines, minières, carrières, et,

(1) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 28 juin 1895 (Sén. Doc. parl., n° 146, J. O., p. 297) et Séance du Sénat du 4 juillet 1895 (J. O., p. 724).

(2) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 28 juin 1895 (Sén., Doc. parl., n° 146, J. O., p. 297).

(3) THÉVENET, Rapport au Sénat, du 2 mars 1896 (Sén., Doc. parl., n° 48, J. O., p. 118). — LEBON, Séance du Sénat du 4 juillet 1895 (J. O., p. 730).

(4) Les magasins publics sont (RICARD, Séance de la Chambre

en outre, toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre (1) des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux ».

147. — Le législateur a tenu à donner lui-même la définition des entreprises assujetties, au lieu d'en déléguer la mission au pouvoir exécutif (2) ; cette définition est d'ailleurs donnée sous la forme énonciative (3). Limitée à des industries déterminées, par exemple aux industries présumées dangereuses, elle aurait abouti à la constitution

des Députés du 26 juin 1888, J. O., p. 1898 et 1899) les magasins généraux et les docks. Il convient de leur assimiler les monts de piété et les salles de vente publique régulièrement installés, les entrepôts de douane énumérés dans le tarif des douanes du 21 septembre 1885 (n° 149) et ceux dont la création a été autorisée ultérieurement, enfin les bâtiments affectés aux Expositions quand ils ont été constitués en entrepôts réels des douanes (décret du 25 août 1886) pour l'Exposition Universelle de 1889, Bull., XII, 1053, 17349 ; décret du 28 juillet 1894 pour l'Exposition Universelle de 1900 (J. O., partie officielle, 1894, p. 3705).

(1) Les mots « mises en œuvre » ont été préférés au mot « employées » : on a craint que certaines matières qui peuvent être qualifiées d'explosibles ne fissent tomber sous l'application de la loi des locaux où elles sont employées, alors que leur emploi ne saurait assimiler les locaux aux entreprises visées par la loi : tel est le cas du gaz ou de l'acétylène, qui sont « employés » pour l'éclairage de certains établissements : cet emploi aurait pu conduire, par une fausse interprétation, à assujettir ces établissements à la loi ; l'expression « mises en œuvre » prévient toute erreur à cet égard, la mise en œuvre étant limitée à la fabrication et à la manipulation industrielle des substances et ne comprenant point la consommation de celles-ci. (THÉVENET, Rapport au Sénat, du 25 janvier 1898, Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 57).

(2) THÉVENET, Rapport au Sénat, du 2 mars 1896 (Sén., Doc. parl., n° 48, J. O., p. 118).

(3) THÉVENET, Rapport au Sénat, du 25 janvier 1898 (Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 55).

d'une catégorie privilégiée de travailleurs industriels (1); de plus, elle aurait été nécessairement arbitraire, la statistique enseignant que ce ne sont pas toujours les industries considérées comme les plus dangereuses qui donnent lieu au plus grand nombre d'accidents (2). On peut citer à cet égard les chiffres suivants empruntés à la statistique allemande (3) :

Nature d'industrie :	Nombre de blessés par 1000 ouvriers :
Brasserie	9.08
Mines.....	8.30
Voiturage	8.08
Expédition et magasinage.....	6.33
Meunerie ...	6.29
Travaux de construction.....	4.76
Industrie textile.....	2.02

On doit ajouter que les causes qui produisent le plus grand nombre des accidents peuvent se rencontrer dans toutes les industries sans être le propre d'aucune d'elles (4).

148. — La loi ne fait aucune distinction entre les entreprises assujetties eu égard à l'effectif du personnel qui y est employé. Il ne semble pas inutile de rappeler que la Commission du Sénat avait, en 1895 (n° 107), présenté

(1) RICARD, Rapport à la Chambre des Députés, du 25 février 1892 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 1926, J. O., p. 307).

(2) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 28 juin 1895 (Sén., Doc. parl., n° 146, J. O., p. 298 et Séances du Sénat des 10 et 11 juin 1895 (J. O., p. 381 et 392). — WADDINGTON, Séance du Sénat du 4 juillet 1895 (J. O., p. 727).

(3) Voir notre ouvrage sur les *Lois d'assurance ouvrière à l'étranger* (liv. II, p. 615).

(4) POIRRIER, Séance du Sénat du 4 juillet 1895 (J. O., p. 724). — Voir dans le même sens les chiffres de la note du n° 21 ci-dessus, d'après lesquels plus de 45 p. 100 des accidents seraient dus à des chutes d'objets ou de personnes et à la manutention des fardeaux.



un texte qui excluait de l'application de la loi les patrons qui, pendant la période de la plus grande activité de leur industrie, n'employaient pas plus de trois ouvriers. Toutefois le rapporteur (1) exprima la crainte que cette exclusion ne fût préjudiciable à la fois aux patrons et aux ouvriers : d'une part, en effet, ces chefs d'entreprise restaient exposés à l'obligation de fournir la réparation intégrale en cas d'accident, par application du Code civil, et cette éventualité était d'autant plus à redouter pour eux, que leur outillage était d'ordinaire défectueux et par suite susceptible d'engager leur responsabilité en cas d'accident ; d'autre part, les ouvriers étaient exposés aux conséquences de l'insolvabilité de leurs patrons, dotés de modestes ressources. Le rapporteur renouvela (2) cette déclaration devant le Sénat qui, en première délibération, substitua le chiffre cinq au chiffre trois (n° 141). En deuxième délibération, le Sénat repoussa cette disposition qui avait été présentée à titre d'amendement et que son auteur justifiait par la similitude des risques courus par le chef d'entreprise et ses collaborateurs (3).

149. — La loi ne vise l'agriculture que lorsque celle-ci a recours aux moteurs mécaniques. Il a semblé (4) que les risques d'accidents propres aux travaux agricoles ne pouvaient être compris dans la même loi que les risques d'accidents industriels : ceux-ci, en raison de leur gravité, auraient fait peser sur l'agriculture, s'ils lui avaient été associés, une charge excessive, et l'examen du régime spécial à l'agriculture ne devait pas retarder l'institution du régime propre aux travailleurs, plus exposés, des entreprises industrielles. Par contre, les accidents, dus à

(1) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 28 juin 1895 (Sén., Doc. parl., n° 146, J. O., p. 298).

(2) POIRRIER, Séance du Sénat du 4 juillet 1895 (J. O., p. 734).

(3) BLAVIER, Séance du Sénat du 20 mars 1896 (J. O., p. 285).

(4) BOUCHER, Séance du Sénat du 3 mars 1898 (J. O., p. 234). — POIRRIER, Séance du Sénat du 13 juin 1895 (J. O., p. 599).

l'emploi des moteurs mécaniques dans l'agriculture, ont paru devoir être placés, pour les mêmes motifs et au même titre que dans l'industrie, sous le régime du risque professionnel (1). ces accidents étant d'autant plus à redouter que le personnel agricole est moins familiarisé avec l'emploi de ces appareils (2). Dès lors, l'emploi d'un moteur mécanique dans une partie d'une exploitation agricole doit entraîner pour cette partie, mais pour cette partie seule, l'application de la loi (3).

150. — La loi ne formule aucune distinction quant à la qualité des chefs des entreprises assujetties: doivent donc être assimilées aux entreprises privées les entreprises et exploitations analogues de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics: les textes adoptés par la Chambre en 1893 (n° 104) et par le Sénat en 1895 (n° 111) l'avaient spécifié formellement (4). Le silence du texte définitif de la loi ne saurait être considéré comme un refus, de la part du législateur, de consacrer ce principe. En effet, les travaux préparatoires ne contiennent aucun motif de la suppression de la mention, d'abord votée, des entreprises d'Etat; de plus, la loi les vise dans deux de ses articles: l'un (art. 13, § 5) exclut la nomination d'expert pour « les entreprises de l'Etat placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion » et pour « les établissements nationaux où s'effectuent des travaux que la sécurité publique oblige à tenir secrets »; l'autre (art. 32) consacre le régime en vigueur pour le personnel des ateliers de la Marine et pour une fraction de celui des manufactures d'armes de la Guerre.

(1) LEBON, Séance du Sénat du 13 juin 1895 J. O., p. 603).

(2) LEBON, *Ibid.* — POIRRIER, *Ibid.*, p. 601

(3) THÉVENET, Rapport au Sénat, du 2 mars 1896 (Sén., Doc. parl., n° 48, J. O., p. 118).

(4) RICARD, Rapport à la Chambre des Députés, du 25 février 1892 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 1536, J. O., p. 308) — POIRRIER, Rapport au Sénat, du 3 avril 1895 (Sén., Doc. parl., n° 73, J. O., p. 272).

4. — GRAVITÉ DES SINISTRES

151. — Les accidents peuvent être distingués suivant la gravité des conséquences qu'ils entraînent : décès, incapacité permanente, totale ou partielle, incapacité temporaire.

Ils se répartissent ainsi en deux grandes classes : les accidents graves, d'une part ; les accidents légers, désignés également sous le nom de « petits accidents », d'autre part.

Les premiers donnent lieu à un service de pensions qui comportent des engagements à long terme et exigent, par suite, des ressources financières considérables ; mais ils ne se prêtent que rarement à la fraude, en raison même du caractère et de l'importance des suites de la lésion.

Les seconds ne motivent que des indemnités temporaires qui ne consistent qu'en allocations de courte durée, dont le service n'engage point l'avenir ; mais ils sont quatre ou cinq fois plus nombreux (1) que les seconds et peuvent donner lieu aux abus de la simulation.

152. — Certaines législations étrangères, qui ont institué une assurance obligatoire contre la maladie distincte de l'assurance obligatoire contre les accidents, ont rattaché à la première assurance les petits accidents qui présentent avec les maladies une étroite analogie.

Dans une législation qui, comme celle de la France, ne comporte pas l'obligation de l'assurance contre la maladie, on ne peut distraire du régime institué pour les accidents en général, le cas des petits accidents (2), et l'on est conduit à fixer à un très petit nombre de jours la période.

(1) Ce chiffre résulte des statistiques allemandes (Voir notre ouvrage sur les *Lois d'assurance ouvrière à l'étranger*, liv., II, p. 7, en note).

(2) RICARD, Rapport à la Chambre des Députés, du 25 février 1892 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 1926, J. O., p. 309).

consécutive à l'accident, à l'expiration de laquelle le bénéfice de la loi est accordé à la victime. C'est ainsi qu'au lieu de ne faire intervenir qu'au bout de treize semaines, comme en Allemagne (1), ou de quatre semaines, comme en Autriche, le régime spécial aux victimes d'accidents proprement dits, la loi française a dû adopter une durée de quatre jours.

153. — La disposition finale du § 1 de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, combinée avec celle du § 1 de l'article 3 de la même loi, refuse, en effet, toute indemnité à l'accident suivi d'une incapacité de moins de quatre jours ou à la période des quatre premiers jours d'une incapacité temporaire de plus longue durée.

154. — Cette disposition se justifie :

1^o Par le caractère forfaitaire de la loi qui conduit à substituer à la réparation intégrale du préjudice une indemnité tarifée d'avance :

2^o Par la nécessité de prévenir les abus : cette nécessité a même empêché de faire remonter, par voie de rétroactivité, à la date de l'accident le service de l'indemnité pour les accidents d'une incapacité de plus de quatre jours ; on a craint que les blessés, qui pouvaient reprendre le travail à l'expiration du quatrième jour, ne fussent tentés de prolonger d'un jour leur incapacité de travail, afin d'obtenir, grâce à cette prolongation, une indemnité pour les quatre premiers jours de chômage (2).

(1) Il convient de signaler, dans l'intérêt de l'exactitude, qu'à dater du début de la cinquième semaine, la législation allemande fixe au profit du blessé un minimum de l'allocation pécuniaire (Voir sur ce point notre ouvrage précité, liv. II, p. 92).

(2) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 28 juin 1895 (Doc. parl., Sén., n^o 146, J. O., p. 300). — Il convient toutefois de signaler la disposition, contenue dans le texte annexé au rapport et adopté par le Sénat le 5 décembre 1895, qui limitait aux accidents peu graves le refus de l'indemnité durant les premiers jours consécutifs à l'accident (les trois premiers jours, dans ce texte) et spécifiait que, pour les

155. — Toutefois, si l'absence d'une institution générale et obligatoire empêche de prononcer l'exclusion absolue des petits accidents, il est naturel et désirable de prévoir pour ces accidents le recours éventuel aux institutions isolées et facultatives qui existent déjà ou peuvent se fonder à l'avenir. C'est ainsi que la loi du 9 avril 1898 a admis, dans des conditions déterminées (art. 5), l'intervention des sociétés de secours mutuels. Le législateur français a vu d'ailleurs dans cette mesure un moyen de développer ces sociétés et, en subordonnant leur intervention à une participation financière du chef d'entreprise, de réaliser l'assistance des malades, en même temps que celle des blessés, et cela aux frais communs des ouvriers et des patrons, c'est-à-dire dans des conditions qui garantissent à la fois la bonne gestion et la répression des abus par le contrôle des intéressés, ainsi que la paix sociale par le rapprochement des travailleurs et des chefs d'entreprise.

§ 2. — PERSONNES ADMISES AU BÉNÉFICE DE LA LOI

156. — Aux termes de la loi du 9 avril 1898 (art. 1^{er}, § 1), les personnes admises au bénéfice de cette loi sont les « ouvriers et employés » occupés dans les entreprises qu'elle énumère (n° 146), ainsi que les « représentants » de ces personnes.

157. — Sans définir les mots « ouvrier » et « employé » le législateur a indiqué, par les termes formels de l'article 1^{er} (§ 1) de la loi, qu'ils supposent l'existence d'un

accidents suivis d'une incapacité de plus de quinze jours, l'indemnité serait servie à dater du jour même de l'accident : le refus d'indemnité pour les premiers jours semblait injuste au rapporteur dans le cas d'accidents ayant entraîné une incapacité d'une certaine durée. Cette distinction n'a pas été consacrée par la loi du 9 avril 1898, dans un intérêt de simplicité.

« chef d'entreprise ». Il a donc logiquement refusé cette dénomination aux travailleurs isolés, et même aux travailleurs qui prêtent une collaboration accidentelle à un de leurs camarades qui travaille seul d'ordinaire (art. 1^{er}, § 2) (1).

158. — Pour le même motif, il ne semble pas que les détenus, occupés à un travail industriel au cours de l'exécution de leur peine, soient admis au bénéfice de la loi : la situation relative du détenu et de l'entrepreneur qui l'occupe pendant la détention ne saurait être, en effet, assimilée à celle du travailleur libre et du chef d'industrie (2).

159. — La loi ne subordonne pas à la valeur du salaire l'admission au bénéfice du régime qu'elle institue : il a paru (3) que la similitude des risques ne permettait pas de procéder à une exclusion basée sur le montant de la rémunération ; toutefois, de peur d'exagérer la portée de la loi, un maximum a été assigné au salaire annuel des personnes admises au bénéfice intégral de la loi : ce maximum est égal à 2.400 francs (art. 2, § 2). Les personnes dont le salaire annuel dépasse le maximum ne bénéficient des dispositions légales que jusqu'à concurrence de cette somme et sont soumises, pour le surplus, à des mesures restrictives. (Voir ci-après n° 240.)

Il résulte toutefois du texte même de l'article 2 (§ 2) que, pour les personnes à salaire élevé, la procédure spéciale instituée par la loi est applicable : l'opinion inverse, qui avait été formulée (4), visait un texte (n° 126) qui déclara-

(1) BAUDENS et THÉVENET, Séance du Sénat du 20 mars 1896 (J. O., p. 285 et 286).

(2) Conf. l'interprétation admise par la jurisprudence allemande et autrichienne basée sur ce principe que la loi ne s'applique qu'aux travailleurs libres. (Voir notre ouvrage sur les *Lois d'assurance ouvrière à l'étranger*, liv. II, p. 88 et 698).

(3) RICARD, Rapport à la Chambre des Députés, du 25 février 1892 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 1926, J. O., p. 308).

(4) THÉVENET, Séance du Sénat du 4 mars 1898 (J. O., p. 254).

rait le droit commun seul applicable aux personnes à salaire annuel supérieur à 3.000 francs.

160. — Quant aux « représentants », ce sont :

1^o Le conjoint survivant, non divorcé ni séparé de corps, uni à la victime par un mariage antérieur à l'accident (art. 3, § 2, A) ;

2^o Les enfants légitimes ou naturels (1), reconnus avant l'accident, orphelins soit de père ou de mère, soit de père et de mère, âgés de moins de 16 ans (art. 3, § 2, B) ;

3^o A défaut de conjoint et d'enfants, les descendants âgés de moins de 16 ans et les ascendants à la charge de la victime (art. 3, § 2, C).

161. — La loi ne fait aucune distinction relativement au sexe des personnes appelées à en bénéficier.

162. — Elle formule des dispositions spéciales aux ouvriers étrangers (art. 3, deux derniers paragraphes) (voir ci-après n^o 237).

163. — Le personnel des entreprises et exploitations de l'État, des départements, des communes et des établissements publics est assimilé à celui des entreprises privées.

164. — Une exception a été toutefois formulée à l'égard :

1^o Des ouvriers, apprentis et journaliers, appartenant aux ateliers de la Marine (art. 32) ;

2^o Des ouvriers immatriculés des manufactures d'armes dépendant du ministère de la Guerre (art. 32).

Le régime, institué à l'égard de ce personnel par les lois, ordonnances et règlements en vigueur, a paru assez satisfaisant pour être maintenu (2).

(1) L'assimilation des enfants naturels aux enfants légitimes a été justifiée par le caractère alimentaire des allocations en question (RICARD, Rapport à la Chambre des Députés du 25 février 1892, Ch. Dép., Doc. parl., n^o 1926, J. O., p. 309).

(2) RICARD, Rapport à la Chambre des Députés du 25 février 1892 (Ch. Dép., Doc. parl., n^o 1926, J. O., p. 308).

Ce régime est le suivant :

165. — 1^o PERSONNEL DES ATELIERS DE LA MARINE. — Le décret sur l'administration du personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la Marine, du 12 janvier 1892, répartit (art. 1^{er}, § 1) ce personnel entre les six catégories suivantes :

- | | | |
|---|---|-------------------------|
| 1 ^{re} Catégorie : Surveillants | } | Chefs contremaîtres. |
| | | Contremaîtres. |
| 2 ^e Catégorie : Ouvriers permanents | } | Chefs ouvriers. |
| | | Ouvriers permanents. |
| 3 ^e Catégorie : Ouvriers temporaires. | | |
| 4 ^e Catégorie : Apprentis. | | |
| 5 ^e Catégorie : Journaliers permanents | } | Chefs journaliers. |
| | | Journaliers permanents. |
| 6 ^e Catégorie : Journaliers temporaires. | | |

La qualité de « permanent » (art. 4, § 5, du décret du 12 janvier 1892) s'acquiert par trois ans de service.

De plus, le même décret (art. 23, § 1) attribue à tout agent blessé en service commandé la gratuité du traitement à l'hôpital et une allocation égale aux trois quarts de sa solde.

En outre, par application de la loi sur les pensions de l'armée de mer du 18 avril 1831 (1), les blessures graves et incurables donnent droit à une pension, dont le taux varie (loi de 1831, art. 12 à 17, et instruction du 28 novembre 1887) entre un maximum et un minimum fixés pour chaque catégorie d'agents, aucune distinction n'étant faite entre le personnel permanent et le personnel temporaire au point de vue des pensions d'accidents ; le tarif des pensions est donné par le tableau suivant, dont les chiffres ont été définis par la loi du 8 août 1883 (2) sur les pensions de retraite du personnel non-officier de la Marine :

(1) Bull., IX, 41, 109.

(2) Bull., XII, 797, 13542.

CATÉGORIES	SALAIRE		PENSION		Amputation de deux membres ou perte totale de la vue	Amputation d'un membre ou perte absolue de l'usage de deux membres	Perte absolue de l'usage d'un membre ou infirmité équivalente.	Blessures moins graves, mais entraînant l'incapacité, pour le blessé, de pourvoir à sa subsistance	Pensions aux veuves
	JOURNALIER								
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum					
D'AGENTS	f. c	f. c	f.	f.	f.	f.	f. c	f.	f.
	5 40	6 80	1130	1370	1807	1390	13	695	695
	4 70	6 30	850	1110	1443	1110	13	535	535
	4 20	5 40(1)	700	900	1170	900	10	450	450
	2 5	4 70(2)	600	750	975	730	7 50	375	375
	2 30	3 50	700	750	975	750	7 50	375	375
	1 80	2 70	580	730	949	730	7 50	365	365
	60	1 50	580	730	949	730	7 50	365	365
					ACCROISSEMENT ANNUEL				
							f. c		
							13		
							13		
							10		
							7 50		
							7 50		
							7 50		

(4) On exceptionnellement 5.80

(3) On exceptionnellement 5.40

(2) Ou exceptionnellement 5,40

(4) Ou exceptionnellement 5,80

La procédure de la concession de la pension et celle de la revision éventuelle, à intervenir dans les cinq ans de la cessation de l'activité, sont définies par les règlements en vigueur (1).

166. -- 2^o OUVRIERS IMMATRICULÉS DES MANUFACTURES D'ARMES DÉPENDANT DU MINISTÈRE DE LA GUERRE. — Les ouvriers des manufactures d'armes, qualifiés d'immatriculés, sont ceux qui, aux termes de l'article 27 du règlement du 24 juin 1878 sur le service des manufactures d'armes (2), ont souscrit un engagement volontaire de six ans, renouvelable : du reste (même règlement, art. 27) l'immatriculation n'a lieu que si elle a été autorisée par le ministre sur la proposition de l'inspecteur des manufactures chargé (*ibid.*, art. 2) de la centralisation du service de ces établissements. Ils doivent être Français ou naturalisés, avoir satisfait à la loi du recrutement, savoir lire et écrire et « avoir fait au moins un chef-d'œuvre (3) dans une des parties de la fabrication » (*ibid.*, art. 27, § 2) ; sont toutefois dispensés du chef-d'œuvre les ouvriers attachés au service de l'entretien des machines-outils, que le directeur a jugés assez habiles (*ibid.*, art. 41). Tout ouvrier immatriculé, qui quitte la manufacture sans autorisation avant l'expiration de son engagement, est rayé des contrôles par mesure disciplinaire et perd tout droit à la retraite, ainsi qu'à son décompte dans la masse de secours dont il sera question

(1) Voir, pour plus de détails, le *Traité d'administration de la Marine* (t. III, 2^e partie) de MM Fournier et Neveu, 1897.

(2) Imprimerie Nationale, 1878.

(3) L'article 79 du règlement du 24 juin 1878 définit l'exécution du chef-d'œuvre dans les termes suivants : « Faire un chef-d'œuvre consiste à faire sur une ou plusieurs pièces d'armes le travail de sa profession d'une manière plus soignée que dans la fabrication courante, et dans un temps maximum déterminé : ce travail a lieu sous la surveillance d'un contrôleur, et n'est considéré comme un chef-d'œuvre qu'après avoir été jugé tel par le contrôleur principal de la partie et par le sous-directeur. »



ci-après ; il doit également, sous peine de radiation, prévenir, trois mois à l'avance, s'il ne compte pas renouveler son engagement (*ibid.*, art. 34).

Aux ouvriers immatriculés, le règlement de 1878 oppose :

a) Les ouvriers militaires, c'est-à-dire ceux qui (règlement, art. 28), en vertu d'une autorisation du ministre, sont détachés des corps ou réservés sur les contingents pour travailler à la fabrication des armes :

b) Les ouvriers libres, qui (*ibid.*, art. 29), admis par le directeur de chaque manufacture, doivent s'engager par écrit à prévenir le directeur trois mois à l'avance, lorsqu'ils auront l'intention de quitter l'établissement, la violation de cet engagement entraînant la perte du droit au décompte dans la masse de secours.

Les ouvriers immatriculés sont inscrits (règlement, art. 30, § 1) sur un registre matricule tenu en double au ministère de la guerre : l'inscription sur ce registre constitue la seule preuve admise pour constater la durée des services donnant droit à pension. Les ouvriers militaires (*ibid.*, art. 30, § 2) sont inscrits sur un registre tenu à la manufacture. Les ouvriers libres (*ibid.*, art. 30, § 3) sont portés sur un registre particulier.

Les ouvriers immatriculés (*ibid.*, art. 31) ont droit, pendant leur temps de service, à l'hospitalisation gratuite dans les hôpitaux dépendant du département de la Guerre (décision ministérielle du 19 juillet 1877). Les ouvriers libres (règlement de 1878, art. 32) ne jouissent pas de cette faveur. Quant aux ouvriers militaires (*ibid.*, art. 38), ils sont, en cas de maladie, traités dans les hôpitaux au même titre que les militaires de la garnison.

Les ouvriers immatriculés, comptant au moins cinq années d'engagement, peuvent être nommés maîtres par le directeur, avec l'approbation de l'inspecteur des manufactures (*ibid.*, art. 36).

Dans chaque manufacture (*ibid.*, art. 43), il existe une

masse de secours mutuels dont les statuts, approuvés par le ministre, sont annexés au règlement (1).

(1) Aux termes de ces statuts (art. 1^{er}), tous les ouvriers de chaque manufacture doivent, sauf autorisation exceptionnelle accordée (statuts, art. 2) par l'inspecteur des manufactures sur la proposition du directeur, concourir à la formation et à l'entretien d'une masse de secours au moyen d'une première mise et d'une retenue mensuelle sur leurs salaires, dont la quotité est fixée chaque année pour les trois classes de maître, compagnon et apprenti.

La masse de secours (*ibid.*, art. 6) a pour objet. 1^o de procurer gratuitement aux ouvriers et aux membres de leurs familles, habitant ou mangeant avec eux et à leur charge, les soins des médecins ou chirurgiens; 2^o de donner des secours en nature ou en argent aux ouvriers qui se trouvent momentanément dans un état d'indigence non mérité; 3^o d'encourager l'esprit d'ordre et d'économie parmi les ouvriers, en leur réservant la chance d'un décompte dans des cas déterminés.

Les amendes, les dons, les intérêts des fonds déposés chez l'entrepreneur qui a traité avec le ministre pour l'exécution de commandes constituent chaque année un fonds, dit fonds général (*ibid.*, art. 1^{er}). La masse est permanente et le fonds est indivisible, sauf le cas de suppression de la manufacture; dans ce cas, le fonds serait réparti entre les ouvriers au prorata des premières mises, puis chaque ouvrier recevrait son décompte (*ibid.*, art. 2 et 7): le décompte (*ibid.*, art. 9, § 2) est l'avoir de l'ouvrier, déduction faite de sa part contributive dans les dépenses générales fixes et de ses dépenses personnelles, au jour de la retraite, du départ ou du décès. Ont droit à un décompte (*ibid.*, art. 9, § 1): 1^o Les ouvriers admis à la retraite; 2^o Les ouvriers qui quittent la manufacture par ordre (soit pour être employés ailleurs, soit pour passer sous les drapeaux, soit par suite d'insuffisance de commandes) ou volontairement après le préavis réglementaire; 3^o Les veuves et les orphelins et, à leur défaut, les père et mère, frères ou sœurs des ouvriers morts avec un compte ouvert. La première mise (*ibid.*, art. 3, est déterminée par le conseil d'administration de la masse. Le taux de la retenue mensuelle sur les salaires est (*ibid.*, art. 5) discuté par le conseil d'administration et proposé par l'inspecteur des manufactures à l'approbation du ministre qui le rend exécutoire. La masse est, en effet (*ibid.*, art. 11), régie par un conseil d'administration comprenant un capitaine d'artillerie, président, un (à Châtellerauld, deux) contrôleur, neuf (à

Au point de vue des pensions, les ouvriers immatriculés sont, en vertu d'une décision du Premier Consul du

Châtellerault, huit) ouvriers, maîtres ou compagnons, enfin un secrétaire-caissier qui est un employé du gouvernement. Le capitaine, le ou les contrôleurs et le secrétaire-caissier sont (*ibid.*, art. 12) désignés par le directeur ; il en est de même pour les ouvriers, qui sont choisis sur une liste triple de candidats élus à la majorité des voix pour un an et rééligibles (*ibid.*, art. 13) par les maîtres-ouvriers et les compagnons de la même profession.

Le conseil, sauf urgence appréciée par le directeur, se réunit une fois par mois (*ibid.*, art. 14). Le directeur assiste aux séances du conseil toutes les fois qu'il le juge convenable : il en prend alors la présidence (*ibid.*, art. 17). Le conseil (*ibid.*, art. 19) délibère valablement lorsque le président et cinq maîtres, ouvriers ou compagnons, sont présents. Les médicaments (*ibid.*, art. 31) peuvent être alloués aux malades : 1° A titre de dépenses, au compte particulier de l'ouvrier ; 2° A titre d'avance remboursable sur le salaire de l'ouvrier après son rétablissement, en cas d'insuffisance de l'avoir de sa masse ; 3° A titre de secours, comme dépense générale : le conseil statue dans chaque cas. Les secours (*ibid.*, art. 42) sont réglés uniquement d'après la situation de la caisse, le nombre des demandes et des besoins de l'ouvrier : il est expressément interdit au conseil de prendre en considération le compte particulier du demandeur. En cas d'urgence (*ibid.*, art. 38), le directeur ou le président du conseil peuvent accorder sur-le-champ un secours, sauf avis motivé à donner au conseil lors de sa plus prochaine séance. Les fonds de la masse de secours sont (*ibid.*, art. 44) destinés : 1° à payer les médecins ou chirurgiens et les pharmaciens ; 2° à donner les secours ; 3° à payer les décomptes ; 4° à rétribuer le secrétaire-caissier et à payer les frais de bureau. Les frais de toute nature (sauf les médicaments, lesquels sont, selon la décision du conseil, payés à titre d'avance, portés au compte particulier de l'ouvrier bénéficiaire ou considérés comme secours payés sur le fonds général) sont (*ibid.*, art. 45) acquittés d'abord sur le fonds général ; après épuisement de ce fonds, l'excédent des frais est réparti, proportionnellement aux retenues mensuelles, sur les comptes particuliers de tous les ouvriers. Le recouvrement des retenues sur le salaire des ouvriers est (*ibid.*, art. 48) effectué par l'entrepreneur. Les fonds de la masse sont (*ibid.*, art. 49) déposés dans la caisse de ce dernier qui en demeure responsable et en paie l'intérêt au taux légal. La comptabilité (*ibid.*, art. 51) est tenue par le secrétaire-caissier.

29 thermidor an XI, assimilés, les ouvriers aux soldats et les maîtres ouvriers aux sergents et maréchaux des logis.

Aux termes de l'article 17 de l'instruction générale du ministre de la Guerre, en date du 23 mars 1897 (1), combiné avec l'article 12 de la loi du 11 avril 1831 (2) sur les pensions de l'armée de terre, les blessures ou infirmités doivent, pour ouvrir le droit à pension, remplir les conditions suivantes :

1^o Avoir été reçues ou contractées en service commandé;

2^o Avoir été reconnues incurables ;

3^o Atteindre un des degrés de gravité rangés dans les six classes ci-après (3) :

1^{re} classe : cécité complète ;

2^e classe : amputation de deux membres ;

3^e classe : amputation d'un membre ;

4^e classe : perte absolue de l'usage de deux membres ou infirmités équivalentes ;

5^e classe : perte absolue de l'usage d'un membre ou infirmités équivalentes ;

6^e classe : blessures ou infirmités qui mettent l'intéressé hors d'état de servir et de pourvoir à sa subsistance.

Le tarif des pensions correspondantes (loi des 11 avril 1831, art. 15 à 17 ; loi du 25 juin 1861 (4), art. 5) fixe à la pension de blessure un taux variable entre des limites qui

(1) Cette instruction générale se trouve dans le *Manuel du service des pensions* (*Bulletin officiel du ministère de la Guerre*), édition mise à jour jusqu'au 15 mars 1897. Ce manuel remplace celui qui avait été inséré au *Journal militaire officiel* après la promulgation de la loi du 11 avril 1831 (circulaire du 20 septembre 1831) : il renferme tous les textes de lois et règlements en vigueur, et constitue un code complet de la matière.

(2) Bull., IX, 36, 104.

(3) Une classification détaillée des blessures et infirmités ouvrant des droits à la pension a été donnée par une décision ministérielle du 23 juillet 1887.

(4) Bull., XI, 942, 9169.



actuellement ne sont autres que le maximum et le minimum de la pension d'ancienneté fixée par la loi du 18 mars 1889 sur le rengagement des sous-officiers (1).

(1) Bull., XII, 1235. 20556.

CATÉGORIES de PERSONNES	PENSION		Amputation de deux membres ou perte totale de la vue — Pension indépendante de la durée des services et égale au maximum augmenté de 30 0/0.	Amputation d'un membre ou perte absolue de l'usage de deux membres — Pension indépendante de la durée des services et égale au maximum.	Perte absolue de l'usage d'un membre ou infirmité équivalente. — Pension variable et égale au minimum augmenté par année de service, de la somme indiquée ci-dessous jusqu'à concu- rence du maximum.	Blessures moins gra- ves, mais entraînant l'incapacité, pour le blessé, de pourvoir à sa subsistance. — Pension calculée comme à la colonne précédente, sauf exclusion des années antérieures à l'accomplissement de la durée minimum (25 ans) du service nécessaire à l'obten- tion de la pension d'ancienneté	Pensions aux veuves — Secours annuel aux orphelins — Moitié du maximum
	Minimum	Maximum					
	f.	f.	f.	f.	f. c.	f.	
Maîtres-ouvriers	800	4100	1430	1100	15 00		350
Ouvriers.....	600	750	975	750	7 50		375

Les mesures de détail relatives à l'application des textes réglementaires sont contenues dans l'instruction précitée du 23 mars 1897.

167. — Une autre exception avait été prévue dans le texte adopté par la Chambre des Députés en 1893 (n° 104) : elle visait les fonctionnaires, agents ou employés de l'État, des départements ou des communes, admis au bénéfice d'une pension en cas d'accident. Leur assimilation au personnel de l'industrie privée résulte de la suppression intentionnelle (1) de cette exception.

168. — Les exceptions visées dans la loi du 9 avril 1898 ont un caractère essentiellement limitatif. Sont, par suite, assujettis à la loi, notamment les ouvriers ci-après désignés, en faveur desquels un régime spécial avait été institué par des textes antérieurs :

1° Le personnel des manufactures de l'État ;

2° Le personnel civil d'exploitation des établissements militaires ;

3° Les ouvriers des entrepreneurs du service des travaux hydrauliques et bâtiments civils de la Marine.

Le régime, abrogé par la loi du 9 avril 1898, était, pour chacune de ces catégories d'ouvriers respectivement, le suivant :

169. — 1° **PERSONNEL DES MANUFACTURES DE L'ÉTAT.** — Le régime appliqué au personnel des manufactures de l'État comportait une distinction, effectuée dans chaque cas particulier en l'absence d'un texte réglementaire, entre les blessures légères et les blessures graves. Cette distinction ne visait que le taux de l'indemnité ; car tout accident survenu au travail, quelque léger qu'il fût, donnait lieu à une indemnité, et il suffisait, pour qu'un accident fût considéré comme survenu au travail, qu'il se fût produit à l'intérieur de la manufacture.

(1) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 3 avril 1895 (Sén., Doc. parl., n° 73, J. O., p. 272).

a) *Blessures légères.* — L'instruction générale du 9 août 1862 avait fixé à la moitié du salaire, avec maximum de 2 francs, le taux de l'indemnité journalière ; ce maximum fut supprimé par l'instruction générale du 6 février 1892.

b) *Blessures graves.* — En cas de blessures jugées graves par le médecin, on devait, en vertu de l'instruction générale du 19 février 1870, distinguer, dans l'enquête consécutive à l'accident, s'il y avait eu ou non faute de l'ouvrier : dans le premier cas, le taux de l'indemnité journalière était le même que pour une blessure légère ; dans le second, il était fixé à un chiffre variable, suivant les circonstances, entre la moitié et l'intégralité du salaire.

Le salaire de base était calculé sur la moyenne des trois derniers mois antérieurs à l'accident

L'indemnité journalière était allouée pendant une période maximum de six mois. A l'expiration de cette période, on distinguait le degré d'incapacité :

α) Si l'incapacité était partielle, on cherchait à occuper l'ouvrier à un travail approprié aux forces qui lui restaient ;

β) Si l'incapacité était totale, on liquidait sa pension de retraite suivant les règles qui définissaient à cet égard la situation du personnel intéressé, et comme, notamment dans le cas d'un blessé encore jeune, le chiffre de la pension pouvait être insuffisant, on y ajoutait un secours annuel.

Les pensions de retraite de ces ouvriers sont d'ailleurs, aux termes du règlement du 20 juin 1895, constituées comme suit :

1^o Il est versé à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, une somme provenant d'une majoration de 40/0 des salaires : le versement est aliéné ou réservé au gré de l'ouvrier ; toutefois, dans ce dernier cas, l'intéressé doit



au préalable opérer, de ses deniers, sur un second livret, un versement supplémentaire minimum de 25, de 50 ou de 100 0/0 de la majoration, suivant qu'il est âgé de moins de 25 ans, de 25 à 45 ou de plus de 45 ans ; l'entrée en jouissance est fixée à 55 ans pour les hommes et 50 ans pour les femmes :

2° Une allocation éventuelle de l'Etat est destinée à compléter, jusqu'à concurrence de 600 francs pour les hommes et de 400 francs pour les femmes, la pension viagère provenant des versements à la Caisse des retraites ; cette allocation était réservée par le règlement de 1895, à 60 ans d'âge et 30 ans de service, ou, en cas d'invalidité, à 30 ans de service ; les minima étaient, entre 25 et 30 ans de service, réduits de $\frac{1}{30}$ par année de service au dessous de 30 ans : l'arrêté ministériel du 26 mai 1898 a garanti les minima de 400 et 600 francs de pension, quelle que fût la durée des services, aux ouvriers des tabacs qui, âgés de 55 ans, seraient reconnus incapables de tout travail, par suite d'invalidité professionnelle.

La veuve d'un ouvrier décédé en activité après 25 ans de service ou retraité après 30 ans de service, a droit à une pension égale au tiers de celle de son mari, si le mariage remonte à plus de six ans.

Les orphelins de père et de mère, au-dessous de 18 ans, reçoivent un secours annuel, égal à la pension de veuve.

170. — 2° PERSONNEL CIVIL D'EXPLOITATION DES ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES. — Aux termes de l'article 1^{er} (§ 4) du décret du 26 février 1897, relatif à la situation du personnel civil d'exploitation des établissements militaires (1), ce personnel comprend, indépendamment du personnel que régissent les lois sur les pensions civiles ou militaires et que ne vise point le décret précité, tous les ouvriers

(1) J. O., partie officielle, 1897, p. 1301.

et agents « occupés dans les établissements de la guerre et rétribués directement par le service militaire ». L'article 20, qui visait les accidents résultant du service, les distinguait en deux catégories, suivant la durée de l'incapacité de travail : si cette durée n'excédait pas six mois, l'intéressé avait droit à une allocation égale à une fraction (la moitié au moins) du salaire, fixée par le ministre après enquête ; si cette durée excédait six mois, l'indemnité était réglée à l'amiable : en cas de désaccord, l'intéressé était invité à formuler une demande motivée, sur laquelle le ministre statuait, sauf recours au Conseil d'Etat.

171. — 3^o OUVRIERS DES ENTREPRENEURS DU SERVICE DES TRAVAUX HYDRAULIQUES ET BATIMENTS CIVILS DE LA MARINE. — Un arrêté ministériel du 20 octobre 1897 avait spécifié pour ces ouvriers, en cas d'accident du travail, la gratuité du traitement médical, une allocation égale aux trois quarts du salaire pendant la durée de l'incapacité de travail et pendant une année au moins si le blessé était devenu impropre à l'exercice de sa profession ; la veuve ou les ayants droit de la victime devaient recevoir une indemnité de 1.000 francs au moins. Ces allocations étaient imposées aux entrepreneurs par les cahiers des charges, sauf les frais de traitement qui restaient à la charge de l'Etat. Elles ne devaient, du reste, préjudicier en rien aux revendications que les victimes ou leurs ayants droit pouvaient exercer contre les entrepreneurs suivant les règles du droit commun.

172. — La loi du 9 avril 1898 ne s'applique pas aux gens de mer. Le texte voté par la Chambre des Députés en 1893 (n^o 104), spécifiait « qu'une loi spéciale réglerait les conséquences des accidents dont les marins et pêcheurs sont victimes dans l'exercice de leur profession. » Cette disposition, maintenue dans les textes successifs votés par le Parlement, ne disparut que dans le texte adopté par la Chambre des Députés en 1897 (n^o 122) à la veille de l'in-



tervention d'une solution. Cette solution a été donnée par la loi du 21 avril 1898, qui a institué une *caisse d'assurances mutuelles entre les marins français contre les risques et accidents de leur profession* (1).

173. — La question de l'application de la loi aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs fut soulevée à la Chambre des Députés par M. Basly (2). Au Sénat, le rapporteur, d'accord avec le Gouvernement, déclara (3) que les cas des délégués mineurs serait prévu dans la loi sur les caisses de secours pendante devant la Chambre des Députés ; il ajouta que dès lors l'article 1^{er} de la loi générale sur les accidents ne leur était pas applicable en qualité de délégués, ceux-ci pouvant être d'anciens ouvriers, mais qu'il s'appliquait bien entendu aux délégués qui étaient encore ouvriers de la mine.

§ 3. — PERSONNES RESPONSABLES

174. — Les personnes dont la responsabilité est visée par la loi de 1898, sont :

- 1^o Des chefs d'entreprise ;
- 2^o Des tiers.

1. — CHEFS D'ENTREPRISE

175. — Les chefs d'entreprise visés par la loi sont : (art. 1^{er}, § 1) les patrons des entreprises assujetties (n^o 146).

(1) J. O., partie officielle, 1898, p. 2714. On trouve dans le *Bulletin du comité permanent du Congrès international des accidents du travail* (t. IX, p. 113 et suiv.) l'exposé des motifs et les deux rapports, l'un à la Chambre, l'autre au Sénat, précédés d'une étude de M. GRÜNER. Il convient de citer également le rapport présenté, au nom de la Commission des gens de mer, au Conseil supérieur de la marine marchande par M. Cabart-Danneville, sénateur.

(2) BASLY, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2215).

(3) THÉVENET, Séance du Sénat du 15 mars 1898 (J. O., p. 298).

176. — La dénomination de « chef d'entreprise », bien que non définie par la loi, suppose une direction d'un caractère durable. C'est pourquoi la loi refuse ce titre (art. 1^{er}, § 2) à l'ouvrier qui, travaillant seul d'ordinaire, recourt accidentellement à la collaboration d'un ou de plusieurs de ses camarades (1).

177. — Le législateur n'a point, du reste, entendu réserver la qualité de chef d'entreprise aux particuliers; l'assimilation, aux entreprises privées, des exploitations de l'État, des départements, des communes et des établissements publics (n° 150) entraîne, par voie de conséquence, l'assimilation, aux patrons de l'industrie privée, de l'État, des départements, des communes et des établissements publics. Sous le régime de la garantie préventive obligatoire (n° 105), il avait semblé nécessaire de prévoir que l'État, les départements et les communes ne seraient pas assujettis aux obligations relatives à la garantie. Une pareille distinction ne s'impose plus sous le régime de la loi du 9 avril 1898.

2. — TIERS

178. — Les tiers sont (art. 7, § 1) les personnes autres que le patron ou ses ouvriers et préposés.

SECTION II

OBLIGATIONS DES PERSONNES RESPONSABLES

179. — L'étude des obligations qui incombent aux personnes responsables comporte une division correspondant

(1) BAUDENS et THÉVENET, Séance du Sénat du 20 mars 1898 (J.O., p. 285 et 286).

à la distinction qui a été établie entre les responsables (n° 174). En d'autres termes, il convient de distinguer les chefs d'entreprise, d'une part, et les tiers, d'autre part.

§ 1. OBLIGATIONS DES CHEFS D'ENTREPRISE

180. — Les obligations qui incombent aux chefs d'entreprise consistent :

1° Dans l'allocation des indemnités (art. 1^{er}, § 1) ;

2° Dans la déclaration des accidents (art. 11, § 1) (n° 332) ;

3° Dans le paiement de la taxe destinée à la constitution du fonds de garantie prévu par la loi (art. 25, § 1) (n° 424) ;

4° Dans la constitution de garanties au cas de cessation d'industrie (art. 28, §§ 3 et 4) (n° 424) ;

5° Dans l'affichage de la loi et des règlements d'administration publique (art. 31, § 1 (n° 452)

181. — De ces obligations, la première est de beaucoup la plus importante, il semble donc préférable, dans l'intérêt de la clarté, de renvoyer l'examen des autres obligations aux numéros des paragraphes de l'ouvrage qui en accompagnent respectivement la mention.

OBLIGATION A INDEMNITÉ

182. — L'étude de l'obligation à indemnité qui incombe aux chefs d'entreprise, comporte l'examen des questions suivantes :

Définition de l'obligation à indemnité ;

Mode d'acquittement de l'obligation à indemnité ;

Recours des chefs d'entreprise contre les tiers.

1. — DÉFINITION DE L'OBLIGATION A INDEMNITÉ

183. — L'obligation à indemnité résulte des termes de l'article 1^{er} (§ 1) de la loi.

184. — Cette obligation est définie dans les conditions du système du risque professionnel partiel et conditionnel (n° 50). Elle est indépendante de l'existence d'une faute, mais elle est aggravée en cas de faute inexcusable de l'obligé et réduite ou supprimée en cas de faute inexcusable ou d'intention de la victime.

185. — Les quatre cas, respectivement définis par l'absence de faute, par l'existence d'une faute inexcusable du chef d'entreprise; de l'intention de la victime ou d'une faute inexcusable de la victime, doivent être examinés successivement.

1^{er} Cas. -- Absence de faute.

186. — L'indemnité est alors forfaitaire et fixée dans la loi.

187. — La loi définit le tarif normal des indemnités; elle prévoit, en outre, des dérogations aux règles générales; elle distingue enfin des cas particuliers: celui des travailleurs étrangers et celui des travailleurs à salaire élevé.

A. — Tarif normal des indemnités.

188. — Le tarif normal des indemnités est défini par les articles 3 et 4 de la loi.

189. — Il prévoit des allocations indépendantes du salaire et des allocations qui en dépendent.

a) — Allocations indépendantes du salaire.

190. — Les allocations indépendantes du salaire comprennent (art. 4, § 1) les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires.

191. — Les frais médicaux et pharmaceutiques sont, si la victime a fait choix elle-même de son médecin, fixés par le juge de paix, conformément aux tarifs adoptés dans chaque département pour l'assistance médicale gratuite (art. 4, § 2). Cette disposition concilie la liberté laissée à la victime dans le choix de son médecin, et les garanties données au patron dans le service du traitement dont les dépenses lui incombent (1).

192. — Les frais funéraires sont limités à un maximum de 100 francs (art. 4, § 1).

b) — Allocations dépendant du salaire.

193. — Les allocations qui dépendent du salaire sont, les unes des allocations temporaires, les autres des pensions.

1^{re} Allocations temporaires.

194. — Les allocations temporaires sont dues au cas d'incapacité temporaire de travail (art. 3, § 1).

195. — Le salaire pris pour base est le salaire effectif touché au moment de l'accident (art. 3, § 1) : toutefois (art. 8, § 1), pour les ouvriers âgés de moins de 16 ans ou pour les apprentis, le salaire pris pour base ne doit pas être inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise; néanmoins (art. 8, § 2), pour les ouvriers âgés de moins de 16 ans, l'indemnité ne doit jamais excéder le montant de leur salaire.

196 — Les allocations temporaires consistent en indemnités journalières (art. 3, § 1).

(1) Séance de la Chambre des Députés du 5 juin 1893 (J. O., p. 1613) : observations présentées dans ce sens, sauf différences de détail, par MM. DROX et RICARD.

197. — Elles sont invariablement fixées à la moitié du salaire (art. 3, § 1).

198. — La loi ne distingue pas, en matière d'incapacité temporaire, le degré, absolu ou partiel, de l'incapacité. On a reconnu (1) que le cas de l'incapacité temporaire partielle ne se présentait pas en fait dans l'industrie ; car, lorsqu'un ouvrier est partiellement atteint dans sa capacité de travail pour une période limitée, il ne serait nullement pratique de l'obliger à chercher ou de lui procurer du travail pour une courte durée en un point parfois éloigné ou dans des conditions exceptionnelles. On a redouté (2) les contestations que l'appréciation du degré de l'incapacité temporaire pouvait motiver. On a d'ailleurs cité à cet égard le témoignage des sociétés de secours mutuels (3) et celui des sociétés d'assurance privées (4) qui avaient renoncé à cette distinction.

La loi a donc assimilé les incapacités temporaires partielles aux incapacités absolues ; mais, comme elle attribuait aux premières le bénéfice d'un régime qui aurait dû, en toute rigueur, être réservé aux secondes, elle a réduit (5) à la moitié du salaire le taux de l'indemnité normalement fixé aux deux tiers (voir ci-après n° 204)

199. — Il semble résulter du mode même de fixation de cette indemnité, basée sur le salaire effectif, et du caractère journalier qui lui est attribué, qu'elle ne doit être allouée que pour les journées qui, en l'absence d'accident, auraient donné lieu à l'obtention d'un salaire, c'est-à-dire les jours ouvrables, à l'exclusion des jours fériés.

La loi prescrit d'ailleurs que l'indemnité temporaire n'est due que si l'incapacité de travail a duré plus de

(1) POIRRIER, Séance du Sénat du 5 juillet 1895 (J. O., p. 747).

(2) POIRRIER, *Ibid.*, p. 747. — FÉLIX MARTIN, *Ibid.*, p. 748.

(3) POIRRIER, Séance du Sénat du 5 juillet 1895 (J. O., p. 747).

(4) FÉLIX MARTIN, *Ibid.*, p. 748.

(5) POIRRIER, Séance du Sénat du 5 juillet 1895 (J. O., p. 747).

quatre jours et à partir du cinquième jour (art. 3, § 1) (n° 152).

2^e Pensions.

200. — Les pensions sont dues en cas d'incapacité permanente ou de décès (art. 3, §§ 1 et 2).

201. — Le salaire de base est le salaire annuel de la victime, calculé comme suit :

1^o Si l'ouvrier a été occupé dans l'entreprise pendant les douze mois qui ont précédé l'accident, le salaire annuel est la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature (art. 10, § 1) :

2^o Si l'ouvrier n'a été occupé que pendant une période inférieure à douze mois avant l'accident, le salaire annuel s'obtient en ajoutant à la rémunération effective obtenue par l'ouvrier depuis son entrée dans l'entreprise, la rémunération moyenne qu'ont obtenue, pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois, les ouvriers de la même catégorie (art. 10, § 2) ;

3^o Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année (art. 10, § 3) (1) ;

(1) Il résulte des explications présentées par M. le Rapporteur au Sénat (THÉVENET, Séance du 18 mars 1898, J. O., p. 327 et 328) :

1^o Que le salaire comprend « le prix du travail effectif », c'est-à-dire la rémunération des heures et journées supplémentaires usuelles dans certaines industries :

2^o Que le mot « gain », inscrit dans le § 3 de l'article 10, comprend tout profit obtenu par l'ouvrier et que l'appréciation dont ce gain est l'objet, doit tenir compte du profit dont l'ouvrier aura pu être privé par des interruptions accidentelles (maladie, etc.) de travail.

Il résulte, en outre, de la déclaration de M. le Président de la Commission au Sénat (BÉRENGER, Séance du 18 mars 1898, J. O. p. 328) que, dans le calcul du salaire annuel au cas de travail

4^e Enfin pour les ouvriers âgés de moins de 16 ans ou pour les apprentis, le salaire pris pour base ne doit pas être inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise (art. 8, § 1).

202. — Le taux des pensions dépend des conséquences de l'accident : incapacité permanente absolue, incapacité permanente partielle, décès.

203. — a) *Incapacité permanente absolue.* — L'incapacité permanente absolue de travail consiste dans l'impossibilité complète de gagner aucun salaire.

L'incapacité permanente absolue du travail de la profession permet encore à l'ouvrier de demander à son travail personnel une partie de sa subsistance : le législateur assimile cette incapacité à une incapacité permanente partielle (1).

204. — La pension est égale aux deux tiers du salaire (art. 3, § 1).

Le taux des deux tiers a été justifié comme suit (2) : la statistique (n° 22) montre que 25 0 0 des accidents sont dus à la faute des ouvriers ; si la loi n'avait pas un caractère forfaitaire, ces accidents, exclusivement attribuables à l'imprudence de l'ouvrier, ne seraient pas à la charge du patron ; par contre, celui-ci devrait l'intégralité de la répa-

discontinu, on doit, pour l'appréciation du gain, compter tous les jours de l'année, en supposant qu'il y ait eu une activité constante : cette interprétation a été provoquée par la mention du cas des entreprises qui, pour ne pas réduire l'effectif du personnel dans les années difficiles, répartissent les chômages sur l'ensemble des ouvriers, ceux-ci étant régulièrement occupés plusieurs jours par semaine et ne pouvant par suite se livrer à une autre industrie.

(1) RICARD, Rapport à la Chambre des Députés, du 25 février 1892 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 1926, J. O., p. 308).

(2) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 28 juin 1895 (Sén., Doc. parl., n° 146, J. O., p. 299) — MARÉJOL, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2219).

ration des autres accidents, soit 75 0/0 du total ; en d'autres termes, il devrait payer à 75 victimes une indemnité qui serait représentée par 100 ; le nombre des victimes étant augmenté de 25 en raison du forfait légal, il semble équitable, pour que la charge du patron ne soit pas accrue dans l'ensemble, que l'indemnité allouée à chaque victime soit réduite dans le rapport de 100 à 75 ; ce raisonnement conduirait ainsi à l'adoption des trois quarts du salaire pour le taux de l'indemnité ; le taux des deux tiers ne paraît donc pas excessif.

Un calcul plus précis a été également produit (1). Appliqué aux chiffres de statistique sus-visée (n° 22), il se résume de la manière suivante :

Les accidents dont le patron doit supporter la charge se répartissent comme suit :

20 0/0 dus à la faute du patron, à supporter en totalité, soit.....	20 » 0/0
4.50 0/0 dus à la faute combinée du patron et de l'ouvrier, à supporter pour moitié, soit.....	2.25
3.50 0/0 dus à la faute des tiers, à supporter en totalité, le patron étant libre de refuser l'entrée de son établissement à des étrangers.....	3.50
4 0/0 dus à une cause indéterminable, à supporter pour moitié dans le doute.....	2 »

Soit au total..... 27,75

plus 43 0/0 dus au cas fortuit et à la force majeure.

Or, ces derniers accidents doivent être imputés au patron pour plus de moitié, puisqu'il en est présumé responsable, et pour moins que la totalité, puisqu'il n'est coupable d'aucune faute : le patron doit donc, semble-t-il, en supporter les trois quarts, soit 32,25.

(1) BOUCHER, Séance du Sénat du 15 mars 1898 (J. O., p. 300).

Le chiffre 32,25 ajouté au chiffre 27,75 donne le chiffre 60 0/0.

En adoptant le taux des deux tiers, on a sans doute majoré le chiffre de 60 0/0, mais cette majoration est relativement faible, et elle ne doit entraîner qu'une aggravation minime des charges en raison du petit nombre des cas d'incapacité permanente absolue.

La statistique allemande en révèle effectivement la décroissance rapide (1) : de 0,73 p. 1000 assurés en 1885, le nombre de ces cas se réduirait à 0,15 en 1895, dans l'industrie allemande (2).

Le taux des deux tiers est, du reste, celui qui a été adopté par la législation allemande (3).

205. — b) *Incapacité permanente partielle.* — L'incapacité permanente partielle a été visée ci-dessus (n° 204).

206. — La pension est égale à la moitié de la réduction que l'accident a fait subir au salaire (art. 3, § 1).

Le taux de la pension par rapport au salaire diffère donc selon que l'incapacité permanente est absolue ou partielle : égal aux deux tiers dans le premier cas, il se réduit à la moitié dans le second.

Cette différence a été justifiée par la crainte de simulations ayant pour but d'exagérer l'incapacité de travail et par suite la réduction du salaire qui doit servir de base au calcul de la pension (4).

207. — c) *Décès.* — En cas de décès du blessé, une pension est (art. 3, § 2) servie, à partir du décès, au con-

(1) THÉVENET, Séance du Sénat du 15 mars 1898 (J. O., p. 301).

(2) Voir notre article sur les *Résultats généraux et charges futures des assurances ouvrières allemandes* (Journal de la Société de Statistique de Paris, t. XXXVIII, p. 232).

(3) Voir notre ouvrage sur les *Lois d'assurance ouvrière à l'étranger* (liv. II, p. 93).

(4) THÉVENET, Rapport au Sénat, du 25 janvier 1898 (Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 57). — BOUCHER, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2220).

joint survivant, aux enfants et éventuellement aux ascendants et descendants.

208. — Les taux de ces pensions sont les suivants (art. 3, § 2) :

A. Au conjoint survivant, une rente égale à 20 0/0 du salaire de la victime, et servie à titre viager si le conjoint ne se remarie pas, suspendue au contraire en cas de remariage et remplacée par l'allocation au conjoint d'une somme égale au triple du montant de la pension ;

B. Aux enfants, une rente servie jusqu'à l'âge de 16 ans d'après le tarif suivant qui a pour base le salaire de la victime :

	Pour les orphelins de père <i>ou</i> de mère	Pour les orphelins de père <i>et</i> de mère
Pour 1 enfant.....	13 0/0	20 0 0
Pour 2 enfants.....	25 0 0	40 0 0
Pour 3 enfants.....	35 0/0	60 0 0
Pour 4 enfants et plus.	40 0/0	60 0 0

C. En l'absence de conjoint et d'enfants admis au bénéfice d'une pension, à chacun des ascendants et des descendants âgés de moins de 16 ans, qui étaient à la charge de la victime, une rente égale à 10 0 0 du salaire de la victime ; toutefois le montant total de ces rentes ne peut dépasser 300 0 dudit salaire, chacune d'elles devant subir, s'il y a lieu, une réduction proportionnelle ; les rentes sont viagères pour les ascendants et payables jusqu'à l'âge de 16 ans pour les descendants.

209. — Les dispositions relatives au cas de remariage ont été inspirées par les considérations suivantes : d'une part, afin d'encourager les mariages, il a semblé nécessaire de ne pas supprimer totalement l'indemnité ; mais, d'autre part, on a jugé convenable de ne pas lui conserver un caractère viager (1).

(1) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 3 avril 1895 (Sén., Doc. parl., n° 73, J. O., p. 272).

210. — L'adoption, pour le conjoint survivant, d'un taux (20 0/0) inférieur à celui (66,67 0/0) qui correspond au degré d'incapacité (permanente absolue) le plus voisin de la mort, résulte de ce fait que, la probabilité de survie du conjoint survivant étant, eu égard à son âge et à sa vitalité non atteinte par l'accident, notablement supérieure à celle de la victime, la charge résultant d'un taux plus élevé serait excessive (1).

211. — La réduction du taux de la pension par tête d'enfant, lorsque le nombre des enfants s'élève, a paru commandée par la nécessité de ne pas exagérer les charges de l'industrie, et elle a été justifiée par ce fait que les frais généraux d'habitation, d'éducation et de subsistance ne croissent pas proportionnellement au nombre des enfants (2).

212. — Quant au maximum de l'ensemble des pensions de conjoint et d'enfants, il doit être logiquement inférieur au taux de la pension d'incapacité permanente absolue ; en effet (3), on peut admettre que la pension d'incapacité permanente absolue (66,67 0/0) est, pour un blessé chargé de famille, employée, jusqu'à concurrence d'un tiers (soit 22,22 0/0), à l'entretien du blessé, les deux autres tiers (soit 44,45 0/0) restant affectés à l'entretien de la famille. L'adoption du taux de 60 0/0 pour le maximum de l'ensemble des pensions d'ayants droit correspondrait donc à l'hypothèse de l'attribution des neuf dixièmes de la pension d'incapacité permanente absolue à l'entretien de la famille du blessé ; ce taux semble, par suite, très largement calculé.

213. — Le législateur a voulu (4) que, dans les limites

(1) FÉLIX MARTIN, Séance du Sénat du 25 mars 1896 J. O., p. 301).

(2) RICARD, Rapport à la Chambre des Députés, du 25 février 1892 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 1926, J. O., p. 309).

(3) FÉLIX MARTIN, Séance du Sénat du 23 mars 1896 (J. O., p. 302).

(4) BOUCHER, Séance du Sénat du 4 mars 1898 (J. O., p. 248).



des maxima qu'il fixait, deux familles de composition identique aient les mêmes droits collectifs et individuels, quelle qu'ait été la différence de leur composition antérieurement à l'époque où, soit la mort, soit l'accomplissement de l'âge limite, les ramène à une même situation. Il peut arriver, par exemple, qu'une famille comprenne trois enfants lors de l'accident, ou bien qu'elle comprenne quatre enfants lors de l'accident et que le nombre des enfants pensionnés se réduise à trois à une époque ultérieure, soit par le décès de l'un des enfants, soit par l'accomplissement de la seizième année ; dans ce second cas, à l'époque considérée, les besoins de la famille sont identiques à ceux que la famille éprouve dans le premier cas lors de l'accident.

214. — Pour les enfants, l'âge de 16 ans a été adopté en vue de se rapprocher des législations étrangères et notamment de la loi allemande qui fixe celui de 15 ans ; il n'a point paru nécessaire d'adopter l'âge de 18 ans, bien que cet âge fût visé dans la loi du 2 novembre 1892 sur le travail dans l'industrie, la concordance n'étant pas indispensable entre ces deux lois (1) et l'âge de 16 ans étant admis par la loi de 1892 comme la limite à partir de laquelle la journée de travail n'est plus réduite pour les enfants (2).

215. — La loi ne confère un droit à l'ascendant qu'au cas d'absence de conjoint et d'enfants ; elle l'a, dans le cas contraire, laissé sous le régime du droit commun qui lui attribue une pension alimentaire (3). Il convient de remarquer que l'absence de conjoint et d'enfants, qui ouvre le droit à pension pour l'ascendant, doit être appréciée lors du décès du blessé ; c'est ainsi que, par exemple, en cas d'absence du conjoint survivant, la cessa-

(1) BUCHER, Séance du Sénat du 15 mars 1898 (J. O., p. 303).

(2) SIBHOL, *Ibid.*

(3) THÉVENET, Séance du Sénat du 15 mars 1898 (J. O., p. 305).

tion du service de la pension aux enfants, qui, postérieurement au décès de la victime, ont atteint l'âge limite, n'ouvre aucun droit à pension pour les ascendants (1) : il a semblé (2) que l'ascendant devrait être soutenu par les enfants parvenus à l'âge où ils étaient eux-mêmes en état de fournir un travail rémunérateur ; que la disposition légale ne pouvait être jugée insuffisante que dans des cas exceptionnels pour lesquels la loi ne saurait être faite (par exemple un seul enfant sur le point d'atteindre l'âge limite lors du décès du blessé) ; que l'on ne pouvait introduire dans la législation une innovation aussi grave que celle de la représentation de l'enfant par l'ascendant ; qu'enfin l'établissement des barèmes nécessaires au calcul des pensions serait, en l'absence de cette mesure, rendu, sinon impossible, du moins fort complexe.

216. — La loi a prévu également le cas des descendants, autres que les enfants, à la charge de la victime.

217. — Elle a adopté, à cet égard, l'ordre de préférence prévu par le Code civil en matière de successions (3).

218. — Le maximum de 30 0/0, prévu par la loi pour le montant des pensions d'ascendants et de descendants, a été critiqué comme insuffisant (4). Il a paru toutefois impossible de le majorer (5) sans transformer la loi en loi d'assistance et sans aggraver dans des proportions inadmissibles les charges de l'industrie ; le cas, dans lequel la pension de chaque ayant droit serait insuffisante, ne se produirait d'ailleurs que s'il y avait concours d'un arrière-grand-père avec son arrière-petit-fils, celui-ci étant

(1) THÉVENET, Séance du Sénat du 15 mars 1898 (J. O., p. 305).

(2) BOUCHER, Séance du Sénat du 15 mars 1898 (J. O., p. 305 et 306).

(3) THÉVENET, Séance du Sénat du 15 mars 1898 (J. O., p. 305).

(4) LEYDET, Séance du Sénat du 15 mars 1898 (J. O., p. 306 et 307).

(5) THÉVENET, Séance du Sénat du 15 mars 1898 (J. O., p. 306).



orphelin et à la charge de son grand-père victime de l'accident ; ce cas a paru devoir être exceptionnel (1).

219. — L'application du régime des pensions prévues pour les ayants droit du blessé a fait craindre (2) que les patrons ne vinssent à reculer devant la charge excessive que pourrait leur imposer, en cas d'accident survenu à l'ouvrier, la famille de celui-ci, et que, par suite, ils ne fussent conduits à préférer le célibataire à l'homme marié et au père de famille.

On a répondu (3) que le salaire représentait ce qui était nécessaire à l'ouvrier pour vivre et faire vivre les siens : que l'accident, qui diminuait ou supprimait ce salaire, était la cause d'un dommage pour la famille ; que d'ailleurs, la jurisprudence des tribunaux, sous le régime du droit commun, accordait des pensions à la veuve, à l'orphelin ou aux ascendants de la victime dont le droit à indemnité était reconnu.

On a répliqué (4) que le régime du droit commun supposait l'existence d'une faute du patron et comportait la détermination d'une indemnité appropriée à chaque espèce et non l'application uniforme d'un tarif légal.

On a toutefois invoqué, à l'appui des dispositions de la loi du 9 avril 1898, les arguments suivants :

1° C'est une nécessité sociale de ne pas laisser sans secours la famille de la victime, nécessité reconnue spontanément par les chefs d'industrie et attestée par les sommes considérables qu'ils consacrent bénévolement aux institutions patronales (5) ;

(1) THÉVENET et BOUCHER, Séance du Sénat du 15 mars 1898 (J. O., p. 306 et 307).

(2) BUFFET, Séance du Sénat du 8 juillet 1895 (J. O., p. 767 et 768).

(3) FLOQUET, Séance du Sénat du 8 juillet 1895 (J. O., p. 768). — THÉVENET, Rapport au Sénat, du 25 janvier 1898 (Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 57).

(4) BUFFET, Séance du Sénat du 8 juillet 1895 (J. O., p. 768).

(5) CHEYSSON. *Les accidents du travail et les pensions aux ayants droit des ouvriers tués* (Réforme sociale, 4^e série, t. VI, p. 330).

2° Le législateur français s'est inspiré de l'exemple des législations étrangères qui n'ont pas omis de subvenir à ces infortunes (1);

3° On doit, en outre, observer : *a*) que la charge dérivant des allocations aux ayants droit de la victime est relativement peu élevée, eu égard aux autres charges imposées par la loi ; et *b*) qu'elle semble pouvoir être compensée par l'économie qui résulte de l'emploi d'ouvriers mariés et pères de famille, non seulement au point de vue du rendement du travail, mais encore au point de vue de la réparation des accidents, le père de famille paraissant moins exposé que le célibataire aux conséquences de l'inconduite ou de l'intempérance susceptibles à la fois de réduire la productivité du travail, d'accroître les risques de blessures et d'aggraver les suites des lésions (2). — La modicité de ces charges ressort, en effet, des chiffres suivants empruntés aux statistiques de l'assurance obligatoire allemande dont le tarif d'indemnités est (3) comparable à celui de la loi française. Toutefois, comme, en Allemagne, les blessés sont, pendant les treize premières semaines, secourus par la caisse de maladie à laquelle le patron contribue pour un tiers, l'hypothèse la plus simple consiste à admettre, pour l'évaluation des charges du régime français, que les patrons auront affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels dans les conditions définies par l'article 5 de la loi du 9 avril 1898 : on pourrait dès lors prévoir (4) pour le patron les charges suivantes :

(1) Voir notre ouvrage sur les *Lois d'assurance ouvrière à l'étranger* (liv. II, p. 96, 705 et 1116).

(2) CHEYSSON, *Les accidents du travail et les pensions aux ayants droit des ouvriers tués* (Réforme sociale. 4^e série, t. VI, p. 329).

(3) Voir notre ouvrage précité (*loc. cit.*, p. 93 et 96).

(4) Voir GRUNER, *Note sur les conséquences des lois sociales en France et en Allemagne* (Bulletin du comité permanent du Congrès international des accidents du travail, t. VI, p. 325).

Accidents proprement dits...	2	60	0/0 du salaire ;
Maladies	1	»	— —
Au total.....	3	60	— —

D'autre part, on peut admettre (1) pour les accidents proprement dits que les pensions d'ayants droit représentent 30,20 0/0 des indemnités et (2) que ces indemnités représentent 80 0/0 des charges d'accidents proprement dits ; les pensions d'ayants droit représentent dès lors :

$30,2 \times 0,80 = 24,16$ 0/0 de ces dernières charges ;
soit $2,60 \times 0,2416 = 0,63$ 0/0 du salaire.

Les pensions d'ayants droit n'interviennent donc que pour 0,63 0/0 du salaire dans l'ensemble des charges.

4° On a enfin signalé que les charges totales d'ayants droit, dont le maximum est fixé à 60 0/0, n'atteindront pas celles qui découlent de l'incapacité permanente (66,67 0/0), et qu'il n'en résultera pas nécessairement une majoration de la prime d'assurance (3). A ce dernier point de vue, il a été rappelé (4) que, sous le régime du droit commun antérieur à l'application de la loi de 1898, les compagnies d'assurance ne faisaient pas de distinction entre l'ouvrier célibataire et l'ouvrier marié quant à la prime qu'elles demandaient au patron, bien que la jurisprudence des tribunaux accordât des indemnités aux membres de la famille de la victime. La prime était, en effet, établie sur un taux moyen qui comprenait

(1) Voir notre article sur les *Résultats généraux et charges futures des assurances ouvrières allemandes* (Journal de la Société de Statistique de Paris, t. XXXVIII, p. 228).

(2) GRUNER, *Résultats de dix années d'assurance obligatoire en Allemagne et de cinq années en Autriche* (Bulletin du comité permanent du Congrès international des accidents du travail, t. VIII, p. 348 et suiv.).

(3) POIRRIER, Séance du Sénat du 8 juillet 1895 (J. O., p. 769).

(4) CHEYSSON, *Les accidents du travail et les pensions aux ayants droit des ouvriers tués* (Réforme sociale, 4^e série, t. VI, p. 331).

tous les éléments des risques divers, et notamment ceux du risque de survie des ayants droit; il ne semble pas qu'une modification doive résulter, pour ce mode de calcul, de l'application de la loi de 1898.

B. — Dérégations.

220. — Les dérogations prévues par la loi portent sur la forme de l'indemnité.

Elles visent :

1^o L'allocation des indemnités en capital;

2^o La réversibilité des rentes viagères;

3^o L'intervention d'accords particuliers.

a) — *Allocation des indemnités en capital.*

221. — Le législateur a institué en principe l'allocation de l'indemnité sous forme de pension : acquittée en un capital qui peut être dissipé ou englouti dans des entreprises malheureuses, l'indemnité n'offre pas, aux yeux du législateur, les mêmes garanties de sécurité pour l'avenir du blessé ou de sa famille (1).

222. — L'application absolue de ce principe a toutefois paru trop rigoureuse. D'une part, dans certains cas particuliers, comme celui des conjoints survivants qui se remariaient (nos 208 et 209) ou des blessés étrangers quittant le territoire français (n° 239), la remise d'un capital à l'intéressé permet de régler avec toute la simplicité désirable les droits que le législateur lui a reconnus; d'autre part (2), il a semblé que, dans certains cas, la disposition d'un capital pouvait,

(1) THÉVENET, Rapport au Sénat, du 25 janvier 1898 (Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 57) et Séance du Sénat du 3 mars 1898 (J. O., p. 230 et 231)

(2) RICARD, Rapport à la Chambre des Députés, du 25 février 1892 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 1926, J. O., p. 308). — THÉVENET, Rapport au Sénat, du 25 janvier 1898 (Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 57).

entre des mains industrielles, contribuer à l'amélioration du sort des intéressés, par la création d'une petite entreprise. D'ailleurs, limitée aux indemnités de faible importance, ou, en général, à une fraction de la valeur de l'indemnité, la substitution du paiement d'un capital au service d'une pension, ne risque point, en cas de mécompte, de priver de toutes ressources le bénéficiaire de l'indemnité.

223. — C'est dans cet ordre d'idées que la loi a prévu l'allocation en capital, intégrale pour les indemnités modiques, partielle pour les indemnités élevées.

1° Indemnités modiques.

224. — Aux termes de l'article 21, qui prévoit l'intervention d'accords particuliers (n° 235), les parties peuvent convenir du remplacement, par le paiement d'un capital, du service de toute pension au plus égale à 100 francs (art. 21, § 2). Cette convention s'effectue d'ailleurs dans les conditions définies par l'article 21 (§ 1), c'est-à-dire de gré à gré et à toute époque, dès que la première détermination de l'indemnité a été effectuée.

225. — Cette disposition a été adoptée (1) en vue non seulement d'attribuer aux ouvriers un capital mieux utilisable qu'une pension insignifiante, mais aussi d'affranchir les chefs d'entreprise du service de pensions minimes, dont le nombre élevé entraînerait de sérieux embarras de comptabilité.

2° Indemnités élevées.

226. — La loi (art. 9, § 1) confère à la victime le droit de demander qu'une fraction, égale au plus au quart, du capital nécessaire à l'établissement de sa rente viagère, lui

(1) THÉVENET, Rapport au Sénat, du 25 janvier 1898 (Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 58).

soit attribuée en espèces ; ce capital doit, du reste (art. 9, § 1), être calculé d'après le tarif spécial de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (n° 462).

227. — Ce droit a paru dangereux pour l'ouvrier exposé à des tentations de dépense, à des risques d'entreprises aléatoires et à des conseils intéressés ; et l'on a, par suite, proposé de substituer à ce droit la faculté, pour le président du tribunal, d'allouer à la victime le quart du capital en espèces (1). On a répondu (2) que l'adoption de cette mesure rendrait l'intervention du juge beaucoup trop fréquente, puisqu'elle la motiverait même au cas d'une solution amiable, et nuirait à la rapidité du règlement des indemnités.

228. — Le choix de la victime doit s'opérer lors du règlement définitif de l'indemnité (art. 9, § 1), après l'expiration du délai de revision (n° 375). Le législateur a voulu que la décision de la victime soit prise à une époque où les suites de l'accident ont un caractère définitif et où l'état du blessé n'est plus légalement susceptible de modification (3).

229. — Le tribunal statue sur la demande en chambre du conseil (art. 9, § 3). L'initiative appartient donc à l'intéressé, mais la solution de l'affaire est réservée au tribunal, qui juge si l'attribution d'un capital est conforme aux véritables intérêts de la victime et de sa famille. La délibération en chambre du conseil assure les garanties de discrétion qu'exige une appréciation à formuler eu égard à des éléments personnels à l'intéressé ; elle comporte, en outre, une plus grande rapidité de la procédure.

(1) WADDINGTON, Séance du Sénat du 4 mars 1898 (J. O., p. 250).

(2) THÉVENET, *Ibid.*

(3) RICARD, Rapport à la Chambre des Députés, du 25 février 1892 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 1926, J. O., p. 308 et 309).

grâce à l'introduction de l'affaire par simple requête et à l'absence de débat contradictoire (1).

230. — On s'est demandé (2) s'il était possible de concilier la faculté, accordée à la victime, de réclamer l'allocation d'un capital (art. 9, § 1), d'une part, et la non-exigibilité du capital représentatif des pensions allouées (art. 28, § 1), d'autre part. On a répondu (3) que le capital déclaré non exigible est le capital représentatif des « pensions allouées » par le tribunal : lorsque le blessé a demandé l'attribution en espèces du quart du capital représentatif de sa rente viagère, le capital déclaré non exigible par la loi est celui qui correspond aux trois quarts de l'indemnité : il s'agit, d'une part, du mode de paiement d'une pension fixée par le tribunal, et, d'autre part, de la constitution des garanties du service de cette pension : il ne saurait donc y avoir contradiction entre ces deux ordres d'idées essentiellement distincts.

b) — *Réversibilité des rentes viagères.*

231. — Afin d'encourager les sentiments de prévoyance familiale (4), le législateur a conféré à la victime le droit de demander la réversibilité partielle, sur la tête de son conjoint, de l'indemnité qui lui était attribuée.

232. — En effet, aux termes de l'article 9 (§ 2), la victime peut demander que le capital correspondant à la rente viagère qui lui est allouée, — ou la fraction de ce capital restant après l'attribution éventuelle en espèces (n° 226), — serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible, pour moitié au plus, sur la tête de son conjoint : il est

(1) THÉVENET, Séance du Sénat du 18 mars 1898 (J. O., p. 326).

(2) WADDINGTON, Séance du Sénat du 4 mars 1898 (J. O., p. 250).

(3) BOUCHER et BÉRANGER, *Ibid.*

(4) RICARD, Rapport à la Chambre des Députés, du 25 février 1892 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 1926, J. O., p. 308).

d'ailleurs spécifié (art. 9, § 2 *in fine*) qu'il ne devra résulter de la réversibilité aucune augmentation de charge pour le chef d'entreprise et que, par suite, la rente viagère, que recevra le blessé, sera inférieure à celle qui résultait pour lui de l'application du tarif légal.

233. — La demande de la victime doit être formulée lors du règlement définitif de l'indemnité, à l'expiration du délai de revision. Le rapprochement des deux premiers paragraphes de l'article 9, dont le second rappelle par l'adverbe « aussi » le début du premier, ne laisse aucun doute à cet égard. Il importe, en effet :

1^o Que l'option laissée à la victime ne s'effectue qu'à l'époque où les conséquences de l'accident sont devenues définitives (1) ;

2^o Que l'option s'effectue dès cette époque, pour éviter que la réversibilité ne s'opère au profit d'un conjoint dont le mariage serait postérieur à l'accident (2).

234. — Le tribunal statue en chambre du conseil sur les demandes de cette nature (art. 9, § 3). La nécessité de l'intervention du tribunal sous cette forme, admise sans discussion en matière d'attribution de capital, a été contestée en matière de réversibilité ; il semblait (3) que, d'une part, la réversibilité était de droit, puisqu'elle était achetée au prix d'un sacrifice de celui qui la demandait, et que dès lors le tribunal ne pouvait s'y opposer ; que, d'autre part, si le tribunal était appelé à intervenir, ce ne pouvait être qu'au cas de désaccord sur la réduction à faire subir au taux de la rente normale pour éviter toute augmentation de charge du chef de la réversibilité ; que la

(1) RICARD, Rapport à la Chambre des Députés, du 25 février 1892 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 1926, J. O., p. 308 et 309).

(2) DEMOLE, POIRRIER et WADDINGTON (Séance du Sénat du 8 juillet 1895, J. O., p. 767).

(3) FÉLIX MARTIN, Séance du Sénat du 18 mars 1898 (J. O., p. 325 et 326).

discussion devait être, par suite, exclusivement technique et n'exigeait pas une délibération en chambre du conseil. On a répondu (1) que l'intervention du tribunal était nécessaire dans tous les cas où la pension normale du blessé devait subir une transformation aussi bien en vue de la réversibilité qu'en vue de l'attribution d'un capital, et cela pour éviter toute ambiguïté ; d'ailleurs, le recours à la procédure en chambre du conseil n'était pas exclusivement motivé par le souci de la discrétion ; il résultait aussi (n° 229) de considérations de célérité dans la solution des affaires, considérations qui s'appliquaient également dans le cas actuel, et il permettait d'écarter les craintes de lenteur que pouvait inspirer l'intervention du tribunal.

c) — *Intervention d'accords particuliers.*

235. — Aux termes de l'article 21 (§ 1), les parties peuvent, après la détermination du chiffre de l'indemnité, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé par tout autre mode de réparation, à l'exception de l'attribution d'un capital pour les pensions supérieures à 100 francs (art. 21, § 2). Toutefois l'application d'une pareille mesure ne peut dériver que d'un accord postérieur à l'accident ; toute convention particulière antérieure à l'accident est, en effet (2), frappée d'une nullité d'ordre public par l'article 30 ; l'application de la mesure est d'ailleurs subordonnée au maintien de l'accord intervenu (art. 21, § 4).

(1) THÉVENET. Séance du Sénat du 18 mars 1898 (J. O., p. 326).

(2) THÉVENET, Rapport au Sénat, du 2 mars 1896 (Sén., Doc. parl., n° 48, J. O., p. 119) et Séance du Sénat du 23 mars 1896 (J. O., p. 326).

C. — Cas particuliers.

236. — Les cas particuliers que la loi a prévus sont, d'une part, celui des travailleurs étrangers et d'autre part, celui des travailleurs à salaire élevé.

a) — *Travailleurs étrangers.*

237. — Les ouvriers étrangers qui résident, ainsi que leurs familles, sur le territoire français avant l'accident et continuent ensuite à y résider, sont assimilés aux ouvriers français : il a semblé (1) conforme au caractère d'ordre public de la loi, de ne pas en limiter l'application aux étrangers dont le pays d'origine accorderait aux français, travaillant dans ce pays, des avantages analogues.

238. — Toutefois la condition de résidence sur le territoire français a paru indispensable.

239. — C'est pourquoi les ouvriers étrangers sont l'objet de dispositions spéciales relatives, l'une au blessé étranger, l'autre à ses représentants.

D'une part (art. 3, avant-dernier paragraphe), si le blessé étranger cesse de résider sur le territoire français, il lui est alloué, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois le montant de la pension qui lui était servie ;

D'autre part (art. 3, dernier paragraphe), les représentants d'un blessé étranger ne reçoivent aucune indemnité, si, lors de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

b). — *Travailleurs à salaire élevé.*

240. — La loi a distingué le cas des personnes dont le

(1) RICARD, Rapport à la Chambre des Députés, du 25 février 1892 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 1926, J. O., p. 308).

salaire annuel dépasse un certain maximum fixé à 2.400 francs art. 2, § 2). Ces personnes bénéficient jusqu'à ce maximum des dispositions de la loi ; pour le surplus, elles n'ont droit qu'au quart des indemnités normales, « sauf conventions contraires, quant au chiffre de la quotité ».

241. — Cette disposition de la loi résulte du désir de ne pas aggraver les charges de l'industrie par des indemnités proportionnelles à des salaires élevés. Elle se justifie par la faculté, dont dispose le travailleur en raison du taux élevé de son salaire, de se constituer, soit à l'aide de ses propres ressources, soit avec le concours du patron, une assurance qui lui garantit un supplément d'indemnité (1).

242. — Cette disposition n'est pas en contradiction avec le principe du risque professionnel : en effet, le texte qui la formule est contenu dans le § 2 de l'article 2, dont le § 1 spécifie que les personnes admises au bénéfice de la loi ne peuvent se prévaloir d'aucune autre disposition, et, d'ailleurs, il se borne à restreindre ce bénéfice, sans le supprimer, de telle sorte que les intéressés ne peuvent, au delà du maximum, recourir au droit commun contre le chef d'entreprise. Elle n'est pas non plus en contradiction avec le principe, énoncé dans l'article 30, qui proscriit toute convention contraire à la loi, puisque la convention visée dans le cas actuel ne peut porter que sur la quotité de l'indemnité normale prévue pour les intéressés.

243. — En un mot, toutes les personnes occupées dans une entreprise assujettie, sont soumises au régime institué par la loi ; toutefois, celles dont le salaire annuel dépasse

(1) RICARD, Rapport à la Chambre des Députés, du 25 février 1892 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 1926, J. O., p. 308). — MARÉJOLIS, Rapport à la Chambre des Députés, du 7 juillet 1897 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 2624, J. O., p. 1511).

un maximum défini par le législateur, sont, au delà de ce maximum, régies par des dispositions spéciales qui consistent dans une réduction du tarif des indemnités : cette réduction est commandée par la nécessité de ne pas surcharger l'industrie ; elle se justifie par l'importance relative des ressources des intéressés qui peuvent y remédier par un sacrifice personnel ; elle est d'ailleurs atténuée par la liberté attribuée aux conventions privées.

Ce régime a, du reste, été inspiré par l'exemple de la législation allemande (1).

244. — Le texte de l'article 2 (§ 2) de la loi française, qui vise les « rentes ou indemnités », montre nettement que cette disposition s'applique à toutes les allocations qui dépendent du salaire.

2^e Cas. — Faute inexcusable du chef d'entreprise.

245. — Aux termes de l'article 20 (§ 3), « lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel. »

246. — Le texte de l'article 20 (§ 3) vise des « rentes » : il ne s'applique donc pas aux indemnités d'incapacité temporaire ; il a semblé (2) que la distinction de la faute grave et les contestations qu'elle pouvait soulever n'étaient justifiées qu'au cas d'incapacité permanente ou de décès de l'ouvrier (3).

(1) FÉLIX MARTIN, Séance du Sénat du 3 mars 1898 (J. O., p. 239)

(2) RICARD, Séance du Sénat du 25 novembre 1895 (J. O., p. 954).

(3) Il convient de signaler, en outre, que le mot « rente », qui figure dans le texte de la loi du 9 avril 1898, n'est accompagné d'aucune épithète. Ce texte résulte en effet d'un amendement de M. Félix Martin, voté par le Sénat du 19 mars 1898 (J. O., p. 343)

247. — Dans l'application de la majoration, à la faute du patron est assimilée la faute de « ceux qu'il s'est substitués dans la direction ».

L'expression « ceux qu'il s'est substitués dans la direction » a été préférée par le législateur à l'expression « préposés ». Cette dernière aurait pu être comprise dans le sens large de commettant du patron, que la jurisprudence a étendu, pour l'application de l'article 1384 du Code civil, à tous les ouvriers et employés de l'entreprise; il semblait excessif (1) d'aggraver la responsabilité du patron par la faute d'une personne qui n'aurait pas été investie de l'autorité patronale.

248. — La fixation d'un maximum égal soit à la réduction, soit au montant du salaire, n'a pas été regardée comme l'adoption de l'équivalent du préjudice causé : l'intégralité du dommage peut, en effet, pour l'ouvrier jeune et plein d'avenir, être supérieure à son salaire actuel : on y a vu l'application du caractère forfaitaire de la loi (2).

et ne contenant aucun qualificatif à la suite du mot « rente ». C'est donc à une erreur d'impression qu'il faut attribuer la présence du mot « viagère » : 1° dans le texte présenté par M. Maruéjols, dans son rapport du 24 mars 1898 (n° 132), comme identique au texte du Sénat; 2° dans le texte lu à la Chambre des Députés par le Président de cette Assemblée, le 26 mars 1898 (J. O., p. 1397. — Le texte promulgué au *Journal officiel* ne contient pas cette erreur, que M. le Président du Sénat et M. le Président de la Chambre des Députés ont eu soin de signaler par une correction dûment contresignée sur le texte envoyé à la Chancellerie pour l'insertion au *Bulletin des Lois*. — Ce point de détail méritait d'être relevé, parce que, d'une part, le maintien du qualificatif « viagère » semblait exclure de l'application de la mesure des rentes « temporaires » de certains représentants de la victime et que, d'autre part, ce qualificatif figure dans des éditions de la loi du 9 avril 1898, publiées par des organes officiels français ou étrangers qui se sont sans doute référés aux documents erronés mentionnés plus haut.

(1) FELIX MARTIN, Séance du Sénat du 4 mars 1898 (J. O., p. 259).

(2) THÉVENET, Séances du Sénat des 18 et 19 mars 1898 (J. O., p. 333 et 341).

249. — L'application de cette mesure est subordonnée à l'administration d'une preuve ; la majoration qu'elle comporte n'est, du reste, nullement obligatoire pour le tribunal, dont la liberté d'appréciation n'est limitée que par la fixation du maximum précité.

3° Cas. — Intention de la victime.

250. — Aux termes de l'article 20 (§ 1), aucune indemnité ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

4° Cas. — Faute inexcusable de la victime.

251. — Aux termes de l'art. 20 (§ 2), le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension prévue par la loi.

252. — Cette disposition ne vise que les pensions, c'est-à-dire les indemnités d'un caractère durable, à l'exclusion des indemnités d'incapacité temporaire. Il a semblé (1) qu'il était humain et sage de secourir, même en cas de faute grave, l'ouvrier blessé, lorsque les charges incombant de ce chef à l'industrie n'étaient pas excessives ; que, par suite, il convenait de réserver aux indemnités de longue durée la distinction de la faute, et que la modicité des indemnités d'incapacité temporaire ne justifiait pas les procès que cette distinction devait soulever.

253. — La mesure en question comporte la « diminution » et non la « suppression » de la pension (2).

Cette mesure figurait, en effet, dans la rédaction votée

(1) RICARD, Rapport à la Chambre des Députés, du 25 février 1892 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 1926, J. O., p. 311) et Séance du Sénat du 25 novembre 1895 (J. O., p. 954).

(2) THÉVENET, Séance du Sénat du 4 mars 1898 (J. O., p. 258).

en 1893 par la Chambre des Députés, qui avait refusé de prévoir la suppression de l'indemnité (n° 104) ; le maintien d'une indemnité en cas de faute inexcusable a paru la conséquence nécessaire du caractère forfaitaire du nouveau régime (1); toutefois, le législateur s'est formellement refusé à limiter la diminution par la fixation d'un minimum (2), et il a laissé aux tribunaux la liberté de réduire le chiffre de la pension à une valeur insignifiante (3).

254. — L'application de cette mesure est subordonnée à l'administration d'une preuve ; elle est, du reste, laissée à l'appréciation du tribunal, pour lequel elle est essentiellement facultative.

2. — MODE D'ACQUITTEMENT DE L'OBLIGATION A INDEMNITÉ

255. — La loi de 1898 a établi une distinction entre les indemnités d'un caractère temporaire, et les indemnités d'un caractère durable, c'est-à-dire entre les frais de maladie, les frais funéraires et les indemnités temporaires, d'une part, et les indemnités pour accidents suivis d'incapacité permanente ou de mort, d'autre part.

A. — Frais de maladie, frais funéraires et indemnités d'incapacité temporaire.

256. — La loi de 1898 a laissé toute liberté aux chefs d'entreprise pour le mode de paiement des frais de maladie, des frais funéraires et des indemnités d'incapacité temporaire. Ils peuvent donc, soit les payer directement, soit, dans le silence de la loi, en charger un tiers, par

(1) THÉVENET, Séance du Sénat du 4 mars 1898 (J. O., p. 258).

(2) THÉVENET, Séance du Sénat du 18 mars 1898 (J. O., p. 336).

(3) RICARD, Séance du Sénat du 25 novembre 1895 (J. O., p. 964).
— THÉVENET, Séance du Sénat du 18 mars 1898 (J. O., p. 333).

exemple une institution d'assurance privée opérant pour leur compte.

257. — La loi a, en outre, attribué aux chefs d'entreprise la faculté de se décharger du paiement des frais de maladie et de la totalité ou d'une partie de l'indemnité temporaire (art. 5, § 1).

Cette faculté a été accordée pour tenir compte, dans la mesure du possible, de la nécessité d'établir une distinction entre la réparation des accidents graves et celle des accidents légers par des mesures qui encouragent la mutualité (Voir nos 151 à 155).

258. — La période du service de l'indemnité temporaire, pour laquelle la loi a prévu cette faculté, est (art. 5, § 1) celle des trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers jours consécutifs à l'accident : la détermination de la durée de cette période est laissée au libre choix des intéressés.

259. — Les allocations mentionnées dans l'article 5 de la loi ne comprennent pas les frais funéraires. L'absence de la mention de ces frais dans l'article 5, rapprochée de l'existence de cette mention dans l'article précédent, est caractéristique à cet égard. Il semble d'ailleurs difficile de soutenir que l'expression « frais de maladie » comprend les « frais funéraires » : il suffit, en effet, de rappeler que le Code civil, dans son article 2101, a formellement distingué les frais funéraires des frais de maladie. Cette distinction n'a du reste, rien d'anormal. On en trouve l'équivalent dans une législation étrangère qui contient une disposition analogue : la législation allemande. En effet (1), sous le régime combiné des lois allemandes du 6 juillet 1884 et des 15 juillet 1883-10 avril 1892, le blessé est, pendant les treize premières semaines consécutives à l'accident, secouru

(1) Voir notre ouvrage sur les *Lois d'assurance ouvrière à l'étranger* (liv. I, p. 39 et liv. II, p. 91 et 92).

par la caisse de maladie à laquelle le patron contribue pour un tiers et l'ouvrier pour deux tiers ; ces secours ne visent d'ailleurs nullement l'indemnité funéraire ; car la loi sur les accidents (1) spécifie que les indemnités, servies par la caisse de maladie dans des cas où l'organe d'assurance-accidents est débiteur, doivent être remboursées par celui-ci à celle-là (2) ; or, indépendamment de l'indemnité funéraire allouée par la caisse de maladie, la loi sur les accidents comporte également l'attribution d'une indemnité funéraire ; la somme payée de ce chef par la caisse de maladie, doit donc lui être restituée jusqu'à concurrence du chiffre fixé par la loi sur les accidents ; en conséquence, le chef d'entreprise, qui contribue seul à l'assurance contre les accidents, doit supporter seul l'indemnité funéraire.

260. — La loi a distingué, au point de vue des conditions à remplir, les industriels en général, d'une part, et les exploitants de mines, d'autre part.

1^{er} Industriels en général.

261. — Pour se décharger de l'obligation de payer les frais de maladie et les indemnités temporaires, les chefs d'entreprise doivent (art. 3, § 1) justifier qu'ils ont affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels, et cela sous les conditions suivantes :

1^{re} Condition.

262. — Le chef d'entreprise doit (art. 3, § 1, n° 1) avoir pris à sa charge une quote-part de la cotisation : cette quote-part ne peut pas être inférieure au tiers ; elle est déterminée d'un commun accord entre le patron et les

(1) Voir notre ouvrage sur les *Lois d'assurance ouvrière à l'étranger* (liv. I, p. 105).

(2) *Ibid.*, liv. II, p. 96.

ouvriers, et conformément aux statuts-types approuvés par le ministre compétent.

263. — L'adoption du minimum du tiers de la cotisation comme taux de la contribution patronale, peut se justifier par son analogie avec la législation allemande qui, dans le cas d'incapacité temporaire, prévoit une indemnité égale, pour les quatre premières semaines, à la moitié du salaire et, à partir de la cinquième semaine, aux deux tiers du salaire ; le taux de l'indemnité correspondante n'étant, sous le régime de la loi française de 1898 (art. 3, § 1), que la moitié du salaire, la participation du patron au tiers de la cotisation paraît largement suffisante.

L'adoption de cette proportion a été d'ailleurs expliquée devant le Sénat en 1898 par M. le ministre du Commerce (1), qui l'a justifiée en déclarant que, dans la plupart des sociétés de secours mutuels, les frais de maladie et d'indemnité temporaire résultant d'accidents n'atteignaient pas le tiers des disponibilités.

Il ressort, d'autre part, tant de ces travaux préparatoires que de l'exemple de la législation allemande, que les charges de la société de secours mutuels auxquelles le patron est appelé à participer, sont uniquement celles qui dérivent de la maladie, à l'exclusion de celles qui résultent des pensions de retraite que la société peut servir : les caisses allemandes sont, en effet, essentiellement des caisses de maladie. Cette observation est, du reste, confirmée par les dispositions correspondantes (nos 267 et suiv.) relatives aux sociétés de secours des ouvriers mineurs, lesquelles ne pourvoient à aucun service de retraites ; dès lors, en vue de la participation patronale dans le cas des sociétés de secours mutuels qui pourvoient simultanément à un service d'indemnités de maladie et à un service de pensions de retraite, il convient qu'une séparation rigoureuse de

(1) BOUCHER, Séance du Sénat du 18 mars 1898 (J. O., p. 324).

ces deux services permette d'affecter à chacun d'eux une cotisation distincte.

264. — La nécessité de l'intervention ministérielle a été expliquée devant le Sénat, en 1898, par M. le ministre du Commerce (1). Cette intervention vise la rédaction même des statuts. Elle a pour but d'éviter qu'un patron ne puisse créer une société, dont les statuts soient rédigés de telle sorte que les ressources de la société se trouvent presque exclusivement affectées à la réparation des accidents, les statuts ne prévoyant point, par exemple, les risques ordinaires de maladie : le recours du patron à la société mettrait donc à la charge de celle-ci la presque totalité (et, par suite, à la charge de l'ouvrier presque les deux tiers) des indemnités d'accidents, alors que la loi tient à imposer ces indemnités intégralement et en tous cas au patron, lequel est présumé s'en acquitter (voir n° 263) par le versement du tiers de la cotisation.

Cette intervention devait, d'après le texte du 11 mars 1898 (n° 129), s'exercer par voie d'approbation individuelle des statuts de chaque société : on voyait (2) dans le caractère individuel de l'approbation un moyen de respecter la diversité, conforme à la variété des besoins à satisfaire, des sociétés de secours mutuels. Toutefois on a exprimé (3) la crainte de complications résultant de formalités jugées inutiles, et l'on a proposé (4), à l'exemple des législations étrangères, de substituer à la nécessité de l'approbation individuelle l'obligation de se conformer à des statuts-types approuvés par le ministre : c'est cette disposition que la loi a consacrée.

(1) BOUCHER, Séance du Sénat du 18 mars 1898 (J. O., p. 323 et 324).

(2) BOUCHER, Séance du Sénat du 18 mars 1898 (J. O., p. 323 et 324).

(3) WADDINGTON, Séance du Sénat du 18 mars 1898 (J. O., p. 324).

(4) LE COUR GRANDMAISON, Séance du Sénat du 18 mars 1898 (J. O., p. 322).

2^e Condition.

265. — La société de secours mutuels doit (art. 5, § 1, n° 2) assurer à ses membres, en cas de blessures, pendant la période admise (n° 258), les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière : le taux de cette indemnité n'est pas défini par le législateur ; la loi (art. 5, § 2) se borne à spécifier que, si l'indemnité journalière servie par la société est inférieure à la moitié du salaire quotidien de la victime, le chef d'entreprise est tenu de verser la différence.

266. — Il est intéressant de rechercher la mesure dans laquelle les sociétés de secours mutuels existantes peuvent répondre au vœu de la loi.

Ces sociétés sont actuellement régies par la loi du 1^{er} avril 1898 (1). L'article 1^{er} de cette loi signale au nombre des buts qu'elles peuvent se proposer : « assurer à leurs membres participants et à leur famille des secours en cas de maladie, blessures ou infirmités ». L'allocation, par les sociétés de secours mutuels, de secours en cas de blessures n'est point, d'ailleurs, une innovation de la loi du 1^{er} avril 1898 ; le décret du 26 mars 1852 (2), dans son article 6, leur assignait pour but « d'assurer des secours temporaires aux sociétaires malades, blessés ou infirmes, et de pourvoir à leurs frais funéraires ». Ce texte n'était pas resté lettre morte, et la question s'était même posée de savoir si un sociétaire, blessé dans l'exercice de son travail et recevant une indemnité de la personne qui l'occupe ou de l'auteur responsable de l'accident, peut, en outre, prétendre à la gratuité des frais médicaux et pharmaceutiques et à l'allocation de l'indemnité de chômage pendant l'incapacité de travail causée par l'accident. Une

(1) Bull., XII, 1954, 34303.

(2) Bull., X, 514, 3913.

jurisprudence, sanctionnée par la Cour de Cassation, a admis que le sociétaire, qui avait rempli envers la société l'obligation, par lui contractée, de verser les cotisations statutaires, a un droit absolu aux indemnités allouées par les statuts, dont les termes constituent un contrat synallagmatique entre les parties, quelles que soient les circonstances qui se présentent, maladies ou blessures, et lors même que le fait dommageable est imputé à autrui. Le sociétaire blessé peut, en conséquence, réclamer à la société dont il fait partie, l'indemnité statutaire, bien qu'il ait obtenu des dommages-intérêts de la personne responsable de l'accident. Ce cumul de deux indemnités pour un même fait a paru, au contraire, anormal à l'autorité administrative; celle-ci a d'ailleurs estimé que la société de secours mutuels ne doit pas subir les conséquences de la faute des tiers envers ses membres; toutefois, en présence de la jurisprudence des tribunaux, elle n'a pu que rechercher un remède à l'état de choses qu'elle déplorait. Elle s'est inspirée, à cet égard, de l'exemple des compagnies d'assurances qui n'admettent pas que la victime d'un accident puisse à la fois réclamer à l'assureur la somme prévue au contrat et exiger de la personne responsable la réparation du préjudice causé. L'impossibilité du cumul des deux indemnités résulte, en matière d'assurance, d'une stipulation par laquelle la compagnie prévoit qu'elle sera subrogée aux droits de la victime contre la personne responsable. Il suffit donc que les sociétés de secours mutuels insèrent dans leurs statuts une clause prescrivant que tout sociétaire blessé au service d'autrui est tenu, s'il est indemnisé, de rembourser à la société les dépenses qu'il a occasionnées, ou que le remboursement de ces frais sera à la charge de la personne à qui incombe la responsabilité de l'accident. Le remède semble dès lors fourni par l'insertion dans les statuts d'une clause de cette nature, et c'est le conseil que M. Barthou, ministre de l'Intérieur, a, dans sa

circulaire du 13 décembre 1897, donné, par l'intermédiaire des préfets, aux présidents de sociétés de secours mutuels.

L'insertion d'une telle clause dans les statuts ne fait pas obstacle à la réalisation des conditions prévues par l'article 5 de la loi du 9 avril 1898. Ces conditions visent, en effet, l'une le taux de la participation patronale, l'autre le montant des allocations. Sur le premier point, la vérification de la réalisation de la condition est immédiate. Sur le second, elle exige la connaissance, dans chaque cas particulier, du salaire quotidien de la victime, si, comme il arrive d'ordinaire, les indemnités attribuées par la société sont indépendantes du salaire ; elle serait, au contraire, effectuée directement, si le tarif des indemnités statutaires avait pour base le salaire de l'ouvrier.

2° Exploitants de Mines.

267. — Les exploitations pour lesquelles la loi du 9 avril 1898 a prévu, sur la question dont il s'agit, un régime distinct de celui de l'industrie en général, sont (art. 6) celles qui possèdent des sociétés de secours instituées en conformité de la loi du 29 juin 1894 (1) sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, savoir : les exploitations de mines, les exploitations de minières et carrières et toutes autres exploitations qui, sans y être astreintes, auraient créé des sociétés de secours de même type (2).

Le recours à ces sociétés est subordonné aux conditions suivantes :

(1) Bull., XII. 4637, 28190.

(2) Il convient de rappeler : 1° que la loi du 29 juin 1894 ne s'applique qu'aux mines, c'est-à-dire aux exploitations ouvertes sur des gîtes concédés, mais qu'elle peut, en vertu de son article 31 et dans les conditions définies par cet article, être étendue aux minières et aux carrières, tant souterraines qu'à ciel ouvert ; 2° que les ouvriers

1^{re} Condition.

268. — Ces sociétés sont, aux termes de l'article 6 de la loi du 29 juin 1894, alimentées par un prélèvement, de 2 0/0 au plus, effectué sur le salaire de chaque ouvrier ou employé, et par un versement de l'exploitant égal à la moitié de celui des ouvriers ou employés. La première des deux conditions prévues dans le cas de l'industrie en général, semble donc remplie par avance. Il convient toutefois d'observer que le cas de l'industrie des mines n'est pas assimilable à celui de l'industrie en général. En effet, tandis que les secours aux blessés figurent au nombre des buts normaux des sociétés de secours mutuels ordinaires, ces secours n'ont pas été visés par la loi de 1894 qui les a laissés à la charge exclusive du chef d'entreprise. Il était donc nécessaire qu'en prévoyant cette nouvelle mission pour la société de secours minière, le législateur de 1898 imposât au chef d'entreprise la constitution de ressources correspondantes.

269. — Une subvention annuelle a semblé le procédé le plus pratique à cet effet (art. 6, § 4).

270. — Le montant et les conditions de cette subvention doivent être (art. 6, § 2) acceptés par la société et approuvés par le ministre compétent. savoir : pour les exploitations assujetties à la loi de 1894, le ministre des Travaux

auxquels elle s'applique sont, d'une part, les ouvriers du fond, d'autre part, les ouvriers du jour occupés dans les opérations accessoires se rattachant légalement à l'extraction proprement dite ou s'exécutant dans des lieux, ateliers ou chantiers qui forment des « dépendances légales de la mine » au sens du droit minier. Quant aux ouvriers des « industries annexes » (telles que la fabrication du coke et celle des agglomérés), ils ne sont pas assujettis à la loi du 29 juin 1894 et, pour eux, l'exploitant peut, en ce qui concerne le service des indemnités d'accidents de courte durée, traiter soit avec une société de secours ordinaire, soit avec la société de secours minière.

publics (art. 6, § 2) et, pour les entreprises qui se seraient spontanément soumises à la loi de 1894, le ministre du Commerce et de l'Industrie (art. 6, § 3 *in fine*).

2^e Condition.

271. — Il résulte d'ailleurs du renvoi, contenu dans le § 1 de l'article 6 de la loi de 1898, à l'article 5 de cette loi, que la société de secours doit allouer, pendant la période susvisée (n° 258), les frais de maladie et tout ou partie de l'indemnité temporaire, éventuellement complétée par le chef d'entreprise jusqu'à concurrence de la moitié du salaire (n° 265).

B. — Indemnités d'incapacité permanente et de décès

272. — La loi de 1898 a laissé au chef d'entreprise la liberté du choix des moyens de supporter les risques auxquels l'expose le nouveau régime légal.

273. — Il peut, ou bien rester son propre assureur, ou bien contracter une assurance, ou bien s'affilier à un syndicat de garantie.

Ces diverses solutions ont été prévues par l'article 24 (§ 1). Elles doivent être examinées successivement :

1^o Absence d'assurance.

274. — L'absence d'assurance convient aux chefs d'entreprise qui possèdent des ressources assez considérables et comptent un personnel assez nombreux pour attendre les sinistres sans chercher à en atténuer les conséquences par des mesures de prévoyance. L'absence d'assurance peut d'ailleurs être limitée et subordonnée à l'absence d'accident, si le patron débiteur désire, après la survenance d'un accident, s'affranchir, par un paiement unique, de l'obligation du service des arrérages d'une pension jusqu'à l'expiration d'une période dont il ignore la durée.

275. — Le patron, resté son propre assureur, doit (art. 24, § 1), lorsqu'un accident est survenu, servir les indemnités au moment de leur exigibilité : en cas de non paiement, il est exposé au recours de la Caisse nationale des retraites (art. 26, § 1) : il peut du moins, s'il le désire, se libérer en une fois (art. 28, § 2) par le versement, à la Caisse nationale des retraites, du capital représentatif des pensions calculé d'après le tarif spécial de cette Caisse (n° 462).

2° Assurance.

276 — Le chef d'entreprise, qui recourt à l'assurance, acquitte chaque année, sous forme d'abonnement, une contribution, en échange de laquelle l'assureur se substitue à ses obligations, celles-ci devant être appréciées non d'après le montant des arrérages, mais d'après la valeur des capitaux représentatifs des indemnités à servir.

Cette solution convient au patron qui désire obtenir, par un sacrifice modique, la sécurité de son avenir, sans laquelle, eu égard à l'insuffisance de ses ressources, la prospérité de son exploitation pourrait être compromise et le développement de son activité serait certainement entravé.

277. — L'assurance peut être réalisée sous la forme d'assurance à primes fixes ou sous la forme d'assurance mutuelle.

Ces deux formes peuvent être, au point de vue des principes généraux qui les régissent, caractérisées de la manière suivante :

Dans le premier cas, l'assureur assure le risque de l'éventualité du sinistre, en demandant à l'assuré une somme forfaitaire invariable : cette somme est réputée représenter le montant annuel moyen des indemnités en capital et la valeur du capital représentatif du montant annuel moyen des pensions mises à la charge de l'assuré.

Dans le second cas, les assurés s'associent pour supporter en commun, proportionnellement à leur intérêt, le préjudice effectivement éprouvé par chacun d'entre eux ; chaque année, la valeur, appréciée d'après les capitaux représentatifs, des obligations contractées par les associés est répartie entre eux d'après les coefficients caractéristiques des risques afférents à chaque exploitation ; la contribution est donc variable chaque année.

Dans le premier cas, il y a spéculation ; l'assureur s'engage à répondre des risques assurés moyennant une somme fixe, quelle que soit l'importance du sinistre survenu ; il est, par suite, exposé à une responsabilité qui peut être fort lourde ; dès lors, la somme exigée de l'assuré, ou prime, doit être assez élevée pour garantir les ressources nécessaires, non seulement à la couverture des sinistres probables et des frais, mais aussi à la réalisation des bénéfices qui constituent un dédommagement des avances effectuées et des risques courus ; par contre, l'assuré n'est point appelé au bénéfice des éventualités heureuses ; il est débiteur de la prime pendant toute la durée du contrat, lors même que le capital réalisé par l'assureur suffirait à peu près à tous les risques dont ce dernier s'est engagé à répondre.

Dans le second cas, il n'y a point spéculation ; les assureurs se confondent avec les assurés et ne demandent à l'assurance que la réparation des pertes éprouvées ; dès lors, la contribution imposée à l'assuré ne comporte aucune majoration destinée à la réalisation de bénéfices ; elle peut notamment devenir nulle au cas d'absence de sinistre.

Par suite, les sociétés d'assurance à primes fixes sont des sociétés commerciales ; les sociétés mutuelles sont, au contraire, des sociétés civiles.

On a indiqué comme avantages de l'assurance mutuelle : 1^o de n'exiger que des versements proportionnés à l'importance des sinistres survenus ; 2^o de ne pas compter au nombre de ses charges la rémunération de capitaux ;

3° de n'avoir ni agents à rémunérer ni courtages à supporter ; 4° de réduire au minimum les frais généraux ; 5° de permettre de réaliser des réductions de cotisations à l'aide des excédents laissés par chaque exercice, lesquels constituent la propriété exclusive des sociétaires.

Toutefois on a pu signaler que, sous le régime de l'assurance mutuelle : 1° les intéressés, qui sont à la fois assureurs et assurés, ne trouvent pas, comme les assureurs à primes, dans la réalisation d'un bénéfice, le dédommagement des pertes que leur occasionnent des fraudes commises soit dans l'évaluation des conséquences des sinistres soit dans la déclaration de dommages fictifs ou étrangers au risque assuré ; 2° la contribution annuelle est variable et, par suite, le sacrifice annuel, incertain (1).

De plus, on a fait observer que les assurances à primes offraient une double sûreté : l'une provenant des versements effectués par les assurés, l'autre fournie par le capital social.

278. — En matière de risques d'accidents, on doit distinguer deux aspects de l'assurance : l'assurance dite de réparation et l'assurance dite de responsabilité.

279. — L'assurance de réparation est une assurance qui a pour but d'indemniser l'assuré des dommages qu'il peut avoir à subir soit par lui-même soit par les objets qui lui appartiennent.

(1) Il convient toutefois de rappeler que le décret du 22 janvier 1868, dans son titre relatif aux sociétés d'assurances mutuelles, dispose : a) (art. 29, § 1) que « les tarifs annexés aux statuts fixent, par degrés de risques, le maximum de la contribution annuelle dont chaque sociétaire est passible pour le paiement des sinistres » ; b) (art. 31, § 1) que « les statuts déterminent le maximum de la contribution annuelle qui peut être exigée de chaque sociétaire pour frais de gestion » ; et c) (art. 25, § 1 *in fine*) que « les sociétaires auront, indépendamment de toute disposition statutaire, le droit de se retirer tous les cinq ans, en prévenant la société six mois d'avance ».

280. — L'assurance de responsabilité est une assurance qui a pour objet de garantir l'assuré contre les indemnités qu'il peut être tenu de fournir à raison de faits qui lui sont directement ou indirectement imputables.

281. — L'assurance qu'un patron contracte au profit de ses ouvriers est une assurance de réparation ; celle qu'un patron contracte pour se prémunir soit contre le recours de ses ouvriers, soit contre l'action de tiers à raison du fait de ses ouvriers, est une assurance de responsabilité.

282. — L'assurance de réparation peut être individuelle ou collective, selon qu'elle a été contractée soit par la personne même exposée aux accidents, soit par son mandataire ou représentant autorisé, ou qu'au contraire elle a été contractée par une autre personne. « En un mot (1), l'assurance doit être dite individuelle lorsque le bénéficiaire de l'assurance est précisément celui qui, par lui-même ou par mandataire, a consenti le contrat d'assurance ; l'assurance doit être dite collective lorsque, soit par lui-même soit par représentant, le bénéficiaire de l'assurance n'a pas figuré au contrat ».

283. — L'assurance collective est la plus répandue en France.

Elle a les avantages suivants (2) :

1^o Pour l'assureur, elle simplifie la perception des primes ; il suffit, en effet, que l'assureur s'adresse à une seule personne, par exemple au patron, sans avoir à réclamer à chaque ouvrier individuellement une somme que le chef d'entreprise retient sur le salaire ; en outre, il est plus aisé de déterminer un patron à opérer sur les bénéfices de son exploitation le prélèvement nécessaire au paiement de la prime, que d'obtenir directement de l'ou-

(1) RÉPERTOIRE GÉNÉRAL ALPHABÉTIQUE DU DROIT FRANÇAIS, DE FUZIER HERMAN, *Assurance contre les accidents*, n^o 21.

(2) RÉPERTOIRE DE FUZIER HERMAN, *loc. cit.*, n^{os} 22 à 26 bis.

vrier le sacrifice d'une portion, même réduite, du salaire qui le fait vivre ;

2° Pour le patron, elle fait disparaître les charges d'une responsabilité qui croît avec le nombre des ouvriers, les difficultés de la surveillance et les risques d'accidents ;

3° Pour l'ouvrier, elle garantit l'indemnité en échange de la retenue sur le salaire effectuée par le patron lors de la paye.

On a reproché à l'assurance collective de porter atteinte à la liberté de l'ouvrier (1) ; en effet, l'assureur déclare qu'il ne connaît que le patron et refuse toute indemnité à l'ouvrier si ce dernier quitte le chef d'entreprise qui a contracté l'assurance : cette prétention se justifie d'ailleurs par la différence des risques d'accidents que peuvent présenter, en raison de l'état de leur outillage ou de l'aménagement de leurs locaux, deux ateliers, bien qu'appartenant à une même industrie.

On a répondu (2) que la prime due par l'ouvrier consistait en une retenue proportionnelle sur le salaire quotidien ; qu'elle était la représentation quotidienne de son risque quotidien ; que, par suite, au moment où la prime était acquittée, le risque correspondant avait été déjà couru par l'assureur ; que, dès lors, en quittant l'établissement du patron, l'ouvrier n'abandonnait pas des primes déjà versées par lui ; qu'il ne renonçait donc à aucun droit en abandonnant le patron ; que, par suite, l'assurance n'enchaînait pas sa liberté dans le passé ; que, d'autre part, pour l'avenir, il était libre soit d'entrer dans un établissement où le même régime d'assurance serait pratiqué, soit de contracter lui-même une assurance individuelle.

284. — Il convient d'ajouter que l'assurance de répara-

(1) SAUZET, *Situation des ouvriers dans l'assurance-accidents collective contractée par le patron* (Revue critique de législation et de jurisprudence, 1886, p. 370, n° 11).

(2) RÉPERTOIRE DE FUZIER HERMAN, *loc. cit.*, n° 28.

tion et l'assurance de responsabilité, sans être nécessairement contractées à la fois, sont généralement réunies, sinon dans une même police, du moins dans une même opération. En particulier, l'assurance collective de réparation et l'assurance de responsabilité sont d'ordinaire simultanément souscrites par les patrons. Elles se complètent comme les risques auxquels elles doivent faire face (1).

285. — Sous le régime de la loi du 9 avril 1898, l'assureur acquitte les indemnités à la place du patron assuré (art. 24) ; en cas de non paiement, l'assureur est exposé (art. 26) au recours de la Caisse nationale des retraites, qui toutefois ne doit plus, en pareil cas (art. 26, § 2 *in fine*), avoir aucun recours contre le chef d'entreprise.

Cet ensemble de dispositions a été l'objet de critiques, en raison de la substitution, qu'il établit, de l'assureur au patron (2).

Cette substitution a semblé, en effet, préjudiciable à la fois aux intérêts de l'ouvrier et à ceux du patron :

1° D'une part, l'ouvrier blessé ou ses ayants droit se trouvent alors en face d'une société d'assurance et non plus en face du patron, c'est-à-dire en face d'une collectivité exclusivement préoccupée de ses intérêts matériels et étrangère au souci de la paix sociale qui exerce, au contraire, sur les déterminations du chef d'entreprise une influence souvent prépondérante ;

2° D'autre part, la substitution de l'assureur au chef d'entreprise peut devenir un danger pour la collectivité des patrons, considérée dans son ensemble. En effet, la loi, qui établit entre les patrons une garantie mutuelle obligatoire de solvabilité, rend, par la substitution de l'assureur au

(1) SAUZET, *loc. cit.*, p. 365, n° 4.

(2) POIRRIER, Séance du Sénat du 7 mars 1898 (J. O., p. 269 et 270).

patron, la mutualité de garantie responsable, non plus seulement de l'insolvabilité des chefs d'entreprise, mais encore de celle des sociétés d'assurance. Or l'insolvabilité d'une compagnie n'a pas été comprise dans les prévisions relatives aux insolvabilités à couvrir par la mutualité de garantie ; car l'insolvabilité d'une société est assimilable à l'insolvabilité simultanée, non prévue dans l'évaluation des risques de cette nature, de tous les patrons assurés à la société. Il doit en résulter des charges de beaucoup supérieures à celles que l'on est fondé à attendre. Le régime de surveillance organisé par la loi ne semble pas, du reste, susceptible de remédier à l'inconvénient signalé, cette surveillance paraissant — si l'on s'en rapporte à l'expérience de l'assurance sur la vie — condamnée d'avance à l'inefficacité sous le régime de la législation en vigueur que le texte de la nouvelle loi ne modifie pas à cet égard.

Le rapporteur de la loi devant le Sénat, en 1898, a répondu à ces critiques par des arguments qui ont été admis par le Sénat (1) :

1^o L'ouvrier ne se trouve jamais en face de la société d'assurance ; c'est, en effet, avec le chef d'entreprise que la victime ou ses ayants droit règlent le montant de l'indemnité ; la société d'assurance n'intervient que pour le paiement et, si elle ne fait pas honneur à ses engagements, c'est la Caisse nationale des retraites qui la remplace pour le service des indemnités ;

2^o De plus, les précautions, prises tant contre les sociétés françaises que contre les sociétés étrangères, par la constitution de réserves ou de cautionnements, semblent réaliser une protection suffisante des intérêts patronaux.

On aurait pu ajouter qu'au point de vue du recours

(1) THÉVENET, Séance du Sénat du 7 mars 1898 (J. O., p. 270 et 271).

éventuel contre l'assuré, en cas d'insolvabilité de l'assureur, la substitution du second au premier était nécessaire si le législateur ne voulait pas rendre impossible la coexistence des sociétés privées et de la Caisse d'État (voir ci-après n° 304 et suiv.). En effet, les chefs d'entreprise qui s'adressaient à la Caisse d'État n'avaient pas à redouter une défaillance de l'assureur ; il convenait donc, dans un système qui devait permettre aux assureurs privés de soutenir la concurrence d'une Caisse d'État, de procurer aux assurés des sociétés privées la même sécurité qu'aux assurés de la Caisse d'État et, par suite, de les mettre à l'abri des conséquences d'une défaillance de leur assureur.

En un mot, la substitution de l'assureur à l'assuré, dans les conditions prévues par la loi du 9 avril 1898, est une mesure dont on ne saurait méconnaître la gravité, mais qui paraît s'imposer comme une conséquence nécessaire de la coexistence des sociétés d'assurance privées et d'une Caisse d'assurance d'État.

286. — Aux termes de l'article 24 (§ 1) de la loi du 9 avril 1898, l'assurance peut être réalisée soit auprès de sociétés à primes fixes, soit auprès de sociétés mutuelles. La loi ne mentionne aucune institution officielle d'assurance ; elle ne supprime pas toutefois la Caisse d'État créée par la loi du 11 juillet 1868.

Il convient donc d'examiner tour à tour ces trois catégories d'institutions d'assurance : sociétés à primes fixes, sociétés mutuelles, Caisse d'État.

a) — *Sociétés à primes fixes.*

287. — L'importance des sociétés d'assurance privées à primes fixes, antérieurement à la promulgation de la loi du 9 avril 1898, est définie par les chiffres suivants :

STATISTIQUE DES OPE

SOCIÉTÉS	PRIMES nettes encaissées en 1897	SINISTRES		COMMISSIONS	
		Sommes		Sommes	
		— (Frais compris)		— 0/0	
	FRANCS	FRANCS		FRANCS	
Préservatrice (anonyme)....	2.233.727	1.117.127	47.86	343.813	14
Soleil-Sécurité.....	3.521.667	2.210.633	62,76	607.676	17
Compagnie Générale.....	845.102	496.843	58,81	197.205	23
Secours.....	2.673.973	1.674.294	62,61	445.605	16
Urbaine-Seine.....	4.671.054	2.407.098	51,53	1.000.804	21
Patrimoine.....	1.399.484	913.906	65,31	295.496	21
Caisse des Familles.....	572.057	368.669	64,44	83.501	14
Abeille.....	2.113.363	1.216.146	57,55	450.573	21
Providence.....	3.792.250	2.242.754	59,14	667.185	17
Prévoyance.....	2.213.022	1.135.898	50,41	532.587	23
Union industrielle du Nord.	377.734	256.573	67,87	42.829	11
Thémis.....	181.298	65.490	36,12	55.783	30
			Moyenne		
TOTAUX.. ..	24.634.731	14.105.431	57,27	4.723.057	19

STATISTIQUE DES QU

ANNÉES	PRIMES nettes encaissées	SINISTRES	
		Sommes	
		— (Frais compris)	
	FRANCS	FRANCS	0/0
1884.....	11.077.607	6.256.926	56,47
1885.....	10.378.674	5.951.307	57,33
1886.....	11.559.839	6.521.915	56,42
1887.....	11.500.171	6.582.926	57,19
1888.....	12.008.796	6.871.943	57,11
1889.....	13.172.161	7.881.832	59,83
1890.....	14.371.471	8.011.114	55,75
1891.....	16.199.126	9.744.346	60,15
1892.....	17.073.395	9.926.086	58,14
1893.....	18.229.779	10.367.558	56,82
1894.....	19.600.945	11.226.029	57,27
1895.....	20.850.081	11.867.275	56,91
1896.....	22.644.739	13.216.759	58,38
1897.....	24.634.731	14.105.431	57,27

S DE L'EXERCICE 1897

S GÉNÉRAUX		BÉNÉFICE INDUSTRIEL OU PERTE		CAPITAL	SOMMES distribuées
Sommes	0/0	Sommes	0/0	SOCIAL	aux actionnaires
FRANCS		FRANCS		FRANCS	FRANCS
8.594	12,80	+ 474.193	+ 24,61	5.000.000	400.000
8.585	8,48	+ 404.773	+ 11 51	10.000.000	460.000
75.278	20,74	— 24.224	— 2 89	3.000.000	0
30.140	13,47	+ 193.934	+ 7,26	10.000.000	160.000
42.477	15,89	+ 520.675	+ 11,07	12.000.000	432.000
30.413	11,46	+ 29.669	+ 2,11	5.000.000	50.000
10.222	19 27	+ 9.665	+ 1,70	3.000.000	0
71.426	12 84	+ 175.218	+ 8,29	4.000.000	112.000
70.335	12,40	+ 411.976	+ 10,87	5.000.000	270.000
48.085	11,02	+ 336.452	+ 14,96	2.000.000	100.000
34.028	14,31	+ 24.304	+ 6,48	800.000	16.800
19.214	10,59	+ 40.811	+ 22,52	500.000	24.760
8.797	Moyenne 13,03	+ 2.597.446	Moyenne + 10,53	60.300.000	2.025.560

DE DERNIÈRES ANNÉES

COMMISSIONS		FRAIS GÉNÉRAUX		BÉNÉFICE OU PERTE sur les assurances	SOMMES distribuées
Sommes	0/0	Sommes	0/0	0/0	aux actionnaires
FRANCS		FRANCS			FRANCS
78.708	18,76	2.498.401	22,54	+ 2,23	Les chiffres manquent
33.749	20,56	2.370.038	22,83	— 0,72	
35.269	19,25	2.298.019	19,88	+ 4,45	
56.533	18,75	2.252.926	19,60	+ 5,46	
67.596	19,88	2.261.124	20,79	+ 3,22	
69.057	19,50	2.401.089	18,22	+ 2,45	721.000
41.937	18,38	2.277.717	15,85	+ 10,02	928.000
17.811	18,62	2.444.087	15,08	+ 6,15	846.000
76.466	18,60	2.613.457	15,30	+ 7,96	1.080.900
41.864	18,33	2.683.323	14,72	+ 10,03	1.334.800
33.941	18 39	2.811.557	14,39	+ 9,98	1.528.800
88.663	18,65	2.845.239	13,64	+ 10,80	1.728.800
99.297	19,43	3.003.588	13,27	+ 8 92	1.843.000
23.057	19,17	3.208.797	13,03	+ 10,53	2.025.560

288. — L'intervention de ces sociétés a été l'objet de discussions étendues au cours de l'élaboration de la loi du 9 avril 1898 (1).

289. — Le projet de 1893 de la Chambre des Députés, en instituant l'assurance obligatoire, n'admettait pas l'intervention des sociétés d'assurance privées. Le Rapporteur s'exprimait en ces termes à leur sujet : (2) « Les compagnies privées ne veulent pas assurer tous les risques; elles ne peuvent pas dépasser le plein, en nombre et en somme, fixé par leurs statuts; elles ne peuvent être contraintes à accepter des risques qu'elles trouvent onéreux, si bien que toutes les polices contiennent une clause de résiliation après sinistre. Il en résulte que, si les sociétés, au lieu de se faire concurrence, s'entendaient pour fixer des primes minima, les industriels seraient soumis à des

(1) L'OFFICE DU TRAVAIL a publié, au lendemain du vote du texte définitif de la loi, (*Bulletin de l'Office du travail*, t. V, p. 281 et suiv.) une étude sur les sociétés d'assurance à primes fixes, qui renferme des exemples de police. Il convient toutefois de rappeler que cette étude, comme l'a du reste indiqué son auteur, ne vise que des exemples : ainsi, d'une part, lorsque les circonstances de l'accident faisaient présumer l'existence d'une faute engageant la responsabilité du patron, l'assureur était conduit à offrir spontanément, pour tenir compte de cet élément, une somme supérieure à l'indemnité contractuelle, et même en l'absence d'une pareille initiative, la transaction éventuelle pouvait aboutir à une indemnité supérieure à l'indemnité contractuelle; d'autre part, les polices de plusieurs sociétés comportaient les dispositions suivantes : a) elles ne limitaient point le taux de l'indemnité contractuelle basée sur le salaire, ou du moins admettaient un maximum supérieur à celui de 1.200 francs pour le cas de mort et à celui de 1.600 francs pour le cas d'invalidité permanente; b) elles appliquaient à la police collective le délai de prescription d'un an dont bénéficiait la police de responsabilité civile; c) elles mettaient à la charge de l'assureur l'intégralité des frais judiciaires, dans les limites du « plein ».

(2) RICARD, Rapport à la Chambre des Députés, du 25 février 1892 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 1926, J. O., p. 312).

conditions intolérables, si même ils n'étaient pas souvent réduits à l'impossibilité matérielle de se soumettre à la loi. » Il ajoutait : « Et puis qui garantirait le paiement des indemnités ? Bonnes aujourd'hui, les compagnies peuvent être mises en liquidation demain, et hors d'état de satisfaire à leurs engagements. » Il déclarait enfin que la législation en vigueur ne permettait pas d'exercer sur les opérations des sociétés la surveillance nécessaire à la réalisation des garanties indispensables (1).

290. — Lors de la discussion à la Chambre des Députés en 1893, il fut répondu à ces considérations (2) : 1° Que la concurrence, soit d'une caisse d'Etat, soit de syndicats d'assurance mutuelle, soit de sociétés étrangères, empêchait qu'aucune entente pût intervenir entre les sociétés d'assurance au détriment des industriels ; 2° Que l'existence du contrôle des sociétés d'assurance existait à l'étranger et n'était pas dès lors irréalisable en France ; 3° Que si les sociétés pouvaient refuser certains risques, ou ne pouvaient en vertu de leurs statuts les accepter tous, le caractère facultatif du recours à ces institutions sauvegardait les intérêts des patrons ; 4° Que, si les sociétés devaient réaliser des bénéfices, les chefs d'entreprise restaient juges de l'intérêt qu'ils pouvaient avoir à s'y affilier ou à recourir, au contraire, à un autre

(1) Le Rapporteur fondait cette affirmation sur une décision du Conseil d'Etat qui, à la suite de la réclamation de plusieurs compagnies d'assurance à primes fixes sur la vie, avait déclaré le 14 mai 1880 que « si le ministre du Commerce peut, sans excéder ses pouvoirs, prescrire la remise à l'administration, suivant des modèles donnés par elle, des éléments constitutifs de l'état de situation, il ne rentre pas dans les pouvoirs dudit ministre d'organiser un contrôle exercé par des agents de surveillance, au moyen de la vérification directe des comptes et des opérations. » (Cons. d'Et. 14 mai 1880, M. 1880, 462).

(2) Dron, Séance de la Chambre des Députés du 10 juin 1893 (J. O., p. 1671 et 1672).

mode de garantie ; 5° Que les abus reprochés dans le règlement de sinistres où la victime avait pu être engagé par l'assureur à accepter, en échange de la certitude d'une indemnité, une somme illusoire, n'étaient plus à redouter sous le régime de l'indemnité forfaitaire ; 6° Que les variations, que comportaient les primes attribuées par une société aux différents patrons, selon le degré de sécurité de leurs entreprises respectives, et la participation de l'assuré aux bénéfices de la société constituaient un encouragement à la prévention des accidents ; 7° Que la suppression des sociétés privées entraînerait une obligation, au moins morale, de les indemniser.

On répliqua (1) : 1° Que les sociétés privées, même en renonçant à opposer des clauses de déchéance à l'ouvrier, pouvaient exercer contre le patron un recours qui annihilait pour celui-ci les avantages de l'assurance ; 2° Que l'ouvrier pouvait ignorer la résiliation du contrat d'assurance et que l'application au patron de pénalités en cas de défaut d'avis de résiliation ne réalisait pas, pour l'ouvrier, la garantie du paiement de l'indemnité ; 3° Que les assurances collectives contre les accidents ne paraissaient constituer qu'une trop faible partie de la clientèle des sociétés d'assurance pour que l'exclusion de ces sociétés de toute participation à l'application du régime légal motivât une indemnité.

291. — Le projet de la Commission du Sénat, du 3 avril 1895, admettait le recours aux sociétés privées. Le Rapporteur de la Commission s'exprimait en ces termes(2) : « Nous pensons que l'État ne doit faire lui-même que ce que l'industrie privée ne peut ou ne veut pas faire, car

(1) RICARD, Séance de la Chambre des Députés du 10 juin 1893 (J. O., p. 1675, 1676 et 1677).

(2) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 3 avril 1895 (Sén., Doc. parl., n° 73, J. O., p. 271).

cette dernière lui sera toujours supérieure au point de vue d'une bonne exploitation. Nous ne pouvons pas d'ailleurs admettre que la responsabilité de l'Etat se trouve engagée par cela seul qu'il aura à exercer une surveillance sévère sur les compagnies privées. » Il ajoutait qu'en cas d'insolvabilité d'une compagnie, les intéressés conserveraient leurs recours contre le chef d'entreprise et que, par suite, « pour que leurs droits fussent en péril, il faudrait que l'insolvabilité du chef d'entreprise vînt s'ajouter à l'insolvabilité de la compagnie d'assurance : cette double insolvabilité simultanée est tellement improbable qu'on ne doit pas s'y arrêter. »

292. — Le Comité des sociétés et compagnies d'assurance contre les accidents avait d'ailleurs formulé, à la Commission du travail de la Chambre des Députés, les 9 mars et 16 mai 1891 (1), et à la Commission du Sénat, le 29 janvier 1894 (2), des déclarations par lesquelles ces sociétés et compagnies se montraient disposées : 1^o à renoncer à opposer aux ouvriers ou à leurs ayants droit les clauses de déchéance ordinairement édictées par les contrats en cours, sous réserve de la conservation, à l'égard du patron, de leur recours civil de droit et, s'il était possible, de l'insertion, dans la loi à intervenir, d'une disposition obligeant le patron à tenir un registre de contrôle de l'état civil et des éléments du travail de chaque ouvrier, base nécessaire de l'assurance; 2^o à verser à une caisse gérée ou surveillée par l'État, dès la constatation du droit à une pension, le capital nécessaire au service et à l'amortissement de la pension, mais sans repousser l'obligation éventuelle de pourvoir directement au service de ces pensions. Les compagnies déclaraient, en outre, se soumettre sans répugnance au contrôle de

(1) Ch. Dép., Doc. parl., n° 1926, J. O., p. 335.

(2) Sén., Doc. parl., n° 73, J. O., p. 296.

l'État et ne tenir pour indispensable aucune exclusion de risque.

293. — La loi de 1898 (art. 27, § 1) a soumis les sociétés d'assurance à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, à la surveillance et au contrôle de l'État et les a astreintes à la constitution de réserves ou de cautionnements ; elle a spécifié en outre :

1^o Que le montant des réserves ou cautionnements serait affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités (art. 27, § 2) ;

2^o Que les frais de toute nature, résultant de la surveillance et du contrôle, seraient couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves ou cautionnements, et fixés annuellement, pour chaque société, par arrêté du ministre du Commerce (art. 27, § 4).

294. — La loi a toutefois laissé à un règlement d'administration publique (art. 27, § 1 *in fine*) le soin de formuler les conditions d'application de ces mesures générales.

Le décret du 28 février 1899, portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, y a pourvu dans son titre 1^{er} (1).

La préoccupation constante qui a dominé la rédaction du décret a été inspirée par la crainte qu'en l'absence de recours contre l'assuré, les défaillances de l'assureur ne vinssent à exercer une répercussion sur le fonds de garantie : le décret devait répondre à cette préoccupation tout en réduisant au minimum l'ingérence de l'État dans les affaires de l'assureur.

(1) Voir Annexe n° 3 le texte de ce décret. — Les décrets portant règlements d'administration publique pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898, au nombre de trois, sont datés du 28 février 1899 ; ils seront, en conséquence, distingués ci-après par le rang qu'ils occupent dans l'ordre de publication au *Journal officiel* : le décret rendu pour l'exécution de l'article 27 de la loi est le deuxième.

Le système de surveillance institué dans ce but peut se résumer comme suit : liberté absolue relativement aux tarifs commerciaux ; obligation étroite en ce qui concerne la constitution des garanties à fournir.

A cet égard, il a semblé que la constitution obligatoire de réserves était préférable à l'établissement d'un tarif minimum officiel.

En effet, tout d'abord, l'établissement du tarif minimum officiel aurait entraîné des complications et des difficultés qui en auraient rendu la rédaction fort malaisée et l'application soit illusoire, soit vexatoire : eu égard notamment à l'extrême variété des risques dans une même industrie (1), on aurait été conduit à des erreurs ou à des injustices dans le choix du tarif applicable à chaque espèce. La classification des risques, dressée, en exécution des lois d'Allemagne et d'Autriche, pour des organes d'assurance obligatoire dépourvus de tout caractère commercial, ne pouvait être d'ailleurs assimilée à une tarification destinée à régir des institutions fondées sur le principe de la liberté et parfois en vue d'un objet lucratif. On devait dès lors, en matière d'assurance libre, remplacer la collectivité des risques de l'assurance obligatoire par l'individualité des risques comportant chacun une prime spéciale. On pouvait, de plus, regarder l'application d'un tarif minimum comme une intervention abusive de l'Etat dans les opérations commerciales des assureurs. On pouvait également redouter pour celui-ci la responsabilité qu'il assumerait en imposant un tarif que l'absence de données statistiques ne permettrait pas d'établir à l'origine avec toute l'exactitude désirable et dont les erreurs seraient naturellement reprochées à l'Etat.

(1) Voir dans notre ouvrage sur les *Lois d'assurance ouvrière à l'étranger* (liv. II, p. 232, 762, 1064 et 1107) des tarifs de risques d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie et de Norvège.

D'autre part, si l'organe d'assurance est tenu de constituer dès l'origine le capital représentatif des pensions et de fournir une justification annuelle de ses évaluations, le service de ces pensions n'est exposé à aucune interruption, puisqu'à la fin de chaque année l'organe d'assurance possède en caisse les sommes nécessaires à leur service. L'existence de ces sommes résulte de la constitution, exigée par l'article 27 (§ 1) de la loi du 9 avril 1898, de réserves et de cautionnements.

Les dispositions du décret précité du 28 février 1899, basées sur ces prescriptions de la loi, spécifient en conséquence la création de réserves et de cautionnements.

Le décret distingue à cet égard, le *cautionnement* d'une part, la *réserve mathématique* d'autre part. Ces deux éléments ne doivent pas être confondus.

En effet, tandis que la réserve mathématique a pour objet d'assurer la disponibilité des sommes nécessaires au service des pensions, le cautionnement a pour but de parer à des charges anormales et de garantir la liquidation de sinistres : d'une part, les charges anormales peuvent résulter, soit d'erreurs de gestion ou d'évaluation dans le calcul de la réserve mathématique, soit d'événements dont les conséquences ne pouvaient être prévues lors de ces évaluations (tels que dépréciations des valeurs constituant la réserve mathématique et écarts, d'ailleurs inévitables, entre les conséquences des sinistres survenus et les prévisions des tables basées sur des moyennes) ; d'autre part, c'est à la garantie de la liquidation, non encore effectuée, des sinistres de l'année en cours que le cautionnement doit pourvoir, les sinistres liquidés étant couverts par la réserve mathématique.

De la différence de l'objet de chacun de ces éléments dérivent les différences essentielles de l'époque et du mode de leur constitution.

Le cautionnement est préalable au fonctionnement

de l'institution ; la réserve mathématique est contemporaine de ce fonctionnement.

Le cautionnement est constitué en valeurs versées à la Caisse des dépôts et consignations et limitativement définies quant à leur nature : la réserve mathématique reste aux mains de la société, et comporte plus d'élasticité que le cautionnement dans sa composition qui admet des modes de placement, tels que prêts hypothécaires et commandites industrielles, destinés à permettre aux assureurs d'améliorer dans une certaine mesure le revenu des capitaux.

Il convient d'ajouter que les cautionnements et réserves prévus par le décret du 28 février 1899 sont absolument distincts du capital de garantie et du fonds de réserve, qui sont visés par les articles 2 et 4 du décret du 22 janvier 1868 : ces dernières sommes, nécessaires au fonctionnement normal de la société d'assurance, restent à la disposition de celle-ci au titre de fonds de roulement ; elles sont d'ailleurs destinées à parer aux mêmes éventualités que le cautionnement, lequel n'est point disponible et couvre les déficits en cas de dissolution ou de liquidation.

Ces généralités établies, il y a lieu de distinguer :

- 1° Le régime des sociétés françaises ;
- 2° Le régime des sociétés étrangères ;
- 3° Les dispositions générales.

1° SOCIÉTÉS FRANÇAISES. — Les sociétés françaises doivent (deuxième décret du 28 février 1899, art. 2) fournir les garanties spécifiées aux articles 2 et 4 du décret du 22 janvier 1868 pour les sociétés à primes fixes : aux termes de ces textes, la société n'est valablement constituée qu'après le versement d'un capital de garantie dont le minimum est en tous cas fixé à 50.000 francs ; elle est, de plus, tenue au prélèvement annuel de 20 0/0 sur les bénéfices nets pour former un fonds de réserve, jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le cinquième du capital.

Les mêmes sociétés doivent, en outre, (deuxième décret du 28 février 1899, art. 2) constituer un cautionnement et une réserve mathématique.

a) *Cautionnement*.—D'une manière générale (deuxième décret du 28 février 1899, art. 2) la constitution du cautionnement est préalable ; la valeur doit en être fixée d'après des bases que détermine le ministre du Commerce, sur l'avis du Comité consultatif prévu par le décret, et le montant en est affecté, par privilège, au paiement des pensions et indemnités, conformément à l'article 27 de la loi du 9 avril 1898.

Ce cautionnement est (*ibid.*, art. 3), dans les quinze jours de la notification de la décision du ministre, constitué à la Caisse des dépôts et consignations en valeurs de l'État ou jouissant d'une garantie de l'État, en obligations négociables et entièrement libérées des départements, des communes et des chambres de commerce, en obligations foncières et communales du Crédit foncier.

Il est revisé chaque année. Les titres sont estimés au cours moyen de la Bourse de Paris au jour du dépôt (*ibid.*, art. 3).

Le deuxième décret du 28 février 1899 renvoie (art. 4. § 1), pour le versement du cautionnement, aux lois et règlements en vigueur sur la consignation des valeurs mobilières : la loi du 28 juillet 1875 (1) et le décret du 15 décembre suivant (2) définissent à cet égard les conditions de constitution du dépôt à la Caisse des dépôts et consignations ; le versement doit, du reste, être effectué au lieu où la société a son siège principal (deuxième décret du 28 février 1899, art. 4. § 1).

Quant au retrait, il ne peut (*ibid.*, art. 5) être effectué

(1) Bull., XII, 262, 4298.

(2) Bull., XII, 280, 4763.

que dans les deux cas suivants, et d'ailleurs (*ibid.*, art. 5 *in fine*) sur décision du ministre du Commerce :

1^o Si le cautionnement exigible a été fixé pour l'année courante à un chiffre inférieur à celui de l'année précédente et jusqu'à concurrence de la différence ;

2^o Si la société, ayant versé à la Caisse nationale des retraites les capitaux constitutifs des pensions assurées, justifie qu'elle a complètement rempli toutes ses obligations.

La société peut, au contraire (*ibid.*, art. 4, § 2), retirer les intérêts des valeurs déposées. Il en est de même (*ibid.*, art. 4, § 2 *in fine*), au cas de remboursement des titres avec primes ou lots, de la différence entre le prix de remboursement et le cours moyen à la Bourse de Paris, au jour fixé pour le remboursement, de la valeur sortie au tirage.

Quant au montant des remboursements, déduction faite de cette différence, il doit (*ibid.*, art. 4, § 3) être immédiatement remployé soit en achat de valeurs de la catégorie définie pour la constitution du cautionnement, soit d'office en rentes sur l'État, si la société n'a pas donné d'ordres dans les quinze jours de la notification de remboursement faite, sous pli recommandé, par la Caisse des dépôts et consignations.

Il en est de même (*ibid.*, art. 4, § 4) pour les fonds provenant d'aliénations de titres demandées par la société.

b) *Réserve mathématique.* — Aux termes de l'article 7 (§ 1) du deuxième décret du 28 février 1899, les sociétés doivent justifier, dès la deuxième année d'exploitation, de la constitution d'une réserve mathématique ayant pour valeur minima le montant des capitaux représentatifs.

Ces capitaux sont (*ibid.* art. 7, § 2) calculés d'après un barème minimum, déterminé par le ministre du Commerce après avis du Comité consultatif prévu par le décret.

Le montant de la réserve mathématique est (*ibid.*, art. 8, § 1) arrêté chaque année, la société entendue, par le ministre, à l'époque que celui-ci détermine.

Cette réserve reste (*ibid.*, art. 8, § 2) entre les mains de la société, mais elle ne peut être placée que dans les conditions suivantes :

1° Pour les deux tiers au moins, en valeurs limitativement désignées : valeurs de l'État ou garanties par l'État, obligations négociables et entièrement libérées des départements, des communes et des chambres de commerce, obligations foncières et communales du Crédit Foncier : ces valeurs (*ibid.*, art. 8, § 3) sont estimées à leurs prix d'achat ; si leur valeur totale descend de plus d'un dixième au dessous de ces prix, un arrêté du ministre oblige la société à parfaire la différence en titres nouveaux dans un délai variant entre deux et cinq ans (*ibid.*, art. 8, § 3 *in fine*) :

2° Pour un tiers au plus, en immeubles situés en France et en premières hypothèques sur ces immeubles, pour la moitié au maximum de leur valeur estimative : les immeubles sont (*ibid.*, art. 8, § 4) estimés à leurs prix d'achat ou de revient, et les prêts hypothécaires aux prix établis par actes authentiques ;

3° Jusqu'à concurrence d'un dixième confondu dans le tiers précédent, en commandites industrielles ou en prêts à des exploitations industrielles de solvabilité notoire, ces commandites ou prêts étant estimés (*ibid.*, art. 8, § 4 *in fine*) aux prix établis par actes authentiques.

Le décret du 28 février 1899 prévoit deux cas particuliers :

a) Si la société opère immédiatement le versement des capitaux constitutifs des pensions à la Caisse nationale des retraites, elle n'est point tenue de constituer une

réserve mathématique (deuxième décret du 28 février 1899, art. 9, § 1);

b) Si ce versement n'est que partiel, la réserve mathématique est, non pas supprimée, mais réduite proportionnellement (*ibid.*, art. 9, § 2).

2° SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES. — Les sociétés étrangères doivent, indépendamment de l'observation des prescriptions qui s'appliquent aux sociétés françaises, accréditer auprès du ministre du Commerce et de la Caisse des dépôts et consignations un agent (deuxième décret du 28 février 1899, art. 20, § 1), domicilié en France et représentant seul la société auprès de l'administration (*ibid.*, art. 20, § 2).

3° DISPOSITIONS GÉNÉRALES. — Les dispositions générales sont relatives :

a) aux sociétés qui assurent en France des risques différents de celui qui résulte de l'application de la loi pour le cas de mort ou d'incapacité permanente de travail, ou concurremment à l'étranger un risque analogue à ce dernier ;

b) à la rédaction des polices ;

c) à l'exercice du contrôle et de la surveillance ;

d) aux sanctions ;

e) aux mesures d'application.

a) *Sociétés assurant des risques différents en France ou similaires à l'étranger.* — Aux termes du deuxième décret du 28 février 1899 (art. 10), les sociétés qui assurent, soit en France des risques différents de celui qui résulte de l'application de la loi, soit concurremment à l'étranger un risque analogue à ce dernier, doivent établir une gestion et une comptabilité distinctes pour les opé-

rations qui se rattachent en France au risque dérivant de la loi (1).

b) Rédaction des polices. — Les polices doivent (deuxième décret du 28 février 1899, art. 11, § 2) :

1° Reproduire textuellement les articles 3, 9, 19 et 30 de la loi du 9 avril 1898 ;

2° Spécifier qu'aucune clause de déchéance ne pourra être opposée aux ouvriers créanciers ;

3° Stipuler que les contrats se trouveraient résiliés de plein droit, dans le cas où la société cesserait de remplir les conditions fixées par la loi et le décret.

Les sociétés doivent, d'ailleurs (*ibid.*, art. 11, § 1), communiquer immédiatement au ministre du Commerce dix exemplaires de tous les règlements, tarifs, polices, prospectus et imprimés qu'elles distribuent ou utilisent.

c) Exercice du contrôle et de la surveillance. — L'exercice du contrôle et de la surveillance est assuré :

α) Par la production de certaines pièces ;

β) Par l'exécution de vérifications et constatations.

D'une part, en effet (deuxième décret du 28 février 1899,

(1) On doit remarquer que le décret ne mentionne pas les sociétés de réassurance. Or tout établissement réassureur, par le fait même qu'il accepte des réassurances, doit, comme le premier assureur, fournir des garanties; mais, puisqu'il n'assume qu'une portion des risques acceptés par celui-ci, il aurait pu sembler logique de ne lui imposer qu'un cautionnement égal à une fraction du cautionnement normal. Toutefois l'intervention d'un nouvel organe a dû paraître de nature à créer de nouveaux dangers d'insolvabilité et, par suite, à augmenter le risque global que le cautionnement est appelé à couvrir; d'autre part, il a pu sembler malaisé de fixer une proportion unique pour le partage du cautionnement, et l'on était fondé à redouter que cette proportion ne fût à la fois excessive pour les établissements qui n'accepteraient que la réassurance de quelques contrats, et insuffisante pour celles qui assumeraient la réassurance de la totalité d'un portefeuille.

art. 12), les sociétés doivent produire au ministre du Commerce, aux dates fixées par lui :

1^o Le compte rendu annuel de leurs opérations, avec tableaux financiers et statistiques annexes, dans les conditions déterminées par l'arrêté ministériel, après avis du Comité consultatif : ce compte rendu doit être délivré par la société intéressée, au prix maximum d'un franc, à toute personne qui le requiert ;

2^o L'état des salaires assurés, celui des pensions et tous autres documents manuscrits que le ministre juge nécessaires à l'exercice du contrôle.

D'autre part (*ibid.*, art. 13), une surveillance permanente est exercée par des commissaires-contrôleurs sous l'autorité du ministre du Commerce, et celui-ci peut, en outre, par délégation spéciale, confier à toute autre personne une mission de contrôle. - Les commissaires-contrôleurs sont (*ibid.*, art. 14, § 1) recrutés dans les conditions définies par arrêté du ministre du Commerce, après avis du Comité consultatif. Ils sont accrédités, pour des périodes déterminées, auprès des sociétés qu'ils sont chargés de surveiller (*ibid.*, art. 14, § 3 ; ils prêtent serment de ne point divulguer les secrets commerciaux dont ils auraient connaissance dans l'exercice de leurs fonctions (*ibid.*, art. 14, § 2). Leur mission consiste dans la vérification de tous les éléments de contrôle propres, soit à établir les opérations qui entraînent des obligations pour les sociétés, soit à constater l'observation des textes réglementaires (*ibid.*, art. 14, § 4). Elle se réduit à des vérifications et constatations, sans qu'ils puissent donner aux sociétés aucune instruction, ni apporter aucune entrave à leur fonctionnement (*ibid.*, art. 14, § 5). Il appartient au ministre de prendre, sur leur rapport, les mesures nécessaires (*ibid.*, art. 14, § 6).

D'après les résultats des vérifications effectuées, le

ministre adresse annuellement un rapport au Président de la République (*ibid.*, art. 15, § 1).

d) *Sanctions*. — La loi de 1898 n'a pas donné à la surveillance une sanction directe et immédiate : la sanction nécessaire se trouve toutefois sous une forme indirecte dans les dispositions du deuxième décret du 28 février 1899 qui, d'une part, prévoient la rédaction de rapports relatifs au fonctionnement de chaque société, et, d'autre part, sans obliger la Caisse nationale des retraites à des mesures de rigueur, peuvent amener la société à demander elle-même sa propre liquidation.

En effet, tout d'abord, le rapport annuel du ministre du Commerce au Président de la République établit la situation de toutes les sociétés (deuxième décret du 28 février 1899, art. 15, § 1 *in fine*).

De plus, le ministre (*ibid.*, art. 15, § 2) adresse, le cas échéant, à chacune des sociétés les injonctions nécessaires et la met en demeure de s'y conformer.

En outre, l'établissement annuel par le ministre du Commerce et la publication au Journal officiel de la liste des sociétés admises pour l'application de la loi (*ibid.*, art. 18) permettent la radiation éventuelle d'une société défailante et donnent à cette radiation la sanction de la publicité.

e) *Mesures d'application*. — Les mesures d'application visent :

1° La constitution, auprès du ministre du Commerce, d'un « Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail » dont l'organisation est réglée par arrêté du ministre (deuxième décret du 28 février 1899, art. 16, § 1) (1) et dont la consultation, parfois obligatoire, est toujours possible (*ibid.*, art. 16, § 2) ;

(1) L'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1899, dont le texte, publié au *Journal officiel* du 2 mars 1899 (J. O., partie officielle. 1899, p. 1422), figure ci-après en annexe (Annexe n° 5), y a pourvu.

2° Le maintien (*ibid.*, art. 17) de l'application des dispositions, non contraires à la réglementation nouvelle, du décret du 22 janvier 1868 ;

3° L'établissement annuel par le ministre du Commerce et la publication au Journal officiel de la liste des sociétés admises pour l'application de la loi (*ibid.*, art. 18) ; d'autre part, dès qu'une société a versé à la Caisse des dépôts et consignations le cautionnement fixé, mention de cette formalité doit être faite au Journal officiel, en attendant la publication de la plus prochaine liste des sociétés admises pour l'application de la loi (*ibid.*, art. 19).

b) — *Sociétés mutuelles.*

295. — La loi de 1898 (art. 27, §§ 1, 2 et 4) a associé les sociétés mutuelles aux sociétés à primes fixes dans les dispositions réglementaires qu'elle a formulées (n° 293).

296. — Il en a été de même du décret du 28 février 1899 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898 (1).

Sans revenir sur les considérations générales développées ci-dessus (n° 294), il y a lieu de distinguer à cet égard :

- 1° Le régime des sociétés françaises ;
- 2° Le régime des sociétés étrangères ;
- 3° Les dispositions générales.

1° SOCIÉTÉS FRANÇAISES. — Les sociétés françaises doivent fournir les garanties spécifiées par l'article 29 du décret du 22 janvier 1868 ; aux termes de ce texte, les tarifs annexés aux statuts doivent fixer, par degrés de risques, le maximum de la contribution annuelle dont chaque

(1) Voir Annexe n° 3 le texte de ce décret. — Ce décret est le deuxième des décrets du 28 février 1899.

sociétaire est passible pour le payement des sinistres, maximum qui constitue le fonds de garantie ; les statuts peuvent d'ailleurs décider que chaque sociétaire sera tenu d'effectuer par avance le versement d'une partie de la contribution pour former un fonds de prévoyance ; le montant de ce versement, dont les statuts fixent le maximum, est déterminé chaque année par l'assemblée générale.

Les mêmes sociétés doivent, en outre, constituer un cautionnement (deuxième décret du 28 février 1899, art. 6, § 1) et une réserve mathématique (*ibid.*, art. 7, § 1).

a) Cautionnement. — Le cautionnement est essentiellement distinct des fonds de garantie et de prévoyance, définis par l'article 29 du décret du 22 janvier 1868, qui restent à la disposition de la société comme fonds de roulement. L'article 6 (§ 1) du deuxième décret du 28 février 1899 déclare, en effet, applicables aux sociétés mutuelles les dispositions relatives aux sociétés à primes fixes (n° 294). Toutefois il prévoit pour les sociétés mutuelles une réduction de moitié du cautionnement, en subordonnant l'octroi de cette faveur à la réalisation des trois conditions suivantes (deuxième décret du 28 février 1899, art. 6, § 2) : il faut que les statuts des sociétés stipulent :

a) Que la société ne peut assurer que tout ou partie des risques prévus par la loi du 9 avril 1898 ;

b) Que les ouvriers assurés font partie d'une même profession ou de professions similaires ;

c) Que le maximum de contribution annuelle à prévoir en vertu de l'article 29 (§ 1) du décret du 22 janvier 1868 est au moins double de la prime totale fixée par le contrat pour l'assurance de tous les risques, et triple de la prime partielle afférente à la profession et aux risques d'accidents suivis d'incapacité permanente ou de décès.

La réalisation des deux dernières conditions est constatée comme suit :

1° Le caractère professionnel doit être reconnu (deuxième

décret du 28 février 1899, art. 6, § 2, n° 2 *in fine*) par l'examen d'une classification officielle générale associant les industries par groupes déterminés d'après la nature de leur objet indépendamment de leurs risques d'accidents. Le décret a entendu viser, de la sorte, les mutualités effectivement créées par des industriels en vue de satisfaire aux obligations de la loi, à l'exclusion des institutions qui, au lieu de se constituer comme les sociétés à primes fixes pour accueillir des assurés appartenant aux industries les plus diverses, chercheraient à obtenir, sous le couvert de la mutualité, des faveurs injustifiées. La nécessité du caractère professionnel prévient tout abus de ce chef. Les catégories de la classification officielle doivent d'ailleurs être chacune assez compréhensives pour admettre au bénéfice de la faveur prévue par le décret des mutualités formées par des groupements industriels d'étendue considérable.

2° Quant à la constatation de la réalisation de la deuxième condition, elle suppose l'établissement de primes par le ministre du Commerce.

Il convient tout d'abord d'observer qu'il n'y a pas contradiction entre l'exclusion d'un tarif minimum officiel et l'établissement d'une série de primes correspondant chacune à un groupe professionnel. En effet, le nombre de ces primes doit être bien inférieur à celui des primes d'un tarif applicable à la multiplicité des cas particuliers à prévoir ; de plus, ces primes ne sont que des primes moyennes : dès lors, d'une part, l'évaluation de ces primes, n'exige point le recours à des bases aussi rigoureuses que l'appréciation de la valeur relative des risques de chaque branche d'industrie ; d'autre part, l'application de ces mêmes primes n'entraîne point les conséquences à redouter de l'intervention officielle en matière de tarifs commerciaux (1).

(1) Le règlement italien du 25 septembre 1898, rendu pour l'exé-

La prime partielle dont il s'agit est d'ailleurs la prime brute, c'est-à-dire la prime résultant de l'addition des frais de gestion à la prime pure.

Enfin l'adoption du taux du triple de cette prime pour la valeur du maximum de la contribution annuelle peut s'expliquer comme suit :

On peut admettre que la liquidation d'un exercice entraîne un délai de six mois, à compter de l'expiration de cet exercice : la liquidation n'est, en effet, close qu'après achèvement des vérifications et des formalités officielles consécutives à ces vérifications. Il convient donc qu'au cas de déficit il existe une garantie correspondant à la durée de l'exercice en question et à celle de la période de six mois nécessaire à la liquidation. Le cautionnement doit, par suite, représenter la valeur de la cotisation d'une année et demie (1), c'est-à-dire une fois et demie la prime brute.

cution de la loi du 17 mars 1898 sur les accidents du travail, exige de même dans le n° 6 de son article 30 le versement, par les syndicats d'assurance mutuelle, d'une somme calculée d'après le tarif des primes de la Caisse nationale prévue par la loi (Voir *Bulletin du comité permanent du Congrès international des accidents du travail*, t. IX, p. 252).

(1) On peut chercher à exprimer en fonction du salaire la valeur du cautionnement exigible. Or, d'après les travaux préparatoires de la législation autrichienne en matière d'accidents du travail (Voir notre ouvrage sur les *Lois d'assurance ouvrière à l'étranger*, liv. II, p. 836), la cotisation d'une année, afférente aux accidents suivis d'une incapacité de plus de quatre-vingt-dix jours ou de mort, peut être évaluée à 1,5 0/0 du salaire. Ce chiffre, augmenté de sa moitié,

conduirait au taux de $1,5 + \frac{1,5}{2} = 2,25$, soit environ au taux de

2 0/0 du salaire. Il convient toutefois de remarquer que l'adoption du taux de 2 0/0 du salaire pour la valeur du cautionnement est basée sur une cotisation moyenne : elle pourrait donc être exceptionnellement favorable à certains groupements professionnels, préjudiciable jusqu'à l'iniquité pour d'autres ; il semble

Soit P cette prime brute. Le cautionnement devra être égal à $\frac{3}{2}P$.

Or le versement à effectuer se compose de la prime et du cautionnement, et celui-ci se compose lui-même d'une moitié en espèces et d'une moitié représentée, non en espèces, mais en engagements individuels ne devant être appelés qu'en cas de déficit et dépourvus de toute solidarité : chacune de ces moitiés est égale à $\frac{3}{4}P$.

Toutefois la portion représentée en engagements individuels semble devoir être majorée de $\frac{P}{2}$, pour que sa valeur soit équivalente à la portion $\frac{3P}{4}$ constituée en espèces : elle doit donc être représentée par des engagements égaux à

$$\frac{3P}{4} + \frac{P}{2} = \frac{5P}{4}$$

Le cautionnement est donc égal à

$$\frac{3P}{4} + \frac{5P}{4}$$

et le versement à effectuer est égal à

$$P + \frac{3P}{4} + \frac{5P}{4} = 3P.$$

Cette valeur assignée au maximum de la contribution annuelle se décomposera à son tour comme suit :

dès lors préférable, pour les sociétés dont le risque moyen diffère notablement du risque moyen de l'ensemble des industries assurées, de tenir compte des risques afférents à chacune de ces sociétés.

A. Sommes appelées en espèces	$\frac{7 P}{4}$
Savoir : a) pour le fonctionnement de l'institution pendant l'année....	P
b) pour le paiement en espèces du cautionnement	$\frac{3 P}{4}$
B. Engagements individuels... ..	$\frac{5 P}{4}$
Total.....	3 P

b) *Réserve mathématique.* — Les dispositions, analysées plus haut (n° 294) dans le cas des sociétés à primes fixes relativement à la réserve mathématique, s'appliquent aux sociétés mutuelles (deuxième décret du 28 février 1899, art. 7 et 8).

2° SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES. — Le deuxième décret du 28 février 1899 n'établit aucune distinction entre les sociétés étrangères à primes fixes et les sociétés étrangères mutuelles : le régime défini pour les premières (n° 294) s'applique donc intégralement aux secondes.

3° DISPOSITIONS GÉNÉRALES. — Les dispositions générales sont, pour les sociétés mutuelles, les mêmes que pour les sociétés à primes fixes (n° 294).

297. — Les sociétés mutuelles sont susceptibles de revêtir plusieurs formes : elles peuvent consister, soit dans le groupement de plusieurs chefs d'entreprise assujettis, soit dans le recours aux sociétés de secours mutuels ; il convient donc de distinguer à cet égard les syndicats d'assurance mutuelle, d'une part, les sociétés de secours mutuels, d'autre part.

1° *Syndicats d'assurance mutuelle.*

298. — L'intervention de syndicats d'assurance mutuelle avait été prévue dans le projet voté en 1888 par la Chambre des députés (n° 90).

Les syndicats d'assurance mutuelle avaient été également admis par le projet de la Chambre des Députés de 1893. Le rapport du 25 février 1892 citait, à titre d'exemple (1), la mutualité fondée par la chambre syndicale des entrepreneurs de maçonnerie de la Seine et la caisse syndicale d'assurance mutuelle des forges de France.

Le rapport du 3 avril 1895 au Sénat (2) citait, en outre, la mutualité de la chambre syndicale des entrepreneurs de couverture et de plomberie, celle de la chambre syndicale des entrepreneurs de charpente, ainsi que la caisse d'assurances mutuelles des chambres syndicales, et il attendait d'institutions de ce genre les plus heureux résultats.

Il convient d'ajouter qu'antérieurement à la promulgation de la loi du 9 avril 1898, l'industrie textile et l'industrie des transports avaient suivi l'exemple de l'industrie des forges.

299. — L'annuaire des syndicats professionnels relatif à l'année 1897 signale l'existence de 22 caisses d'assurances mutuelles contre les accidents du travail fondées par des syndicats ou unions de syndicats.

Il convient de consacrer une mention aux plus importantes et notamment à celles qui ont été visées dans les travaux préparatoires de la loi de 1898 :

1^o CAISSES SYNDICALES DES INDUSTRIES PARISIENNES DU BATIMENT. — Ces caisses sont au nombre de sept.

a) Entrepreneurs de maçonnerie. — Cette société, la plus ancienne, dont les statuts, datant de 1859, ont été révisés en 1881 et 1887 et sont accompagnés d'un règlement, a pour objet de garantir ses membres, contre les conséquences pécuniaires des accidents du travail causés

(1) RICARD, Rapport à la Chambre, du 25 février 1892 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 1926, J. O., p. 313).

(2) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 3 avril 1895 (Sén., Doc. parl., n° 73, J. O., p. 271).

soit à des ouvriers soit à des tiers : la garantie est illimitée ; mais elle ne s'étend pas aux amendes, et elle ne porte que sur le montant des dommages-intérêts résultant d'un jugement. La résolution du contrat est, après mise en demeure restée sans effet durant un mois, prévue à l'égard de l'assuré qui exerce une surveillance insuffisante sur ses chantiers ou laisse employer un matériel défectueux pour l'exécution des travaux dont il est chargé. De plus, à la suite d'un accident, la société peut, par un simple acte extrajudiciaire, résilier le contrat sur la décision unanime des membres présents du conseil d'administration (au nombre de cinq au moins sur les sept membres de ce conseil). La cotisation est proportionnelle à la dépense totale de main-d'œuvre, à raison de 1 fr. 25 ou 2 francs par 100 francs de main-d'œuvre, suivant qu'il s'agit de travaux ordinaires, ou au contraire de travaux de chemins de fer, ponts, rivières, canaux et autres analogues. La cotisation peut d'ailleurs être augmentée par l'assemblée générale. Le sociétaire doit adresser chaque trimestre, au siège social, une déclaration signée du montant de ses dépenses de main-d'œuvre ; il peut opérer sur les salaires de son personnel une retenue au plus égale à sa cotisation. Il doit acquitter, en outre, une contribution fixe de 20 francs par an pour participation aux frais généraux et verser, lors de son adhésion à l'assurance, une somme de cent francs qui lui est remboursée à l'expiration de son assurance. Un fonds de réserve statutaire, de 100.000 francs au plus, est destiné à fournir les moyens de payer les indemnités ; une réserve spéciale reçoit toutes les sommes disponibles.

Le tarif des indemnités est le suivant :

Incapacité temporaire (un à cent quatre-vingts jours) : la moitié du salaire par jour ;

Incapacité permanente de la profession (telle que perte d'une jambe, d'un pied, d'une main) : une rente viagère

de 180 francs par an, ou, si le conseil d'administration et la victime y consentent, une somme payée comptant, égale à 80 0/0 du capital correspondant calculé au taux de 5 0/0 ;

Incapacité permanente absolue (telle que perte de la vue ou de l'usage de deux membres) : une rente viagère de 350 francs par an ou, dans les conditions et sur les bases précitées, une somme payée comptant.

Si l'indemnité doit être servie sous forme d'une rente, cette rente est capitalisée conformément aux tarifs des compagnies d'assurance sur la vie, et le capital en est versé par la société à la compagnie chargée du service de la rente.

Décès : un capital de 3.000 francs à partager également entre la veuve et les enfants mineurs, la part attribuée à ceux-ci devant être employée à leur nom en rentes sur l'Etat ; à défaut d'enfants mineurs, la veuve n'a droit qu'à la moitié de l'indemnité ; à défaut d'enfants mineurs et de veuve, le père et la mère sexagénaires ou infirmes de la victime ont droit chacun au quart de l'indemnité.

L'ivresse manifeste, l'infraction aux règlements publics ou privés, les rixes, l'emploi de moyens destinés à exagérer les suites de l'accident entraînent la déchéance du droit à indemnité.

b) Entrepreneurs de charpente. — Cette « société mutuelle » doit, d'après ses statuts de 1875, fonctionner au moyen de « cotisations à primes fixes ». Sans s'arrêter à cette anomalie de rédaction, il suffit de mentionner que la cotisation est fixée à 0 fr. 50 pour 100 francs de main-d'œuvre et que chaque sociétaire doit, lors de son admission, verser une somme de 250 francs, qui est attribuée à un fonds dit de roulement et qui y est portée à son crédit ; un fonds de réserve est constitué par un prélèvement de 10 0/0 sur les sommes encaissées, après paiement des frais de gestion. Le fonds de roulement est affecté à la garantie des sinistres

passés et futurs : le fonds de réserve sert à compléter le fonds de roulement ; son maximum est fixé à 20.000 fr. Le fonds de roulement, après les prélèvements nécessaires, est réparti entre les sinistrés au prorata et jusqu'à concurrence des trois quarts de leurs dépenses de sinistres, dont un quart doit rester à la charge de l'assuré ; au cas de constitution d'une rente, le capital représentatif de cette rente est admis dans l'année correspondante concurremment avec les autres sinistres.

c) *Entrepreneurs de couverture, de plomberie, d'assainissement et d'hygiène.* — L'« association mutuelle de garantie contre les accidents », régie par des statuts revisés en 1893, a pour but de garantir ses membres, jusqu'à concurrence de 25.000 francs par accident, contre les conséquences pécuniaires des accidents causés aux personnes par l'exécution des travaux. La résiliation est prévue, sur le rapport d'une commission nommée à cet effet, en cas d'insuffisance de la surveillance ou de défectuosité du matériel. La cotisation est proportionnelle à la dépense totale de main-d'œuvre, à raison de 0 fr. 75 pour 100 fr. de main-d'œuvre, sans pouvoir être inférieure à 150 fr. par an. Le taux de cotisation peut être modifié par l'assemblée générale. Lorsque la cotisation excède 3.000 fr. par an, le conseil d'administration peut consentir une réduction en raison de la nature des risques et de l'importance de la cotisation. Le sociétaire doit supporter seul la cotisation : il ne peut, sous peine de déchéance, effectuer une retenue quelconque sur le salaire de son personnel. Le produit des recettes constitue le fonds social, qui se subdivise en fonds de réserve et fonds de garantie.

Le fonds de réserve est constitué : 1° par le versement d'une somme de 100 francs, qui est due par tout sociétaire lors de son adhésion et qui lui est remboursée à l'expiration de son contrat ; 2° par un prélèvement de 10 0/0 sur les cotisations ; 3° par les intérêts du fonds social ; 4° par

les excédents éventuels. Le maximum en est fixé à 100.000 francs.

Le fonds de garantie est constitué par les cotisations encaissées, déduction faite de 10 0/0 versés au fonds de réserve.

Le fonds de garantie est destiné au paiement des sinistres de l'année et à celui des frais de gestion. En cas d'insuffisance du fonds de garantie, le fonds de réserve y supplée ; toutefois, il ne peut être affecté au règlement des sinistres en cours une somme supérieure au quart du fonds de réserve. Au delà de cette proportion, l'insuffisance devrait être comblée par une cotisation supplémentaire fixée en assemblée générale et au plus égale, pour chaque sociétaire, à sa cotisation ordinaire de l'année précédente ; si l'insuffisance persistait, le règlement des sinistres serait opéré au marc le franc, d'après l'ensemble des sinistres de l'année.

L'importance des indemnités est basée sur la classification suivante :

Décès : secours fixé par le conseil et attribué soit, par moitié, à la veuve et aux enfants mineurs, soit à la veuve sans enfants, soit aux enfants orphelins de père et de mère, soit aux père et mère sexagénaires ou infirmes de la victime ;

Incapacité permanente absolue (perte de la vue ou de l'usage de deux membres) ;

Incapacité de travail professionnel (perte d'une jambe, d'un pied, d'un bras, d'une main, ou lésion équivalente) ;

Atteinte à la valeur du travail professionnel (perte d'un œil, de trois doigts d'une main ou d'un pied, ou lésion équivalente) ;

Incapacité temporaire : secours égal à la moitié du salaire pendant cent jours et réduit ou supprimé à l'expiration de cette période.

L'indemnité allouée à une victime est supportée par la

société intégralement, jusqu'à concurrence de 2.000 francs, et dans la limite des neuf dixièmes, au delà de ce maximum, un dixième restant à la charge du sociétaire. Pour les accidents survenus à des tiers, le sociétaire supporte toujours un dixième de l'indemnité.

Le service des rentes est effectué par la société ou par une compagnie d'assurance à laquelle le capital nécessaire doit être versé; le rachat des rentes peut être effectué par le conseil, si le bénéficiaire de la rente préfère un capital.

d) Entrepreneurs de fumisterie, de chauffage et de ventilation. — Cette société d'assurance mutuelle, dont les statuts ont été révisés en 1897, répartit les assurés en quatre classes, d'après l'effectif de leur personnel : la première mise sociale, exigible lors de l'adhésion, et la cotisation varient suivant la classe.

Classe	Effectif du personnel caractéristique de la classe.	Première mise sociale.	Cotisation proportionnelle
1	31 personnes et au dessus.	100 fr.	200 fr.
2	21 à 30	75	150
3	11 à 20	50	100
4	10 et au dessous.	25	50

Le produit des mises sociales constitue le fonds de réserve, dont les intérêts peuvent exceptionnellement, sur décision du conseil, être répartis entre les sinistrés ou employés en secours aux ouvriers blessés ou infirmes, à leurs veuves ou à leurs orphelins.

Le fonds de roulement est formé par les cotisations : il fournit les sommes qui sont nécessaires pour couvrir les sinistres survenus et dont la société doit faire l'avance : la répartition des charges est effectuée entre les sociétaires en raison de l'effectif du personnel occupé par chacun d'eux durant l'année dans laquelle les accidents correspondants ont été réglés.

Il est interdit aux sociétaires, sous peine de déchéance, d'effectuer en vue de l'assurance une retenue sur le salaire de leur personnel.

Les statuts excluent les petits accidents, ayant entraîné une incapacité de travail de trois jours au plus.

Ils prévoient l'allocation, par décision du conseil, d'un secours maximum de la moitié du salaire de base, celui-ci étant fixé à 4 francs pour les hommes de peine, 7 francs pour les compagnons et 10 francs pour les commis : ils fixent à 100 francs le maximum des frais funéraires à rembourser.

Toute rente est capitalisée pour être répartie sous forme de capital concurremment avec les autres sinistres.

e) *Entrepreneurs de menuiserie et parquets.* — La chambre syndicale des entrepreneurs de menuiserie et parquets de la ville de Paris et du département de la Seine a fondé en 1885 une « caisse de crédit mutuel » qui, aux termes de ses statuts, a pour « but de créer entre ses adhérents un lien de solidarité au moyen de cotisations à primes fixes :

« 1^o Pour garantir les entrepreneurs adhérents contre les conséquences pécuniaires » « des accidents qui peuvent arriver aux personnes dans l'exécution des travaux » ;

2^o Pour leur venir en aide par des prêts ;

3^o Pour aider à la création de cours d'instruction professionnelle et d'offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail.

A l'actif de la caisse figurent :

1^o Un droit d'entrée fixé, en raison de l'effectif du personnel, d'après le tarif suivant :

	Sans machine.	Avec machine.
Pour un atelier de 4 à 10 ouvriers.	20 fr.	25 fr.
— 11 à 25 —	50	60
— 26 à 50 —	100	125
— 51 à 100 —	150	200
— 101 et au dessus.	200	250

2^o Une cotisation proportionnelle à la dépense totale de main-d'œuvre, à raison de 0 fr. 32 ou 0 fr. 25 pour 100 francs de main-d'œuvre, suivant que l'entreprise renferme ou non une scierie.

La caisse comprend un fonds de roulement spécialement affecté à la garantie des sinistres, et un fonds de réserve limité à 150.000 francs et destiné, jusqu'à concurrence du tiers de sa valeur, à compléter le fonds de roulement et, pour le surplus, à servir les prêts.

Le fonds de réserve reçoit les deux tiers des droits d'entrée et 15 0/0 de la valeur des cotisations restant après prélèvement des frais de gestion.

Le fonds de roulement reçoit un tiers des droits d'entrée et le reliquat des cotisations qui subsiste après les prélèvements susvisés.

Le fonds de roulement est réparti entre les sinistrés, en proportion et jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes des dépenses des sinistrés, un cinquième devant, dans tous les cas, rester à la charge de l'adhérent.

Le reliquat, qui subsiste après le paiement des indemnités, est réparti chaque année, à raison de 25 0/0 au fonds de roulement, 25 0/0, à la création de cours professionnels et offices de renseignements, et 50 0/0 entre les adhérents au prorata de leurs versements de l'année.

Le capital représentatif des rentes est admis concurremment avec les autres sinistres.

Les statuts excluent les accidents suivis d'incapacité de travail d'une durée inférieure à trois jours, et les blessures résultant de rixes, d'ivresse ou de causes analogues. Ils prévoient, pendant soixante jours au plus, une indemnité journalière de 2 fr. 50 au maximum, et, au delà de soixante jours ou en cas, soit de décès, soit d'amputation, une indemnité fixée par le bureau de la chambre syndicale jusqu'à concurrence d'un maximum de 3.000 francs en cas de décès : l'indemnité funéraire est fixée à 60 francs.

f) Entrepreneurs de serrurerie et de constructions en fer. - Cette société d'assurance mutuelle est régie par des statuts qui datent de 1887 et renferment des dispositions analogues à celles de la chambre syndicale de couverture et plomberie, sauf les différences suivantes :

Absence de la limitation de la garantie par accident, mais subordination à l'avis motivé d'une commission, de toute indemnité supérieure à 500 francs, et réduction aux quatre cinquièmes de la participation de la société aux indemnités supérieures aux maxima statutaires ;

Exclusion des enfants au-dessous de 14 ans ;

Substitution de la suspension à la résiliation du contrat pour insuffisance de surveillance ou de matériel, et obligation d'entendre au préalable l'assuré ;

Suppression des limites supérieure et inférieure de la cotisation annuelle ;

Suppression de l'interdiction de retenues sur le salaire ;

Fixation à 60.000 fr. du maximum du fonds de réserve ; suppression de la limitation au quart de sa valeur, prévue pour les emprunts au fonds de réserve.

Quant au tarif des indemnités, il ne diffère de celui de la société des entrepreneurs de maçonnerie que par les points suivants :

a) En cas d'incapacité temporaire, réduction de moitié de l'indemnité à partir du quatre-vingt-onzième jour, et fixation d'un maximum de 3 fr.50 par jour ;

b) Exclusion des accidents suivis d'incapacité d'une durée d'un à trois jours ;

c) Fixation, respectivement à 30, 60 et 400 fois le salaire journalier, de la rente d'incapacité permanente de travail professionnel, de la rente d'incapacité permanente absolue et du capital (limité au maximum de 2.800 francs) alloué aux ayants droit.

g) Entrepreneurs de peinture et vitrerie, doreurs

et marchands de papiers peints détaillants. — Cette société d'assurance mutuelle, dont le but est défini par ses statuts, révisés en 1893, comme celui de la société des entrepreneurs de charpente, comprend :

1^o Un fonds de réserve qui est formé à l'aide d'un prélèvement de 10 0/0 sur toutes les sommes encaissées et dont le maximum est fixé à 20.000 francs ;

2^o Un fonds de roulement constitué à l'aide du versement d'un droit d'entrée tarifé comme suit :

Entrepreneurs employant de 1 à 15 ouvriers...	50 fr.
— — — 16 à 50 — ..	100 »
— — — plus de 50 — ..	150 »

3^o Un fonds disponible formé à l'aide d'une cotisation proportionnelle à la dépense totale de main-d'œuvre à raison de 0 fr. 40 pour 100 fr. de main-d'œuvre.

Le fonds disponible est destiné à faire face aux frais de gestion et au payement des indemnités. En cas d'insuffisance du fonds disponible, on recourt au fonds de roulement et, s'il y a lieu, au fonds de réserve. Par contre, les excédents éventuels de ressources sont répartis entre les associés en proportion de leurs versements.

L'indemnité est fixée à la moitié de la journée de chômage. En cas de responsabilité du sociétaire, le huitième des dépenses du sinistre reste à sa charge.

Le capital représentatif des rentes est admis concurremment avec les autres sinistres.

Toute retenue sur le salaire est interdite sous peine de déchéance.

Les chiffres suivants indiquent les résultats du fonctionnement de ces institutions en 1897 :

STATISTIQUE DES OPÉRATIONS DE L'EXERCICE 1897

DISPOSITIONS DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898

195

CAISSES SYNDICALES	MONTANT		NOMBRE des SINISTRES déclarés	MONTANT des INDEMNITÉS payées
	de la MAIN-D'ŒUVRE déclarée	des COTISATIONS encaissées		
Maçonnerie.	26.796.158 f. 14	404.523 f. 80	3.220	299.403 f. 40
Charpente	3.152.357 75	19.144 30	238	15.006 »
Couverture et Plomberie	6.895.990 55	53.854 95	491	52.139 45
Fumisterie	3.518.250 »	26.702 40	242	20.605 55
Menuiserie	3.792.727 34	10.823 65	156	5.708 30
Serrurerie	4.579.747 30	45.564 70	452	27.635 90
Peinture	4.481.478 82	17.928 55	81	5.967 20

2° CAISSE D'ASSURANCES MUTUELLES DES CHAMBRES SYNDICALES. — A la différence des caisses syndicales des industries parisiennes du bâtiment, la caisse d'assurances mutuelles des chambres syndicales, fondée en 1892, s'est constituée expressément sous le régime du décret du 22 janvier 1868 (1). Toutefois elle vise non seulement les accidents dont les personnes peuvent être victimes, mais aussi les accidents survenus aux chevaux et aux voitures : elle comprend trois branches :

1° Assurances collectives et responsabilité patronale ;

2° Assurances individuelles ;

3° Assurances des chevaux et voitures.

Les accidents corporels, les seuls que vise la loi de 1898, sont répartis par les statuts en trois catégories, suivant qu'ils entraînent la mort, une infirmité ou une incapacité temporaire de travail ; sous le nom d'infirmité les statuts comprennent :

a) L'incapacité permanente absolue (cécité ou perte de deux membres) ;

b) L'incapacité permanente de travail professionnel (perte de l'usage d'une jambe, d'un bras, d'un pied ou d'une main) ;

c) L'incapacité permanente partielle, diminuant sensiblement la valeur du travail professionnel (par exemple, perte d'un œil ; raccourcissement, de trois centimètres au moins, d'un membre inférieur).

La société n'admet pas les personnes atteintes d'infirmités antérieures ou âgées de plus de 70 ans. Le sociétaire, qui embauche des personnes se trouvant dans l'un de ces cas, doit en aviser la société qui, à la suite d'un examen médical, fixe la cotisation supplémentaire à exiger pour ces personnes ou les exclut : ces dispositions s'appliquent aux personnes assurées collectivement, qui, pendant le cours

(1) Bull., XI, 1568, 15787.

de l'assurance, sont frappées d'infirmités ou atteintes par la limite d'âge. Lorsque le sociétaire change de profession ou introduit dans ses ateliers des changements qui en aggravent les risques, la société peut modifier la base et le taux de la cotisation ou résilier le contrat.

Sont exclus les accidents qui résultent notamment de suicide, ivresse manifeste, lutte, infractions aux lois et règlements, faute grave ou lourde dûment constatée.

La cotisation est fixée en égard à la valeur des risques : une classification, qui comprend dix groupes subdivisés chacun en trois classes, indique la cotisation correspondante : cette cotisation peut d'ailleurs être établie, soit par journée de travail (égale ou ramenée à dix heures), soit en fonction du salaire.

Pour les assurances collectives, les statuts prévoient :

1^o En cas de mort : une indemnité égale à 300 fois le salaire quotidien de la victime, payable à la veuve ou aux enfants mineurs, et, à leur défaut, moitié aux ascendants de celui-ci ; en outre, une indemnité funéraire de 60 francs par victime, et au plus de 600 francs par accident ;

2^o En cas d'infirmité : une indemnité variant, suivant les trois degrés prévus d'incapacité permanente, de 400 à 200 ou 100 fois le salaire quotidien de la victime ;

3^o En cas d'incapacité temporaire : une indemnité égale à la moitié du salaire quotidien de la victime, au maximum 3 francs pendant quatre-vingt-dix jours ; à partir du quatre-vingt-onzième jour, cette indemnité est réduite de moitié ; ne donnent droit à indemnité ni le jour de l'accident ni une incapacité dont la durée n'excède pas deux jours ;

4^o En cas de responsabilité civile du patron, une indemnité couvrant cette responsabilité jusqu'à concurrence d'un maximum de 10.000 francs par victime et de 100.000 francs par accident ; un tarif annexé aux statuts détermine dans ce cas le taux et éventuellement la répartition de l'indem-

nité entre les bénéficiaires ; la responsabilité peut être couverte au delà du premier de ces deux maxima, moyennant une cotisation supplémentaire ;

5° Enfin les frais médicaux, à raison d'un supplément de 15 0/0 de l'indemnité du sinistre, jusqu'à concurrence de 200 francs par accident.

L'assurance collective peut être limitée aux cas graves : le taux des primes est abaissé, soit de 35 0/0, soit de 25 0/0, suivant la classe de risques.

La responsabilité de chaque sociétaire est limitée aux cotisations définies par les statuts et destinées à former un fonds dit fonds de garantie ; toute solidarité est exclue entre les sociétaires. Les trois cinquièmes du fonds de garantie constituent un fonds, dit fonds de prévoyance, destiné à faire face aux sinistres et aux frais de gestion : la création, à l'aide de cent bons au porteur, d'un fonds de prévoyance supplémentaire de 50.000 francs était prévue par les statuts pour faciliter les opérations de la société à ses débuts.

Un fonds de réserve est constitué à l'aide des économies de la société jusqu'à concurrence de la valeur des cotisations du dernier exercice : il ne peut être l'objet d'un prélèvement supérieur, pour une seule année, au quart de son actif disponible ; d'autre part, quand le fonds de réserve a atteint son maximum, les économies sont affectées, pour 10 0/0, au remboursement des bons précités et, pour 90 0/0, à la réduction des cotisations.

Enfin il existe une réserve pour risques en cours.

Le quart de la cotisation de la première année, pour les assurances collectives payables par trimestre, ou la totalité, pour les assurances collectives à forfait, était exigible en vue de la constitution de la société.

Un conseil arbitral à deux degrés, composé de patrons et d'ouvriers, désignés par les chambres syndicales, statue

sur les contestations autres que celles relatives aux poursuites en paiement de cotisations.

Les résultats du fonctionnement de cette caisse pour l'année 1897 (sixième exercice) sont définis, pour l'assurance collective, par les chiffres suivants :

Exercice 1897 :

Cotisations de l'exercice	161.709 f. 60		
Sinistres	85 129 45	}	
Soins médicaux et pharmaceutiques	12.124 65		
Frais généraux	42.900 50		140.154 f. 60
Fonds de garantie statutaire.	269.516	»	

Ensemble des garanties au 31 décembre 1897

(Pour les diverses branches d'assurance)

Fonds de garantie	312.493 fr. 72
Fonds de prévoyance supplémentaire	50.000 »
Réserve statutaire	10.000 »
Réserve pour risques en cours	53.556 88
Total	426.050 60
Ouvriers assurés	14.000
Salaires annuels	15.000.000 fr. »
Indemnités payées et soins aux blessés depuis la fondation de la société	365.713 73

Répartition de la dépense en 0/0 :

Sinistres	57,27
Commissions, frais généraux	26,52
Économie réservée	16,21
	100,00

Statistique des assurances collectives relative aux exercices 1892-1897.

	1892 à 1894	1895	1896	1897	TOTAL	MOYENNE par vi-time
MORT						
{ Nombre de cas.	5	3	2	7	17	"
{ Indemnités payées en capital.	5.291'	4.300'	2.970'	15.800'	30.131'	1.772'40
{ Rente capitalisée.	"	"	"	1.770'	"	"
{ Rentes viagères constituées ou payées.	200'	"	"	1.250'	1.450'	"
INFIRMITÉ						
{ Incapacité permanente absolue.	2	"	"	"	2	1.730'
{ Indemnités payées	3.460'	"	"	"	3.460'	"
{ Incapacité permanente de travail professionnel.	5	3	3	6	17	"
{ Indemnités payées	13.450'	3.100'	6.084'	9.720'	32.354'	1.903'45
{ Incapacité permanente partielle.	11	18	8	12	49	"
{ Indemnités payées	8.101'25	16.155'25	6.585'25	10.511'50	41.353'25	843'90
INCAPACITÉ						
{ Nombre de blessés.	1.727	1.277	1.574	1.898	6.476	"
{ Durée plus de 30 jours.	8.018	5.362	6.085	5.111	24.546	"
{ du chômage moins de 30 jours	11.488	12.035	13.299	16.391	53.213	"
{ Indemnités payées.	42.861'58	33.314'35	43.593'65	50.960'65	110.730'23	"
SOUS-DONNÉS AU DIS- POSABLE DE LA SOCIÉTÉ RESPONSABLE						
{ Nombre de blessés.	364	448	536	696	2.044	"
{ Durée plus de 30 jours.	1.371	1.963	1.009	2.423	6.766	"
{ du chômage moins de 30 jours.	2.402	3.673	4.551	5.938	16.564	"
{ Indemnités payées.	11.771'30	15.246'85	17.167'70	22.523'45	66.709'30	"

3° CAISSE SYNDICALE DES FORGES DE FRANCE. — Fondée en 1891, sous le régime du décret du 22 janvier 1868, entre les membres du syndicat dit « Comité des forges de France », cette caisse a pour objet de garantir ses membres contre les conséquences pécuniaires des accidents du travail survenus au personnel et de faire le service des indemnités. Elle exclut les accidents suivis d'une incapacité de travail inférieure ou égale à quatre-vingt-dix jours, et les personnes dont la rémunération est supérieure à 3.000 francs par an. Elle garantit d'ailleurs les patrons contre les conséquences de toute condamnation dépourvue du caractère de peine personnelle. En un mot, elle garantit la responsabilité civile illimitée à l'exclusion des indemnités dues pour petits accidents, dont le service devait, d'après la notice explicative publiée lors de la création de la caisse, être demandé aux sociétés de secours mutuels.

Le tarif des indemnités est le suivant ;

α) Incapacité permanente absolue : rente variable entre 20 et 33 0/0 du salaire annuel suivant les charges de famille, sans que la rente puisse dépasser 600 francs par an (le minimum de 20 0/0 étant attribuable au célibataire sans ascendants à sa charge, et une augmentation de 5 0/0 étant allouée par personne à la charge de la victime) ;

β) Incapacité permanente partielle : rente variable entre 5 et 25 0/0 du salaire suivant la capacité de travail restante et les charges de famille, avec maximum de 365 francs par an ;

γ) Incapacité temporaire de quatre-vingt-dix jours : indemnité égale à la moitié de la fraction correspondante du salaire annuel, avec maximum de 2 francs par jour ouvrable ;

δ) Décès : la valeur de la rente d'incapacité permanente absolue est attribuée pour un tiers au conjoint survivant, pour un tiers aux enfants au dessous de 14 ans avec maximum d'un sixième par enfant ; toute part de pension de

conjoint ou d'enfant, devenue disponible, est attribuée, jusqu'à concurrence d'un sixième, aux ascendants.

La transformation des rentes en capital est prévue, à toute époque, suivant des conventions à débattre, sans qu'au cas de transformation immédiate après l'accident le capital puisse être supérieur au décuple de la rente.

Un tableau de classification des risques, annexé aux statuts, définit, pour chaque classe de risques, le maximum de la cotisation qui peut être demandée pour le paiement des charges communes. Ce maximum constitue le fonds de garantie. La cotisation comprend la part afférente aux frais d'administration qui ne doit pas dépasser 5 0/0 du fonds de garantie et qui est fixée tous les cinq ans au moins par l'assemblée générale. La cotisation peut être majorée jusqu'à 25 0/0 de sa valeur ou réduite, sur proposition du conseil d'administration, par l'assemblée générale, selon le développement des mesures de sécurité dans chaque établissement.

Un fonds de prévoyance est établi pour prévenir tout retard dans le paiement des sinistres et faire face aux frais de gestion. Il est alimenté par un versement fixé tous les ans par l'assemblée générale sur la proposition du conseil d'administration sans pouvoir excéder le tiers du fonds de garantie.

Le compte de chaque sociétaire est arrêté à la fin de l'exercice.

Le service des rentes est garanti par une réserve dont l'importance, annuellement révisée, ne peut être inférieure au décuple du montant des rentes à fournir.

Un fonds de réserve, composé des économies faites sur toutes les ressources de la société, supplée à l'insuffisance du fonds de prévoyance ou de la réserve des rentes. Les sommes empruntées au fonds de réserve ne peuvent, dans un même exercice, excéder la moitié de la valeur de ce fonds. En cas d'insuffisance du fonds de garantie et de la

moitié disponible du fonds de réserve, l'indemnité de chaque ayant droit est réduite proportionnellement.

Les statuts spécifiaient que, lors de la constitution de la société, chaque adhérent devait verser un douzième sur la contribution dont il était passible à titre de fonds de garantie.

La classification des risques prévue dans le tarif annexé aux statuts comprenait les trois classes suivantes :

1^{re} Classe : Extraction des minerais. fabrication du coke, hauts fourneaux, fonderies de fonte et d'acier, fabrication du fer et de l'acier puddlés ou fondus bruts, fabrication des grosses pièces de forge en fer et en acier et des blindages.

2^e Classe : Laminiers à rails, à fers et aciers marchands et spéciaux, à tôles ; fabrication des roues et essieux de chemins de fer ; grosse chaudronnerie pour la marine, la guerre et les chemins de fer ; charpentes en fer et en acier ; tréfilerie à chaud ; construction mécanique.

3^e Classe : Fabrication de ferronnerie, clouterie, tréfilerie à froid ; pointerie ; étamage, zincage, etc., et tous autres travaux non dénommés.

Le maximum de la cotisation exigible à titre de fonds de garantie était fixé, en pour 100 du salaire, à :

5,40	4,50	3,60
------	------	------

respectivement pour :

la 1 ^{re} classe	la 2 ^e classe	la 3 ^e classe
---------------------------	--------------------------	--------------------------

Le maximum de la cotisation exigible d'avance à titre de fonds de prévoyance, ne pouvant pas excéder le tiers de ces chiffres, ressortait donc, pour chacune de ces classes respectivement, à

1,80	1,50	1,20
------	------	------

Ces taux de cotisations, appliqués pour le premier exercice (1891), ont été réduits, dès le second exercice, de 10 0/0 soit à

1,62	1,35	1,08
------	------	------

pour 100 du montant des salaires.

Quant aux dégrèvements, que les statuts prévoyaient en faveur des établissements dotés de mesures préventives efficaces, ils ont été accordés à chaque sociétaire en raison de sa cotisation nette, la cotisation nette étant l'excédent de la cotisation brute, effectivement versée par le sociétaire, sur les sommes payées par la société ou capitalisées en vue du service des rentes, pour le compte de ce sociétaire, à raison des sinistres de l'exercice, ou bien réservées à titre de prévision pour risques en cours : le chiffre réel du dégrèvement ne pouvant être définitivement arrêté qu'après règlement de tous les sinistres de l'exercice, il a été tenu compte sur la cotisation suivante, lors de la clôture du premier exercice, d'une fraction du dégrèvement proportionnée à l'importance des risques en cours, et, lors de la clôture du second exercice, de la totalité du dégrèvement à titre provisoire; actuellement, il est fait application du dégrèvement à tous les sociétaires dont la cotisation nette peut être au moins approximativement déterminée; pour les autres, le règlement du dégrèvement est ajourné jusqu'au moment où la cotisation nette peut être déterminée, les sommes dues de ce chef portant intérêt de retard au taux de 3 0/0. Le taux du dégrèvement a toujours été, depuis l'origine de la société, de 25 0/0 de la cotisation nette.

Il n'a pas été fait application de la disposition statutaire qui prévoyait le relèvement du taux du tarif.

Les chiffres relatifs à l'exercice 1897 sont les suivants :

Nombre des établissements sociétaires	49
Nombre des ouvriers	59.018
Salaires	72.870.586 f. »
Nombre des accidents déclarés	1.047
Nombre des accidents conservés à l'étude comme ayant donné lieu ou susceptibles de donner lieu à indemnité	512

Savoir :

Accidents suivis de mort.....	48
— d'incapacité permanente absolue.....	8
— d'incapacité permanente partielle.....	397
— d'incapacité temporaire.....	59
Nombre des veuves.....	23
— des enfants mineurs.....	37
— des ascendants.....	19

Rec. t.es.

Reliquat disponible au 31 décembre 1896.....	644.935 f.08
Intérêts des fonds placés.....	66 012 72
Bénéfices sur valeurs amorties.....	235 33
Cotisations encaissées pendant l'exercice.....	987.763 99
Total.....	<u>1.698.947 12</u>

Dépenses.

Frais généraux.....	45.908 f.63
(Soit 0.63 0/00 des salaires.)	
Supplément pour service médical de 1896.....	127 75
Service médical de 1897.....	3.400 »
Service préventif.....	390 20
Dégrèvement.....	86.228 61
Sommes payées en capital durant l'année 1897 pour règlement de sinistres....	416.875 48
Capitalisation des rentes constituées..	252.577 42
Total.....	<u>805.508 09</u>

Situation au 31 décembre 1897.

Fonds de réserve.....	360.000 f. »
Réserve pour constitution de rentes...	1.142.518 16
Reliquat disponible.....	893.439 03

L'assemblée générale du 22 avril 1898 a décidé de porter au fonds de réserve une somme de 40.000 francs.

4^o CAISSE SYNDICALE DES INDUSTRIES TEXTILES DE FRANCE. — Créée en 1894 sous le régime du décret du 22 janvier 1868 « entre toutes personnes ou sociétés appartenant comme chef à une branche quelconque des industries textiles ou de leurs annexes », la caisse syndicale des industries textiles présente de très nombreuses analogies avec celle des forges : les dispositions précitées des statuts de cette dernière se retrouvent dans les statuts de la caisse des industries textiles, sauf les modifications suivantes :

1^o La caisse des industries textiles vise tous les accidents suivis d'une incapacité temporaire de plus de trois jours;

2^o Les accidents, suivis d'une incapacité de quinze jours au plus, sont réglés par l'industriel lui-même sur la base du demi-salaire : ce règlement lui est remboursé par la caisse, majoré des frais médicaux et pharmaceutiques;

3^o La réduction proportionnelle, au cas d'insuffisance du fonds de garantie et de la moitié disponible du fonds de réserve, doit porter sur les sommes remboursées aux sociétaires pour règlement d'indemnités.

La classification des risques prévue dans le tarif annexé aux statuts est la suivante :

1^{re} Classe : Peignage ; filature, retordage, corderie mécanique ; blanchiment, impression, teinture et apprêt.

2^{re} Classe : Tissage, bonneterie, broderie, tullerie, dévidage et moulinage de soie.

Le maximum de la cotisation exigible à titre de fonds de garantie était fixé, en pour 100 du salaire, à

1,20 et 0,75

respectivement pour

la 1^{re} classe et la 2^{re} classe

Le maximum de la cotisation exigible d'avance à titre de fonds de prévoyance, ne pouvant pas excéder le tiers de ces chiffres, ressortait donc, pour chacune de ces classes respectivement, à

0,40 et 0,25

Le taux du dégrèvement a été de 40 0/0 de la cotisation pour le premier exercice (1895); pour le deuxième exercice (1896) et pour le troisième (1897), le dégrèvement a été ajourné à l'année qui suivait l'exercice écoulé : le taux en a été fixé par l'assemblée générale extraordinaire du 3 mars 1898 à 30 0/0 de la cotisation nette : il n'y a pas eu de relèvement de cotisation depuis l'origine de la caisse.

Les chiffres relatifs à l'exercice 1897 sont les suivants :

Nombre des établissements sociétaires	106
Nombre des ouvriers	39.265
Salaires.....	29.325.551 f. »

Nombre des accidents donnant droit à indemnité... 503

Savoir :

Accidents suivis de mort	8
— d'incapacité permanente absolue..	0
— d'incapacité permanente partielle.	50
— d'incapacité temporaire.....	445
Nombre des veuves.....	3
— des enfants mineurs	3
— des ascendants	2

Recettes.

Réserve constituée au 31 décembre 1896 pour faire face à des sinistres de 1896 non encore réglés	41.032 f. 40
Intérêts des fonds placés.....	1.867 93
Bénéfices sur valeurs amorties.....	132 05
Cotisations encaissées pendant l'exercice	90.849 95
Total.....	<u>133.882 33</u>

Dépenses.

Frais généraux	369 f. 10
Allocations diverses votées par le conseil	3.000 »
Abonnement pour frais de gestion (fixé à 10 0/0 des cotisations encaissées)	9.084 99
Sommes payées en capital durant l'année 1897 pour règlement de sinistres. . .	42.225 98
Capitalisation des rentes constituées....	9.257 58
Total.....	<u>63.937 65</u>

Situation au 31 décembre 1897.

Reliquat actif 69.944 f. 68

L'assemblée générale du 25 mai 1898 a décidé de réserver entièrement ce reliquat à titre de prévisions pour risques en cours.

5° CAISSE SYNDICALE DES INDUSTRIES DE TRANSPORT. — Cette caisse a été créée en 1897 « entre toutes personnes ou sociétés appartenant à une branche quelconque des industries de transport ou de leurs annexes ». Ses statuts présentent dans leurs dispositions, correspondant aux dispositions précitées des statuts de la caisse des forges, une identité presque absolue, sauf les différences suivantes :

1° Les opérations de la caisse des industries de transport peuvent s'exercer en France et à l'étranger ;

2° Les statuts ne fixent pas un maximum de la rémunération annuelle du personnel salarié ;

3° La caisse garantit la responsabilité civile, non seulement en cas d'accidents survenus aux ouvriers, mais aussi en cas d'accidents corporels ou matériels survenus à des tiers par le fait de l'exploitation de l'industrie ; toutefois la police doit fixer le maximum jusqu'à concurrence duquel la responsabilité civile sera couverte dans ces deux cas ;

4° Elle vise les accidents suivis d'une incapacité temporaire de plus de trois jours ;

5° Les statuts ne prévoient pas de dégrèvements ni de relèvements de tarifs motivés par l'efficacité ou l'insuffisance des mesures préventives ;

6° Le droit de résiliation, après chaque sinistre réglé, est prévu dans les statuts, à cette condition toutefois que le montant des sinistres payés pendant un exercice soit au moins égal à celui des cotisations perçues pendant le même exercice ;

7° Le règlement des accidents suivis d'une incapacité de quinze jours au plus, est prévu comme dans les statuts de la caisse des industries textiles ;

8° L'allocation spéciale attribuée à la direction et le remboursement des frais de bureau et assimilés sont fixés par les statuts respectivement à 5 0/0 et 25 0/0 des cotisations annuelles ;

9° Le maximum du versement au fonds de prévoyance est fixé aux deux tiers du fonds de garantie ;

10° Les cas d'insuffisance des fonds de garantie et de réserve sont prévus dans les mêmes conditions que pour la caisse des industries textiles ;

11° Pour faciliter le début du fonctionnement de la caisse, la somme, jugée nécessaire par le conseil d'administration, était, à titre d'avance, mise par la direction à la disposition de la caisse, jusqu'à constitution du fonds de réserve prévu par les statuts ;

12° Le versement à effectuer par chaque adhérent, lors de la constitution de la société, était fixé à 50 francs à valoir sur sa contribution annuelle.

La classification des risques prévue par les statuts était la suivante :

CLASSE DE RISQUES	MAXIMUM DE LA COTISATION (Fonds de garantie)
I. — ACCIDENTS SURVENUS AU PERSONNEL SALARIÉ <i>Responsabilité civile : 12.000 fr. par accident ; 75.000 fr. par catastrophe.</i> 1^{re} Classe. -- Conducteurs, receveurs, contrôleurs, employés de tramways 1,25 0/0 du montant des salaires. 2^e Classe. — Personnel des chemins de fer et des bateaux 1,50 — 3^e Classe. — Personnel des expéditions et messageries..... 2,00 — 4^e Classe. — Personnel de la conduite des voitures 2,50 — 5^e Classe. — Mécaniciens, chauffeurs, ajusteurs, tourneurs des ateliers de construction..... 3,00 —	
II. — ACCIDENTS SURVENUS AUX TIERS <i>Responsabilité civile : 10.000 fr. par accident ; 3.000 fr. par dégât matériel ; 75.000 fr. par catastrophe.</i>	
Catégorie unique	1,25 0/0 du montant des recettes brutes.

2° Sociétés de secours mutuels.

300. -- Les sociétés de secours mutuels ont reçu du législateur le droit d'intervenir en matière d'accidents (voir n° 266).

Les textes cités plus haut, et notamment l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} avril 1898 — qui vise des « secours » et non des « pensions » et qui attribue aux sociétés de secours mutuels le droit de « contracter au profit de leurs membres des assurances en cas d'accidents » , pourraient conduire à limiter le rôle des sociétés de secours mutuels au service d'allocations exclusivement temporaires. Cette interprétation restrictive est contredite par les textes et par les faits :

D'une part, l'article 27 (§ 1) de la loi du 1^{er} avril 1898 vise les caisses autonomes que les sociétés peuvent constituer pour « réaliser » l'assurance en cas d'accident ; de plus, l'article 8 de la même loi a prévu le cas des sociétés qui n'auraient pas individuellement les ressources nécessaires, et il a disposé qu'« il peut être établi entre les sociétés de secours mutuels, en conservant d'ailleurs à chacune son autonomie, des unions, ayant pour objet notamment..... l'organisation d'assurances mutuelles pour les risques divers auxquels les sociétés se sont engagées à pourvoir, notamment la création de caisses de retraite et d'assurance communes à plusieurs sociétés pour les opérations à long terme et les maladies de longue durée ».

D'autre part, le service des indemnités d'accidents n'est pas une tâche excessive pour des institutions qui, déjà actuellement, font face aux exigences du service des pensions de retraite.

En un mot, les sociétés de secours mutuels peuvent intervenir en matière d'accidents en dehors des cas d'indemnités temporaires prévus par l'article 5 de la loi du 9 avril 1898.

L'intervention des sociétés de secours mutuels a paru très désirable. On y a vu (1) le moyen de réaliser l'assurance des petits artisans, et l'on peut ajouter qu'elle permet d'associer les ouvriers à l'administration de l'assurance contre les accidents, de les intéresser de la sorte à la répression des abus et de créer entre eux et les chefs d'entreprise un rapprochement qui doit contribuer à l'amélioration de leurs rapports réciproques.

Toutefois, c'est en qualité de sociétés d'assurances mutuelles, et par suite aux conditions définies pour ces institutions, que les sociétés de secours mutuels peuvent intervenir à cet égard dans l'application de la loi sur la responsabilité des accidents. Il est d'ailleurs nécessaire qu'elles présentent un effectif notable, offrant la large base qu'exige la réalisation d'opérations à long terme. La faculté de constituer des unions permet, du reste, aux sociétés qui comptent un nombre de membres trop restreint, de créer des groupements d'une importance assez considérable pour faire face aux charges d'indemnités d'un caractère durable.

301. — Dès lors cette intervention des sociétés de secours mutuels peut se concevoir sous l'une des deux formes suivantes, selon que la société est en mesure de faire face avec ses propres ressources aux charges d'indemnités de longue durée ou qu'elle doit, au contraire, recourir à la création d'une union avec d'autres sociétés.

302. — 1^o *Cas d'une société isolée.* — Les dispositions à prévoir doivent toujours être telles que la contribution

(1) CHEYSSON, *L'obligation de la garantie de l'indemnité*. Rapport au Congrès des accidents du travail et des assurances sociales, Mi'an, 1894 (Compte rendu du Congrès, p. 856). — Discours au Congrès des accidents du travail et des assurances sociales, Bruxelles, 1897 (Compte rendu du Congrès, p. 765). — *Les accidents du travail et la garantie de l'indemnité* (Réforme sociale, 4^e série, t. V, p. 728).

du patron ou des patrons, dont les ouvriers sont affiliés à la société, fasse peser sur le chef d'entreprise l'intégralité de la charge des accidents. Ce résultat doit être atteint par des barèmes convenablement établis. En pareil cas, il n'y a véritablement assurance mutuelle que si les ouvriers de plusieurs entreprises sont affiliés à la même société; sinon, la société, devenue débitrice des indemnités à la suite de la réception des cotisations patronales, ne différerait point d'un tiers qui se serait chargé, en vertu d'une convention spéciale avec le patron, de l'obligation incombant à celui-ci.

303. — 2^o *Cas d'une union.* — La société de secours mutuels, qui a reçu la cotisation patronale calculée comme il vient d'être dit, la verse à l'union au nom du patron. Dans ce cas, lors même que la société ne comprend que les ouvriers d'une seule entreprise, il y a assurance mutuelle au sein de l'union, chacune des sociétés affiliées à l'union venant lui apporter la cotisation du patron que représente la société.

c) — *Caisse d'État.*

304. — Le système de l'obligation de la garantie a semblé exiger par voie de conséquence qu'une institution officielle d'assurance fournit aux intéressés un refuge contre les exigences abusives des intermédiaires et les risques du régime légal (1).

305. — La création d'une assurance mutuelle par circonscriptions territoriales avait été prévue dans ce but par le projet de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (n^o 123).

306. — Le Sénat en 1898 (nos 124 à 131) jugea que cette création était :

(1) BOUCHER, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2229).

1^o Inutile : elle semblait constituer un double emploi avec la Caisse d'assurance d'Etat contre les accidents, la réorganisation de la Caisse instituée par la loi du 11 juillet 1868 devant suffire sous un régime qui ne comportait pas l'assurance obligatoire (1) ;

2^o Dangereuse : il semblait préférable de laisser aux chefs d'entreprise la plus grande liberté possible, loin de les réunir d'office dans un groupement mutuel (2) ;

3^o Condamnée à un fonctionnement défectueux : car il était à craindre que le nombre des membres de ces mutualités ne fût insuffisant et que, par suite, l'association ne procurât aucun avantage à chacun de ses membres (3) ;

4^o Inséparable d'une application complexe qui aurait exigé la création de nouveaux fonctionnaires (4).

307. — Par contre, le recours à une Caisse d'assurance d'État a paru devoir fournir aux intéressés le moyen de remplir l'obligation légale sans être forcés de subir des charges excessives que pourraient leur imposer notamment les sociétés d'assurance privées (5).

308. — On a formulé contre l'existence d'une Caisse d'État, lors même que le recours à cette Caisse ne serait pas obligatoire, les objections suivantes (6) :

(1) THÉVENET, Rapport au Sénat, du 25 janvier 1898 (Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 56). — POIRRIER, Séance du Sénat du 7 mars 1898 (J. O., p. 262).

(2) THÉVENET, Rapport au Sénat, du 25 janvier 1898 (Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 56) et Séance du Sénat du 3 mars 1898 (J. O., p. 232).

(3) THÉVENET, Rapport au Sénat, du 25 janvier 1898 (Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 56). — POIRRIER, Séance du Sénat du 7 mars 1898 (J. O., p. 262).

(4) THÉVENET, *Ibid.* — POIRRIER, *Ibid.*

(5) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 3 avril 1895 (Sén., Doc. parl., n° 73, J. O., p. 271) et Séance du Sénat du 3 décembre 1895 (J. O., p. 1022).

(6) LE COUR GRANDMAISON, Séance du Sénat du 3 décembre 1895 (J. O., p. 1020 et 1021).

1^o La Caisse d'État constitue pour les sociétés privées une concurrence que celles-ci ne peuvent soutenir;

2^o La Caisse d'État, si elle coexiste avec des institutions privées, n'a que les mauvais risques;

3^o La Caisse d'État ne peut dès lors que fonctionner dans des conditions fâcheuses et donne l'exemple regrettable d'une institution d'État réduite à l'impuissance.

On a répliqué :

1^o Que, d'après les déclarations mêmes des intéressés (1), la concurrence de la Caisse d'État est admissible pourvu qu'elle soit équitable, c'est-à-dire pourvu que la Caisse d'État ne trouve pas dans les ressources du budget un secours financier qui serait refusé aux institutions privées;

2^o Qu'il n'existe pas de mauvais risques, et qu'il n'existe que de mauvaises primes : or, les résultats de la statistique permettent de calculer et de réviser les primes de telle sorte qu'elles couvrent les risques à assurer (2).

Bien plus, on a formulé l'espoir (3) que la Caisse d'État pourrait servir de type aux institutions privées, notamment par des encouragements donnés à la prévention des accidents sous forme de diminution de primes consenties au profit des industriels qui auraient pris des précautions d'une efficacité reconnue.

309. — Une caisse d'assurance contre les accidents, garantie par l'État, a été fondée par une loi du 11 juillet 1868 (4).

(1) Note résumant les dépositions des délégués du Comité des sociétés et compagnies d'assurance à la Commission du Sénat (Sén., Doc. parl., n° 73, J. O., p. 297).

(2) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 3 avril 1895 (Sén., Doc. parl., n° 73, J. O., p. 271).

(3) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 3 avril 1895 (Sén., Doc. parl., n° 73, J. O., p. 274).

(4) Bull., XI, 1609, 16152.

Cette loi fut suivie d'un décret du 10 août 1868 (1), portant règlement d'administration publique pour son exécution, et d'une instruction en date du 1^{er} décembre 1868 du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations; un décret du 13 août 1877 (2) a modifié celui du 10 août 1868 : ces textes sont communs aux deux caisses d'assurances relatives, l'une au cas de décès, et l'autre au cas d'accidents.

310. — Aux termes de l'article 1^{er} de la loi de 1868, la Caisse d'assurance en cas d'accidents a pour but de constituer des pensions viagères aux personnes assurées qui, dans l'exécution de travaux agricoles ou industriels, sont atteintes de blessures entraînant une incapacité permanente de travail, et, en cas de décès des victimes, de donner des secours aux veuves et aux enfants mineurs, ou, à leur défaut, aux père et mère sexagénaires des assurés.

La loi de 1868 (art. 8) prévoit trois taux de cotisations annuelles : 8 francs, 5 francs, 3 francs, entre lesquels l'assuré a le choix.

Elle distingue (art. 10, § 1) deux classes d'accidents :

1^o Accidents ayant occasionné une incapacité absolue de travail ;

2^o Accidents ayant entraîné une incapacité permanente du travail de la profession.

La pension accordée pour les accidents de la seconde classe n'est que la moitié de la pension afférente aux accidents de la première (loi de 1868, art. 10, § 2).

La pension viagère due aux assurés, suivant la distinction précédente, est inscrite au grand-livre de la dette publique, à la diligence de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, moyennant la remise qui lui est faite, par

(1) Bull., XI, 1637, 16339.

(2) Bull., XII, 351, 6282.

la Caisse d'assurance en cas d'accidents, du capital nécessaire à la constitution de ladite pension, d'après les tarifs de la Caisse des retraites (*ibid.*, art. 11, § 1).

Ce capital (*ibid.*, art. 11, § 2) se compose, pour la pension en cas d'accidents de la première classe :

1° D'une somme égale à 320 fois le montant de la cotisation versée par l'assuré ;

2° D'une seconde somme égale à la précédente et prélevée sur les ressources fournies par les subventions, dons ou legs.

Le montant de la pension de la première classe ne peut être inférieur à 200 francs pour les cotisations de 5 francs et à 150 francs pour celles de 3 francs. La seconde partie du capital précité est fixée de manière à atteindre ces minima, lorsqu'il y a lieu (*ibid.*, art. 11, § 3).

Le tableau suivant donne un extrait des tarifs établis pour l'application de la loi du 11 juillet 1868.

**PENSIONS ALLOUÉES A CHAQUE AGE POUR
DES ACCIDENTS AYANT OCCASIONNÉ UNE INCAPACITÉ
ABSOLUE DE TRAVAIL**

AGES	COTISATION DE			AGES	COTISATION DE			AGES	COTISATION DE		
	8 fr.	5 fr.	3 fr.		8 fr.	5 fr.	3 fr.		8 fr.	5 fr.	3 fr.
12 ans	290	200	150	30 ans	320	200	150	48 ans	401	250	150
13...	292	200	150	31...	322	202	150	49...	408	255	155
14...	293	200	150	32...	323	203	150	50...	417	260	156
15...	295	200	150	33...	327	205	150	51...	425	265	158
16...	297	200	150	34...	330	206	150	52...	433	271	162
17...	298	200	150	35...	333	208	150	53...	442	276	166
18...	300	200	150	36...	336	210	150	54...	452	283	170
19...	304	200	150	37...	339	212	150	55...	462	289	173
20...	303	200	150	38...	343	214	150	56...	473	296	177
21...	304	200	150	39...	347	217	150	57...	485	303	182
22...	306	200	150	40...	351	219	150	58...	497	311	186
23...	307	200	150	41...	356	222	150	59...	510	319	191
24...	309	200	150	42...	361	226	150	60...	525	328	197
25...	311	200	150	43...	366	229	150	61...	541	338	203
26...	312	200	150	44...	372	233	150	62...	560	350	210
27...	314	200	150	45...	379	237	150	63...	579	362	217
28...	316	200	150	46...	386	241	150	64...	600	375	225
29...	318	200	150	47...	393	246	150	65 et au dessus	624	390	234

Le secours prévu, en cas de mort par suite d'accident, pour la veuve de l'assuré, et, en l'absence de veuve ou d'enfant, pour son père ou sa mère sexagénaires, est égal à deux années de la pension à laquelle il aurait eu droit (loi de 1868, art. 12, § 1).

Le secours attribué à l'enfant ou aux enfants mineurs est égal à celui qui est attribué à la veuve (*ibid.*, art. 12, § 2).

Les rentes viagères, constituées en vertu de ces dispositions, sont déclarées incessibles et insaisissables (*ibid.*, art. 13).

Les ressources de la Caisse devaient se composer (*ibid.*, art. 9):

- 1° Du montant des cotisations;
- 2° D'une subvention annuelle de l'État ;
- 3° Des dons et legs éventuels:

La subvention était fixée par la loi à un million pour la première année; elle fut d'égale somme l'année suivante (1870); mais elle se réduisit à 100.000 francs en 1871, et depuis lors, la Caisse ne reçut plus aucune subvention.

Quant aux dons et legs, la Caisse n'a reçu qu'un seul don, d'une somme de 1.000 francs en 1869.

La loi de 1868 fixe à 12 ans l'âge minimum des assurés (art. 8) et spécifie que chaque assuré ne peut obtenir qu'une pension viagère (art. 15, § 3).

Elle prévoit des assurances soit individuelles soit collectives.

1° *Assurances individuelles.* — Toute personne qui veut contracter une assurance soit sur sa tête soit sur celle d'un tiers, fait à l'administration de la Caisse des dépôts et consignations une proposition signée du souscripteur et indiquant les nom, profession et domicile du souscripteur et de l'assuré, le lieu et la date de la naissance de celui-ci, et le taux de cotisation adopté (décret du 13 août 1877, art. 20); la proposition est accompagnée du versement de

la cotisation (décret de 1877, art. 21 et 2, § 3). Toute proposition reconnue régulière donne lieu à la délivrance d'un livret formant police d'assurance (décret de 1877, art. 21. 3 et 4).

2^o Assurances collectives. — La loi de 1868 dispose (art. 15, § 1) que les administrations publiques, les établissements industriels, les compagnies de chemins de fer et les sociétés de secours mutuels autorisées peuvent assurer collectivement leurs ouvriers ou leurs membres : elle confère le même droit (art. 15, § 2) aux administrations municipales pour les compagnies de sapeurs-pompiers au point de vue des risques inhérents soit à leur service spécial soit aux professions individuelles des ouvriers qui les composent. La loi spécifie d'ailleurs (art. 15, § 3) que, si, dans le cas d'assurances collectives, plusieurs cotisations ont été versées sur la même tête, elles sont réunies pour la liquidation de la pension, sans que cette pension puisse dépasser celle qui correspond, pour le même âge, à une cotisation soit de 5 francs, soit de 8 francs, suivant que l'ensemble des cotisations réunies est compris entre 5 et 8 francs, ou au contraire égal ou supérieur à 8 francs. Les propositions d'assurances collectives doivent (décret de 1877, art. 22) être accompagnées de listes nominatives indiquant les noms et dates de naissance de chaque assuré ; elles peuvent être conclues sans ou avec clause de substitution : dans le premier cas, la liste produite ne peut être modifiée, et chaque assuré reçoit un livret individuel ; dans le second, il n'est pas remis de livret individuel, et le souscripteur de l'assurance, après avoir payé la prime calculée sur le nombre moyen d'ouvriers qu'il compte occuper pendant l'année (1), peut faire mentionner sur la

(1) Ce nombre doit toujours être supérieur d'au moins un dixième à celui des assurés portés sur la première liste nominative ; la recette qui correspond à ces majorations figure sous le nom de « dixièmes de garantie » dans les comptes de la Caisse.

liste les changements survenus dans le personnel assuré ; à la fin de l'année, le montant définitif de la prime est arrêté d'après le nombre moyen des ouvriers occupés chaque jour, et donne lieu, soit à un versement complémentaire, soit à un remboursement, intérêts compris. Les assurances collectives ont leur effet à partir du jour où elles sont contractées, à moins que le souscripteur n'ait désigné, dans la proposition d'assurance, une époque ultérieure (décret de 1877, art. 22 *in fine*).

La procédure en cas d'accident est organisée comme suit :

En cas d'accident grave, le maire (décret du 10 août 1868, art. 23 à 28), sur l'avis qui lui en est donné, procède aux constatations, reçoit les témoignages et en dresse un procès-verbal : il charge un médecin d'examiner le blessé et d'établir un certificat ; le procès-verbal et le certificat sont adressés par le maire au sous-préfet, et transmis, avec la demande de l'intéressé, à un comité institué au chef-lieu de chaque arrondissement : ce comité (décret de 1877, art. 24) est composé du sous-préfet président et de quatre membres désignés par le préfet, savoir l'ingénieur des ponts et chaussées ou des mines (ou, à son défaut, un agent désigné par lui), un médecin et deux membres de sociétés de secours mutuels de l'arrondissement (ou, en l'absence de telles sociétés, deux membres choisis par les chefs d'industrie, les contremaîtres ou les ouvriers des professions les plus répandues dans l'arrondissement) : à Paris et à Lyon, un comité est institué par arrondissement municipal, sous la présidence du maire et avec participation éventuelle d'un architecte-voier à défaut d'ingénieur.

Le comité doit (décret de 1868, art. 29) statuer dans les huit jours sur les affaires susceptibles de recevoir une solution immédiate et, pour les autres, surseoir jusqu'à la production d'un nouveau certificat médical. Les avis du comité sont (décret de 1868, art. 30) adressés au préfet et ensuite au directeur général de la Caisse qui statue.

La loi de 1868 (art. 17, § 1) charge la Caisse des dépôts et consignations de la gestion de la Caisse d'assurance, et (art. 17, § 2) prescrit l'emploi, dans les huit jours, en rentes sur l'État, de toutes les recettes disponibles. Elle prévoit (art. 17, §§ 3 et 4) l'institution d'une Commission supérieure chargée de la production d'un rapport annuel sur la situation morale et matérielle de la Caisse, ce rapport devant être adressé au chef du Pouvoir exécutif et communiqué au Parlement. La revision quinquennale et la modification éventuelle, par une loi, des tarifs de la Caisse sont prévues par l'article 16 de la loi ; celle-ci invite en outre (art. 18) le Gouvernement à faire préparer de nouvelles tables de mortalité et une statistique annuelle des accidents.

Le décret du 15 avril 1893 (1) a rendu applicables à l'Algérie la loi du 11 juillet 1868 et les décrets des 10 août 1868 et 13 août 1877.

311. — Le premier rapport de la Commission supérieure des Caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents, relatif à l'année 1869 et signé de M. Le Roy de Saint-Arnaud, président et rapporteur, rappelait que la Caisse d'assurance en cas d'accidents « reposait sur cette vérité sociale » « qu'en cas d'accident survenu dans le travail agricole ou industriel, que cet accident ait frappé le travailleur d'une impuissance relative ou absolue, le concours de la double prévoyance, de l'État et de l'ouvrier, doit protéger l'ouvrier dans sa personne ou dans sa famille contre l'affaiblissement ou la perte des facultés du travail. »

Le second rapport, produit en 1875 pour les quatre années 1870 à 1873, avait été retardé par la nécessité de reconstituer les archives et comptes des déposants à la suite de l'incendie, en 1871, de la Caisse des dépôts et

(1) Bull., XII, 1540, 26267.

consignations ; ce rapport, signé de M. le comte Benoist d'Azy, président, et de M. le comte de Melun, rapporteur, constatait, à la différence du précédent, la crainte manifestée par « de très bons esprits » « au sujet de l'application abusive d'un principe qui impose à l'Etat le devoir d'assurer dans une certaine mesure les ouvriers contre des accidents dont il ne saurait être rendu responsable » ; il signalait le maintien de la Caisse comme mis en cause, et il se bornait à exprimer « l'avis de prolonger encore un essai qui, tenté d'abord dans de fâcheuses conditions, paraît aujourd'hui en voie de progrès, et d'attendre une expérience plus complète avant de prendre une décision définitive ».

Le troisième rapport, produit en 1886 pour les années 1874 à 1885 et signé de MM. Magnin, président, et Béquet, rapporteur, constatait que la Caisse s'était peu développée malgré l'admission, autorisée par le décret du 13 août 1877, de la clause de substitution avec nombre variable d'assurés : il signalait que les charges de la Caisse étaient demeurées très inférieures aux prévisions ; « son développement, ajoutait-il, ne paraît pas possible sans une modification des bases d'après lesquelles les pensions sont liquidées ; modification que l'abondance de son portefeuille lui permettrait de supporter sans danger pendant un certain nombre d'années. » Néanmoins le rapport rejetait l'idée de la suppression de la Caisse, qu'il qualifiait de « particulièrement recommandable » en raison de son « objet essentiellement démocratique et moralisateur » ; mais « l'insuccès manifeste qu'elle a éprouvé, ajoutait-il, révèle des vices de fonctionnement », et, « parmi les mesures qu'il y aurait lieu de mettre à l'étude, en vue de remédier à ces défauts, la Commission place au premier rang celles qui consisteraient à intéresser les agents chargés du service et à faire connaître, par une publicité suffisante, l'existence » de la Caisse et « ses avantages pour le public ».

Le rapport du 5 novembre 1888, relatif aux années 1886 et 1887, signé comme le précédent de MM. Magnin et Béquet, en constatant les défauts d'organisation de la Caisse, annonçait la prochaine présentation, par la Commission, d'un plan de réformes demandé par le Gouvernement.

Le rapport de 1890, relatif à l'année 1889 et signé des mêmes noms, constatait la production de ce plan, et il attribuait à l'élaboration de la loi sur la responsabilité des accidents, l'ajournement de son application.

Le rapport de 1891, relatif à l'année 1890, constatait comme les précédents, que la Caisse d'assurance en cas d'accidents possédait un actif plus que suffisant pour faire face à toute éventualité, tandis que la Caisse d'assurance en cas de décès soldait chaque année ses opérations par une perte toujours croissante.

La situation de la première de ces Caisses était due à la fois à la capitalisation des sommes qu'elle avait reçues à l'origine à titre de subvention ou de legs et à l'excédent de ses recettes sur ses dépenses, les sinistres étant loin de se produire dans la proportion qui avait été prévue.

Les pertes subies par la seconde de ces Caisses avaient une double origine : d'une part, les assurances collectives contractées par les sociétés de secours mutuels dont la mortalité moyenne était supérieure à celle qui avait été prévue dans la table de Deparcieux appliquée au calcul de la prime ; d'autre part, l'insuffisance des réserves provenant de l'affectation successive, à l'acquittement des pertes réalisées sur les assurances collectives, des excédents de recettes provenant des assurances individuelles, alors que ces excédents placés en rentes sur l'Etat auraient contribué à la constitution de réserves au profit des assurances individuelles.

La première de ces deux causes de pertes avait été atténuée par l'application du décret du 28 novembre 1890,

aux termes duquel il devait être désormais tenu compte, dans le calcul des primes à verser par les sociétés de secours mutuels, de la mortalité moyenne constatée pour chacune d'elles au cours des dernières années d'assurance.

Toutefois, ce décret ne contenait aucune disposition relative au passé et ne fournissait aucun moyen de reconstituer les réserves pour les assurances individuelles, et, comme les intérêts de ces réserves devaient contribuer pour une part essentielle à la formation des capitaux à payer au décès des assurés, la situation de la Caisse d'assurance en cas de décès devait s'aggraver tant que le capital qui lui faisait défaut n'aurait pas été reconstitué.

Le rapport de 1891, qui signalait cette situation, proposait du moins d'attendre une année pour y remédier, dans l'espoir que les effets du décret du 28 novembre 1890 seraient alors connus avec plus de précision et que les travaux législatifs entrepris par le Parlement en matière d'accidents seraient terminés.

La situation propre à chacune des deux caisses n'avait fait que s'accroître lors de la production, en 1892, du rapport relatif à l'année 1891. Aussi la Commission supérieure estimait-elle :

1° Que l'on pouvait prélever une somme d'un million sur le portefeuille de la Caisse d'assurance en cas d'accidents, sans porter atteinte ni à l'intégralité du capital placé par elle au moyen soit de sa dotation primitive, soit de ses excédents ultérieurs, ni même à la somme nécessaire pour faire face à la perte éventuelle de son portefeuille au cas de conversion des rentes 4 1/2 0/0 qu'elle possédait;

2° Que cette somme d'un million devait être attribuée, à titre de dotation, à la Caisse d'assurance en cas de décès, et que les réserves de cette dernière Caisse, ainsi reconstituées, garantiraient l'exécution des engagements contractés d'une manière définitive envers les assurés actuels;

3° Mais que les assurances nouvelles créeraient inévitablement un déficit à la Caisse d'assurance en cas de décès, qui ne pouvait employer les sommes reçues des déposants qu'à un taux inférieur à celui de 4 0/0 prévu pour l'établissement des tarifs par la loi du 11 juillet 1868 (art. 2);

4° Que, par suite, la revision des tarifs s'imposait comme mesure corrélatrice de la reconstitution des réserves, et qu'afin de faciliter dans l'avenir les revisions ultérieures qu'exigerait l'abaissement progressif du taux de l'intérêt, le législateur devait, par analogie de la loi du 20 juillet 1886 relative à la Caisse nationale des retraites, donner au Pouvoir exécutif une délégation à l'effet de déterminer par décret le taux de l'intérêt et les tables de mortalité à admettre dans l'établissement des tarifs, dont la modification nécessitait, sous le régime de la loi du 11 juillet 1868 (art. 16), une intervention législative.

La loi de finances du 26 juillet 1893 (1) consacra ces dispositions dans ses articles 58 et 59 (2), et une somme de 30.753 francs de rente 3 0/0, représentant au cours du 27 juillet 1893 un capital de 999.985 fr. 05, fut prélevée sur le portefeuille de la Caisse d'assurance en cas d'accidents au profit de la Caisse d'assurance en cas de décès. D'autre part, en 1894, la conversion du 4 1/2 0/0 fit subir au portefeuille une réduction d'intérêts de 15.994 francs. Néanmoins, ainsi que le constatait le rapport daté du 11 décembre 1894, relatif à l'année 1893, même après ces réductions successives, la Caisse était encore capable de parer à toutes les éventualités et aux nouvelles obligations que les dispositions législatives, à l'étude en matière d'accidents, pouvaient lui imposer.

Les rapports des 9 juillet 1895, 18 juillet 1896 et 21 juillet

(1) Bull., XII, 1582, 27043.

(2) *Ibid.*, pages 752 et 753.

let 1897, respectivement relatifs aux années 1894, 1895 et 1896, constataient de même que la Caisse d'assurance en cas d'accidents possédait un revenu plus que suffisant pour assurer le fonctionnement de l'institution tel qu'il est organisé par la loi du 11 juillet 1868.

D'après le dernier rapport (daté du 7 juillet 1898) que la Commission supérieure des Caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents a produit pour l'exercice antérieur à la promulgation de la loi du 9 avril 1898, la Caisse d'assurance en cas d'accidents avait, au cours de l'exercice 1897, encaissé :

846 cotisations de 8 francs.	soit 6.768 f.	»
414 — 5 francs.	soit 2.070	»
139 — 3 francs.	soit 417	»

Ensemble 1.399 cotisations pour	9.255	»
---------------------------------	-------	---

Durant le même exercice, les dixièmes de garantie pour assurances collectives avec nombre variable d'assurés ressortaient à.	480	»
--	-----	---

Les intérêts en retard étaient de.....	1	41
--	---	----

Le reversement d'un capital constitutif de rente viagère au profit d'un assuré décédé avant l'émission de son titre donnait une somme de	2.560	»
--	-------	---

Les arrérages de rentes encaissés s'élevaient à.....	209.506	75
--	---------	----

Les recettes totales atteignaient donc...	221.803 f.	16
---	------------	----

Les dépenses s'élevaient à....	24 349 f.	44
--------------------------------	-----------	----

se décomposant comme suit :

Versement à la Caisse nationale des retraites d'une somme de....	20.160	»
--	--------	---

destinée à constituer sept pensions à sept assurés victimes d'accidents.

Secours en cas d'accidents ayant entraîné la mort.....	3.540	»
--	-------	---

Remboursements de versements irréguliers.....	2 f. 70
---	---------

Remboursements (y compris 24 f. 74 d'intérêts) effectués en vertu de l'article 22 du décret du 10 août 1868, modifié par le décret du 13 août 1877.....	646 74
---	--------

Il restait ainsi un excédent de recettes de	197.453 f. 72
---	---------------

Il avait été réglé, en 1897, onze sinistres dont six ayant entraîné une incapacité absolue de travail, et cinq ayant occasionné la mort de l'assuré. Ces onze sinistres s'étaient produits pendant les années 1890, 1895, 1896 et 1897.

Il restait, en outre, à régler, au 31 décembre 1897, cinq sinistres notifiés antérieurement,

L'excédent de recettes, soit.....	197.453 f. 72
ajouté au solde disponible au 31 décembre 1896.....	22.320 25

atteignait	219.773 97
------------------	------------

Sur cette somme, la Caisse avait employé une somme de.....	196.849 48
--	------------

à l'achat de 6.465 fr. de rentes 3 1/2 0/0,

Il restait au 31 décembre 1897 un excédent disponible de	22.924 f. 49.
--	---------------

La statistique professionnelle des assurés pour l'année 1897 est donnée par le tableau suivant :

PROFESSIONS	COTISATIONS DE			ENSEMBLE
	3 fr.	5 fr.	8 fr.	
Ouvriers de l'industrie.....	0	79	357	436
Ouvriers du bâtiment.....	7	3	80	90
Chefs d'atelier et conducteurs de travaux.....	0	14	12	26
Agriculteurs.....	0	0	14	16
Journaliers et domestiques.	0	4	147	151
Fonctionnaires et employés	3	37	45	85
Sapeurs-pompiers.....	129	277	189	595
TOTAUX....	139	414	846	1.399

Le résumé des opérations effectuées du 11 juillet 1868 au 31 décembre 1897 est donné par les tableaux suivants :

RÉSUMÉ DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES DU 11 JUILLET 1868 AU 31 DÉCEMBRE 1897

R E C E T T E S

ANNÉES d'opé- rations	COTISATIONS						TOTAL des cotisations reçues		INTÉ- RÊTS de retard	DIXIÈ- MES de garantie	SUBVEN- TIONS de l'État	DONS et legs	MONTANT total des recettes	
	De 8 francs		De 5 francs		De 3 francs		Num- bres	Sommes						
	Nom- bres	Sommes	Nom- bres	Sommes	Nom- bres	Sommes								
de 1868		francs		francs		francs		francs		francs		francs		francs
à 1869	12,670	101,364	9,528	47,640	5,605	16,815	27,803	165,819	0 90	3,072 20	2,100,000	1,000	.	2,269,892 40
1869	1,309	10,472	331	1,635	254	762	1,894	12,889	.	737 15	.	.	.	13,626 15
1870	1,187	9,406	319	1,595	308	924	1,814	12,015	24 17	730	.	.	.	12,769 17
1871	960	7,680	452	2,260	189	567	1,601	10,507	.	514	.	.	.	11,021
1872	1,124	8,992	437	2,185	207	621	1,768	11,798	6 40	736	.	.	.	12,540 40
1873	1,018	8,144	450	2,250	224	672	1,692	11,066	11 84	584	.	.	.	11,661 84
1874	964	7,712	438	2,110	192	576	1,594	10,478	45 43	580	.	.	.	11,073 43
1875	806	6,448	483	2,445	199	597	1,488	9,460	14 17	457 70	.	.	.	9,931 87
1876	846	6,768	414	2,070	139	417	1,399	9,255	1 41	480	.	.	2,560	12,206 41
TOTAL	20,884	167,076	12,852	64,260	7,317	21,951	41,053	253,287	74 32	7,891 65	2,400,000	1,000	2,560	2,364,812 37

MONTANT TOTAL DES VERSEMENTS.....

Encaissement d'arrérages de rentes de 1868 à 1897 inclusivement.....

Constatation, jusqu'à due concurrence de la valeur des rentes transférées à la Caisse d'assurance

en cas de décès, de la plus-value sur les valeurs en portefeuille au 27 juillet 1893.....

TOTAL DES RECETTES.....

7,825,554 17

2,364,812 37

4,460,756 75

999,985 05

ANNÉES d'opérations	TRANSPORTS faits à la Caisse na- tionale des retraites en vertu de l'art. 11 de la loi du 11 juill. 1868		SECOURS alloués en cas de mort (exécution de l'art. 12 de la loi du 11 juill. 1868)		REMBOURSEMENTS de versements irréguliers		PAIS divers		REMBOURSEMENTS en vertu de l'art. 22 du décret du 19 août 1868 modifié par le décret du 13 août 1877			TRANSPORT du capital corres- pond. aux rentes transférées à la Caisse d'assur. en cas de décès. (Art. 58 de la loi du 26 juill. 1893)		TOTAL général des dépenses
	Nombre	Sommes francs	Nombre	Sommes francs	Nombre	Sommes francs	Nombre	Sommes francs	Nombre	Sommes francs	Intérêt- à p. %	francs	francs	
1868 à 1889	34	91.896	19	8.547 78	158	1.147	1 15	132	703	28 12	28 12	102 336 90	402 336 90	
1890	4	9.280	1	646	1	8	0 31	1	8	0 31	0 31	9.934 31	9.934 31	
1891	6	20.480	6	2.451 60	1	389	34 48	54	389	34 48	34 48	22.931 60	22.931 60	
1892	2	6.226 20	2	1.388	1	642 65	25 71	93	642 65	25 71	25 71	8.037 68	8.037 68	
1893	5	9.873 56	4	2.544	1	577	23 07	87	577	23 07	23 07	1.013.070 97	1.013.070 97	
1894	6	14.521 47	2	1.188	1	147 48	5 92	21	147 48	5 92	5 92	16.309 24	16.309 24	
1895	2	7.680	4	2.272	1	649 12	25 89	89	649 12	25 89	25 89	10.105 82	10.105 82	
1896	2	6.400	2	400	1	622	24 74	93	622	24 74	24 74	7.475 01	7.475 01	
1897	7	20.160	14	3.540	1	3.738 25	168 24	570	3.738 25	168 24	168 24	24.349 44	24.349 44	
Totaux.	68	186.516 93	54	22.977 38	159	1.150 12	1 15	570	3.738 25	168 24	168 24	1.214.550 97	1.214.550 97	

1.214.550 97

6.614.003 20

NET à employer en rentes.....

EMPLOI DES FONDS

ANNÉES D'OPÉRATIONS	RENTES ACHETÉES			COUT des Rentes	INTÉRÊT moyen
	3 1/2 p. %	3 p. %	Total		
1868 à 1896	francs 74.661	francs 131.360	francs 206.021	francs 6.391.229 23	3 22
1897	6.465	131.360	6.465	196.849 48	3 28
Totaux	81 126	131.360	212.486	6.588.078 71	3 23

6.588.078 71

22.924 49

Solde à employer au 31 décembre 1897.....

312. — La Caisse d'assurance de l'Etat contre les accidents n'a donc pas répondu aux espérances de ses fondateurs.

Les motifs de cet insuccès sont les suivants :

1^o Elle était restée inconnue à la plupart des patrons et des ouvriers par suite d'un défaut de propagande. les fonctionnaires de l'Etat n'ayant pas le même intérêt que les agents des compagnies privées à solliciter des adhésions à l'assurance ; les formalités qu'elle exigeait pouvaient, en outre, paraître trop nombreuses (1) ; ces motifs expliquent comment la Caisse a été protégée contre l'afflux des mauvais risques que devaient logiquement provoquer les erreurs techniques commises dans l'organisation de son régime et relevées ci-après (n^o 313) ; c'est grâce au caractère restreint de ses opérations (2) que la Caisse a pu solder par un excédent de recettes ses opérations annuelles ;

2^o La Caisse n'assurait pas contre tous les risques auxquels les chefs d'entreprise pouvaient être exposés par suite des accidents du travail (3) : elle assurait l'ouvrier contre les risques professionnels ; mais elle n'assurait le patron ni directement ni indirectement contre les risques résultant de sa responsabilité ; elle ne procurait donc pas aux chefs d'entreprise les avantages inhérents à la souscription simultanée, auprès du même assureur, des deux contrats relatifs à chacune de ces assurances (n^o 284) ;

3^o La Caisse n'assurait une indemnité qu'au cas d'incapacité permanente tout au moins dans la profession du

(1) CAMBESCASE, Séance de la Chambre des Députés du 17 mai 1888 (J. O., p. 1422). — RÉPERTOIRE GÉNÉRAL ALPHABÉTIQUE DU DROIT FRANÇAIS, DE FUZIER-HERMAN. *Assurance contre les accidents*, n^o 178.

(2) LOURTIES. Rapport au Sénat, du 23 décembre 1897 (Sén., Doc. parl., n^o 100, J. O., p. 815).

(3) DUCHÉ, Rapport à la Chambre des Députés, du 28 novembre 1887 (Ch. Dép., Doc. parl., n^o 2150, J. O., p. 394).

blessé ; elle n'allouait aucune indemnité en cas d'incapacité temporaire ; l'assurance contractée à la Caisse devait donc être complétée par exemple à l'aide du recours à une société de secours mutuels (1) ;

4° En cas de décès du blessé, la Caisse n'accordait que des indemnités insuffisantes à la veuve et aux enfants ; de plus, en cas d'incapacité permanente, elle ne prévoyait que des pensions le plus souvent trop faibles : ces pensions étaient, en effet, calculées sur la valeur viagère d'un capital fixe, et croissaient par suite avec l'âge de l'assuré, de telle sorte que le vieillard recevait en cas d'accident une pension supérieure à celle du blessé adulte et encore dans la force de l'âge : l'indemnité variait donc en raison inverse du préjudice causé, lequel est lié à la puissance de travail (2) (3).

313. — Le régime de la Caisse n'était point d'ailleurs organisé conformément aux règles techniques des assurances.

En effet, d'une part, comme il vient d'être dit, elle favorisait les ouvriers âgés au détriment des ouvriers adultes ; elle était donc menacée de l'expulsion des seconds par les premiers ; d'autre part, le tarif de la Caisse ne tenait aucun compte de la nature de l'industrie ni par suite des risques d'accidents (4) : les primes étaient dès lors excessives pour les industries les moins dangereuses, insuffisantes pour les autres ; elles ne devaient donc attirer à la Caisse que les industries à risques élevés (5).

(1) RÉPERTOIRE GÉNÉRAL ALPHABÉTIQUE DU DROIT FRANÇAIS, DE FUZIER-HERMAN, *Assurance contre les accidents*, n° 176.

(2) DUCHÉ, *loc. cit.*

(3) CHEYSSON, *L'imprévoyance dans les institutions de prévoyance* (Réforme sociale, 2^e série, t. VI, p. 279).

(4) DUCHÉ, Rapport à la Chambre des Députés, du 28 novembre 1887 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 2150, J. O., p. 394).

(5) CHEYSSON, *Organisation de l'assurance contre les accidents*. Rapport au Congrès des accidents du travail, Paris, 1889 (Compte rendu du Congrès, t. I, p. 466).

314. — La nécessité d'une réforme du régime de la Caisse d'Etat a été affirmée au cours de la discussion de la loi du 9 avril 1898, et les rapporteurs, tant au Sénat (1) qu'à la Chambre (2), ont enregistré la promesse formulée par M. le Ministre du Commerce de procéder à bref délai à la réorganisation de cette Caisse.

3° Syndicats de garantie.

315. — Le recours à un syndicat de garantie constitue une solution essentiellement différente du recours à l'assurance : il convient, en particulier, de le distinguer du recours à un syndicat d'assurance mutuelle, avec lequel les rédactions, admises jusqu'à une date très voisine de celle de l'adoption définitive de la loi (n° 129), avaient failli le confondre.

En effet, tandis que les statuts d'un syndicat d'assurance mutuelle fixent un maximum à la contribution de ses membres, le syndicat de garantie lie solidairement tous ses adhérents (loi du 9 avril 1898, art. 24, § 1).

Le recours à un syndicat de garantie semble à première vue une création inutile et irrationnelle : on peut, en effet, se demander dans quel but le patron, qui a acquitté sous forme d'impôt sa part contributive au fonds de garantie prévu par la loi, s'imposerait l'obligation de supporter, en outre, le risque d'insolvabilité d'un certain nombre de patrons assujettis. Toutefois, cette solution permet aux patrons, qui en font partie, de réaliser le paiement des indemnités par l'intermédiaire d'un syndicat dont le fonctionnement n'exige pas, comme celui d'une société d'assurance mutuelle, la constitution des capitaux représentatifs des pensions; elle se prête donc à l'application du sys-

(1) THÉVENET, Séance du Sénat du 3 mars 1898 (J. O., p. 232).

(2) MARUÉJOULS, Rapport à la Chambre des Députés, du 24 mars 1898 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 3150, J. O., p. 930).

tème de la *répartition*, tandis que les sociétés d'assurance mutuelle ne doivent appliquer que celui des *primes* (n° 71, *d*). Elle ne convient d'ailleurs, dans ce cas tout au moins, qu'à des patrons dont les entreprises ne comportent pas de risques de catastrophes susceptibles de compromettre inopinément leur solvabilité individuelle.

On peut concevoir également la constitution d'un syndicat de garantie basé sur un système différent de celui de la répartition ; en effet, d'une part, l'application de ce dernier système comporte des inconvénients qui lui sont propres (1), et, d'autre part, elle semble incompatible avec la faculté, pour chaque syndiqué, de se retirer de l'association. Il paraît dès lors préférable que les syndiqués payent une prime en vue de la création d'une réserve qui constituerait le patrimoine du syndicat ; non seulement on éviterait ainsi les inconvénients du système de la répartition, mais encore on réaliserait, pour chaque syndiqué, la possibilité d'abandonner le syndicat après acquittement des primes correspondant aux risques qu'il aurait imposés à l'association. Les primes exigibles devraient être égales à celles d'un organe d'assurance en vue de la constitution de la réserve mathématique ; toutefois, le syndicat, conservant, eu égard à la solidarité de ses membres, la liberté de la gestion de ses fonds, pourrait recourir à des emplois de ses capitaux plus rémunérateurs que les placements admis pour une société d'assurance à primes fixes ou mutuelle ; par suite, on pourrait espérer qu'au bout d'une période de temps limitée, le syndicat posséderait, grâce aux primes encaissées, un patrimoine dont les revenus permettraient de faire face au service des indemnités même en cas de départ de certains membres de l'association ; le versement des primes serait alors suspendu ; ainsi, dans ce système, à la diffé-

(1) Voir notre ouvrage sur les *Lois d'assurance ouvrière à l'étranger*, liv. II, p. 12 et suiv.

rence du système de la répartition, le présent ne léguerait aucune charge à l'avenir ; chacun des syndiqués originaires retrouverait, d'ailleurs, la valeur des sacrifices qu'il se serait imposés, dans la part du patrimoine qui lui reviendrait et qui constituerait une plus value de son entreprise dont ses successeurs devraient lui tenir compte.

316. — La loi de 1898 a soumis (art. 27, § 3) les syndicats de garantie à la surveillance de l'État et leur a appliqué (art. 27, § 4), pour le recouvrement des frais de surveillance, les mêmes mesures qu'aux sociétés à primes fixes (n° 293). Elle ne leur a pas toutefois imposé la constitution de réserves : la solidarité qui unit tous leurs membres en tient lieu.

317. — La loi a d'ailleurs renvoyé à un règlement d'administration publique la détermination des conditions de leur création et de leur fonctionnement (art. 27, § 3 *in fine*).

Le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, y a pourvu dans son titre II (1).

Toutefois, en raison du caractère de nouveauté des organes à réglementer, ce texte n'a pu formuler des mesures de détail ; il s'est borné à des prévisions générales, laissant à des décrets rendus en Conseil d'Etat le soin de résoudre les questions d'espèce que soulèverait la pratique. Il n'a même pas exigé la constitution de réserves ni celle de cautionnements.

Les syndicats de garantie ont semblé devoir être des mutuelles avec solidarité des membres limitée soit dans le temps, soit par la réassurance et dispensant du versement d'un cautionnement. Une liquidation périodique doit d'ailleurs permettre aux syndiqués de reconquérir

(1) Voir Annexe n° 3 le texte de ce décret. — Ce décret est le deuxième des décrets du 28 février 1899.

leur liberté d'action au cas où les conditions initiales de constitution du syndicat, par exemple le degré de solvabilité de quelques-uns des adhérents, se seraient modifiées.

Conçu dans cet esprit, le deuxième décret du 28 février 1899 rappelle (art. 21, § 1) le principe de la solidarité qui lie tous les adhérents d'un syndicat, et déclare (art. 21, § 2) que cette solidarité ne prend fin que lorsque le syndicat a entièrement liquidé ses opérations, soit directement, soit en versant à la Caisse nationale des retraites l'intégralité des capitaux constitutifs des pensions. La liquidation peut d'ailleurs (*ibid.*, art. 21, § 3) être périodique.

Un syndicat de garantie doit (*ibid.*, art. 22) comprendre au moins cinq mille ouvriers assurés et dix chefs d'entreprise adhérents, dont cinq occupant chacun au moins trois cents ouvriers.

Le fonctionnement de chaque syndicat est réglé par des statuts qui doivent faire l'objet d'une demande tendant à l'obtention de l'approbation officielle (*ibid.*, art. 23, § 1). Il est statué sur la demande d'approbation par décret rendu en Conseil d'Etat sur le rapport du ministre du Commerce, après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents, au vu du texte des statuts et des pièces justificatives des conditions et engagements exigés par le règlement d'administration publique (*ibid.*, art. 23, § 2). En cas d'approbation, le décret qui intervient règle (*ibid.*, art. 24) les conditions de l'exercice de la surveillance et du contrôle, sous une forme analogue à celle qui a été définie par le même règlement d'administration publique du 28 février 1899 (art. 10 à 20), ainsi que les conditions de la révocation possible de l'approbation et du versement, motivé par une telle révocation, des capitaux constitutifs des pensions. Le règlement d'administration publique se borne à spécifier (art. 25), que les contributions pour frais de surveillance doivent être fixées

d'après le montant du cautionnement auquel serait astreinte une société d'assurance pour le même chiffre de salaires assurés.

Facilités offertes par la loi aux débiteurs d'indemnités

318. — La loi de 1898 a facilité pour les débiteurs l'exécution de leurs obligations par deux mesures :

1^o Le versement du capital représentatif des pensions ne peut pas être exigé des débiteurs (art. 28, § 1. ;

2^o Les décisions judiciaires rendues contre eux n'emportent pas hypothèque (art. 26, § 4).

a) — *Dispense du versement du capital représentatif.*

319. — La dispense du versement du capital évite les inconvénients que comporte ce versement (n^o 388, 4^o et 5^o). La dispense n'est pas toutefois une interdiction. La loi (art. 28, § 2) autorise, en effet, les débiteurs à se libérer en une fois par le versement, à la Caisse nationale des retraites, d'un capital calculé d'après le tarif spécial de cette Caisse (n^o 462).

320. — Le seul cas où le versement du capital représentatif soit exigé est celui de cessation d'industrie (n^o 434) : et d'ailleurs, le chef d'entreprise peut s'en affranchir dans des conditions déterminées.

b) — *Absence d'hypothèque judiciaire.*

321. — Le législateur, ayant institué un régime de garantie du paiement des indemnités, a cru pouvoir exonérer les chefs d'entreprise d'une charge qui n'intéressait nullement les créanciers d'indemnités (1).

322. — Toutefois cette mesure ne s'applique pas au cas de recours de la Caisse des retraites contre les chefs d'en-

(1) POIRRIER, Séance du Sénat du 7 mars 1898 (J. O., p. 272).

entreprise ou les assureurs : il a paru convenable (1) que la Caisse des retraites ne fût pas privée des garanties de droit commun dont jouiraient les autres créanciers en présence desquels elle pourrait se trouver.

3. — RECOURS DES CHEFS D'ENTREPRISE CONTRE LES TIERS.

323. — Le législateur a prévu (art. 7, § 2) que les obligations incombant à des tiers responsables exonéreraient le chef d'entreprise jusqu'à due concurrence de l'indemnité mise à la charge de ces tiers. Aussi a-t-il spécifié (art. 7, § 3) que, si la victime ou ses ayants droit négligeaient d'exercer une action en indemnité contre les tiers responsables, le chef d'entreprise pourrait à ses risques et périls l'exercer au lieu et place des intéressés.

§ 2. — OBLIGATIONS DES TIERS.

324. — Les obligations incombant aux tiers dérivent de l'application des règles du droit commun : ils doivent réparation du préjudice causé ; la loi (art. 7, § 1) le spécifie formellement.

325. — Ils sont, du reste (art. 7, § 3), exposés, en l'absence d'action de la victime ou de ses ayants droit, à l'action du chef d'entreprise.

SECTION III.

DROITS RÉSULTANT DES ACCIDENTS

326. — L'étude des droits qui résultent des accidents comporte l'exposé successif de la définition de ces droits,

(1) THÉVENET, Séance du Sénat du 7 mars 1898 (J. O., p. 272).

de leur étendue, des conditions et du mode de leur exercice, ainsi que des garanties qui y sont attachées.

§ 1. — DÉFINITION DES DROITS.

327. - Le droit conféré à la victime ou à ses représentants est, aux termes de l'article 1^{er} (§ 1) de la loi, un droit à indemnité.

§ 2. — ÉTENDUE DES DROITS.

328. — Les droits conférés aux personnes admises au bénéfice de la loi sont limités en termes formels : le texte de l'article 2 (§ 1) déclare, en effet, qu'elles « ne peuvent se prévaloir d'aucunes dispositions autres que celles de cette loi ».

Les droits que confèrent les dispositions de la loi de 1898 résultent :

1^o De la mise à la charge du chef d'entreprise de l'indemnité légale, d'un caractère forfaitaire, exclusive de la réparation du préjudice et définie par les articles 3 et 4 (n^o 188 et suiv.) ;

2^o De l'institution d'un régime spécial prévu au cas de faute inexcusable du patron (n^o 245) par l'article 20 (§ 3) qui doit être (1) rapproché du texte de l'article 2 (§ 1) ;

3^o Du maintien du droit, vis-à-vis des tiers, à la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun (art. 7, § 1), sans que toutefois l'indemnité allouée de ce chef puisse se cumuler avec l'indemnité forfaitaire qui incombe au patron (art. 7, § 2).

§ 3. — CONDITIONS DE L'EXERCICE DES DROITS.

329. - La loi (art. 1^{er}, § 1) confère à la victime et à ses

(1) RICARD, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2217).

représentants un droit à indemnité, lorsque le sinistre répond aux conditions de circonstances, de cause, de lieu et de gravité définies par la loi (n^{os} 141, 145, 146, 151).

De ces éléments, un seul, la cause, comporte l'intervention de la victime.

En effet, l'accident peut résulter soit de l'intention, soit de la faute inexcusable de la victime : ces deux cas sont prévus par l'article 20 de la loi (n^{os} 250 et 251).

§ 4. — MODE D'EXERCICE DES DROITS.

330. — Le législateur a édicté une série de mesures destinées à établir l'existence et la valeur des droits, à en assurer la défense et à en permettre l'exercice.

Ces mesures se rapportent à la constatation des accidents, à l'enquête, à la procédure en cas de contestation, à la détermination des indemnités et au paiement de celles-ci.

1. — CONSTATATION DES ACCIDENTS.

331. — La loi, pour assurer la constatation des accidents, exige la déclaration de tout accident ayant occasionné une incapacité de travail (art. 11).

332. — La déclaration (art. 11, § 1) doit être effectuée, dans les 48 heures de l'accident, par le chef d'entreprise ou par son préposé.

Les « préposés » appelés par les termes de l'article 11 (§ 1) du 9 avril 1898 à faire la déclaration d'accident, n'ont pas été définis par cette loi. On peut chercher cette définition dans un arrêt du 8 mai 1897 de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation qui vise des contraventions à la loi du 2 novembre 1892, notamment l'omission de la déclaration d'accident prescrite par l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892, article dont le texte, quant à la mention du « préposé », ne diffère de celui de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 que par la substitution du singulier au

pluriel. Or il résulte de l'arrêt précité (1) que la responsabilité finale des contraventions incombe « aux chefs immédiats » du travail. Il semble donc que le mot « préposé » doive être entendu dans le sens étroit de « préposé à la direction », et non pas dans le sens large de « préposé à la surveillance », qui peut s'étendre à un contremaître en sous-ordre ou même à un simple ouvrier que l'âge ou l'expérience font investir d'une mission temporaire de surveillance sur ses camarades.

La déclaration peut également être opérée par la victime ou ses représentants (art. 11, § 3).

La déclaration contient les noms et adresses des témoins de l'accident ; elle est accompagnée d'un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif (art. 11, § 2).

La déclaration (art. 11, § 1) est faite au maire de la commune.

333. — Le maire doit (art. 11, § 1 *in fine*) dresser procès-verbal de la déclaration ; il doit, en outre (art. 11, § 4), remettre au déclarant récépissé de la déclaration et du certificat médical ; enfin (art. 11, § 5) il doit donner immédiatement avis de l'accident à l'inspecteur divisionnaire ou départemental du travail ou à l'ingénieur des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

334. — Cette déclaration rend inutile celle qu'exige normalement l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 ou l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 : la loi du 9 avril 1898 (art. 11, dernier paragraphe) déclare que ces textes sont inapplicables dans les cas qu'elle vise.

Ces textes ne sont pas toutefois abrogés. En effet, le texte de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 ne mentionne pas certaines entreprises auxquelles s'appliquent les lois

(1) Cass. crim. 8 mai 1897 (D. 1897, 1. 621).

des 2 novembre 1892 et 12 juin 1893, et réciproquement. C'est ainsi que les ateliers, cités dans l'article 1^{er} de chacune de ces deux dernières lois, ne figurent pas dans l'article 1^{er} de la loi de 1898, et que la mention des magasins, visés dans l'article 2 de la loi de 1893 sous la condition de l'emploi d'appareils mécaniques, est, dans l'énumération des entreprises assujetties à la loi de 1898, accompagnée de la qualification de « publics », mais affranchie de toute réserve spéciale à l'usage des machines. Inversement, les lois de 1892 et de 1893 ne s'appliquent pas (1) aux entreprises de transport que mentionne au contraire la loi de 1898. La déclaration d'accident prescrite par la loi de 1898 ne rend donc pas toujours inutile la déclaration exigée par la loi de 1892 ou 1893 : c'est pourquoi (2) il convenait, non d'abroger les articles des lois de 1892 et 1893 relatifs à la déclaration d'accident, mais de les qualifier d'inapplicables dans les cas visés par la loi de 1898.

335. — La loi a d'ailleurs garanti par une sanction l'exécution de la déclaration : amende de 1 à 15 francs susceptible d'être élevée de 16 à 300 francs en cas de récidive dans l'année ; les circonstances atténuantes sont, du moins, applicables dans la répression de ces contraventions (art. 14). La rigueur de la sanction se justifie par l'importance qui s'attache à une déclaration immédiate de l'accident en vue de l'enquête à intervenir.

336. — Le maire, d'après les éléments du certificat médical, répartit les accidents en deux catégories : d'une part, ceux qui ne semblent devoir entraîner qu'une incapacité temporaire de travail ; d'autre part, ceux qui paraissent comporter des suites plus graves. Il classe les

(1) Voir, dans ce sens, une lettre du ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies du 23 février 1894 (*Bulletin de l'inspection du travail*, 2^e année, p. 812).

(2) FÉLIX MARTIN, Séance du Sénat du 4 mars 1898 (J. O., p. 252).

déclarations relatives aux accidents de la première catégorie; il saisit, au contraire, le juge de paix des déclarations qui visent des accidents de la seconde.

337. — Il résulte de ces dispositions que la constatation des accidents appartient au maire de la commune du lieu de l'accident. Le Sénat, dans le texte qu'il avait adopté en 1896 (n° 117), avait chargé de cette mission le juge de paix du lieu de l'accident, l'enquête incombant au juge de paix du domicile de la victime. Le maire a semblé plus apte à remplir promptement cette mission en raison de son voisinage immédiat, bien qu'exposé, dans certaines communes, à des absences qui l'éloignent du lieu de l'accident ou à des circonstances qui compromettent son impartialité (1).

2. — ENQUÊTE.

338. — Aux termes de l'article 12 (§ 1) de la loi, lorsque, d'après le certificat médical, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail, le maire transmet immédiatement copie de la déclaration et le certificat médical au juge de paix du canton où l'accident s'est produit.

339. — Dans les 24 heures de la réception de cet avis, le juge de paix doit (art. 12. § 2) procéder à une enquête à l'effet de rechercher :

- 1° La cause, la nature et les circonstances de l'accident;
- 2° Les personnes victimes de l'accident et le lieu où elles se trouvent ;
- 3° La nature des lésions ;
- 4° Les ayants droit qui peuvent éventuellement prétendre à une indemnité ;
- 5° Le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes.

(1) THÉVENET, Rapport au Sénat, du 25 janvier 1898 (Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 58).

340. — L'enquête (art. 13, § 1) a lieu contradictoirement dans les formes prescrites par les articles 35 à 39 du Code de procédure civile, en présence des parties intéressées ou celles-ci convoquées d'urgence par lettre recommandée. Le juge de paix doit (art. 13, § 2) se transporter auprès de la victime de l'accident qui se trouve dans l'impossibilité d'assister à l'enquête.

341. — Le juge de paix peut faire appel au concours de spécialistes, médecins ou experts :

1^o MÉDECIN. — Aux termes de l'article 13 (§ 3), il peut, lorsque le certificat médical ne lui paraît pas suffisant, désigner un médecin pour examiner le blessé.

2^o EXPERT. — Aux termes de l'article 13 (§ 4), il peut commettre un expert pour l'assister dans l'enquête. Toutefois (art. 13, § 5), il n'y a point lieu à nomination d'expert dans le cas des entreprises suivantes :

a) Entreprises privées administrativement surveillées : tels sont les mines, minières et carrières, les appareils à vapeur, les chemins de fer, pour lesquels la surveillance est exercée par les ingénieurs des mines ou, éventuellement, par les ingénieurs des ponts et chaussées ; de plus, l'intervention, pour les mines, des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs a conduit le législateur de 1898 à les assimiler aux autres fonctionnaires chargés de la surveillance ;

b) Entreprises de l'Etat placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion : tel est le cas de l'administration des chemins de fer de l'État auprès de laquelle fonctionne, conformément au décret du 10 décembre 1895, une inspection remplissant une mission identique à celle des services de contrôle à l'égard des administrations de chemins de fer privées ;

c) Établissements nationaux où s'effectuent des travaux que la sécurité publique oblige à tenir secrets : tel est le cas des établissements de la Guerre et de la Marine.

Dans ces divers cas, les fonctionnaires chargés de la surveillance ou du contrôle, qui ont normalement à rédiger un rapport en cas d'accident, transmettent au juge de paix, pour être joint au procès-verbal d'enquête, un exemplaire de leur rapport (art. 13, § 5 *in fine*).

342. — La loi (art. 13, § 6) assigne à l'enquête un délai maximum de dix jours, qui ne peut être dépassé qu'en cas d'impossibilité matérielle dûment constatée dans le procès-verbal.

343. — Le juge de paix doit, pendant les cinq jours qui suivent, mettre le dossier à la disposition des parties : à cet effet (art. 13, § 6), il avertit celles-ci, par lettre recommandée, de la clôture de l'enquête et du dépôt de la minute au greffe, où elles peuvent, pendant un délai de cinq jours, en prendre connaissance et s'en faire délivrer une expédition sans frais.

344. — A l'expiration du délai de cinq jours, le dossier de l'enquête est transmis au président du tribunal civil de l'arrondissement (art. 13, § 6 *in fine*).

3. — PROCÉDURE.

345. — La loi a défini les juridictions compétentes et les formes de la procédure à observer devant chacune d'elles, le délai de prescription des actions en indemnité, et les facilités concédées aux victimes ou à leurs représentants par l'octroi du bénéfice de l'assistance judiciaire.

1. — Compétence et formes.

346. — La loi a distingué les indemnités d'un caractère essentiellement temporaire, d'une part, et les indemnités d'un caractère durable, d'autre part, c'est-à-dire les frais de maladie, les frais funéraires et les indemnités temporaires, d'une part, et les indemnités pour accidents suivis d'incapacité permanente ou de mort, d'autre part.

A. — Frais de maladie, frais funéraires et indemnités d'incapacité temporaire.

347. — Les contestations relatives aux frais de maladie, aux frais funéraires et aux indemnités d'incapacité temporaire sont, aux termes de l'article 15, jugées par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit.

348. — Le législateur a préféré le canton du lieu de l'accident non seulement à celui de l'établissement industriel, mais encore à celui du domicile du patron dont le juge de paix est normalement compétent en vertu de l'article 59 du Code de procédure civile, et cela pour faciliter aux victimes l'accès de la justice et assurer un examen plus précis des faits de la cause (1). Le canton du lieu de l'accident a été, d'ailleurs, préféré à celui du domicile de la victime, parce que le juge de paix du premier canton connaîtra les circonstances de l'accident avec plus de précision que le juge du second. C'est ce motif (2) qui a fait écarter une proposition (3) aux termes de laquelle, lorsque l'accident se serait produit hors du canton où se trouve l'atelier auquel l'ouvrier est attaché, l'action aurait pu être portée devant le juge de paix du domicile de l'ouvrier : cette proposition visait le cas des agents des entreprises de transport et celui des ouvriers monteurs occupés à l'extérieur et parfois à une distance considérable des ateliers de constructions mécaniques ; la victime, rapportée à son domicile, ou ses représentants pouvaient, sans doute, être éloignés du lieu de l'accident ; mais la nécessité de rap-

(1) RICARD, Rapport à la Chambre des Députés, du 25 février 1892 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 1926, J. O., p. 310), et Séance du Sénat du 21 novembre 1895 (J. O., p. 926).

(2) TRÉVENET, Séance du Sénat du 18 mars 1898 (J. O., p. 329 et 330).

(3) FÉLIX MARTIN, *Ibid.*

procher le juge de la source des renseignements a déterminé le législateur.

349. — Le juge de paix statue en dernier ressort, quelle que soit la valeur de la demande (art. 15).

350. — Cette disposition a été justifiée :

1° Par la faible importance que présente dans la plupart des cas l'objet des contestations de cette nature (1) : celles-ci portent, en effet, sur des indemnités journalières dont le taux est modique et dont la durée moyenne est courte ; au reste, elles visent d'ordinaire le chiffre de l'indemnité et ne concernent que rarement la durée du chômage ;

2° Par le désir de rendre dans tous les cas, grâce à la suppression de l'appel, la justice plus rapide et moins coûteuse (2) ;

3° Par la nécessité de recourir à un magistrat local, en vue de prévenir les fraudes, relatives notamment à la durée de l'incapacité de travail (3) ;

4° Par l'impossibilité, si l'appel était maintenu, de conserver les dispositions en vigueur pour les délais d'appel : en effet, aux termes de l'article 13 de la loi du 25 mai 1838 (4), le délai d'appel des jugements des juges de paix est de trente jours ; or le maintien de l'appel, s'il était admis, semblerait devoir être réservé aux cas où l'incapacité, présumée d'abord temporaire, revêt en se prolongeant un caractère de permanence ; le délai de trente jours serait à cet égard insuffisant et devrait être remplacé par celui de quatre-vingt-dix jours et peut-être par celui de six mois ; une dérogation au régime normal de l'appel serait donc nécessaire (5).

(1) POIRRIER, Séance du Sénat du 7 novembre 1895 (J. O., p. 886).

(2) POIRRIER, Séance du Sénat du 7 novembre 1895 (J. O., p. 886).

(3) THÉVENET, Séance du Sénat du 4 mars 1898 (J. O., p. 253).

(4) Bull., IX, 574, 7413.

(5) BOUCHER, Séance du Sénat du 4 mars 1898 (J. O., p. 254).

B. — Indemnités d'incapacité permanente et de décès.

351. — La procédure relative au règlement des indemnités d'incapacité permanente et de décès, a été organisée par les articles 16 et 17 de la loi du 9 avril 1898, qui déterminent l'un la procédure de première instance, l'autre la procédure d'appel et de cassation.

a) — Procédure de première instance.

352. — Le président du tribunal civil de l'arrondissement doit recevoir du juge de paix le dossier de l'enquête, cinq jours après la clôture de celle-ci, c'est-à-dire à l'expiration de la période de quinze jours consécutive à l'accident (n° 344).

353. — Il doit (art. 16, § 1), dans les cinq jours de la transmission du dossier, c'est-à-dire avant le vingt-unième jour consécutif à l'accident, convoquer la victime ou ses ayants droit et le chef d'entreprise.

Ce dernier peut se faire représenter (art. 16, § 1 *in fine*).

354. — Trois cas peuvent alors se présenter :

1^{er} Cas : Les parties sont d'accord sur le chiffre de l'indemnité. — Le président donne acte de cet accord (art. 16 § 2).

2^e Cas : Les parties ne sont pas d'accord. — L'affaire est renvoyée devant le tribunal (art. 16, § 3).

3^e Cas : La cause n'est pas en état, soit par exemple que le blessé n'ait pu encore reprendre le travail, soit que les renseignements relatifs aux représentants de la victime n'aient pas encore été réunis, soit que les questions de faute n'aient pas encore été résolues. — Le tribunal doit alors surseoir à statuer (art. 16, § 4).

Dans le premier cas, l'indemnité est (art. 16, § 2) fixée par l'ordonnance du président.

Dans le second, l'indemnité est (art. 16, § 3) fixée par le

tribunal qui statue comme en matière sommaire, conformément au titre XXIV du livre II du Code de procédure civile.

Dans le troisième, l'indemnité temporaire continue à être servie jusqu'à la décision définitive (art. 16, § 4).

355. — Enfin (art. 16, § 5) le tribunal peut condamner le chef d'entreprise à payer une provision, sa décision sur ce point étant exécutoire nonobstant appel : il semble résulter du régime même de l'allocation des indemnités que cette disposition soit spéciale aux ayants droit, bien que les termes généraux du texte du § 5 de l'article 16 ne motivent pas une telle limitation de la portée de la mesure. Cette disposition est du moins nécessaire pour garantir aux ayants droit le bénéfice d'une allocation jusqu'à la décision définitive du tribunal : car, en son absence, ils n'auraient pu se prévaloir du texte de l'article 16 (§ 4) qui prescrit la continuation du service de l'indemnité temporaire jusqu'à décision définitive du tribunal : ce dernier texte ne mentionne, en effet, que l'indemnité temporaire et ne vise point par suite les représentants qui, exclus du bénéfice de cette indemnité, sont au contraire admis à celui de la provision (1).

b) — *Procédure d'appel.*

356. — L'institution d'une procédure d'appel a paru nécessaire en vue de la sauvegarde des intérêts des parties (2). Quels que fussent les avantages (3) que pouvait présenter la suppression de l'appel au point de vue de la rapidité de la procédure, on a signalé (4) :

(1) FÉLIX MARTIN, Séance du Sénat du 4 mars 1898 (J. O., p. 255).

(2) THÉVENET, Rapport au Sénat, du 25 janvier 1898 (Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 58).

(3) MARUÉJOULS, Rapport à la Chambre des Députés, du 7 juillet 1897 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 2624, J. O., p. 1511).

(4) THÉVENET, Rapport au Sénat, du 25 janvier 1898 (Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 58).

a) Que les litiges étaient, en cette matière, susceptibles d'offrir : 1° une réelle importance, puisqu'ils pouvaient concerner des pensions d'une valeur notable, atteignant par exemple 1.600 francs par an ; 2° une difficulté essentielle de solution en raison de la détermination du caractère d'une faute ou de l'appréciation de la réduction subie par le salaire de la victime ;

b) Que les ouvriers, sous le régime antérieur à celui de la loi nouvelle, interjetaient avec succès appel de décisions qui avaient repoussé leurs demandes ou ne leur avaient alloué que des indemnités modiques.

On a ajouté (1) que l'inconvénient d'une prolongation de la procédure, résultant de l'appel, pouvait être fort atténué par des mesures appropriées, telles que le paiement d'une provision (art. 16, § 5).

357. — Le régime de l'appel prévu par la loi comporte d'ailleurs une abréviation des délais normaux :

En effet :

1° Si le jugement attaqué a été contradictoire, le délai d'appel, normalement fixé à deux mois par l'article 443 du Code de procédure civile, est réduit à quinze jours par la loi du 9 avril 1898 (art. 17, § 1) ;

2° Si le jugement attaqué a été rendu par défaut, le délai d'appel est de quinze jours à dater du jour où l'opposition n'est plus recevable (art. 17, § 1 *in fine*) : en cas de jugement par défaut contre avoué, le délai pour former opposition est, d'après l'article 157 du Code de procédure civile, de huit jours à partir de la signification à avoué ; ce délai n'a pas été modifié par la loi du 9 avril 1898 ; au

(1) THÉVENET, Rapport au Sénat, du 25 janvier 1898 (Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 58). — MARUÉJOULS, Rapport à la Chambre des Députés, du 24 mars 1898 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 3150, J. O., p. 930).



contraire (1), en cas de jugement par défaut contre partie, l'opposition est, aux termes de l'article 158 du Code de procédure civile, recevable jusqu'à l'exécution du jugement; or, d'une part, le Code de procédure civile (art. 156) assigne un délai de six mois pour procéder à l'exécution du jugement; d'autre part, la jurisprudence est divisée sur la nature des actes caractéristiques de cette exécution; c'est pourquoi, afin de prévenir des retards et des difficultés, le législateur de 1898 a spécifié (art. 17, § 2) que, dans le cas de jugement par défaut contre partie, l'opposition ne serait plus recevable, lorsque le jugement aurait été signifié à personne, passé le délai de quinze jours à partir de cette signification.

De plus, la Cour d'appel doit (art. 17, § 3) statuer d'urgence dans le mois de l'acte d'appel.

c) — *Procédure de cassation.*

358. — Les parties peuvent (art. 17, § 3 *in fine*) se pourvoir en cassation.

359. — Le pourvoi en cassation n'étant jamais suspensif en matière civile, il a paru inutile (2) d'instituer une procédure spéciale à cet égard; de tels pourvois ont, d'ailleurs, été présumés devoir être fort rares, les litiges portant en général sur des questions de fait.

2. — Prescription.

360. — L'action en indemnité se prescrit par un an à dater de l'accident (art. 18).

361. — En fixant ce délai, le législateur n'a point entendu déroger au principe que le criminel tient le civil en état.

(1) GIRARD, Séance du Sénat du 4 mars 1898 (J. O., p. 255 et 256).

(2) THÉVENET, Rapport au Sénat, du 25 janvier 1898 (Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 58).

Lors donc qu'il y aura lieu à poursuite correctionnelle, le juge civil devra attendre qu'il ait été prononcé sur l'action publique. Du reste, par exemple, au cas de faute présumée intentionnelle de l'ouvrier, motivant une poursuite correctionnelle, il n'y a point lieu à indemnité, tant que le tribunal de répression n'a point statué (1).

362. — Quant à la durée du délai, le législateur l'a réduite à une année en s'inspirant, dans un désir de hâter la solution des litiges, de l'exemple des législations étrangères (2) ; il a cru, d'ailleurs, ne pas porter ainsi atteinte aux intérêts des victimes, parce que les formalités de constatation et d'enquête prescrites par la loi donnent la certitude que tout intéressé pourra faire valoir, avant l'expiration du délai de prescription, ses droits à indemnité (3).

363. — La faculté de revision prévue par la loi (n° 373) garantit, du reste, pendant une période d'une durée suffisante l'obtention de l'indemnité convenable.

L'application des formalités de constatation et d'enquête conduit, en effet, à l'ouverture, dans un délai de courte durée, d'une procédure de détermination d'indemnité ; il appartient, dès lors, aux intéressés d'exercer une action en indemnité, s'ils jugent leurs droits méconnus ; ils peuvent, d'ailleurs, dans les trois ans de la détermination de l'indemnité, provoquer la revision de cette détermination.

Il n'y a donc pas à redouter que les intéressés soient déchus, au bout d'une année, du droit d'obtenir une juste indemnité pour un accident dont les conséquences n'ont pu être complètement reconnues qu'à l'expiration de cette période.

(1) THÉVENET, Séance du Sénat du 4 mars 1898 (J. O., p. 256).

(2) RICARD, Séance du Sénat du 25 novembre 1895 (J. O., p. 957), et Séance de la Chambre du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2225).

(3) RICARD et CHOVEL, Séance du Sénat du 25 novembre 1895 (J. O., p. 957).

364. — L'action en indemnité atteinte par la prescription est d'ailleurs exclusivement celle qui résulte de l'application du principe du risque professionnel et non celle qui dérive du droit commun et s'exerce, par exemple, à l'égard des tiers (n° 324) (1) : le blessé pourra, dès lors, actionner des tiers à une époque à laquelle il sera forclo dans son action contre le patron (2) ; la réalisation de cette hypothèse sera toutefois fort rare, puisque, en raison de l'interdiction du cumul de l'indemnité de droit commun et de l'indemnité forfaitaire (art. 7, § 2), l'action contre le tiers n'aura d'intérêt que dans le cas, jugé exceptionnel, où la faute imputable au tiers ne serait pas couverte par l'indemnité légale (3).

3. — Assistance judiciaire.

365. — La loi (art. 22) a institué, pour l'octroi de l'assistance judiciaire aux victimes d'accidents ou à leurs représentants, un régime de faveur dérogatoire au droit commun.

366. — Elle accorde, en effet, de plein droit ce bénéfice devant le juge de paix et en première instance (art. 22, §§ 1 et 4).

367. — Néanmoins l'octroi de ce bénéfice de plein droit n'a pas entraîné la suppression de toute formalité : il est, en effet, nécessaire que les agents du fisc soient avisés et que la défense du demandeur soit assurée gratuitement (4).

Aussi, devant le tribunal, le visa du procureur de la

(1) RICARD, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2225 et 2226).

(2) SAUZET, *Ibid.*, p. 2226.

(3) RICARD, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2226).

(4) THÉVENET, Rapport au Sénat, du 25 janvier 1893 (Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 58).

République est-il exigé (art. 22, § 1). A cet effet (art. 22, § 2), le président du tribunal, chargé de constater l'accord des parties ou de les renvoyer devant le tribunal, doit, en cas de non-conciliation, transmettre au procureur, dans les trois jours de la comparution des parties, un extrait de son procès-verbal de non-conciliation, accompagné des pièces de l'affaire. Le procureur procède (art. 22, § 3) conformément aux paragraphes 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 22 janvier 1851 (1) qui règlent la désignation de l'avocat, de l'avoué et de l'huissier chargés de prêter leur ministère à l'assisté, et prévoient l'avis à donner au receveur de l'enregistrement.

368. — D'ailleurs (art. 22, § 4) le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de plein droit à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière, et à toute contestation incidente à l'exécution des décisions judiciaires.

Si l'attribution de l'assistance judiciaire de plein droit est légitime en matière d'instances devant le juge de paix, c'est-à-dire pour les mesures nécessaires à la protection des droits de l'ouvrier ou de ses ayants droit, cette faveur peut paraître excessive en matière d'exécution de décisions judiciaires qui consacrent ces droits. Il n'aurait pas semblé trop rigoureux pour l'ouvrier, et il aurait dû paraître équitable pour le débiteur, de subordonner l'octroi de l'assistance judiciaire en matière d'actes d'exécution à une décision préalable d'une personne autorisée : d'une part, l'obligation, en cas de refus de l'assistance, de supporter les frais de la poursuite aurait empêché qu'elle ne fût témérement engagée et ne revêtît un caractère vexatoire ; d'autre part, l'intervention de la décision préalable aurait assuré le bénéfice de la gratuité de la poursuite dans tous les cas où celle-ci aurait été admissible.

(1) Bull., X, 346, 2680.

369. — Par contre, le bénéfice de l'assistance judiciaire de plein droit n'a pas été accordé devant les Cours d'appel ou de cassation, de peur de donner lieu à des abus : devant ces juridictions le régime du droit commun est maintenu, c'est-à-dire que les bureaux d'assistance judiciaire, institués par la loi du 22 janvier 1851, doivent statuer sur chaque demande (1).

370. — Enfin, il n'a point paru possible d'accorder dans ces conditions l'assistance judiciaire aux chefs d'entreprise, cette assistance étant réservée aux indigents par la loi spéciale à la matière (2).

4. — DÉTERMINATION DES INDEMNITÉS.

371. — Il y a lieu de distinguer la détermination provisoire et la détermination définitive des indemnités.

1. — Détermination provisoire.

372. — La détermination de l'indemnité résultant, soit d'un accord amiable, soit d'une décision judiciaire intervenue à la suite de l'accident, n'a qu'un caractère provisoire (3) : elle est sujette à revision.

373. — En effet, aux termes de l'article 19 (§ 1), une demande en revision de l'indemnité peut être formulée en raison « soit de l'aggravation soit de l'atténuation de l'infirmité de la victime, soit de son décès ».

(1) THÉVENET, Rapport au Sénat, du 25 janvier 1898 (Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 58).

(2) THÉVENET, Rapport au Sénat, du 25 janvier 1898 (Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 58).

(3) Il importe de signaler que l'épithète « définitive », qui accompagne le mot « décision » dans le texte du § 1 de l'article 19, s'applique exclusivement au caractère de la décision judiciaire et non à celui de la détermination de l'indemnité : cette épithète indique seulement que la décision judiciaire visée par ce texte est rendue à titre définitif, c'est-à-dire n'est plus susceptible d'aucun recours.

374. — Il résulte de ces termes que la demande peut émaner, soit du débiteur de l'indemnité en cas d'amélioration de l'état du blessé, soit de celui-ci en cas d'aggravation de son état, soit des représentants de la victime si cette dernière vient à décéder.

375. — Le délai pendant lequel la demande en revision est recevable, est fixé à trois ans, à dater de la détermination provisoire, amiable ou judiciaire (art. 19, § 1 *in fine* : le législateur s'est proposé, en adoptant cette durée, de permettre à l'état de la victime de revêtir un caractère définitif, sans prolonger à l'excès une situation provisoire (1).

376. — Ce délai est distinct de celui par lequel se prescrit, aux termes de l'article 18, l'action en indemnité : il en diffère non seulement par la durée (trois ans au lieu d'un an), mais encore par l'origine, qui, au lieu d'être le jour de l'accident, est la date de la détermination de l'indemnité.

377. — La faculté de demander la revision n'a point d'ailleurs le même objet que le droit d'exercice d'une action en indemnité. L'action en indemnité tend à provoquer par une décision judiciaire la détermination de l'indemnité, lorsque cette détermination n'a pu être réalisée par un accord amiable : la demande en revision a pour objet la réformation de la détermination originaire eu égard à des modifications survenues dans l'état de la victime,

2. — Détermination définitive.

378. — C'est à l'expiration du délai de revision, c'est à-dire au bout de trois ans, que la détermination provisoire devient définitive : c'est alors seulement que le titre de pension est remis à la victime (art. 19, § 2).

(1) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 3 avril 1895 (Sén., Doc. parl., n° 73, J. O., p. 273).

5. — PAYEMENT DES INDEMNITÉS.

379. — Les dispositions légales relatives au payement des indemnités, visent les rentes constituées en vertu de la loi : il est spécifié (art. 3, § 3) :

- 1° Qu'elles sont payables par trimestre ;
- 2° Qu'elles sont incessibles et insaisissables.

§ 3. — DE LA GARANTIE DE L'EXERCICE DES DROITS

I. — GÉNÉRALITÉS.

380. — La garantie du paiement de l'indemnité est tantôt limitée (n° 65), tantôt absolue (n° 69).

381. — Le législateur a établi une distinction au point de vue des garanties entre les indemnités d'un caractère essentiellement temporaire et les indemnités d'un caractère durable, c'est-à-dire entre les frais de maladie, les frais funéraires et les indemnités pour accidents suivis d'incapacité temporaire, d'une part, et les indemnités pour accidents suivis d'incapacité permanente ou de mort, d'autre part.

A. — Frais de maladie, frais funéraires et indemnités d'incapacité temporaire.

382. — La loi du 9 avril 1898 n'a institué pour les frais de maladie, les frais funéraires et les indemnités temporaires qu'une garantie limitée, constituée par un privilège sur la généralité des biens du débiteur. Cette garantie a semblé suffisante eu égard à la modicité relative de la valeur de la créance (1).

(1) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 3 avril 1895 (Sén., Doc. parl., n° 73, J. O., p. 273). — THÉVENET, Séance du Sénat du 3 mars 1898 (J. O., p. 231).

B. — Indemnités d'incapacité permanente et de décès.

383. — La loi du 9 avril 1898 a consacré, pour les indemnités de longue durée, le système de la garantie absolue du paiement de l'indemnité à la victime ou à ses ayants droit.

384. — Le système de la garantie limitée avait été cependant, à une époque relativement récente, l'objet d'un vote favorable du Sénat (n° 117) : dans ce système, la garantie devait être réalisée par un privilège dont le patron pouvait s'affranchir notamment par l'assurance.

Les partisans de ce système avaient fait valoir :

1° Qu'il évitait toute intervention de l'État comme assureur (1) ;

2° Qu'il ne comportait aucune accumulation de capitaux (2) ;

3° Qu'il n'imposait pas une charge excessive à l'industrie, le privilège ne devant s'exercer qu'après la survenance d'un accident et au cas où le chef d'entreprise ne pouvait faire face à ses engagements (3) ;

4° Qu'il laissait d'ailleurs à l'industriel la faculté de s'exonérer du privilège en recourant à l'assurance (4).

Les adversaires de ce système lui avaient reproché :

1° De ne pas donner une certitude absolue de l'obtention de l'indemnité, l'actif au jour de l'accident pouvant être insuffisant (5) ;

(1) THÉVENET, Rapport au Sénat, du 2 mars 1896 (Sén., Doc. parl., n° 48, J. O., p. 119).

(2) THÉVENET, Rapport au Sénat, du 2 mars 1896 (Sén. Doc. parl., n° 48, J. O., p. 119).

(3) THÉVENET, Séance du Sénat du 17 mars 1896 (J. O., p. 258).

(4) THÉVENET, *Ibid.*

(5) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 3 avril 1895 (Sén., Doc. parl., n° 73, J. O., p. 271).

2° De porter atteinte au crédit de l'industriel, par la création d'un privilège qui garantissait une créance indéterminée et susceptible d'atteindre une somme considérable (1);

3° D'être frustratoire des droits d'autres créanciers dont le privilège serait primé par celui des blessés (2);

4° De créer indirectement l'obligation de l'assurance que le législateur signalait comme un moyen de s'affranchir du privilège (3);

5° D'exposer, en cas de déconfiture de l'assureur, le patron assuré, qui aurait régulièrement acquitté ses primes, à l'obligation de garantir néanmoins à la victime le paiement de l'indemnité (4).

385. — La garantie absolue, dont la nécessité était reconnue, pouvait être réalisée sous plusieurs formes : l'assurance obligatoire, la garantie préventive obligatoire, la garantie mutuelle obligatoire de solvabilité.

1^{re} Forme. — Assurance obligatoire.

386. — L'assurance obligatoire avait été admise dans le texte voté par la Chambre des Députés le 10 juin 1893 (n° 104).

Le système consacré par ce texte comportait le versement, dans une Caisse d'Etat, des capitaux représentatifs des pensions, soit par voie de répartition annuelle entre les membres de chaque circonscription régionale d'assurance, soit par voie de prélèvement sur le cautionnement des industriels qui auraient eu recours à l'assurance individuelle ou syndicale.

(1) POIRRIER, Séance du Sénat du 17 mars 1896 (J. O., p. 255).

(2) POIRRIER, *Ibid.*

(3) POIRRIER, *Ibid.*

(4) MARUÉJOULS, Rapport à la Chambre des Députés, du 7 juillet 1897 (Ch. Dép., Doc. parl., n° 2624, J. O., p. 1512).

387. — On invoquait en faveur de ce système :

1^o La sûreté qu'il donnait à l'ouvrier : il mettait à l'abri de toute éventualité les capitaux nécessaires au service des pensions, puisqu'il en exigeait la constitution et la conservation dans une Caisse d'Etat et qu'il donnait à l'ouvrier l'Etat pour débiteur (1) ;

2^o La tranquillité qu'il assurait au patron : il permettait au chef d'entreprise d'échapper à la ruine en cas de sinistre grâce au versement d'une faible contribution d'abonnement (2) ;

3^o La liberté qu'il laissait au patron dans le choix des moyens qui lui étaient offerts pour satisfaire à l'obligation de l'assurance (3).

388. — Ce système fut l'objet des critiques suivantes (4) :

1^o L'assurance obligatoire détruisait le sentiment de l'initiative individuelle ; elle pouvait conduire le patron assuré à se désintéresser de la sécurité de son entreprise, et elle remplaçait la prévoyance de l'individu par celle de l'Etat ;

2^o Le système, comportant des circonscriptions d'assurance, substituait, en face du blessé, au patron individuel une collectivité anonyme ; ce résultat ne pouvait que multiplier les procès, la collectivité n'ayant d'autre but que la

(1) RICARD, Séance de la Chambre des Députés du 10 juin 1893 (J. O., p. 1668).

(2) RICARD, Séance de la Chambre des Députés du 10 juin 1893 (J. O., p. 1676 et 1677). — Les bases du calcul présenté par M. RICARD ont été empruntées au tarif autrichien qui donne des primes d'assurance variant, suivant les risques d'accidents, de 0,28 à 5,67 pour 100 du salaire. (Voir notre ouvrage sur les *Lois d'assurance ouvrière à l'étranger*, liv. II, p. 848.)

(3) RICARD, Séance de la Chambre des Députés du 10 juin 1893 (J. O., p. 1676).

(4) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 3 avril 1895 (Sén., Doc. parl., n° 73, J. O., p. 269 et 270) et Séances du Sénat des 10 juin 1895 (J. O., p. 582 et 583) et 26 novembre 1895 (J. O., p. 964).

défense de ses intérêts financiers, et le patron étant disposé, après paiement de sa contribution d'assurance, à conseiller au blessé d'attaquer la collectivité débitrice ;

3° Il ne garantissait pas une répartition équitable des charges entre les industriels obligatoirement associés, en raison, d'une part, du caractère arbitraire du groupement qui associait un patron soigneux à un patron négligent, et, d'autre part, de l'étendue limitée de ce groupement qui ne permettait pas aux conséquences financières d'une catastrophe de porter sur un nombre de têtes suffisant pour en amortir les effets ;

4° Il imposait à l'industrie le versement immédiat de sommes importantes : en effet, le paiement du capital représentatif des pensions comportait des annuités qui auraient été considérables dès l'origine (1) et qui se

(1) Le montant des capitaux représentatifs des pensions, calculé sur les bases admises dans le projet voté par la Chambre des Députés en 1893 et maintenues (sauf des modifications qui n'intervenaient pas dans le calcul) par la loi du 9 avril 1898, a été l'objet de plusieurs évaluations :

1^{re} évaluation. — Une première évaluation résulte d'une *Etude sommaire des résultats financiers probables de la loi sur la responsabilité des accidents*, par MM. GRUNER et MARIE (*Bulletin du comité permanent du Congrès international des accidents du travail*, t. VI, p. 314) ; les bases admises étaient 4 millions d'ouvriers au salaire de 1.000 francs.

Nombre d'accidents mortels.....	2 800
— suivis d'incapacité permanente totale.	1.180
— — — partielle	11.640
— — — temporaire	4.920

Mais, pour éviter toute exagération, on avait réduit à 14.000 (soit une diminution d'environ 11,5 0/0), le nombre (15.820) des cas d'incapacité permanente, partielle ou totale.

On avait fait abstraction des charges qui n'avaient pas un caractère périodique ; en l'absence de tout document, on avait évalué à 40 0/0 du salaire le taux moyen de la pension d'incapacité permanente.

La répartition des victimes par âge avait été empruntée aux résultats d'une enquête faite sur plus de 100.000 ouvriers

seraient capitalisées dans les caisses de l'Etat à un taux d'intérêt peu élevé, tandis que le régime de la répartition (n° 71, d), qui n'exigeait pas le versement des capitaux, ne

mineurs français (*Bulletin du comité permanent du Congrès international des accidents du travail*, t. VI, p. 338) On avait appliqué la table de mortalité de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. On avait fait les calculs successivement au taux de 3 0/0 et à celui de 3,5 0/0. On avait ainsi obtenu les résultats suivants (l'équilibre devait, au bout de 80 ans, être établi entre les extinctions et les créations de pensions):

CAPITAUX REPRÉSENTATIFS	TAUX DE 3 0/0	TAUX DE 3,5 0/0
Dès la première année.....	114 985.357 f.	107.089.704 f
Au bout de cinq ans.....	545.827.910	505.826.548
— dix ans.....	1.019.077.297	951.572.593
— vingt ans.....	1.753.814.393	1.644 358.719
— quatre-vingts ans	2.656.807.367	2.508.880.765

En un mot, au taux de 3 0/0, cette évaluation conduisait aux résultats suivants :

Montant des capitaux à verser annuellement 115 millions.

Montant des capitaux immobilisés :

dès la première année..... 111 millions 1/2.

au bout de dix ans..... 1 milliard.

au bout de vingt ans..... près de 2 milliards.

lors de la période d'équilibre.. plus de 2 milliards 1/2.

Ce sont ces chiffres qui ont été admis par M. POIRRIER dans son rapport au Sénat du 3 avril 1895 (Sén., Doc. parl., n° 73, J. O., p. 270).

2° évaluation. — Une deuxième évaluation a été donnée dans l'étude sur *La loi des accidents du travail devant le Sénat en 1898*, par M. DARCY (Paris, Comité central des houillères de

motivait, au début de l'application de l'assurance, que le paiement de sommes beaucoup moindres et ne devait atteindre des chiffres plus élevés qu'à une époque où

France, 1898). Cette évaluation se déduit de la précédente par les observations suivantes :

a) La table de mortalité, employée pour la première évaluation, est celle de la Caisse nationale des retraites ; cette table s'applique à une population moyenne et non à une population d'ouvriers blessés dont la mortalité est plus élevée ; or il a été dressé en Allemagne et en Autriche (voir notre ouvrage sur les *Lois d'assurance ouvrière à l'étranger*, liv. II, p. 332, 346 et 843) des tables spéciales à la mortalité des ouvriers blessés ; en adoptant la table autrichienne (*loc. cit.*, p. 843), on a, dans la deuxième évaluation, obtenu 92 millions, au lieu de 115, pour le versement annuel :

b) Le taux admis, dans la première évaluation, pour le rapport de la pension au salaire était de 40 0/0 ; d'après des documents officiels, publiés en Allemagne postérieurement à cette évaluation (Compte rendu du fonctionnement de l'assurance-accidents en 1895), le taux moyen de la pension n'excède pas 30 0/0. Dans la deuxième évaluation, on a admis ce taux. On n'a pas toutefois substitué purement et simplement le chiffre de 30 0/0 à celui de 40 0/0, ce qui eût entraîné une réduction de 25 0/0 sur le chiffre de 92 millions précédemment obtenu ; en effet, les hypothèses faites relativement aux bases de la première évaluation comportaient (voir ci-dessus) une réduction de 11,5 0/0 sur le nombre des cas d'incapacité permanente : la réduction à apporter au chiffre de 92 millions n'a donc paru devoir être que de 13,5 0/0 ; le chiffre de 80 millions a été obtenu par cette réduction.

En un mot, cette évaluation a conduit aux résultats suivants :

Montant des capitaux à verser annuellement 80 millions.

Montant des capitaux immobilisés :

dès la première année..... 77 millions 1/2.

au bout de dix ans..... 700 millions.

au bout de vingt ans..... 1.220 millions.

lors de la période d'équilibre..... 1.850 millions.

3^e évaluation. — Une troisième évaluation a été donnée par le Ministère du Commerce en 1897 ; elle était basée sur l'emploi d'un taux d'intérêt de 3,25 0/0 et l'application de la table autrichienne (voir notre ouvrage précité, liv. II, p. 843).

On avait supposé un effectif de 4 millions d'ouvriers au salaire

l'industrie aurait fait fructifier à un taux avantageux les capitaux que le versement immédiat condamnait à la stérilité ;

5° Il immobilisait dans les caisses de l'Etat des sommes considérables (1) par le fait même du versement des capitaux représentatifs des pensions : ce qui avait, d'une part, l'inconvénient de priver l'industrie de capitaux qui lui sont nécessaires et auxquels elle procure un emploi fructueux, et, d'autre part, le danger d'imposer à l'Etat la responsabilité de la gestion de capitaux, dont l'accumulation même abaisserait le taux d'emploi, exigeant ainsi de l'industrie des sacrifices de plus en plus élevés pour permettre le service des pensions.

2° Forme. — Garantie préventive obligatoire.

389. — La garantie préventive obligatoire avait été

moÿen de 1.000 francs, et on avait admis des risques d'accidents un peu différents, mais voisins, de ceux qui avaient été pris pour base de la première évaluation.

Cette évaluation a été reproduite par M. THÉVENET dans son rapport au Sénat du 25 janvier 1898 (Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 56).

Cette évaluation a conduit aux résultats suivants :

Montant des capitaux à verser annuellement 65 millions.

Montant des capitaux immobilisés :

dès la première année...	63 millions 1/2.
au bout de dix ans	530 millions.
au bout de vingt ans	940 millions.
lors de la période d'équilibre.....	1,830 millions.

4° évaluation. — Une quatrième évaluation, à laquelle M. BOUCHER, ministre du Commerce, s'est référé dans son discours à la Chambre des Députés le 28 octobre 1897 (J. O., p. 2229), donnait le chiffre de 72 millions comme montant des sommes à verser annuellement à titre de capitaux représentatifs des pensions. Ce chiffre correspondait à celui de 65 millions (obtenu dans la troisième évaluation) lorsqu'au taux d'intérêt de 3,25 0/0 on substituait celui de 3 0/0.

(1) Ces sommes sont définies par les chiffres de la note qui précède.

adoptée par la Commission du Sénat dans son projet du 3 avril 1895 (n° 105).

Le système défini par ce texte consistait à exiger du chef d'entreprise une garantie préventive (1) en lui laissant le choix entre divers modes de garantie : cautionnement, syndicat de garantie, caisse de prévoyance, contrat d'assurance.

390. — Ce système évitait l'accumulation de sommes importantes dans les caisses de l'État.

391. — Toutefois il offrait les inconvénients suivants :

1° Il n'évitait point le versement par l'industrie de sommes considérables, soit à titre de primes aux compagnies d'assurance, soit à titre de capitaux, hors les cas de dispense prévus par le projet (2) ;

2° Il obligeait l'autorité administrative à exercer sur les établissements détenteurs de capitaux représentatifs des pensions, une surveillance qui pouvait engager dans une certaine mesure la responsabilité de l'État (3) ;

3° Il pouvait ne pas procurer dans tous les cas la garantie absolue (4).

(1) Dans son rapport du 3 avril 1895 (Sén., Doc. parl., n° 73, J. O., p. 271), M. POIRRIER avait admis : 1° que la petite industrie aurait fourni en général la garantie sous forme d'un contrat d'assurance, et que, d'après les statistiques autrichiennes, la prime correspondante n'aurait pas excédé 3 0/0 et se serait abaissée fréquemment à 1 0/0 du salaire ; 2° que la grande industrie, restant son propre assureur, aurait dû déposer des sommes variant de 2 à 5 ou même 10 0/0 du salaire.

(2) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 28 juin 1895 (Sén., Doc. parl., n° 146, J. O., p. 299).

(3) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 28 juin 1895 (Sén., Doc. parl., n° 146, J. O., p. 299).

(4) DARCY, *La loi des accidents du travail devant le Sénat en 1898*, p. 25. — M. BOUCHER, ministre du Commerce a également signalé (Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897, J. O., p. 2228) que « si un cautionnement peut utilement garantir contre toute malversation une gestion financière dont les risques

3^e Forme. — Garantie mutuelle obligatoire de solvabilité.

392. — La garantie mutuelle obligatoire de solvabilité a été consacrée sous des formes diverses par la Commission sénatoriale dans son projet du 28 juin 1895 (n° 107), puis dans son projet du 17 novembre 1895 (n° 109) selon un mode admis en première délibération par le Sénat le 5 décembre 1895 (n° 111), puis par la Commission de la Chambre des Députés dans son projet du 27 octobre 1897 (n° 121) suivant un système adopté par la Chambre des Députés le 28 octobre 1897 n° 123), enfin par le Sénat et la Chambre des Députés en 1898 (n°s 131 et 133).

Le système consistait dans la répartition annuelle de la somme qui représente, d'après les prévisions admises, la valeur des sommes annuellement laissées en souffrance par les industriels assujettis.

393. — Ce système offrait les avantages suivants :

1° Il procurait dans tous les cas la garantie absolue (1) ;

2° Il faisait appel à des moyens dont l'importance était en rapport avec le but poursuivi : l'objet de la garantie absolue était, en effet, de mettre l'ouvrier à l'abri de l'insolvabilité du patron : le seul risque à couvrir était donc le risque d'insolvabilité, lequel ne représente qu'une fraction minime des indemnités (2) ;

se divisent comme le temps et sont interrompus par la régularité des versements, des inspections et des contrôles, il en est tout autrement des risques accidentels dont on ne peut calculer la portée qu'en envisageant des ensembles, des collectivités étendues, tandis que les cautionnements, pour garantir des responsabilités privées, doivent être individuels comme les risques », de telle sorte que l'on était conduit à exagérer les cautionnements sans être certain de faire face aux conséquences financières des grandes catastrophes.

(1) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 28 juin 1895 (Sén., Doc. parl., n° 146, J. O., p. 299). — BOUCHER, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2228 et 2229).

(2) Les chiffres suivants ont été cités lors de la discussion

3° Il n'imposait à l'industrie que des charges minimales : en effet, tandis que la prime d'assurance obligatoire devait couvrir à la fois le risque d'accident et le risque d'insolvabilité, la prime de garantie de solvabilité ne devait parer qu'à ce dernier risque (1);

de la loi du 9 avril 1898 : d'après la statistique française, sur 1.676.069 patentés, 8.465 faillites et liquidations avaient été ouvertes en 1891, soit 0,5 0/0 (POIRRIER, Séance du Sénat du 26 novembre 1895, J. O., p. 965; BOUCHER, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897, J. O., p. 2228); ce chiffre pouvait toutefois, en matière exclusivement industrielle, être réduit à 0,4 0/0; car le nombre des patentés comprend tous les représentants du petit commerce pour lesquels le coefficient d'insolvabilité est plus élevé que pour l'industrie; de plus, les faillites et les liquidations judiciaires laissent un actif qui, dans un grand nombre de cas, pourrait couvrir les indemnités d'accidents (BOUCHER, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897, J. O., p. 2228). D'autre part, d'après les documents de l'Administration des contributions directes, la contribution des patentes s'était élevée, en 1894, à 188 millions, et les dégrèvements, comprenant en particulier les cotes irrécouvrables, avaient atteint 1.494.000 francs, soit 0,8 0/0. Enfin, en Allemagne, les insolvabilités, constatées, dans les corporations industrielles d'assurance obligatoire contre les accidents, par une enquête relative aux années 1889, 1891 et 1893, étaient non seulement restées de beaucoup inférieures à 1 0/0, mais encore ne s'exprimaient dans un grand nombre de corporations que par des fractions de dix millièmes (POIRRIER, Séance du Sénat du 26 novembre 1895, J. O., p. 965). Ces chiffres étaient empruntés à une lettre de M. le docteur BOEDIKER, président de l'Office impérial allemand des assurances, dont la traduction se trouve dans le *Bulletin du comité permanent du Congrès international des accidents* (t. VI, p. 519).

(1) BOUCHER, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2229).

Deux évaluations ont été données des charges probables, résultant pour l'industrie de la garantie de solvabilité:

1^{re} évaluation. — La première évaluation a été établie par M. POIRRIER dans l'hypothèse où les chefs d'entreprise n'auraient pas été tenus au versement immédiat des capitaux représentatifs des pensions (Séances du Sénat des 26 novembre et 2 décembre 1895, J. O., p. 965 et 1003); les bases de cette évaluation étaient un nom-

4° Il dégageait absolument la responsabilité de l'État (1),

bre annuel d'accidents suivis d'incapacité permanente égal à 15.820, et une valeur moyenne de la pension égale à 400 francs : le montant des arrérages à servir pour la première année ressortait donc à 400×15820 , soit 6 à 7 millions ; en outre, l'auteur de cette évaluation tint compte de la faculté, prévue pour les titulaires de pensions, de réclamer le versement immédiat du quart du capital, et il supposa que deux cinquièmes des titulaires useraient de cette faculté ; il en conclut que, de ce chef, il devrait être payé une somme de 10 millions, mais que la valeur, calculée ci-dessus, des arrérages s'abaisserait à 4 millions. Au bout de dix années, les sommes distribuées comme arrérages auraient atteint (abstraction faite des intérêts des avances et des décès) la valeur de 40 millions. En déduisant 10 0/0 pour tenir compte des décès, M. POIRRIER ramena le chiffre à 36 millions, et, en y ajoutant la valeur (10 millions) des capitaux à payer chaque année, il obtint le chiffre de 46 millions comme montant total annuel à payer. La proportion des insolvabilités ne s'élevant jamais à 1 0/0 (voir la note ci-dessus), la somme à imposer comme prime de garantie de solvabilité ne devait jamais atteindre 460.000 francs. M. POIRRIER adopta ce chiffre et supposa qu'il devait être réparti entre tous les patrons assujettis ; il admit que ces patrons distribuaient 4 milliards de salaires par an : la répartition de la charge proportionnellement au salaire donnait donc le chiffre de 1 fr. 15 par 10.000 francs de salaires. Afin de tenir compte des frais d'administration, et cela assez largement pour éviter tout mécompte, il doubla ce chiffre et le porta ainsi à 2 fr. 30 ; enfin, il le majora encore de moitié et le porta à 3 fr. 45 afin de tenir compte des intérêts des avances effectuées pour les patrons par la Caisse d'assurance que prévoyait le projet.

2° évaluation. — La deuxième évaluation a été établie par M. BOUCHER, ministre du Commerce, dans l'hypothèse du versement immédiat des capitaux représentatifs des pensions (Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897, J. O., p. 2228 et 2232). En admettant que le montant des capitaux représentatifs des pensions fût égal à 72 millions et la proportion des insolvabilités à 1 0/0, la somme à imposer annuellement comme prime de garantie de solvabilité ressortait à 720.000 francs. D'ailleurs, comme la proportion des insolvabilités semblait pouvoir être réduite à 0,5 0/0 (voir la note ci-dessus), la somme à imposer annuellement pouvait être évaluée à 400.000 francs au plus.

(1) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 28 juin 1895 (Sén., Doc.

puisque le risque était couvert par le paiement d'une prime convenable (1);

5° Il comportait, en raison de la modicité des sommes dont il exigeait le recouvrement, l'établissement d'un groupement solidaire, comprenant, non plus seulement une profession ou une région déterminée, mais la totalité du territoire : l'effet individuel des conséquences de chaque sinistre était ainsi notablement atténué (2).

parl., n° 146, J. O., p. 299). — BOUCHER, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2229).

(1) On peut également signaler, comme confirmation des deux derniers avantages précités, que la garantie mutuelle obligatoire de solvabilité réalise la garantie absolue sans exiger le versement des capitaux constitutifs des pensions. C'est ainsi que le Sénat a vu, dans son projet du 19 mars 1898 (n° 131), ne pas conserver l'obligation du versement de ces capitaux, que la Chambre des Députés avait imposée dans son projet du 28 octobre 1897 (n° 123). — M. TRÉVENET, rapporteur au Sénat, avait formulé, tant dans son rapport du 25 janvier 1898 (Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 56) qu'à la tribune du Sénat (3 mars 1898, J. O., p. 231), plusieurs objections contre l'obligation du versement des capitaux imposée par le projet du 28 octobre 1897 de la Chambre des députés.

Ces objections étaient les suivantes :

1° Dans le système de la Chambre des Députés, l'État était l'assureur du patron, et, si le patron s'était adressé à une compagnie d'assurance, qui versait à la place de ce dernier le capital exigé, il était le réassureur de la compagnie; l'État, devenu, après encaissement du capital, le débiteur direct du bénéficiaire de l'indemnité, était donc exposé à tous les aléas d'un assureur et notamment aux conséquences financières des variations du taux de l'intérêt;

2° L'accumulation des capitaux dans les caisses de l'État privait l'industrie de ressources nécessaires et imposait à l'État une lourde responsabilité;

3° L'obligation du versement du capital entravait la liberté du chef d'entreprise dans le choix des moyens de s'acquitter de sa dette d'indemnité.

(2) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 28 juin 1895 (Sén., Doc. parl., n° 146, J. O., p. 299).

394. — Ce système a été l'objet des critiques suivantes :

1^o Il établissait une solidarité injuste en faisant supporter par les solvables la charge des insolvables (1);

2^o Il présentait, quel que fût le mode d'application proposé pour sa mise en pratique, de graves inconvénients.

395. — Il a été répliqué que :

1^o La solidarité établie en vue de garantir la solvabilité de débiteurs étrangers les uns aux autres, n'était pas une innovation dans la législation française : le recouvrement des impôts de répartition comporte, en effet, une garantie mutuelle de solvabilité (2);

2^o La discussion de la valeur des modes d'application exige un examen détaillé : ces modes d'application visent, en effet, le procédé de répartition du risque et de recouvrement de la prime correspondante.

396. — On peut répartir le risque, soit entre les chefs des entreprises dans lesquelles des accidents sont survenus, soit entre tous les contribuables, soit entre les patrons assujettis à la loi. Le premier et le second système constituent des solutions extrêmes; le troisième représente une solution intermédiaire. Dans le premier système (*répartition entre les sinistrés*), la prime d'assurance est considérée comme la conséquence de l'accident survenu et de l'éventualité, à laquelle il expose le blessé, de l'insolvabilité du patron; dans le second (*répartition entre les contribuables*), elle est inscrite au nombre des charges de la collectivité qui incombent au budget; dans le troisième (*répartition entre les assujettis*), elle dérive de la notion de la solidarité établie entre

(1) SÉBLINE, Séance du Sénat du 28 novembre 1895 (J. O., p. 982).

(2) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 28 juin 1895 (Sén., Doc. parl., n^o 146, J. O., p. 299).

tous les chefs d'entreprise soumis au risque professionnel.

1^{er} système. — Répartition entre les sinistrés.

397. — Le système de la répartition entre les sinistrés avait été adopté par la Commission du Sénat dans son projet du 28 juin 1895 (n° 107) sous forme de majoration des arrérages ; M. Félix Martin avait soutenu en 1898 devant le Sénat, lors de la deuxième délibération, un système analogue comportant une taxe, une fois payée, proportionnelle au capital représentatif de la pension.

398. — Ce système présentait les avantages suivants :

1° La simplicité : il suffisait d'une majoration proportionnelle des charges effectives pour constituer la somme jugée nécessaire à la couverture du risque d'insolvabilité (1) ;

2° L'équité : en dépit de son apparence de rigueur inique, ce système aurait effectivement, au bout d'une certaine période d'application, par suite du caractère fatal de la survenance des sinistres, fait supporter à chacun des patrons assujettis sa quote-part de majoration dans la proportion de la fréquence des accidents (2) ; bien plus, à l'expiration de cette période, la répartition semblait devoir être plus exacte que par l'application, effectuée dès l'origine, d'un coefficient de risques à chaque établissement assujetti, puisque la détermination de l'indemnité allouée à la suite de l'accident, qui aurait servi de base à la réparti-

(1) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 28 juin 1895 (Sén., Doc. parl., n° 146, J. O., p. 299).

(2) POIRRIER, Rapport au Sénat, du 28 juin 1895 (Sén., Doc. parl., n° 146, J. O., p. 299). — FÉLIX MARTIN, Séance du Sénat du 19 mars 1898) J. O., p. 344).

tion, résultait de la réalité des faits et non de simples prévisions (1);

3^e L'élasticité et la sûreté : il permettait, en effet, de suivre les variations annuelles des charges résultant des accidents et de régler d'après ces charges le montant des sommes correspondant au risque d'insolvabilité (2) ;

4^e L'encouragement à la prévention des accidents : car la prime annuelle d'insolvabilité était proportionnelle à la valeur des indemnités dues pour accidents (3) ;

5^e L'absence de toute intervention du budget de l'Etat (4).

399. — Ce système a toutefois donné lieu aux critiques suivantes :

1^o Il semblait rigoureux d'imposer au sinistré une surtaxe destinée à payer le risque de tous, quelle que fût d'ailleurs la modicité de cette surtaxe (5) ;

2^o Il ne paraissait pas équitable d'exiger le paiement de la taxe d'insolvabilité de celui qui s'acquittait en capital, et cependant l'octroi, en pareil cas, d'une dispense de taxe était de nature à compromettre les intérêts de l'État, qui n'aurait plus reçu l'intégralité des sommes nécessaires pour couvrir les risques d'insolvabilité (6) ;

3^o Le système semblait malaisé à appliquer, soit dans le cas où un accord, autorisé par la loi, intervenait entre le

(1) BLAVIER, Séance du Sénat du 28 novembre 1895 (J. O., p. 985). — SILHOL, Séance du Sénat du 2 décembre 1895 (J. O., p. 1005).

(2) FÉLIX MARTIN, Séance du Sénat du 19 mars 1898 (J. O., p. 344).

(3) SILHOL, Séance du Sénat du 2 décembre 1895 (J. O., p. 1005).

(4) FÉLIX MARTIN, Séance du Sénat du 19 mars 1898 (J. O., p. 344).

(5) POIRRIER, Séance du Sénat du 28 novembre 1895 (J. O., p. 974). — BOUCHER, Séance du Sénat du 19 mars 1898 (J. O., p. 346).

(6) BOUCHER, Séance du Sénat du 19 mars 1898 (J. O., p. 346).

patron et l'ouvrier, en dehors du régime forfaitaire institué par le législateur, soit dans le cas où l'ouvrier demandait l'allocation partielle de l'indemnité en capital (1) ;

4^o Il était — de l'aveu même de ses partisans (2) qui arguaient de la modicité de l'intérêt en cause — difficile à concilier avec la faculté de revision prévue par la loi pour les indemnités, faculté qui rendait impossible la détermination exacte, aussitôt après l'accident, des charges correspondantes (3).

2^e système. — Répartition entre les contribuables.

400. — Le système de la répartition entre les contribuables avait été soutenu devant le Sénat, en 1895, par M. Prevet qui proposait le recours aux ressources générales du budget, comme le procédé le moins défectueux pour résoudre la question (4).

401. — Ce système semblait dériver le plus logiquement du principe de garantie, et offrir dans l'application la plus grande simplicité (5).

402. — Il était toutefois susceptible de porter une grave atteinte aux finances publiques (6) ; il fut repoussé par le Sénat (7).

(1) BOUCHER, Séance du Sénat du 19 mars 1898 (J. O., p. 346).

(2) FÉLIX MARTIN. Séance du Sénat du 19 mars 1898 (J. O., p. 345).

(3) BÉRENGER et THÉVENET, Séance du Sénat du 19 mars 1898 (J. O., p. 347).

(4) PREVET, Séance du Sénat du 28 novembre 1895 (J. O., p. 982).

(5) PREVET, Séance du Sénat du 28 novembre 1895 (J. O., p. 982).

(6) RICARD, Séance du Sénat du 28 novembre 1895 (J. O., p. 983).

(7) On peut rattacher à ce système celui que M. SÉBLINE avait, en 1895, soumis au Sénat, puis retiré, et qui consistait à faire porter la répartition sur l'ensemble des patentés par voie de centimes additionnels à la contribution des patentes (SÉBLINE, Séance du Sénat du 28 novembre 1895, J. O., p. 982). Ce système,

3^e système. — Répartition entre les assujettis.

403. — Le système de la répartition entre les assujettis a été adopté par la Commission du Sénat dans son projet du 17 novembre 1895 (n° 109), par le Sénat en première délibération le 5 décembre 1895 (n° 111), puis par la Commission de la Chambre des Députés dans son projet du 27 octobre 1897 (n° 121), par la Chambre des Députés le 28 octobre 1897 (n° 123), enfin par le Sénat et la Chambre des Députés en 1898 (n° 131 et 133).

404. — Ce système se recommandait par les avantages suivants :

1^o Il était équitable : en effet, les industriels assujettis étant, grâce au système de la garantie mutuelle d'insolvabilité, affranchis de sujétions plus graves, devaient tous participer aux charges d'un régime dont ils recueillaient tous le bénéfice (1) ;

2^o Il était seul scientifique : en effet, la répartition des charges sur l'ensemble de l'industrie était seule conciliable avec la notion d'un risque résultant des insolvabilités éventuelles et, pour ce motif, elle comportait seule le recours à l'assurance (2).

405. — Ce système avait été l'objet de critiques diverses :

1^o Il rapprochait dans un groupement solidaire, d'une part, des chefs d'entreprise qui étaient déjà débiteurs d'indemnités

qui se recommandait par les mêmes considérations que le précédent, mais qui avait sur lui l'avantage d'atteindre un nombre moindre de contribuables, présentait l'inconvénient de frapper des chefs d'entreprises commerciales et industrielles qui ne comportaient nullement les risques prévus par la loi (RICARD, Séance du Sénat du 23 novembre 1895, J. O., p. 983).

(1) RICARD, Séance du Sénat du 2 décembre 1895 (J. O., p. 1005).

(2) RICARD, Séance du Sénat du 2 décembre 1895 (J. O., p. 1005).

et, d'autre part, des industriels dont le personnel ouvrier n'avait été victime d'aucun accident ; c'était entre les industriels débiteurs d'indemnités que le lien, existant au point de vue du risque d'insolvabilité, était le plus étroit et, par suite, se prêtait le mieux à l'institution d'une mutualité (1) ;

2° Le système conduisait dans l'application à de graves inconvénients, quel que fût la base de répartition adoptée (voir ci-après les nos 440 et 444).

406. — A ces considérations on a pu opposer :

1° Que le groupement solidaire de l'ensemble des chefs d'entreprise assujettis était le plus conforme à l'ensemble de la loi (2) ;

2° Que les inconvénients signalés pour les diverses bases de répartition étaient susceptibles de réfutation (voir ci-après les nos 441 et 445).

407. — Le système qui comporte la répartition du risque entre les assujettis est susceptible de deux variantes selon la base de répartition adoptée.

La répartition entre les assujettis peut, en effet, s'opérer, soit en tenant compte des risques d'accidents, soit abstraction faite de ces risques ; en d'autres termes, le coefficient de répartition peut être, soit un coefficient relatif aux risques d'accidents, soit un coefficient indépendant de ces risques.

a) — *Coefficient relatif aux risques d'accidents.*

408. — Ce système avait été adopté par la Commission du Sénat dans son projet du 17 novembre 1895 (n° 109) et par le Sénat en première délibération, le 5 décembre 1895 (n° 444).

Dans ce système, la répartition s'effectuait proportion-

(1) POIRRIER, Séance du Sénat du 19 mars 1898 (J. O., p. 347).

(2) THÉVENET, *Ibid.*

nellement au montant des salaires et au coefficient de risques d'accidents de chaque entreprise.

409. — Ce système avait le mérite de reposer sur des bases rationnelles et scientifiques, puisque la répartition effectuée de la sorte tenait compte à la fois de la consistance et des dangers de l'entreprise (1).

410. — On lui avait toutefois reproché :

1° D'entraîner une ingérence de l'État dans les affaires de l'industrie privée, en vue de l'obtention des données nécessaires à la répartition (2) ;

2° De créer, pour sa mise en pratique, des complications et d'occasionner des dépenses dont le montant aurait été supérieur à celui des sommes à recouvrer (3) ;

3° D'exiger une appréciation, qui aurait été fort complexe pour être rigoureuse, des risques d'accidents (4).

On ajoutait que ces inconvénients étaient d'autant plus regrettables que l'objet qui les motivait, eu égard à la modicité des insolvabilités à craindre, était moins important (5).

411. — Ces critiques motivèrent les répliques suivantes :

1° L'ingérence de l'État ne semblait pas à redouter, parce que, d'une part, les éléments à recueillir ne portaient que sur le montant total des salaires annuels de chaque entreprise et non sur la valeur des salaires indi-

(1) RICARD, Séance du Sénat du 28 novembre 1895 (J. O., p. 983).

(2) PREVET, Séance du Sénat du 28 novembre 1895 (J. O., p. 981 et 982).

(3) PREVET et SILHOL, Séance du Sénat du 28 novembre 1895 (J. O., p. 985).

(4) SILHOL, Séances du Sénat des 28 novembre 1895 (J. O., p. 983) et 2 décembre 1895 (J. O., p. 1004).

(5) SÉBLINE, Séance du Sénat du 28 novembre 1895 (J. O., p. 982).

viduels (1), et que, d'autre part, le secret professionnel, imposé aux agents de l'Etat, constituait une sauvegarde suffisante des intérêts de l'industrie (2) ;

2° Le tableau des patentés déjà dressé contenait les industriels assujettis ; il suffisait donc de compléter ce tableau par l'addition d'un certain nombre de cotes supplémentaires à la cote des patentes, opération qui ne semblait pas devoir être très coûteuse (3) ;

3° L'appréciation des risques d'accidents ne présentait pas, en matière d'assurance contre l'insolvabilité, eu égard à la modicité des sommes à répartir, la même importance qu'en matière d'assurance contre les accidents : elle pouvait donc être simplifiée par le recours aux tarifs des compagnies d'assurance et aux statistiques étrangères (4).

b) — *Coefficient indépendant des risques d'accidents.*

412. — Le principe de ce système, admis par la Commission de la Chambre des Députés dans son projet du 27 octobre 1897 (n° 121), par la Chambre des Députés le 28 octobre 1897 (n° 123), enfin par le Sénat et la Chambre des Députés en 1898 (nos 131 et 133), a été consacré par la loi du 9 avril 1898.

Le coefficient, dont l'adoption a semblé la plus convenable, est, soit l'une des contributions directes ou taxes assimilées, soit un élément servant de base à l'évaluation

(1) RICARD, Séance du Sénat du 28 novembre 1895 (J. O., p. 984). — POIRRIER, Séance du Sénat du 2 décembre 1895 (J. O., p. 1002).

(2) RICARD, Séance du Sénat du 2 décembre 1895 (J. O., p. 1006).

(3) POIRRIER, Séance du Sénat du 2 décembre 1895 (J. O., p. 1002).

(4) POIRRIER, Séance du Sénat du 2 décembre 1895 (J. O., p. 1003).

de l'une de ces contributions ou taxes : telle est, pour l'industrie en général, la patente ; pour l'agriculture, la contribution foncière ; pour les mines, la valeur extraite qui intervient dans le calcul de la redevance proportionnelle ou la surface concédée qui sert de base au calcul de la redevance fixe.

La base du système définitivement adopté est l'impôt sous la forme d'une majoration de la patente, pour l'industrie en général, et sous la forme d'une taxe proportionnelle à la surface concédée, pour les mines ; les chefs d'entreprise assujettis non patentés (autres que les exploitants de mines) échappent à la répartition : leur nombre relativement faible et la modicité des sommes à répartir justifient cette mesure.

413. — Les avantages du système sont les suivants :

1^o Il présente, en raison même de la base adoptée, une extrême simplicité (1) ;

2^o Il n'exige aucune ingérence de l'État dans les établissements industriels pour la recherche des éléments de la répartition, que fournit l'application même de la législation en vigueur (2) ;

3^o Il n'engage pas les finances de l'État ; en effet, bien que recourant au mode de recouvrement par l'impôt, il fait appel, non à l'ensemble des contribuables, mais seulement à la catégorie des contribuables soumis au risque professionnel (3).

414. — Le système a été toutefois l'objet de critiques :

1^o Il constitue une innovation dans notre législation économique et financière, en garantissant par un impôt

(1) BOUCHER, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2229).

(2) BOUCHER, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2229).

(3) BOUCHER, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2229). — THÉVENET, Séance du Sénat de 3 mars 1898 (J. O., p. 232).

spécial la solvabilité des patrons pour certaines créances (1);

2^o Il est une application du socialisme d'État, puisqu'il constitue l'État garant de la solvabilité des industriels, c'est-à-dire sinon assureur des ouvriers, du moins réassureur des industriels (2);

3^o Il repose sur des bases arbitraires, aucune relation n'existant entre l'élément de répartition (patente ou surface concédée) et le risque d'accident (3) ou le risque d'insolvabilité (4);

4^o Il comporte pour l'État la gestion de fonds résultant des sommes recouvrées, et l'expose à des difficultés lors de la liquidation, qu'il semble nécessaire de prévoir, de la masse constituée par ces fonds (5).

415. — Ces critiques ont donné lieu aux répliques suivantes :

1^o L'organisation, en matière de contributions directes, du fonds de non-valeurs destiné à couvrir les pertes résultant pour l'État des remises et modérations, et celle du fonds de secours à l'agriculture, constituent des précédents en faveur du système proposé, puisque, sous une forme additionnelle aux impôts existants, elles grèvent le contribuable solvable au profit du contribuable insolvable (6). Le versement de la contribution, imposée aux patrons assujettis comme prime d'assurance contre le risque d'insolva-

(1) BOURGEOIS, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2231).

(2) DE MUX, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2230).

(3) GARREAU, Séance du Sénat du 7 mars 1898 (J. O., p. 267). — POIRRIER, Séance du Sénat du 19 mars 1898 (J. O., p. 347).

(4) DE MARCÈRE, Séance du Sénat du 7 mars 1898 (J. O., p. 264).

(5) DE MARCÈRE, Séance du Sénat du 7 mars 1898 (J. O., p. 264). — GARREAU, *Ibid.* (J. O., p. 268).

(6) BOUCHER, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2229) et Séance du Sénat du 7 mars 1898 (J. O., p. 268).

bilité, constitue d'ailleurs la rançon nécessaire des avantages qu'il est possible, grâce à ce moyen, d'accorder aux chefs d'entreprise ; en effet, ces avantages ne sont pas illusoire, puisqu'ils consistent dans la liberté de supporter à leur gré les conséquences du risque professionnel ; une rançon est donc légitime ; elle est même nécessaire si l'on admet qu'il faut procurer aux blessés la garantie absolue du paiement de l'indemnité (1).

2^o L'intervention de l'État est, par ce système, réduite dans les limites les plus étroites, et, dans le domaine où elle s'exerce, elle est justifiée par les nécessités de l'industrie moderne (2). D'ailleurs la garantie, que le législateur s'efforce de procurer à l'ouvrier pour le paiement de l'indemnité, est comparable à d'autres formes de protection légale, par exemple aux primes attribuées à certaines industries : or, d'une part, ces primes sont supportées par l'ensemble des contribuables et non pas uniquement par les bénéficiaires ; d'autre part, il n'est point d'objet plus digne de la protection de la loi que la créance d'indemnité qui correspond à la subsistance du blessé et de sa famille (3).

3^o Le système n'a pas la prétention d'échapper aux critiques que motive son caractère forfaitaire : il n'est pas, sans doute, dans le détail, l'expression rigoureuse de la justice absolue ; mais cet inconvénient est largement compensé par la sauvegarde qu'il assure aux intérêts de l'État, par la simplicité qu'il présente dans l'application, et par le moyen qu'il procure à l'industrie, d'éviter, au prix d'un léger sacrifice, des investigations bien autrement

(1) POIRRIER, Séance du Sénat du 7 mars 1898 (J. O., p. 262).

(2) BOUCHER, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2230).

(3) THÉVENET, Séance du Sénat du 3 mars 1898 (J. O., p. 232).

redoutables que l'inégalité dans la répartition de la minime contribution au fonds de garantie (1).

4° La modicité des sommes nécessaires pour faire face au risque d'insolvabilité ne conduira jamais qu'à la réunion de capitaux peu considérables; la gestion en sera donc facile, et, quant à la liquidation, il suffit d'autoriser le législateur à faire varier, d'après les résultats de l'expérience, le chiffre de la taxe dans la loi de finances annuelle, pour échapper à l'obligation de répartir des sommes qu'une taxe excessive aurait inutilement accumulées au delà des ressources nécessaires à la garantie de solvabilité (2).

2. — MESURES D'APPLICATION

416. — La loi du 9 avril 1898 distingue dans son article 23 :

1° Les frais de maladie, les frais funéraires et les indemnités pour accidents suivis d'incapacité temporaire ;

2° Les indemnités pour accidents suivis d'incapacité permanente ou de mort.

A. — Frais de maladie, frais funéraires et indemnités d'incapacité temporaire.

417. — Aux termes de l'article 23 (§ 1) de la loi de 1898, la créance de la victime ou de ses ayants droit, relative aux frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires, ainsi qu'aux indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire de travail, est garantie par le privilège de l'article 2101 du Code civil. Cet article est ainsi conçu :

ARTICLE 2101. — Les créances privilégiées sur la généralité des meubles sont celles ci-après exprimées, et s'exercent dans l'ordre suivant :

(1) BOUCHER, Séance du Sénat du 7 mars 1898 (J. O., p. 265 et 268).

(2) BOUCHER, Séance du Sénat du 7 mars 1898 (J. O., p. 268).

1° Les frais de justice ;
2° Les frais funéraires ;
3° Les frais quelconques de la dernière maladie, quelle qu'en ait été la terminaison, concurremment entre ceux à qui ils sont dus ;

4° Les salaires des gens de service, pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante ;

5° Les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille ; savoir, pendant les six derniers mois, par les marchands en détail, tels que boulangers, bouchers et autres, et pendant la dernière année, par les maîtres de pension et marchands en gros.

D'autre part, en vertu des articles 2104 et 2105, les créances visées à l'article 2101 sont, à titre subsidiaire, c'est-à-dire en cas d'insuffisance des meubles, privilégiées sur la généralité des immeubles.

418. — Le privilège attribué à cette créance par la loi de 1898 s'exerce donc sur la généralité des biens du débiteur.

419. La loi (art. 23, § 1, *in fine*) l'inscrit d'ailleurs sous le n° 6, c'est-à-dire à la suite des créances qui figurent déjà dans l'article 2101 ; cet article devait être, par suite, doté d'un n° 6 visant :

Les frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires ainsi que les indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire de travail.

B. — Indemnités d'incapacité permanente et de décès.

420. - Le système admis par la loi de 1898 est celui de la garantie mutuelle obligatoire de solvabilité (n° 392) établie entre les assujettis (n° 403).

Les indemnités allouées à la suite d'accidents ayant entraîné une incapacité permanente de travail ou la mort, qui ne seraient pas, lors de leur exigibilité, payées par leurs débiteurs, doivent être servies aux intéressés par les soins

de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (art. 23, § 2, et art. 24). Les sommes nécessaires sont fournies par un fonds spécial de garantie (art. 24).

De plus, des mesures spéciales ont été prévues (art. 28, §§ 3 et 4) en cas de cessation d'industrie.

Il convient d'examiner successivement le régime du fonds de garantie, les mesures prévues en cas de cessation d'industrie et les dispositions relatives au paiement des indemnités par la Caisse nationale des retraites.

1. — Fonds de garantie.

421. — L'examen du régime du fonds de garantie comprend l'étude de la constitution et celle de la gestion de ce fonds.

a) — *Constitution du fonds de garantie.*

1° *Règles générales relatives au calcul des cotisations nécessaires.*

422. — Le calcul des cotisations nécessaires pour la constitution du fonds national d'insolvabilité, sous un régime qui ne comporte pas le versement des capitaux représentatifs des pensions, peut s'effectuer de deux manières (1):

On peut demander chaque année aux assujettis, soit la cotisation qui correspond aux arrérages variables qui croissent jusqu'à la période d'équilibre, soit la cotisation qui correspond aux capitaux représentatifs des pensions créées chaque année.

Si l'on admet que la fréquence des insolvabilités soit

(1) Les considérations qui suivent supposent la constance de la fréquence annuelle des accidents et l'invariabilité du taux de l'intérêt. L'éventualité de la variation de ces deux éléments appelle, indépendamment des observations formulées plus loin, une majoration de la contribution, cette majoration devant servir de régulateur de la double variation à prévoir.

constante quelle que soit la valeur des indemnités, et si l'on désigne par

i le chiffre qui définit la proportion des insolvabilités à prévoir ;

A_k la valeur des arrérages pour l'année de rang k compté à dater de l'origine d'application du régime,

C la valeur constante des capitaux représentatifs des pensions créées chaque année.

le montant de l'ensemble des cotisations nécessaires sera

dans le premier système $i \times A_k$

dans le second système $i \times C$.

Le premier système a l'avantage de graduer les sacrifices exigés d'après l'importance du risque à couvrir. Il demande donc à l'origine des sommes moindres que le second : par suite, au début, il prive l'industrie de sommes moins élevées et réduit la valeur des fonds immobilisés dans les caisses de l'Etat. Toutefois il a l'inconvénient de grever l'avenir au profit du présent, puisque les établissements qui s'ouvrent doivent participer aux charges d'accidents survenus dans les établissements d'origine plus ancienne ; en outre, il comporte plus d'aléas que le second système, puisque le chef d'entreprise, à qui ses ressources ont permis d'acquitter les premiers arrérages annuels, peut devenir ultérieurement insolvable et augmenter ainsi le nombre des insolvables dont la dette est d'origine postérieure à la sienne : le remède à cet aléa est l'adoption, pour le chiffre qui définit la proportion des insolvabilités, d'une valeur assez élevée pour faire face à toute éventualité qui risquerait de faire supporter aux générations futures des charges créées par les générations actuelles : d'où une exagération relative des cotisations réclamées.

Le second système a l'avantage de demander un sacrifice constant, qui a la simplicité d'un forfait dont l'industrie connaît à l'avance les charges financières. Il liquide

chaque année les sinistres survenus, puisqu'il constitue immédiatement les ressources suffisantes pour couvrir le risque de non-paiement du capital représentatif de chacune des pensions correspondantes. Les cotisations de chaque année garantissent donc à titre définitif le paiement de chacune des pensions créées dans l'année : par suite, le présent ne lègue aucune charge à l'avenir, et l'éventualité de l'insolvabilité ultérieure d'un débiteur quelconque est prévue dès la constitution même de la créance d'indemnité. On peut ainsi réduire le chiffre, qui définit la proportion des insolvabilités à prévoir, à la valeur que l'expérience des années précédentes a montrée suffisante, le caractère annuel de la constitution des ressources permettant chaque année de rectifier, par la majoration du chiffre précédemment adopté, les appréciations primitives. Il n'y a donc à craindre aucune exagération des cotisations. Quant aux inconvénients qui peuvent résulter de l'enlèvement de capitaux à l'industrie et de l'accumulation de fonds dans les caisses de l'Etat, ils n'offrent qu'une très faible gravité eu égard à la modicité des sommes en question.

En résumé, le second système doit être préféré au premier.

423. — Il convient enfin d'ajouter que l'on peut, sous le régime du versement des capitaux représentatifs des pensions, admettre, au début tout au moins, pour le chiffre qui définit la proportion des insolvabilités, une valeur moins élevée que sous le régime du simple versement des arrérages effectué au fur et à mesure de leur exigibilité : en effet, sous le premier régime, l'insolvabilité d'un débiteur quelconque n'est à prévoir que lors de la constitution de la créance, et, si l'insolvabilité n'existe pas à cette époque, elle n'est plus à redouter dans l'avenir ; au contraire, sous le second régime, l'insolvabilité du débiteur peut se produire à toute époque et, s'il est vrai que la créance porte alors sur des sommes moindres qu'à l'ori-

gine, puisque le débiteur a déjà acquitté les arrérages du passé, cette éventualité, toujours à craindre, oblige à attribuer au chiffre, qui définit la proportion des insolvabilités à prévoir, une valeur suffisante pour y faire face, si l'on ne veut pas laisser à l'avenir le soin de supporter des charges léguées par le présent.

Il ne serait toutefois ni rigoureux au point de vue théorique, ni prudent au point de vue pratique d'admettre que la fréquence des insolvabilités annuelles sera la même sous le régime du versement des capitaux représentatifs et sous celui du simple versement des arrérages : en effet, l'importance des sommes immédiatement exigibles sera, sous le premier de ces régimes, plus élevée que sous le second ; tel débiteur, qui aurait pu faire face aux charges de celui-ci, sera incapable de répondre aux exigences de celui-là, et viendra grossir le nombre des insolvable ; en d'autres termes, l'application du régime du versement des capitaux représentatifs comporte des causes propres d'insolvabilité dont il est nécessaire de tenir compte dans la détermination des prévisions relatives à la proportion des insolvabilités.

2^e Régime institué par la loi du 9 avril 1898.

424. — La loi de 1898 a prévu la constitution du fonds de garantie par l'impôt (n^o 412).

425. — Il convient de distinguer pour le fonds de garantie la formation originale de l'entretien courant, c'est-à-dire la création du fonds de garantie, d'une part, et son alimentation, d'autre part.

a) — Création du fonds de garantie.

426. — La loi a distingué, d'une part, les industriels assujettis en général et, d'autre part, les exploitants de mines.

Pour les industriels en général, la cotisation au fonds

de garantie consiste en une taxe additionnelle au principal de la contribution des patentes. Cette taxe est fixée à 4 centimes par la loi de 1898 (art. 25, § 1).

Pour les exploitants de mines, la cotisation au fonds de garantie consiste en une taxe proportionnelle à la surface concédée. Cette taxe est fixée par la loi de 1898 (art. 25, § 1) à 5 centimes par hectare concédé.

La loi ne mentionne pas d'autres catégories d'assujettis comme devant contribuer à la constitution du fonds de garantie.

427. — α) — Industriels en général. - La fixation à 4 centimes de la taxe additionnelle à la patente, prévue dans la loi pour la constitution du fonds de garantie, a été justifiée comme suit :

Dans l'hypothèse où les chefs d'entreprise auraient été obligés de verser les capitaux représentatifs des pensions, ils auraient dû payer annuellement, d'après l'évaluation de M. le Ministre du Commerce à la Chambre des Députés, le 28 octobre 1897 (n° 388, note, 4^e évaluation), la somme de 72 millions. D'autre part, la proportion des insolvabilités ne s'élevant jamais à 1 0/0 (n° 393, note), la somme à couvrir annuellement par le jeu de la garantie de solvabilité ne devait pas atteindre 720.000 francs. D'ailleurs, le principal de la contribution des patentes des industriels assujettis a été trouvé égal, en moyenne, à 18 millions. Le nombre de centimes additionnels nécessaire ressortait donc (1) à

$$\frac{720.000 \times 100}{18.000.000} = 4$$

Au reste, dans l'hypothèse, prévue plus haut, du versement des capitaux représentatifs, on pouvait espérer

(1) BOUCHER, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2232).

une réduction ultérieure de ce chiffre ; en effet, d'une part, la proportion des insolvabilités pouvait être réduite à 0,5 0/0 ; d'autre part, la possibilité de fixer chaque année la valeur des créances à garantir permettait de limiter aux besoins immédiats, sans souci de créances à venir, la détermination des ressources nécessaires. Dès lors l'adoption du chiffre de 4 centimes à l'origine était considérée comme pouvant être momentanément excessive, mais elle se justifiait, et par la possibilité de réduction annuelle à l'aide de la loi de finances, et par le désir de n'imposer en aucun cas au contribuable une charge qui devait incomber au chef d'entreprise (1).

Toutefois il n'en était plus de même dans l'hypothèse, consacrée par la loi du 9 avril 1898, où le versement des capitaux représentatifs des pensions n'était pas exigé : les évaluations ne pouvaient plus être aussi précises ; la réduction immédiate du chiffre de 4 centimes aurait donc pu imposer aux générations futures des sacrifices qui devaient incomber à la génération présente ; l'adoption du chiffre de 4 centimes était, par suite, nécessaire ; elle était d'ailleurs jugée suffisante, sauf catastrophe imprévue. Du reste, les lois de finances pouvaient réduire ce chiffre d'après les résultats de l'expérience, et son adoption actuelle n'imposait à l'industrie (abstraction faite des mines) qu'une charge de 720.000 francs par an, laquelle était jugée minime (2) (3).

428. — β) — *Exploitants de mines.* — La contribution,

(1) BOUCHER, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2233).

(2) BOUCHER, Séance du Sénat du 7 mars 1898 (J. O., p. 265).

(3) La valeur probable des arrérages successifs à payer aux victimes sous le régime consacré par la loi du 9 avril 1898, a été indiquée pour un certain nombre d'années par M. BOUCHER, ministre du Commerce (Séance de la Chambre des Députés du 7 mars 1898, J. O., p. 265) d'après les bases qui ont été signalées plus haut

imposée à l'industrie minière pour la constitution du fonds de garantie, peut être calculée, soit d'après la valeur extraite, soit d'après la surface concédée.

1^{er} Système : Valeur extraite. Ce système avait été adopté par la Commission de la Chambre des Députés dans son projet du 27 octobre 1897 (n° 121) ; par la Chambre des Députés le 28 octobre 1897 (n° 123), et par la Commission du Sénat dans son projet du 25 janvier 1898 (n° 124).

Il consistait dans une taxe de 1 franc par 10.000 francs de valeur extraite d'après les estimations admises à la redevance.

Lors de la discussion de la loi de 1898, la seule explication fournie au sujet de ce système résulte de la déclaration faite par M. Boucher, ministre du Commerce, déclaration d'après laquelle ce système aurait eu pour objet « d'atteindre dans les mines les totaux de main-d'œuvre et, partant, les risques professionnels par une prime d'insolvabilité dans les mêmes proportions » que pour l'industrie en général (1).

En l'absence de tout calcul fourni par les travaux préparatoires de la loi, on peut évaluer comme suit le résultat approximatif de la taxe précitée :

comme ayant conduit au chiffre de 72 millions pour les capitaux représentatifs des pensions (n° 388, note, 4^e évaluation). Les annuités doivent s'élever successivement à :

	2.868.000	francs	la première année,
	5.678.000	—	la deuxième année,
	8.436.000	—	la troisième année,
	36.000.000	—	la quinzième année,
et surpasser	70.000.000	--	la cinquantième année.

On a d'ailleurs supposé dans ce calcul que les ouvriers useraient de la faculté, que la loi leur confère, de demander le versement du quart du capital représentatif de la pension.

(1) BOUCHER, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2232).

La *Statistique de l'industrie minière pour l'année 1896* (tableau 12, p. 69), accusait dans les exploitations minières de la France métropolitaine un nombre d'ouvriers mineurs égal à 152.125. De plus, la charge en capital, par ouvrier mineur français et par an, pouvait être évaluée, pour un salaire annuel de 1200 francs, à 23 fr. 25 (Voir *Bulletin du comité permanent du Congrès international des accidents du travail*, t. VI, p. 345.) (1). Par suite, la valeur des capitaux représentatifs des pensions afférentes à l'industrie minière devait être égale à $152.215 \times 23,25 = 3.538.998$ fr. 75.

D'autre part, la valeur extraite en 1896 ressortait, pour la France métropolitaine, d'après la *Statistique de l'industrie minière pour l'année 1896* (tableau 15, p. 82), à 346.963.690 fr.

Ces bases admises, si l'on adoptait pour la proportion des insolvabilités le chiffre de 1 0/0, la somme à couvrir annuellement par la garantie de solvabilité ressortait à 35.389 fr. 99. Le quotient de la valeur extraite par ce chiffre, soit $\frac{346963690}{35389,99}$, était donc très voisin de 10000.

En d'autres termes, une taxe de 1 franc par 10.000 francs de valeur extraite pouvait être jugée suffisante.

2^e Système : Surface concédée. — Ce système a été admis par la Commission du Sénat dans son projet du

(1) L'évaluation contenue dans le *Bulletin (loc. cit.)* est basée sur le taux de 40 0/0 pour le rapport de la pension au salaire : en adoptant le taux de 30 0/0 (voir n° 388, note, 2^e évaluation), on obtient les chiffres suivants :

Charge résultant des accidents mortels.....	0,521
Charges résultant des accidents non mortels suivis d'incapacité permanente	1,415
Charge totale en 0/0 du salaire.....	1,936

d'où :

Charge, par ouvrier et par an, correspondant à un salaire annuel de 1.200 francs	23 f. 25
--	----------

19 février 1898 (n° 126), puis par le Sénat et la Chambre des Députés en 1898 (n° 131 et 132) ; il a été consacré par la loi du 9 avril 1898.

Il consiste dans une taxe de 5 centimes par hectare concédé.

La seule explication, présentée au sujet de ce système lors de la discussion de la loi de 1898, a été fournie par M. Boucher, ministre du Commerce, qui a déclaré (1) que ce système avait été demandé par le Service des Mines et qu'il n'imposerait pas à l'industrie des mines une redevance annuelle supérieure à 100.000 francs.

Ce système se recommande par sa simplicité : il évite toutes les difficultés contentieuses que peut soulever l'appréciation de la valeur extraite.

Quant à ses conséquences financières, elles peuvent s'évaluer comme suit :

D'après la *Statistique de l'industrie minérale pour l'année 1896* (p. 2), la surface concédée en France, au 1^{er} janvier 1897, était de 1.142.570 hectares. D'autre part, d'après l'évaluation qui précède, la somme à couvrir annuellement par la garantie de solvabilité ressortait à 35.389 fr. 99. Le quotient de ce chiffre par le nombre d'hectares concédés, soit $\frac{35389\ 99}{1142570} = 0,03$ était donc inférieur à 0 fr. 05. En d'autres termes, une taxe de 5 centimes par hectare concédé devait être suffisante.

La charge qu'elle imposera ne dépassera pas du reste 57.128 fr. 50.

429. — 7) — *Agriculteurs*. — Les seuls chefs d'entreprise non patentés, dont la participation à la constitution du fonds de garantie ait été prévue par la loi de 1898, sont les exploitants de mines : les agriculteurs, en particulier, qui peuvent être assujettis à la loi, lorsqu'ils font usage d'un

(1) BOUCHER, Séance du Sénat du 7 mars 1898 (J. O., p. 265).

moteur mécanique, ne sont soumis à aucune contribution de ce chef. Cette interprétation du silence de la loi a été donnée formellement par M. Boucher, ministre du Commerce (1) : le cas a paru trop rare et l'intérêt financier trop minime pour justifier l'insertion dans la loi d'une disposition spéciale à cet égard : la plupart des machines agricoles sont, en effet, entre les mains d'entrepreneurs industriels, à qui incombe la responsabilité des accidents occasionnés par ces appareils et qui sont, du reste, patentés.

b) — Alimentation du fonds de garantie.

430. — La loi de 1898, en fixant (art. 25, § 1) les valeurs originaires des taxes destinées à la création du fonds de garantie, a prévu (art. 25, § 2) que ces taxes pourraient, « suivant les besoins, être majorées ou réduites par la loi de finances. »

431. La loi de 1898 ne vise donc que la réduction, non la suppression de la taxe. C'est avec intention que le législateur n'a pas voulu prévoir, ainsi qu'on en avait suggéré l'idée (2), la suspension de la taxe par la loi de finances : il semblait, en effet, « qu'il serait peut-être imprudent d'interrompre à un certain moment, d'une façon complète, la prestation imposée aux industriels, parce que ce serait rejeter sur les générations suivantes un risque qui doit en bonne justice peser sur la génération actuelle » (3).

b) — Gestion du fonds de garantie.

432. — La loi (art. 24, *in fine*) charge la Caisse natio-

(1) BOUCHER, Séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897 (J. O., p. 2231).

(2) DE MARCÈRE, Séance du Sénat du 7 mars 1898 (J. O., p. 264).

(3) BOUCHER, Séance du Sénat du 7 mars 1898 (J. O., p. 265).

nale des retraites pour la vieillesse de la gestion du fonds de garantie, un règlement d'administration publique devant (art. 26, § 3) déterminer les conditions d'organisation et du fonctionnement de ce service.

Le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898 (1), y a pourvu dans son titre III et dernier.

Aux termes de ce décret (art. 26), le fonds de garantie fait l'objet d'un compte spécial de la Caisse des dépôts et consignations.

Les recettes de ce fonds comprennent (*ibid.*, art. 28) :

1^o Les versements effectués par le Trésor public, représentant le montant des taxes recouvrées pour l'alimentation du fonds de garantie ;

2^o Les recouvrements effectués par la Caisse sur les débiteurs d'indemnités ;

3^o Les revenus et arrérages et le produit du remboursement des valeurs acquises pour le placement des sommes constituant le fonds de garantie ;

4^o Les intérêts des sommes conservées liquides à titre de fonds de roulement.

Les dépenses du fonds de garantie comprennent (*ibid.*, art. 29) :

1^o Les sommes payées aux bénéficiaires des indemnités ;

2^o Les sommes versées sur des livrets individuels à la Caisse nationale des retraites et représentant les capitaux constitutifs exigibles en cas de cessation d'industrie (n^o 436) ;

3^o Le montant des frais de toute nature auxquels donne lieu le fonctionnement du fonds de garantie.

(1) Voir Annexe n^o 2 le texte de ce décret. — Ce décret est le premier des décrets du 28 février 1899.

Les ressources du fonds de garantie sont (*ibid.*, art. 30, § 1) employées dans les conditions prescrites par l'article 22 du décret du 20 juillet 1886 (1), c'est-à-dire en rentes sur l'État, en valeurs du Trésor ou, sur la proposition de la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites et avec l'autorisation du ministre des Finances, soit en valeurs garanties par le Trésor soit en obligations départementales ou communales.

Enfin, les sommes liquides, reconnues nécessaires pour assurer, à titre de fonds de roulement, le fonctionnement du fonds de garantie, sont (premier décret du 28 février 1899, art. 30, § 2) bonifiées d'un intérêt calculé au taux adopté pour le compte courant ouvert à la Caisse des dépôts et consignations dans les écritures du Trésor.

Le ministre du Commerce doit (*ibid.*, art. 28) adresser au Président de la République un rapport annuel sur le fonctionnement général du fonds de garantie.

433. — Il résulte des explications présentées à l'occasion du calcul de la taxe additionnelle à la patente (n° 427) que le fonds de garantie pourra sembler à l'origine trop largement doté ; mais cette situation cessera lorsque la période d'équilibre aura été atteinte.

L'accumulation de capitaux dans les caisses de l'État, résultant de la constitution du fonds de garantie, qui s'accroîtra du reste de ses intérêts, a été évaluée à 30 ou 35 millions (2).

2. — Mesures en cas de cessation d'industrie.

434. — Les mesures prévues en cas de cessation d'industrie ont pour objet la constitution des ressources nécessaires au service des pensions dues par le patron dont l'exploitation vient à prendre fin.

(1) Bull., XII, 1026, 16874.

(2) BOUCHER, Séance du Sénat du 7 mars 1898 (J. O., p. 265).

435. — La loi (art. 28, § 3) prévoit les diverses circonstances de cessation d'industrie : l'événement peut résulter, soit de la volonté du chef d'entreprise, soit de son décès, de sa mise en liquidation judiciaire ou de sa faillite, soit de la cession de l'établissement.

436. — En règle générale, dans ces diverses circonstances, le capital représentatif des pensions à la charge du chef d'entreprise devient exigible de plein droit ; il doit être versé à la Caisse nationale des retraites. Ce capital est déterminé au jour de son exigibilité, d'après le tarif spécial de la Caisse nationale des retraites (art. 28 § 3) (n° 462).

L'obligation du versement du capital incombe, suivant le cas, au chef d'entreprise ou à ses ayants droit.

437. — Cette obligation comporte toutefois une exception : la loi (art. 28, § 4) prévoit, en effet, que les débiteurs de ce capital peuvent en être exonérés s'ils fournissent des garanties déterminées par un règlement d'administration publique. Cette mesure a été introduite par le Sénat en 1898, lors de la deuxième délibération, sur la proposition de M. Poirrier formulée au cours de la première délibération (1) et acceptée par la Commission du Sénat entre les deux délibérations (n° 129). On y a vu un moyen d'alléger pour l'industrie l'application de la loi sans compromettre ni les intérêts du bénéficiaire de la pension ni la solidité du fonds de garantie.

Le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution du dernier alinéa de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 (2), admet par son article 1^{er} les garanties suivantes :

1° Versement du capital constitutif à l'une des sociétés admises pour l'application de la loi ;

(1) POIRRIER, Séance du Sénat du 7 mars 1898 (J. O., p. 272).

(2) Voir Annexe n° 4 le texte de ce décret. — Ce décret est le troisième des décrets du 28 février 1899.

2° Immatriculation d'un titre de rente pour l'usufruit au nom des titulaires de pensions, le montant de la rente devant être au moins égal à celui de la pension ;

3° Dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, avec affectation à la garantie des pensions, de titres admis (n° 294) pour la constitution des cautionnements : la valeur de ces titres, établie d'après le cours moyen de la Bourse de Paris au jour du dépôt, doit correspondre au chiffre maximum qu'est susceptible d'atteindre le capital constitutif exigible par la Caisse nationale des retraites ; en vue de garantir le maintien de la péréquation entre ce capital et la valeur des titres, celle-ci peut être révisée tous les trois ans d'après le cours moyen au jour de la révision (troisième décret du 28 février 1899, art. 1^{er}, n° 3 *in fine*) ;

4° Affiliation à un syndicat de garantie ;

5° Au cas de cession d'établissement, engagement, contracté par le cessionnaire vis à vis du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, d'acquitter les pensions dues et de rester solidairement responsable avec le chef d'entreprise.

Le troisième décret du 28 février 1899 (art. 2) laisse à des arrêtés ministériels, pris après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents, le soin de régler les mesures d'application.

Les dispositions de ce décret donnent lieu aux deux observations suivantes :

A. — Au nombre des garanties ne figurent pas les affectations immobilières, alors que ces affectations sont admises pour le placement d'une partie de la réserve mathématique. On peut, il est vrai, invoquer en faveur de leur admission les avantages qu'elle procure par l'élasticité et le caractère rémunérateur des placements, et surtout la faculté, qu'elle donne à l'industriel qui se retire, d'échapper à l'obligation, dont les conséquences peuvent être désas-

treuses, de vendre des immeubles pour verser le capital constitutif. Toutefois, les affectations immobilières ont pu paraître inadmissibles pour les motifs suivants : les hypothèques ont une valeur variable, dont l'appréciation engagerait la responsabilité de l'Etat lors de l'application de l'article 28 de la loi ; rien n'empêcherait d'ailleurs le chef d'entreprise de contracter sur ses immeubles, auprès d'un établissement de crédit foncier, l'emprunt nécessaire au versement du capital exigible ; de plus, l'admission des affectations hypothécaires mettrait la Caisse nationale des retraites dans l'obligation de procéder à des saisies immobilières, c'est-à-dire de jouer un rôle pénible et de grever le fonds de garantie de frais d'expropriation ; enfin elle imposerait à la Caisse nationale des retraites la charge de la gérance d'immeubles.

D'ailleurs, le recours des affectations immobilières comporte une aléa, acceptable en matière de réserve mathématique eu égard au caractère partiel (réduit à une fraction de l'ensemble) de la mesure et en raison de la nature de l'objet auquel elle s'applique, mais inadmissible en matière de constitution de garanties qui ne doivent présenter aucun caractère d'incertitude.

B. — Le n° 5 de l'article 1^{er} du troisième décret du 28 février 1899 n'a point prévu le cas où le cédant s'adresse à un cessionnaire n'offrant aucune solvabilité ou procède à une cession fictive. Il est vrai que ce cas dérivera d'ordinaire de l'insolvabilité du cédant, qui serait alors incapable de trouver un cessionnaire sérieux, et il semble que le fonds de garantie n'aurait à souffrir que d'un même état d'insolvabilité avec simple changement de titulaire. Toutefois, il est à craindre que des cessions successives ne permettent à des débiteurs insolubles d'accumuler ainsi des dettes sans s'acquitter jamais en capital, et il paraît regrettable qu'une disposition réglementaire n'ait pas permis de remédier, par un retour à l'exigibilité du capital, à une si

redoutable éventualité. Néanmoins, la solution, qui aurait consisté dans la suppression du n° 5 de l'article 1^{er} du décret, aurait, selon toute apparence, présenté plus d'inconvénients que d'avantages, par suite des conséquences, d'ordre économique, des entraves qu'elle aurait apportées à la cession des établissements industriels.

3. — Payement des indemnités par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

438. — La Caisse nationale des retraites pour la vieillesse intervient pour le payement des indemnités dans des cas nettement définis, suivant une procédure spéciale et avec le bénéfice de recours que la loi lui attribue.

Il y a donc lieu d'examiner successivement :

Les cas dans lesquels le payement des indemnités est effectué par la Caisse nationale des retraites ;

La procédure de payement ;

Les recours attribués à la Caisse nationale des retraites.

a) — Cas dans lesquels le payement des indemnités est effectué par la Caisse nationale des retraites.

439. — Le payement de l'indemnité doit être effectué par le débiteur, quel qu'il soit : chef d'entreprise non assuré, société d'assurance à primes fixes ou mutuelle, syndicat de garantie ; ce n'est qu'en cas de défaillance du débiteur que la Caisse nationale des retraites est appelée à intervenir. Une déclaration expresse à cet égard a été formulée par le rapporteur de la loi devant le Sénat, en 1898 (1).

b) — Procédure de payement.

440. — La loi de 1898 n'a pas défini les conditions

(1) THÉVENET, Séance du Sénat du 7 mars 1898 (J. O., p. 271).

d'organisation et de fonctionnement du service confié à la Caisse nationale des retraites en matière de paiement d'indemnités ; en particulier, elle n'a pas réglé les conditions dans lesquelles les intéressés sont admis à réclamer à la Caisse le paiement de leurs indemnités.

441. — Elle en a laissé le soin (art. 26, § 3) à un règlement d'administration publique.

Le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898 (1), y a pourvu dans son titre 1^{er}.

Aux termes de l'article 1^{er} de ce décret, lorsque le bénéficiaire d'une indemnité n'a pu en obtenir le paiement lors de l'exigibilité, ce fait doit être porté, sous la forme d'une déclaration, à la connaissance du maire de la commune de la résidence de l'intéressé. Cette déclaration (premier décret du 28 février 1899, art. 2) est faite, soit par le bénéficiaire de l'indemnité ou son représentant légal, soit par un mandataire : elle est exempte de tous frais (*ibid.*, art. 2 *in fine*). Elle doit indiquer (*ibid.*, art. 3) :

1^o Les nom, prénoms, âge, nationalité, état civil, profession, domicile du bénéficiaire de l'indemnité, et éventuellement les nom, prénoms, profession et domicile du représentant légal du bénéficiaire ou du mandataire ;

2^o Les nom et domicile du chef d'entreprise ; si ce dernier a eu recours à une société d'assurance ou à un syndicat de garantie pour l'acquittement de sa dette, la déclaration peut fournir, au lieu de la désignation du chef d'entreprise, l'indication de la société ou du syndicat en question ; mais cette dernière indication est dépourvue de tout caractère obligatoire ; car l'ouvrier, qui connaît son patron, peut ignorer la désignation exacte de l'organe que celui-ci s'est substitué pour le ser-

(1) Voir Annexe n° 2 le texte de ce décret. — Ce décret est le premier des décrets du 28 février 1899.

vice de l'indemnité, et, par suite, ne pas être en mesure de donner l'indication correspondante ;

3° La nature de l'indemnité et le montant de la créance réclamée ;

4° L'ordonnance ou le jugement en vertu duquel agit le bénéficiaire. — Il est évidemment indispensable que la déclaration indique le titre de créance en vertu duquel agit le bénéficiaire. Or, sous le régime de la loi du 9 avril 1898 (art. 19, § 2), il n'est délivré de titre de pension qu'à l'expiration de la période de trois ans consécutive à l'accident. Dès lors, si le débiteur de l'indemnité est hors d'état de s'acquitter, soit dès le début du service de la pension, soit après une période d'allocation régulière de moins de trois ans, la seule pièce que puisse posséder le bénéficiaire est, suivant les cas, une ordonnance ou un jugement. La production de cette pièce peut, il est vrai, présenter parfois de réelles difficultés. En effet, le blessé qui, au lendemain du règlement primitif, est en possession de l'ordonnance ou du jugement, peut l'avoir perdu lorsque la cessation de paiement ne sera survenue qu'après l'acquiescement d'un certain nombre d'arrérages. Toutefois, les difficultés que peut éprouver le bénéficiaire pour la production de l'ordonnance ou du jugement ne se rencontrent pas lors de la simple indication de ces pièces.

La déclaration, rédigée par les soins du maire, est signée par le déclarant (premier décret du 28 février 1899, art. 4, § 1) : le maire y joint toutes les pièces qui lui sont remises par le déclarant à l'effet d'établir l'origine et les modifications ultérieures de la créance, ainsi que le refus de paiement opposé par le débiteur : chef d'entreprise, société d'assurance ou syndicat de garantie (*ibid.*, art. 4, § 2). Le maire délivre au déclarant récépissé de la déclaration et des pièces qui l'accompagnent (*ibid.*, art. 5, § 1), et il transmet le tout, dans les vingt-quatre heures, au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations : cet avis

immédiat a pour objet de porter sans retard à la connaissance de la direction de la Caisse les événements, tels que la défaillance du débiteur, susceptibles de motiver l'intervention financière de la Caisse.

Le directeur général de la Caisse adresse le dossier (*ibid.*, art. 6), dans les quarante-huit heures à partir de sa réception, au juge de paix du domicile du débiteur, en l'invitant à convoquer celui-ci d'urgence par lettre recommandée.

Deux cas peuvent alors se présenter, suivant que la personne convoquée répond ou non à la convocation.

1^{er} CAS. — La personne convoquée répond à la convocation. — La personne convoquée doit (*ibid.*, art. 7, § 1) comparaître soit en personne, soit par mandataire, au jour fixé par le juge de paix : il lui est donné connaissance de la réclamation formulée contre elle (*ibid.*, art. 7, § 2). Le juge de paix dresse un procès-verbal des déclarations du comparant qui y appose sa signature (*ibid.*, art. 7, § 3).

Deux circonstances sont à prévoir, selon que le comparant conteste ou non la réalité ou le montant de la créance.

1^{re} circonstance — Le comparant ne conteste ni la réalité ni le montant de la créance. — Le juge de paix (*ibid.*, art. 8, § 1) l'invite alors, soit à s'acquitter par devant lui, soit à expédier au réclamant, par mandat-carte, la somme due et à communiquer au greffe, au plus tard le deuxième jour qui suit la comparution (*ibid.*, art. 8, § 2), le récépissé de cet envoi.

La définition du mode d'envoi de la somme due a été limitativement donnée par le décret : cette mesure restreint sans doute la liberté du débiteur dans le choix du mode d'acquittement de son obligation ; toutefois, elle se justifie :

1^o Par le caractère du débiteur intéressé qui, en raison

de son état de cessation de paiement, ne saurait prétendre aux mêmes ménagements qu'un débiteur exact ;

2^o Par les avantages que le mode imposé présente à la fois pour le bénéficiaire et pour le débiteur de l'indemnité. — *a*) Le bénéficiaire de l'indemnité y trouve la sécurité et la commodité : d'une part, en effet, la présentation, au juge de paix, par le débiteur, du récépissé de l'administration des postes permet au magistrat de s'assurer immédiatement de l'exécution du versement ; d'autre part, le mandat-carte est payé à domicile au bénéficiaire de l'indemnité. — *b*) Le débiteur de l'indemnité réalise de la sorte un envoi d'argent dans des conditions particulièrement faciles et obtient immédiatement le récépissé qui lui permet de justifier de sa libération.

Le juge de paix constate cette libération dans son procès-verbal (premier décret du 28 février 1899, art. 8, § 4). Il statue sur le paiement des frais de convocation (*ibid.*, art. 8, § 3). Le dossier, accompagné du procès-verbal du juge de paix, est, dans les deux jours qui suivent la libération immédiate, adressé par le juge de paix au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (*ibid.*, art. 12).

Si le comparant déclare ne pas être en état de s'acquitter immédiatement, le juge de paix est autorisé, lorsque les motifs invoqués paraissent légitimes, à lui accorder pour sa libération un délai d'un mois au plus (*ibid.*, art. 9, § 1). Il constate dans son procès-verbal la reconnaissance de dette et l'engagement pris par le comparant de se libérer dans le délai fixé, soit par un versement au caissier de la Caisse des dépôts et consignations à Paris ou aux préposés de la Caisse dans les départements, soit par l'expédition d'un mandat-carte payable au caissier général à Paris (*ibid.*, art. 9, § 2). Ce procès-verbal est, dans les deux jours qui suivent la comparution, adressé avec le dossier par le juge de paix à la Caisse (*ibid.*, art. 12). Dès la

réception du dossier, le directeur général de cette Caisse envoie au réclamant, par mandat - carte, la somme à laquelle il a droit (*ibid.*, art. 13, § 1) ; il fait parvenir également au greffier de la justice de paix le montant de ses déboursés et émoluments (*ibid.*, art. 13, § 1 *in fine*).

2^e circonstance. — Le comparant contesté la réalité ou le montant de la créance. — Le juge de paix constate dans son procès-verbal le refus total ou partiel de paiement et les motifs qui en ont été donnés (*ibid.*, art. 10, § 1).

L'acquiescement de la somme non contestée est régi par les dispositions qui précèdent (*ibid.*, art. 10, § 2).

Quant à la somme contestée, le procès-verbal du juge de paix ayant été, dans les deux jours qui suivent la comparution, adressé, avec le dossier, par le juge de paix à la Caisse des dépôts et consignations (*ibid.*, art. 12), il y a lieu de distinguer si les motifs, invoqués pour refuser le paiement, paraissent ou non légitimes :

a) Si ces motifs ne semblent pas fondés, le directeur général de la Caisse, dès la réception du dossier, adresse au réclamant par mandat-carte la somme à laquelle il a droit (*ibid.*, art. 13, § 1) ; il fait également parvenir au greffier de la justice de paix le montant de ses déboursés et émoluments (*ibid.*, art. 13, § 1 *in fine*).

b) Si, au contraire, ces motifs paraissent fondés, le directeur général de la Caisse renvoie par l'intermédiaire du maire, au réclamant, le dossier produit par ce dernier, en lui laissant le soin d'agir contre la personne dont il se prétend le créancier, conformément aux règles du droit commun (*ibid.*, art. 14, § 1 ; le montant des déboursés et émoluments du greffier est, en ce cas, acquitté par les soins du directeur général et imputé sur le fonds de garantie (*ibid.*, art. 14, § 2).

2^e CAS. — *La personne convoquée ne répond pas à la convocation.* Si la personne convoquée ne comparait pas au jour fixé, le juge de paix procède, dans la hui-

taine, à une enquête à l'effet de rechercher (*ibid.*, art. 11, § 1) :

1^o Si la personne convoquée n'a pas changé de domicile ;

2^o Si elle a cessé son industrie, soit volontairement, soit par cession d'établissement, soit par suite de faillite ou de liquidation judiciaire et, dans ce cas, quel est le syndic ou le liquidateur, soit par suite de décès et, dans ce cas, par qui sa succession est représentée.

Le procès-verbal dressé par le juge de paix constate la non-comparution et les résultats de l'enquête (*ibid.*, art. 11, § 2).

Dans les deux jours qui suivent la clôture de celle-ci, le juge de paix adresse à la Caisse des dépôts et consignations le dossier accompagné de son procès-verbal (*ibid.*, art. 12).

Il y a lieu de distinguer alors si la réclamation du bénéficiaire paraît ou non justifiée :

a) Si cette réclamation semble justifiée, le directeur général de la Caisse, dès la réception du dossier, envoie au réclamant, par mandat-carte, la somme à laquelle il a droit, et fait parvenir au greffier de la justice de paix le montant de ses déboursés et émoluments (*ibid.*, art. 13, § 2) ;

b) Sinon, le dossier est renvoyé au réclamant dans les conditions définies ci-dessus en cas de refus de paiement suffisamment motivé (*ibid.*, art. 14).

c) — *Recours attribués à la Caisse nationale des retraites.*

442. — La loi de 1898, en imposant à la Caisse nationale des retraites (art. 24 l'obligation de payer les indemnités pour le compte du débiteur défaillant, lui a attribué un recours contre celui-ci (art. 26, §§ 1 et 2), quel que soit du reste ce débiteur, chef d'entreprise, société d'assurance ou syndicat de garantie (art. 26, § 3). Elle a, de plus (art. 26, § 4 *in fine*), maintenu l'hypothèque à titre

exceptionnel pour les décisions judiciaires rendues au profit de la Caisse nationale des retraites exerçant un recours de cette nature.

443. — La loi distingue à cet égard deux cas, suivant que le chef d'entreprise a ou non contracté une assurance.

1° *Absence d'assurance.*

444. — Aux termes de l'article 26 (§ 1) de la loi de 1898, la Caisse nationale des retraites exercera un recours contre les chefs d'entreprise débiteurs, pour le compte desquels des sommes auront été payées par elle,

445. — La loi a délégué (art. 26, § 3) à un règlement d'administration publique la mission de déterminer les formes de ce recours.

Le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898 (1), y a pourvu dans son titre II.

Il spécifie (art. 15) que le recours de la Caisse nationale des retraites est exercé aux requête et diligence du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations : aux termes de l'article 16 (§ 1) de ce décret, si le débiteur n'a pas remboursé le paiement effectué par la Caisse — au bénéficiaire de l'indemnité et au greffier de la justice de paix — dans les cinq jours qui suivent ce paiement ou l'expiration du délai imparti au débiteur pour se libérer (*ibid.*, art. 9) (n° 441), le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, par lettre recommandée, informe le débiteur du paiement effectué pour son compte et l'avise en même temps (*ibid.*, art. 16, § 2) qu'à défaut de remboursement dans un délai de quinzaine, soit par versement au caissier général à Paris ou aux préposés de la Caisse dans les départements, soit par expédition d'un mandat-carte

(1) Voir Annexe n° 2 le texte de ce décret. — Ce texte est le premier des décrets du 28 février 1899.

payable au caissier général, le recouvrement sera poursuivi par la voie judiciaire. A l'expiration de ce délai de quinzaine, le directeur général délivre, à l'encontre du débiteur qui ne s'est pas libéré, une contrainte pour le recouvrement (*ibid.*, art. 17): cette contrainte est visée et déclarée exécutoire par le juge de paix du canton du domicile du débiteur, et signifiée par ministère d'huissier (*ibid.*, art. 18). L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une opposition formée par le débiteur et contenant assignation donnée au directeur général de la Caisse devant le tribunal civil du domicile du débiteur (*ibid.*, art. 19). L'instance à laquelle donne lieu cette opposition, est suivie dans les formes et délais déterminés par l'article 65 de la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement (1) (premier décret du 28 février 1899, art. 20). Les frais de poursuite et dépens de l'instance, auxquels a été condamné le débiteur débouté de son opposition, sont (*ibid.*, art. 21) recouvrés par le directeur général de la Caisse au moyen d'un état de frais taxé sur sa demande et rendu exécutoire par le président du tribunal.

Lorsque le capital représentatif d'une pension est devenu exigible (n° 435), il y a lieu de distinguer deux cas :

1^{er} CAS. — *L'exigibilité résulte de la faillite ou de la liquidation judiciaire du débiteur.* — Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, représentant la Caisse nationale des retraites, demande l'admission au passif pour le montant de sa créance (premier décret du 28 février 1899, art. 22, § 1). Il est procédé dans ce cas (*ibid.*, art. 22, § 2) conformément aux dispositions des articles 491 et suivants du Code de commerce et de la loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire (2).

(1) Bull., II, 248, 2224.

(2) Bull., XII, 1225, 20408.

2^e CAS. — *L'exigibilité résulte d'une circonstance autre que la faillite ou la liquidation judiciaire du débiteur.*

— Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (premier décret du 28 février 1899, art. 23) met en demeure, par une lettre recommandée, le débiteur ou ses représentants d'opérer, dans un délai de deux mois à dater de la réception de la lettre, le versement à la Caisse nationale des retraites, du capital exigible, à moins qu'il ne soit justifié que les garanties prescrites par le troisième décret du 28 février 1899 ont été fournies (n^o 437). A défaut de versement dans ce délai de deux mois, le recouvrement est poursuivi par la voie judiciaire (*ibid.*, art. 24).

Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations peut d'ailleurs (*ibid.*, art. 25), en dehors des délais prévus, accorder au débiteur tous délais et facilités de paiement, ou transiger.

2^e Existence d'une assurance.

446. En cas d'assurance du chef d'entreprise, la loi de 1898 spécifie (art. 26, § 2) que la Caisse jouira, pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'article 2102 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur.

Les créances visées dans l'article 2102 sont des créances privilégiées sur certains meubles : les privilèges établis par cet article sont au nombre de neuf : 1^o le privilège du bailleur ; 2^o celui des moissonneurs ; 3^o celui des fabricants ou réparateurs d'ustensiles aratoires ; 4^o celui du créancier gagiste ; 5^o le privilège de celui qui a fait des frais pour la conservation de la chose ; 6^o le privilège du vendeur ; 7^o le privilège de l'aubergiste ; 8^o le privilège du voiturier ; 9^o le privilège qui frappe le cautionnement de certains fonctionnaires publics.

447. — La loi de 1898 laissait (art. 26, § 3) à un règle-

ment d'administration publique le soin de définir les formes du recours de la Caisse nationale des retraites contre l'assureur.

Le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898 (1), stipule formellement (art. 4, § 2 *in fine*) l'absence de toute distinction relative à la qualité du débiteur de l'indemnité ; il s'applique donc au cas de l'assureur comme à celui du chef d'entreprise non assuré (n° 445).

448. — La loi de 1898 a spécifié (art. 26, § 2 *in fine*) qu'en cas d'assurance, la Caisse nationale des retraites n'aurait pas de recours contre le chef d'entreprise.

449. — Cette disposition a été critiquée comme établissant, par sa combinaison avec l'article 24 de la loi, une substitution complète de l'assureur au patron (n° 285), de telle sorte que, favorable en apparence aux chefs d'entreprise, elle devait être regardée comme dangereuse en fait pour la collectivité des patrons.

Les motifs qui expliquent cette mesure ont été indiqués plus haut (voir n° 285).

SECTION IV

MESURES D'APPLICATION

450. — Les mesures, édictées par le législateur en vue de l'application de la loi, sont les unes d'ordre législatif, les autres d'ordre administratif.

§ 1. — MESURES LÉGISLATIVES

451. — Les mesures législatives définissent le caractère

(1) Voir Annexe n° 2 le texte de ce décret. — Ce décret est le premier des décrets du 28 février 1899.

des dispositions de la loi, en assurent la publication dans les établissements assujettis, confèrent à certains agents le pouvoir de constater les infractions qu'elle prévoit, assurent à son application certaines immunités fiscales et définissent les conditions de son entrée en vigueur.

1. — DÉFINITION DU CARACTÈRE DES DISPOSITIONS DE LA LOI

452. — Le caractère des dispositions de la loi est impératif : l'article 30 déclare nulle de plein droit toute convention contraire à ces dispositions.

2. — PUBLICATION DE LA LOI DANS DES ÉTABLISSEMENTS ASSUJETTIS.

453. — Aux termes de l'article 31 (§ 1) les chefs d'entreprise doivent faire afficher dans chaque atelier la loi et les règlements d'administration publique relatifs à son exécution : l'absence d'affichage les expose à une amende de 1 à 15 francs, dont le montant, en cas de récidive dans la même année, varie de 16 à 100 francs (art. 31, § 2).

3. — DÉSIGNATION D'AGENTS APPELÉS A CONSTATER LES INFRACTIONS A LA LOI.

454. — Une disposition formelle (art. 31, § 3) spécifie que les inspecteurs du travail pourront constater les infractions aux prescriptions légales qui exigent la déclaration des accidents et l'affichage de la loi. L'insertion de cette disposition dans la loi était nécessaire (1) par suite de la suppression de l'application, dans le domaine de cette loi, des articles, relatifs aux déclarations d'accidents, des lois de 1892 et de 1893, lois qui prévoient l'intervention des inspecteurs du travail (n° 334).

4. — OCTROI D'IMMUNITÉS FISCALES.

455. — Tous les actes faits ou rendus en vertu et pour

(1) FÉLIX MARTIN, Séance du Sénat du 19 mars 1898 (J. O., p. 350).

l'exécution de la loi sont (art. 29, § 1) délivrés gratuitement, visés pour timbre et, s'il y lieu à enregistrement, enregistrés gratis (1).

L'octroi de ces immunités fiscales appelle toutefois des réserves. On peut, en effet, se demander, en ce qui concerne les « significations » et les « jugements » mentionnés dans l'article 29 (§ 1) de la loi, si ces immunités sont véritablement utiles pour l'ouvrier et réellement justifiées au profit du patron. Car l'ouvrier est déjà admis par l'article 22 de la loi, dans les conditions les plus larges, au bénéfice de l'assistance judiciaire ; quant au patron, cette disposition lui crée une situation privilégiée par rapport aux débiteurs ordinaires qui, en présence d'un adversaire assisté, doivent, lorsqu'ils succombent, acquitter les frais de l'instance avancés par l'État aux officiers ministériels qui ont prêté leur concours à l'assisté.

5. — DÉFINITION DES CONDITIONS D'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI.

456. — Le législateur a distingué, au point de vue des conditions d'entrée en vigueur de la loi, la métropole des colonies.

A. — Métropole.

457. — L'article 33 spécifie que « la loi ne sera applicable que trois mois après la publication officielle des décrets d'administration publique qui doivent en régler l'exécution ». Ces décrets, datés du 28 février 1899, ayant été publiés au *Journal officiel* du lendemain 1^{er} mars (2), la

(1) On sait que, par dérogation à la règle que tous les actes civils ou judiciaires sont assujettis à l'enregistrement et, par suite, frappés d'un droit, certains actes bénéficient d'une faveur spéciale, laquelle consiste, soit dans l'ajournement de la perception, soit dans la gratuité, soit dans l'exemption complète de la formalité : les premiers sont dits enregistrés en débet ; les seconds, enregistrés gratis ; les derniers, exempts d'enregistrement.

(2) J. O., partie officielle, 1899, p. 1397, 1399 et 1401.

date d'entrée en vigueur de la loi devait être dès lors le 1^{er} juin 1899.

B. — Colonies.

458. — La loi n'est pas déclarée immédiatement applicable à l'Algérie et aux colonies : il a semblé impossible (1) d'insérer dans le texte législatif une mesure aussi absolue, qui aurait pu rencontrer dans la pratique les plus sérieuses difficultés. Le législateur s'est donc borné (art. 34) à laisser le Pouvoir exécutif juge de l'opportunité de l'extension du nouveau régime aux colonies et à lui déléguer le soin de réaliser cette application par voie de règlement d'administration publique.

§ 2. — MESURES ADMINISTRATIVES.

459. — Les mesures administratives concernent la rédaction de règlements d'administration publique et de statuts types, l'établissement de tables et tarifs pour le calcul des capitaux représentatifs des pensions, et la détermination des émoluments et indemnités des greffiers de justice de paix pour leur participation à l'application de la loi (2).

(1) THÉVENET, Séance du Sénat du 19 mars 1898 (J. O., p. 350 et 351).

(2) Il convient de signaler que l'institution, d'abord prévue, d'un Conseil supérieur des accidents fut ensuite jugée inutile (THÉVENET, Rapport au Sénat du 25 janvier 1898, Sén., Doc. parl., n° 15, J. O., p. 57), le Conseil supérieur du travail ayant paru en mesure de remplir la seule attribution qui après la suppression de la mutualité régionale, serait restée au Conseil supérieur des accidents, savoir l'établissement et la revision annuelle de la liste des industries assujetties. Par contre, le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898, a prévu (art. 16, § 1) (n° 294) la constitution, auprès du ministre du Commerce, d'un Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.

1. — RÈGLEMENTS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET STATUTS TYPES.

460. — Les dispositions des règlements d'administration publique et l'objet des statuts-types prévus par la loi du 9 avril 1898 ont été définis à l'occasion des matières auxquels ils se rapportent (nos 264, 294, 296, 317, 437, 441, 445, 447).

2. — TABLES ET TARIFS POUR LE CALCUL DES CAPITAUX REPRÉSENTATIFS DES PENSIONS.

461. — La Caisse nationale des retraites devait, dans les six mois de la promulgation de la loi, établir un tarif permettant de calculer le capital représentatif des pensions eu égard à « la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayants droit » (art. 28, § 2 *in fine*).

Le calcul des capitaux représentatifs est, en effet, nécessaire soit au cas d'allocation partielle de l'indemnité en capital (n° 226), soit au cas de versement obligatoire (n° 436) ou facultatif (n° 319) du capital représentatif, soit au cas d'évaluation de réserve mathématique (n° 294).

462. — L'établissement des tarifs suppose l'existence de tables de mortalité appropriées. Aussi, ces tables et tarifs n'ayant pas encore été publiés, semble-t-il intéressant de poser les principes qui doivent régir l'établissement ou le choix des bases à adopter.

Il convient tout d'abord de définir le personnel auquel doivent s'appliquer les tables de mortalité en question.

Ce personnel comprend :

d'une part, les pensionnés valides (veuves, orphelins, ascendants d'ouvriers tués) ;

d'autre part, les pensionnés invalides, frappés d'une incapacité permanente, absolue ou partielle.

1^o PENSIONNÉS VALIDES. — Les tables qui conviennent aux pensionnés valides sont celles qui s'appliquent à la population normale : telle est la table de mortalité C R de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Toutefois cette table ne commence qu'à l'âge de 3 ans. Or la mortalité suit, dans la première année et principalement durant les premières semaines de la vie, une loi qui diffère essentiellement de celle qui régit la période subséquente (1). Pour être utilisée, la table C.R. devrait donc être prolongée au dessous de l'âge de 3 ans.

Les tarifs établis par la Caisse nationale des retraites d'après cette table sont d'ailleurs limités non seulement à l'âge de 3 ans, d'une part, mais encore à celui de 65 ans, d'autre part. Or, si l'on compare la Caisse nationale des retraites aux Compagnies d'assurance privées au point de vue du montant de la somme à verser, à un âge avancé, pour obtenir une rente déterminée, égale, par exemple, à 360 francs par an, on obtient les résultats suivants :

AGE	Somme à verser en une seule fois à capital aliéné pour obtenir une rente viagère immédiate de 360 francs	
	aux Compagnies d'assurance privées	à la Caisse nationale
65 ans.....	3.593 fr.88	3.234 fr.49
67 ans.....	3.234 49	3.234 49
70 ans.....	3.043 30	3.234 49
75 ans.....	2.703 85	3.234 49
80 ans.....	2.505 67	3.234 49
85 ans.....	2.407 21	3.234 49

On voit ainsi que, pour les âges supérieurs à 67 ans, les tarifs des Compagnies privées sont plus avantageux que ceux de la Caisse nationale, et que ces derniers deviennent prohibitifs pour les âges avancés.

(1) Voir *Bulletin du Conseil supérieur de statistique*, n° 2, deuxième session de 1886, p. 135 et suiv., Imprimerie nationale, 1887.

La prolongation jusqu'à l'âge de 80 ans, des tarifs de la Caisse nationale des retraites est d'ailleurs prescrite par l'article 24 (§ 5) de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels (1).

En résumé, la table de mortalité C. R. une fois prolongée au dessous de 3 ans, peut servir de base à l'établissement d'un tarif qui devrait être calculé depuis la naissance jusqu'à l'âge de 80 ans.

2^o PENSIONNÉS INVALIDES. — Il y a lieu de distinguer l'incapacité permanente absolue de l'incapacité permanente partielle.

a) *Incapacité permanente absolue.* — La loi de mortalité des invalides dépend, non seulement de l'âge, mais aussi de l'ancienneté de la blessure. Celle-ci réduit au début la vitalité, qui revient ensuite, au bout d'une période de dix à quinze années, à sa valeur primitive. En d'autres termes, la loi de mortalité de l'invalidé résulte de la combinaison de deux éléments : l'un qui découle de la mortalité normale, l'autre qui provient de l'affaiblissement de l'organisme consécutif à l'accident ; ce dernier, d'abord très élevé, s'atténue avec le temps, notamment par suite du repos et du bien-être relatif du pensionné (2). Il est donc nécessaire, pour les invalides, de dresser, non plus comme pour les valides, une table unique donnant la mortalité à chaque âge, mais une série de tables correspondant chacune à un âge spécial d'entrée dans l'invalidité.

De telles tables n'existent pas encore en France.

(1) Bull., XII, 1954, 34303.

(2) Voir à ce sujet WEBER, *Etude sur les tables de mortalité d'invalides* (Bulletin de l'Institut des Actuaire français, t. VII, p. 144) — Voir aussi dans notre ouvrage sur les *Lois d'assurance ouvrière à l'étranger* (liv. II, p. 322 à 347) l'analyse des travaux effectués sur cette question par la corporation allemande des constructions en profondeur.

Il convient d'ailleurs de remarquer que l'âge à adopter pour origine est celui de 12 ans, auquel les enfants sont admis dans les ateliers et par suite exposés aux risques d'accidents.

b). Incap cité permanente partielle. — L'incapacité partielle est susceptible de présenter une variété trop considérable de degrés pour qu'il soit possible de dresser un nombre de tables égal au nombre de ces degrés.

Il semble toutefois admissible d'apprécier la diminution de la vitalité du blessé par la diminution de son salaire ; on calculerait en conséquence le capital représentatif des pensions d'invalides frappés d'incapacité partielle, par interpolation entre les tarifs applicables aux invalides frappés d'incapacité absolue et les tarifs applicables aux pensionnés valides.

L'adoption du salaire comme base est d'ailleurs conforme aux dispositions de la loi du 9 avril 1898 qui définit (art. 3, § 1) (n° 206) la pension d'incapacité permanente partielle en fonction de la réduction que l'accident a fait subir au salaire.

3. — ÉMOLUMENTS ET INDEMNITÉS DES GREFFIERS DE JUSTICE DE PAIX

463. — Aux termes de l'article 29 (§ 2) de la loi du 9 avril 1898, un décret devait, dans les six mois de la promulgation de la loi, déterminer les émoluments des greffiers de justice de paix pour leur participation à l'application de la loi, ainsi que les frais de transport auprès des victimes et d'enquête sur place.

464. — Il est essentiel de remarquer que le texte de l'article 29 (§ 1) de la loi de 1898, qui concerne la gratuité, ne vise que la « délivrance » des actes faits en vertu et pour l'exécution de cette loi (n° 455). La « rédaction » de la minute ne bénéficie pas de la gratuité, et le texte de l'article 29 (§ 2) prévoit formellement un tarif fixant la base des émoluments des greffiers de justice de paix.

Ce texte n'a pas toutefois défini l'étendue d'application du tarif qu'il prévoyait : il semble, du moins, que le tarif ne doit pas s'étendre aux instances suivies devant le juge de paix en vertu de l'article 13 de la loi de 1898, et qu'il convient, au contraire, d'en limiter l'application aux actes de l'enquête prévue par les articles 12 et 13 de cette loi. Il est vrai que l'article 29 (§ 2) vise même les « jugements » : or l'enquête ne comporte pas de jugements, la mission du juge de paix ne consistant qu'à rendre des ordonnances pour commettre un expert ou un médecin ou à prononcer des condamnations contre des témoins défaillants. Mais, quelque compréhensifs que soient les termes de l'article 29 (§ 2), ils ne paraissent pas suffisants pour justifier l'établissement, à l'occasion d'instances suivies devant le juge de paix, d'un tarif dérogatoire au tarif résultant du décret du 16 février 1807 (1) lequel assure déjà une rémunération aux greffiers.

465. — Le décret du 5 mars 1899 (2), rendu par application de l'article 29 (§ 2) de la loi de 1898, a été rédigé conformément à cette interprétation.

466. — On peut se demander comment le greffier recouvrera les émoluments et indemnités qui lui sont attribués par le décret prévu dans l'article 29 (§ 2) de la loi de 1898 pour l'enquête relative au cas de décès ou d'incapacité permanente. Ces allocations, tout au moins en partie, ne constituent que le remboursement de dépenses effectives (port de lettres recommandées, frais de déplacement). Sans doute, en cas de litige suivi de condamnation, le jugement pourra comprendre dans les dépens le montant des frais alloués par le décret précité ; mais, en cas de solu-

(1) Bull., IV, 138, 2240, et IV, 139, 2242.

(2) Le texte de ce décret, qui a été publié au *Journal officiel* du 7 mars 1899 (J. O., partie officielle, 1899, p. 1538), figure ci-après en annexe (Annexe n° 6).

tion amiable, la loi de 1898 n'indique pas comment le greffier pourra se faire payer. Cette situation a d'autant plus d'inconvénients que la loi du 9 avril 1898 ne renferme pas l'équivalent des dispositions de la loi du 22 janvier 1851 (1) qui prévoit (art. 14, dernier paragraphe) que l'avance des frais sera faite par le Trésor. Il serait d'ailleurs contraire à l'esprit de la loi du 9 avril 1898 de reconnaître au greffier le droit, soit d'exercer une action contre l'ouvrier pour le recouvrement de ses frais, soit d'exiger de ce dernier une consignation préalable. Il semble donc qu'il y ait à cet égard une lacune dans les dispositions de la loi de 1898 (2).

467. — Il convient d'ailleurs de signaler que la disposition du § 2 de l'article 29 de loi du 9 avril 1898 a été proposée sans commentaire par la Commission de la Chambre des Députés dans son texte du 27 octobre 1897 (n° 121), et qu'elle a été votée sans discussion par la Chambre des Députés le 28 octobre 1897 (n° 123) : les travaux préparatoires de la loi, postérieurs à ce vote, ne renferment aucune explication ni aucun débat relatif à cette disposition.

(1) Bull., X, 346, 2680.

(2) Cette observation ne s'applique pas aux émoluments et indemnités attribués pour assistance à l'ensemble des opérations prévues par le décret du 28 février 1899 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898 (n° 441) : ce décret (art. 13, § 1 *in fine*, et art. 14, § 2) a, en effet, prévu l'envoi aux greffiers de justice de paix, par les soins du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, du montant de leurs déboursés et émoluments.

ANNEXES

ANNEXE N° 1

LOI

concernant les responsabilités des accidents
dont les ouvriers sont victimes
dans leur travail

Du 9 Avril 1898.

TITRE 1^{er}

Indemnités en cas d'accidents.

ARTICLE PREMIER. — Les accidents survenus par le fait du travail, ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières, et, en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donnent droit au profit de la victime ou de ses représentants à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la condition que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours.

Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades.

ARTICLE 2. — Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi.

Ceux dont le salaire annuel dépasse deux mille quatre cents francs (2.400 fr.) ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes ou indemnités stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires quant au chiffre de la quotité.

ARTICLE 3. -- Dans les cas prévus à l'article premier, l'ouvrier ou l'employé a droit :

Pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel ;

Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ;

Pour l'incapacité temporaire, à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours et à partir du cinquième jour.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès, dans les conditions suivantes :

A. Une rente viagère égale à 20 0/0 du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus ; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

B. Pour les enfants, légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de seize ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 15 0/0 de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 0/0 s'il y en a deux, de 35 0/0 s'il y en a trois et 40 0/0 s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants, orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 0/0 du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 0/0 du salaire ni 60 0/0 dans le second.

C. Si la victime n'a ni conjoint, ni enfant dans les termes des paragraphes A et B, chacun des ascendants et descendants qui était à sa charge recevra une rente, viagère pour les ascendants et payable jusqu'à seize ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 0/0 du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 0/0.

Chacune des rentes prévues par le paragraphe C est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables par trimestre; elles sont incessibles et insaisissables.

Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseront de résider sur le territoire français, recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Les représentants d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

ARTICLE 4. — Le chef d'entreprise supporte en outre les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de cent francs (100 fr.) au maximum.

Quant aux frais médicaux et pharmaceutiques, si la victime a fait choix elle-même de son médecin, le chef d'entreprise ne peut être tenu que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton, conformément aux tarifs adoptés dans chaque département pour l'assistance médicale gratuite.

ARTICLE 5. — Les chefs d'entreprise peuvent se décharger pendant les trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers jours à partir de l'accident, de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et l'indemnité temporaire, ou une partie seulement de cette indemnité comme il est spécifié ci-après, s'ils justifient :

1^o Qu'ils ont affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels et pris à leur charge une quote-part de la cotisation qui aura été déterminée d'un commun accord, et en se conformant aux statuts-type approuvés par le ministre compétent, mais qui ne devra pas être inférieure au tiers de cette cotisation ;

2^o Que ces sociétés assurent à leurs membres, en cas de blessures, pendant trente, soixante ou quatre-vingt-dix jours, les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière.

Si l'indemnité journalière servie par la société est inférieure à la moitié du salaire quotidien de la victime, le chef d'entreprise est tenu de lui verser la différence.

ARTICLE 6. — Les exploitants de mines, minières et carrières peuvent se décharger des frais et indemnités mentionnés à l'article précédent moyennant une subvention annuelle versée

aux caisses ou sociétés de secours constituées dans ces entreprises en vertu de la loi du 29 juin 1894.

Le montant et les conditions de cette subvention devront être acceptés par la société et approuvés par le ministre des Travaux publics.

Ces deux dispositions seront applicables à tous autres chefs d'industrie qui auront créé en faveur de leurs ouvriers des caisses particulières de secours en conformité du titre III de la loi du 29 juin 1894. L'approbation prévue ci-dessus sera, en ce qui les concerne, donnée par le ministre du Commerce et de l'Industrie.

ARTICLE 7. — Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent, contre les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge.

Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, au lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage.

ARTICLE 8. — Le salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité allouée à l'ouvrier âgé de moins de seize ans ou à l'apprenti victime d'un accident ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise.

Toutefois, dans le cas d'incapacité temporaire, l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins de seize ans ne pourra pas dépasser le montant de son salaire.

ARTICLE 9. — Lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de revision prévu à l'article 19, la victime peut demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente, calculé d'après les tarifs dressés pour les victimes d'accidents par la Caisse des retraites pour la vieillesse, lui soit attribué en espèces.

Elle peut aussi demander que ce capital, ou ce capital réduit du quart au plus comme il vient d'être dit, serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible, pour moitié au plus, sur la tête de son conjoint. Dans ce cas, la rente viagère sera diminuée de façon qu'il ne résulte de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le chef de l'entreprise.

Le tribunal, en chambre du conseil, statuera sur ces demandes.

ARTICLE 10. — Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature.

Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident, il doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération moyenne qu'ils ont reçue, pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois, les ouvriers de la même catégorie.

Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

TITRE II

Déclaration des accidents et enquête.

ARTICLE 11. — Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré, dans les quarante-huit heures, par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal.

Cette déclaration doit contenir les noms et adresses des témoins de l'accident. Il y est joint un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

La même déclaration pourra être faite par la victime ou ses représentants.

Récépissé de la déclaration et du certificat du médecin est remis par le maire au déclarant.

Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

L'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 cessent d'être applicables dans les cas visés par la présente loi.

ARTICLE 12. — Lorsque, d'après le certificat médical, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail, le maire transmet immédiatement copie de la déclaration et le certificat médical au juge de paix du canton où l'accident s'est produit.

Dans les vingt-quatre heures de la réception de cet avis, le juge de paix procède à une enquête à l'effet de rechercher :

- 1^o La cause, la nature et les circonstances de l'accident ;
- 2^o Les personnes victimes et le lieu où elles se trouvent ;
- 3^o La nature des lésions ;
- 4^o Les ayants droit pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité ;
- 5^o Le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes.

ARTICLE 13. — L'enquête a lieu contradictoirement dans les formes prescrites par les articles 35, 36, 37, 38 et 39 du Code de procédure civile, en présence des parties intéressées ou celles-ci convoquées d'urgence par lettre recommandée.

Le juge de paix doit se transporter auprès de la victime de l'accident qui se trouve dans l'impossibilité d'assister à l'enquête.

Lorsque le certificat médical ne lui paraîtra pas suffisant, le juge de paix pourra désigner un médecin pour examiner le blessé.

Il peut aussi commettre un expert pour l'assister dans l'enquête.

Il n'y a pas lieu, toutefois, à nomination d'expert dans les entreprises administrativement surveillées, ni dans celles de l'Etat placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion, ni dans les établissements nationaux où s'effectuent des travaux que la sécurité publique oblige à tenir secrets. Dans ces divers cas, les fonctionnaires chargés de la surveillance ou du contrôle de ces établissements ou entreprises et, en ce qui concerne les exploitations minières, les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, transmettent au juge de paix, pour être joint au procès-verbal d'enquête, un exemplaire de leur rapport.

Sauf les cas d'impossibilité matérielle dûment constatés dans le procès-verbal, l'enquête doit être close dans le plus bref délai et, au plus tard, dans les dix jours à partir de l'accident. Le juge de paix avertit, par lettre recommandée, les parties de la clôture de l'enquête et du dépôt de la minute au greffe, où elles pourront, pendant un délai de cinq jours, en prendre connaissance et s'en faire délivrer une expédition, affranchie

du timbre et de l'enregistrement. A l'expiration de ce délai de cinq jours, le dossier de l'enquête est transmis au président du tribunal civil de l'arrondissement.

ARTICLE 14. — Sont punis d'une amende d'un à quinze francs (1 à 15 fr.) les chefs d'industrie ou leurs préposés qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 11.

En cas de récidive dans l'année, l'amende peut être élevée de seize à trois cents francs (16 à 300 fr.).

L'article 463 du Code pénal est applicable aux contraventions prévues par le présent article.

TITRE III

Compétence. — Juridictions. — Procédure. — Revision.

ARTICLE 15. — Les contestations entre les victimes d'accidents et les chefs d'entreprise relatives aux frais funéraires, aux frais de maladie ou aux indemnités temporaires, sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever.

ARTICLE 16. — En ce qui touche les autres indemnités prévues par la présente loi, le président du tribunal de l'arrondissement convoque, dans les cinq jours à partir de la transmission du dossier, la victime ou ses ayants droit et le chef d'entreprise, qui peut se faire représenter.

S'il y a accord des parties intéressées, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président, qui donne acte de cet accord.

Si l'accord n'a pas lieu, l'affaire est renvoyée devant le tribunal, qui statue comme en matière sommaire, conformément au titre XXIV du livre II du Code de procédure civile.

Si la cause n'est pas en état, le tribunal sursoit à statuer et l'indemnité temporaire continuera à être servie jusqu'à la décision définitive.

Le tribunal pourra condamner le chef d'entreprise à payer une provision; sa décision sur ce point sera exécutoire nonobstant appel.

ARTICLE 17. — Les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel selon les règles du droit commun. Toutefois, l'appel devra être interjeté dans les quinze jours de la date du jugement, s'il est contradictoire, et, s'il est par défaut,

dans la quinzaine à partir du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

L'opposition ne sera plus recevable en cas de jugement par défaut contre partie, lorsque le jugement aura été signifié à personne, passé le délai de quinze jours à partir de cette signification.

La cour statuera d'urgence dans le mois de l'acte d'appel. Les parties pourront se pourvoir en cassation.

ARTICLE 18. — L'action en indemnité prévue par la présente loi se prescrit par un an à dater du jour de l'accident.

ARTICLE 19. — La demande en revision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive.

Le titre de pension n'est remis à la victime qu'à l'expiration des trois ans.

ARTICLE 20. — Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre premier.

Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel.

ARTICLE 21. — Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

Sauf dans le cas prévu à l'article 3, paragraphe A, la pension ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à cent francs (100 fr.).

ARTICLE 22. — Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit, sur le visa du procureur de la République, à la victime de l'accident ou à ses ayants droit, devant le tribunal.

A cet effet, le président du tribunal adresse au procureur de la République, dans les trois jours de la comparution des parties prévue par l'article 16, un extrait de son procès-verbal de non-conciliation ; il y joint les pièces de l'affaire.

Le procureur de la République procède comme il est prescrit à l'article 13 (paragraphes 2 et suivants) de la loi du 22 janvier 1831.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de plein droit aux instances devant le juge de paix, à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière, et à toute contestation incidente à l'exécution des décisions judiciaires.

TITRE IV

Garanties.

ARTICLE 23. — La créance de la victime de l'accident ou de ses ayants droit relative aux frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires ainsi qu'aux indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire de travail, est garantie par le privilège de l'article 2101 du Code civil et y sera inscrite sous le n° 6.

Le paiement des indemnités pour incapacité permanente de travail ou accidents suivis de mort est garanti conformément aux dispositions des articles suivants.

ARTICLE 24. — A défaut, soit par les chefs d'entreprise débiteurs, soit par les sociétés d'assurances à primes fixes ou mutuelles, ou les syndicats de garantie liant solidairement tous leurs adhérents, de s'acquitter, au moment de leur exigibilité, des indemnités mises à leur charge à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le paiement en sera assuré aux intéressés par les soins de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au moyen d'un fonds spécial de garantie constitué comme il va être dit et dont la gestion sera confiée à ladite Caisse.

ARTICLE 25. — Pour la constitution du fonds spécial de garantie, il sera ajouté au principal de la contribution des patentes des industriels visés par l'article premier quatre centimes (0 fr. 04) additionnels. Il sera perçu sur les mines une taxe de cinq centimes (0 fr. 05) par hectare concédé.

Ces taxes pourront, suivant les besoins, être majorées ou réduites par la loi de finances.

ARTICLE 26. — La Caisse nationale des retraites exercera un recours contre les chefs d'entreprise débiteurs, pour le compte desquels des sommes auront été payées par elle conformément aux dispositions qui précèdent.

En cas d'assurance du chef d'entreprise, elle jouira, pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'article 2102 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur et n'aura plus de recours contre le chef d'entreprise.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement du service conféré par les dispositions précédentes à la Caisse nationale des retraites et notamment les formes du recours à exercer contre les chefs d'entreprise débiteurs ou les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie, ainsi que les conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayants droit seront admis à réclamer à la Caisse le paiement de leurs indemnités.

Les décisions judiciaires n'emporteront hypothèque que si elles sont rendues au profit de la Caisse des retraites exerçant son recours contre les chefs d'entreprise ou les compagnies d'assurances.

ARTICLE 27. — Les compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'Etat et astreintes à constituer des réserves ou cautionnements dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Le montant des réserves ou cautionnements sera affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités.

Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur création et de leur fonctionnement.

Les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle seront couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves ou cautionnements et fixés annuellement, pour chaque compagnie ou association, par arrêté du ministre du Commerce.

ARTICLE 28. — Le versement du capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi ne peut être exigé des débiteurs.

Toutefois, les débiteurs qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif de ces pensions à la Caisse nationale des retraites qui établira à cet effet, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayants droit.

Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie, soit volon-

tairement, soit par décès, liquidation judiciaire ou faillite, soit par cession d'établissement, le capital représentatif des pensions à sa charge devient exigible de plein droit et sera versé à la Caisse nationale des retraites. Ce capital sera déterminé, au jour de son exigibilité, d'après le tarif visé au paragraphe précédent.

Toutefois, le chef d'entreprise ou ses ayants droit peuvent être exonérés du versement de ce capital, s'ils fournissent des garanties qui seront à déterminer par un règlement d'administration publique.

TITRE V

Dispositions générales.

ARTICLE 29. — Les procès-verbaux, certificats, actes de notoriété, significations, jugements et autres actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution de la présente loi sont délivrés gratuitement, visés pour timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement.

Dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un décret déterminera les émoluments des greffiers de justice de paix pour leur assistance et la rédaction des actes de notoriété, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, envois de lettres recommandées, extraits, dépôts de la minute d'enquête au greffe, et pour tous les actes nécessités par l'application de la présente loi, ainsi que les frais de transport auprès des victimes et d'enquête sur place.

ARTICLE 30. — Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit.

ARTICLE 31. — Les chefs d'entreprise sont tenus, sous peine d'une amende d'un à quinze francs (1 à 15 fr.), de faire afficher dans chaque atelier la présente loi et les règlements d'administration relatifs à son exécution.

En cas de récidive dans la même année, l'amende sera de seize à cent francs (16 à 100 fr.).

Les infractions aux dispositions des articles 11 et 31 pourront être constatées par les inspecteurs du travail.

ARTICLE 32. — Il n'est point dérogé aux lois, ordonnances et règlements concernant les pensions des ouvriers, apprentis et journaliers appartenant aux ateliers de la Marine et celles des ouvriers immatriculés des manufactures d'armes dépendant du ministère de la Guerre.

ARTICLE 33. — La présente loi ne sera applicable que trois mois après la publication officielle des décrets d'administration publique qui doivent en régler l'exécution.

ARTICLE 34. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être appliquée à l'Algérie et aux colonies.

ANNEXE N° 2

DÉCRET

**portant règlement d'administration publique
pour l'exécution
de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898
concernant les responsabilités des accidents
dont les ouvriers sont victimes
dans leur travail**

Du 28 Février 1899.

(Premier Décret).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes ;

Vu les avis du ministre des Finances, en date des 5 décembre 1898 et 21 janvier 1899 ;

Vu l'avis du ministre de la Justice, en date du 29 octobre 1898 ;

Vu la loi du 9 avril 1898 et notamment le troisième paragraphe de l'article 26 ainsi conçu : « Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement du service conféré par les dispositions précédentes à la Caisse nationale des retraites et notamment les formes du recours à exercer contre les chefs d'entreprise débiteurs ou les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie, ainsi que les conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayants droit seront admis à réclamer à la Caisse le paiement de leurs indemnités » ;

Vu la loi du 20 juillet 1886 et le décret du 28 décembre 1886 ;
Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE Ier

Conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayants droit sont admis à réclamer le payement de leurs indemnités.

ARTICLE PREMIER. — Tout bénéficiaire d'une indemnité liquidée en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, à la suite d'un accident ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, qui n'aura pu obtenir le payement, lors de leur exigibilité, des sommes qui lui sont dues, doit en faire la déclaration au maire de la commune de sa résidence.

ARTICLE 2. — La déclaration est faite soit par le bénéficiaire de l'indemnité ou son représentant légal, soit par mandataire : elle est exempte de tous frais.

ARTICLE 3. — La déclaration doit indiquer :

1^o Les nom, prénoms, âge, nationalité, état civil, profession, domicile du bénéficiaire de l'indemnité ;

2^o Les nom et domicile du chef d'entreprise débiteur ou la désignation et l'indication du siège de la société d'assurances ou du syndicat de garantie qui aurait dû acquitter la dette à ses lieu et place ;

3^o La nature de l'indemnité et le montant de la créance réclamée ;

4^o L'ordonnance ou le jugement en vertu duquel agit le bénéficiaire ;

5^o Le cas échéant, les nom, prénoms, profession et domicile du représentant légal du bénéficiaire ou du mandataire.

ARTICLE 4. — La déclaration, rédigée par les soins du maire, est signée par le déclarant.

Le maire y joint toutes les pièces qui lui sont remises par le réclamant à l'effet d'établir l'origine de la créance, ses modifications ultérieures et le refus de payement opposé par le débiteur : chef d'entreprise, société d'assurance ou syndicat de garantie.

ARTICLE 5. — Récépissé de la déclaration et des pièces qui l'accompagnent est remis par le maire au déclarant.

La déclaration et les pièces produites à l'appui sont trans-

mises par le maire au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations dans les vingt-quatre heures.

ARTICLE 6. — Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations adresse, dans les quarante-huit heures à partir de sa réception, le dossier au juge de paix du domicile du débiteur, en l'invitant à convoquer celui-ci d'urgence par lettre recommandée.

ARTICLE 7. — Le débiteur doit comparaître au jour fixé par le juge de paix soit en personne, soit par mandataire.

Il lui est donné connaissance de la réclamation formulée contre lui.

Procès-verbal est dressé par le juge de paix des déclarations faites par le comparant, qui appose sa signature sur le procès-verbal.

ARTICLE 8. — Le comparant qui ne conteste ni la réalité ni le montant de la créance est invité par le juge de paix soit à s'acquitter par devant lui, soit à expédier au réclamant la somme due au moyen d'un mandat-carte et à communiquer au greffe le récépissé de cet envoi.

Cette communication doit être effectuée au plus tard le deuxième jour qui suit la comparution devant le juge de paix.

Le juge de paix statue sur le paiement des frais de convocation.

Il constate, s'il y a lieu, dans son procès-verbal la libération du débiteur.

ARTICLE 9. — Dans le cas où le comparant, tout en reconnaissant la réalité et le montant de sa dette, déclare ne pas être en état de s'acquitter immédiatement, le juge de paix est autorisé, si les motifs invoqués paraissent légitimes, à lui accorder pour sa libération un délai qui ne peut excéder un mois.

Dans ce cas, en vue du paiement immédiat prévu à l'article 13 ci-dessous, le procès-verbal dressé par le juge de paix constate la reconnaissance de dette et l'engagement pris par le comparant de se libérer dans le délai qui lui a été accordé au moyen soit d'un versement entre les mains du caissier de la Caisse des dépôts et consignations à Paris ou des préposés de la Caisse dans les départements, soit de l'expédition d'un mandat-carte payable au caissier général à Paris.

ARTICLE 10. — Si le comparant déclare ne pas être débiteur du réclamant ou n'être que partiellement son débiteur, le juge de paix constate dans son procès-verbal le refus total ou partiel de paiement et les motifs qui en ont été donnés.

Il est procédé pour l'acquittement de la somme non contestée

suivant les dispositions des articles 8 ou 9, tous droits restant réservés pour le surplus.

ARTICLE 11. — Au cas où le débiteur convoqué ne comparait pas au jour fixé, le juge de paix procède dans la huitaine à une enquête à l'effet de rechercher :

1^o Si le débiteur convoqué n'a pas changé de domicile ;

2^o S'il a cessé son industrie soit volontairement, soit par cession d'établissement, soit par suite de faillite ou de liquidation judiciaire et, dans ce cas, quel est le syndic ou le liquidateur, soit par suite de décès et, dans l'affirmative, par qui sa succession est représentée.

Le procès-verbal dressé par le juge de paix constate la non-comparution et les résultats de l'enquête.

ARTICLE 12. — Dans les deux jours qui suivent soit la libération immédiate du débiteur, soit sa comparution devant le juge de paix au cas où il a refusé le paiement ou obtenu un délai, soit la clôture de l'enquête dont il est question en l'article précédent, le juge de paix adresse au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations le dossier et y joint le procès-verbal par lui dressé.

ARTICLE 13. — Dès la réception du dossier, s'il résulte du procès-verbal dressé par le juge de paix que le débiteur n'a pas contesté sa dette, mais ne s'en est pas libéré, ou si les motifs invoqués pour refuser le paiement ne paraissent pas légitimes, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations remet au réclamant ou lui adresse, par mandat-carte, la somme à laquelle il a droit. Il fait parvenir également au greffier de la justice de paix le montant de ses déboursés et émoluments.

Il est procédé de même, si le débiteur ne s'est pas présenté devant le juge de paix et si la réclamation du bénéficiaire de l'indemnité paraît justifiée.

ARTICLE 14. — Dans le cas où les motifs invoqués par le comparant pour refuser le paiement paraissent fondés ou, en cas de non-comparution, si la réclamation formulée par le bénéficiaire ne semble pas suffisamment justifiée, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations renvoie, par l'intermédiaire du maire, au réclamant le dossier par lui produit en lui laissant le soin d'agir contre la personne dont il se prétend le créancier, conformément aux règles du droit commun.

Le montant des déboursés et émoluments du greffier est, en ce cas, acquitté par les soins du directeur général et imputé sur les fonds de garantie.

TITRE II

Du recours de la Caisse des retraites pour le recouvrement de ses avances et pour l'encaissement des capitaux exigibles.

ARTICLE 15. — Le recours de la Caisse nationale des retraites est exercé aux requête et diligence du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, dans les conditions énoncées aux articles suivants.

ARTICLE 16. — Dans les cinq jours qui suivent le paiement fait au bénéficiaire de l'indemnité et au greffier de la justice de paix, conformément aux articles 13 et 14, ou à l'expiration du délai dont il est question à l'article 9, si le remboursement n'a pas été opéré dans ce délai, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations informe le débiteur, par lettre recommandée, du paiement effectué pour son compte.

La lettre recommandée fait en même temps connaître que, faute par le débiteur d'avoir remboursé dans un délai de quinzaine le montant de la somme payée, d'après un des modes prévus au dernier alinéa de l'article 9, le recouvrement sera poursuivi par la voie judiciaire.

ARTICLE 17. — A l'expiration du délai imparti par le deuxième alinéa de l'article 16 ci-dessus, il est délivré par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, à l'encontre du débiteur qui ne s'est pas acquitté, une contrainte pour le recouvrement.

ARTICLE 18. — La contrainte décernée par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations est visée et déclarée exécutoire par le juge de paix du domicile du débiteur.

Elle est signifiée par ministère d'huissier.

ARTICLE 19. — L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une opposition formée par le débiteur et contenant assignation donnée au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations devant le tribunal civil du domicile du débiteur.

ARTICLE 20. -- L'instance à laquelle donne lieu l'opposition à contrainte est suivie dans les formes et délais déterminés par l'article 63 de la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement.

ARTICLE 21. — Les frais de poursuites et dépens de l'instance auxquels a été condamné le débiteur débouté de son opposition

sont recouvrés par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations au moyen d'un état de frais taxé sur sa demande et rendu exécutoire par le président du tribunal.

ARTICLE 22. — Lorsque le capital représentatif d'une pension est, conformément aux termes de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898, devenu exigible par suite de la faillite ou de la liquidation judiciaire du débiteur, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations représentant la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse demande l'admission au passif pour le montant de sa créance.

Il est procédé, dans ce cas, conformément aux dispositions des articles 491 et suivants du Code de commerce et de la loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire.

ARTICLE 23. — En cas d'exigibilité du capital par suite d'une des circonstances prévues en l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 autre que la faillite ou la liquidation judiciaire du débiteur, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, par lettre recommandée, met en demeure le débiteur ou ses représentants d'opérer dans les deux mois qui suivront la réception de la lettre le versement à la Caisse nationale des retraites du capital exigible, à moins qu'il ne soit justifié que les garanties prescrites par le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique en exécution de l'article 28 de la loi ci-dessus visée, ont été fournies.

ARTICLE 24. — Si, à l'expiration du délai de deux mois, le versement n'a pas été effectué ou les garanties exigées n'ont pas été fournies, il est procédé au recouvrement dans les mêmes conditions et suivant les formes énoncées aux articles 17 à 21 du présent décret.

ARTICLE 25. — En dehors des délais fixés par les dispositions qui précèdent, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations peut accorder au débiteur tous délais ou toutes facilités de paiement.

Le directeur général peut également transiger.

TITRE III

Organisation du fonds de garantie.

ARTICLE 26. — Le fonds de garantie institué par les articles 24 et 25 de la loi du 9 avril 1898 fait l'objet d'un compte spécial ouvert dans les écritures de la Caisse des dépôts et consignations.

ARTICLE 27. — Le ministre du Commerce adresse au Président

de la République un rapport annuel, publié au *Journal officiel*, sur le fonctionnement général du fonds de garantie visé par les articles 24 à 26 de la loi du 9 avril 1898.

ARTICLE 28. — Les recettes du fonds de garantie comprennent :

1^o Les versements effectués par le Trésor public, représentant le montant des taxes recouvrées en conformité de l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 ;

2^o Les recouvrements effectués sur les débiteurs d'indemnités dans les conditions prévues aux titres I et II du présent décret ;

3^o Les revenus et arrérages et le produit du remboursement des valeurs acquises en conformité de l'article 30 du présent décret ;

4^o Les intérêts du fonds de roulement prévu au deuxième alinéa du même article.

ARTICLE 29. — Les dépenses du fonds de garantie comprennent :

1^o Les sommes payées aux bénéficiaires des indemnités ;

2^o Les sommes versées sur des livrets individuels à la Caisse nationale des retraités pour la vieillesse et représentant les capitaux de pensions exigibles dans les cas prévus par l'article 28, paragraphe 3, de la loi du 9 avril 1898 ;

3^o Le montant des frais de toute nature auxquels donne lieu le fonctionnement du fonds de garantie.

ARTICLE 30. — Les ressources du fonds de garantie sont employées dans les conditions prescrites par l'article 22 de la loi du 20 juillet 1886.

Les sommes liquides reconnues nécessaires pour assurer le fonctionnement du fonds de garantie sont bonifiées d'un intérêt calculé à un taux égal à celui qui est adopté pour le compte courant ouvert à la Caisse des dépôts et consignations dans les écritures du Trésor public.

ARTICLE 31. — Le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, le ministre des Finances et le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

ANNEXE N° 3

DÉCRET

**portant règlement d'administration publique
pour l'exécution
de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898
concernant les responsabilités des accidents
dont les ouvriers sont victimes
dans leur travail**

Du 28 Février 1899.

(Deuxième Décret).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes ;

Vu l'avis du ministre des Finances, en date du 5 décembre 1898 ;

Vu la loi du 9 avril 1898 et notamment l'article 27 ainsi conçu :

« Les compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance, et au contrôle de l'Etat et astreintes à constituer des réserves ou cautionnements dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

« Le montant des réserves ou cautionnements sera affecté par privilège au paiement des primes et indemnités.

« Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur création et de leur fonctionnement.

« Les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle seront couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves ou cautionnements et fixés annuellement, pour chaque compagnie ou association, par arrêté du ministre du Commerce » ;

Vu le décret du 22 janvier 1868, portant règlement d'administration publique pour la constitution des sociétés d'assurances ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE 1^{er}

Sociétés d'assurances mutuelles ou à primes fixes.

CHAPITRE 1^{er}. — *Cautionnements et réserves.*

ARTICLE PREMIER. — Toutes les sociétés qui pratiquent, dans les termes de la loi du 9 avril 1898, l'assurance mutuelle ou à primes fixes contre le risque des accidents de travail ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente sont astreintes, pour ce risque, aux dispositions du présent titre.

ARTICLE 2. — Indépendamment des garanties spécifiées aux articles 2 et 4 du décret du 22 janvier 1868 et de la réserve mathématique, les sociétés anonymes d'assurances françaises ou étrangères à primes fixes doivent justifier de la constitution préalable d'un cautionnement fixé d'après des bases que détermine le ministre, sur l'avis du Comité consultatif prévu à l'article 16 ci-après, et affecté, par privilège, au paiement des pensions et indemnités, conformément à l'article 27 de la loi.

ARTICLE 3. — Le cautionnement est constitué, dans les quinze jours de la notification de la décision du ministre, à la Caisse des dépôts et consignations en valeurs énumérées au troisième paragraphe de l'article 8 ci-dessous. Il est revisé chaque année. Les titres sont estimés au cours moyen de la Bourse de Paris au jour du dépôt.

ARTICLE 4. — Le cautionnement est versé au lieu où la société a son siège principal, dans les conditions déterminées par les lois et règlements en vigueur sur la consignation des valeurs mobilières.

Les intérêts des valeurs déposées peuvent être retirés par la société. Il en est de même, en cas de remboursement des titres avec primes ou lots, de la différence entre le prix de remboursement et le cours moyen à la Bourse de Paris, au jour fixé pour le remboursement, de la valeur sortie au tirage.

Le montant des remboursements, déduction faite de cette différence, doit être immédiatement employé en achat de valeurs visées au troisième paragraphe de l'article 8, sur l'ordre

de la société, ou d'office en rentes sur l'Etat, si la société n'a pas donné d'ordres dans les quinze jours de la notification de remboursement faite, sous pli recommandé, par la Caisse des dépôts et consignations.

Il en est de même pour les fonds provenant d'aliénations de titres demandées par la société.

ARTICLE 5. — Les valeurs déposées ou les valeurs acquises en emploi de ces valeurs ne peuvent être retirées que : 1^o dans le cas où le cautionnement exigible a été fixé, pour l'année courante, à un chiffre inférieur à celui de l'année précédente et jusqu'à concurrence de la différence ; 2^o dans le cas où la société ayant versé à la Caisse nationale des retraites les capitaux constitutifs des rentes et indemnités assurées justifie qu'elle a complètement rempli toutes ses obligations. Dans les deux cas, une décision du ministre du Commerce est nécessaire.

ARTICLE 6. — Indépendamment des garanties spécifiées à l'article 29 du décret du 22 janvier 1868, les sociétés d'assurances mutuelles sont soumises aux dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 ci-dessus.

Toutefois le cautionnement qu'elles auront à verser est réduit de moitié pour celles de ces sociétés dont les statuts stipulent :

1^o Que la société ne peut assurer que tout ou partie des risques prévus par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 ;

2^o Qu'elle assure exclusivement soit les ouvriers d'une seule profession, soit les ouvriers de professions appartenant à un même groupe d'industries, d'après une classification générale arrêtée à cet effet par le ministre du Commerce, après avis du Comité consultatif ;

3^o Que le maximum de contribution annuelle dont chaque sociétaire est passible pour le payement des sinistres est au moins double de la prime totale fixée par son contrat pour l'assurance de tous les risques, et triple de la prime partielle déterminée par le ministre du Commerce, après avis du Comité consultatif, pour les mêmes professions et pour les risques définis à l'article 23 de la loi.

ARTICLE 7. — Les sociétés anonymes d'assurances à primes fixes et les sociétés mutuelles d'assurances sont tenues de justifier, dès la deuxième année d'exploitation, de la constitution d'une *réserve mathématique* ayant pour minimum de valeur le montant des capitaux représentatifs des rentes et indemnités à servir à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente.

Les capitaux représentatifs sont calculés d'après un barème

minimum déterminé par le ministre du Commerce, après avis du Comité consultatif.

ARTICLE 8. — Le montant de la réserve mathématique est arrêté chaque année, la société entendue, par le ministre du Commerce et à l'époque qu'il détermine.

Cette réserve reste aux mains de la société. Elle ne peut être placée que dans les conditions suivantes :

1^o Pour les deux tiers au moins de la fixation annuelle, en valeurs de l'Etat ou jouissant d'une garantie de l'Etat ; en obligations négociables et entièrement libérées des départements, des communes et des chambres de commerce ; en obligations foncières et communales du Crédit foncier ;

2^o Jusqu'à concurrence du tiers au plus de la fixation annuelle, en immeubles situés en France et en premières hypothèques sur ces immeubles, pour la moitié au maximum de leur valeur estimative ;

3^o Jusqu'à concurrence d'un dixième, confondu dans le tiers précédent, en commandites industrielles ou en prêts à des exploitations industrielles de solvabilité notoire.

Pour la fixation prévue au paragraphe 1^{er} du présent article, les valeurs mobilières sont estimées à leur prix d'achat. Si leur valeur totale descend au dessous de ces prix de plus d'un dixième, un arrêté du ministre du Commerce oblige la société à parfaire la différence en titres nouveaux, dans un délai qui ne peut être inférieur à deux ans ni supérieur à cinq ans.

Les immeubles sont estimés à leur prix d'achat ou de revient ; les prêts hypothécaires, les commandites industrielles ou les prêts à des sociétés industrielles, aux prix établis par actes authentiques.

ARTICLE 9. — Si les sociétés visées aux articles 2 et 6 ci-dessus ne font point elles-mêmes le service des rentes et indemnités attribuables aux termes de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 pour les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail et si elles opèrent immédiatement le versement des capitaux constitutifs de ces rentes et indemnités à la Caisse nationale des retraites, il n'y a pas lieu pour elles à constitution de réserve mathématique.

Si ces sociétés versent seulement, dans les conditions sus-désignées, une partie des capitaux constitutifs dont il s'agit, leur réserve mathématique est réduite proportionnellement.

CHAPITRE II. — *Surveillance et contrôle.*

ARTICLE 10. — Les sociétés visées à l'article 1^{er} qui assurent d'autres risques que celui résultant de l'application de la loi du 9 avril 1898 pour le cas de mort ou d'incapacité permanente ou qui assurent concurremment un risque analogue dans des pays étrangers doivent établir, pour les opérations se rattachant à ce risque en France, une gestion et une comptabilité absolument distinctes.

ARTICLE 11. — Toutes les sociétés doivent communiquer immédiatement au ministre du Commerce dix exemplaires de tous les règlements, tarifs, polices, prospectus et imprimés distribués ou utilisés par elles.

Les polices doivent :

1^o Reproduire textuellement les articles 3, 9, 19 et 30 de la loi du 9 avril 1898 ;

2^o Spécifier qu'aucune clause de déchéance ne pourra être opposée aux ouvriers créanciers ;

3^o Stipuler que les contrats se trouveraient résiliés de plein droit dans le cas où la société cesserait de remplir les conditions fixées par la loi et le présent décret.

ARTICLE 12. — Les sociétés doivent produire au ministre du Commerce, aux dates fixées par lui :

1^o Le compte rendu détaillé annuel de leurs opérations, avec des tableaux financiers et statistiques annexes dans les conditions déterminées par arrêté ministériel, après avis du Comité consultatif. Ce compte rendu doit être délivré par les sociétés intéressées à toute personne qui en fait la demande, moyennant paiement d'une somme qui ne peut excéder un franc ;

2^o L'état des salaires assurés et l'état des rentes et indemnités correspondant au risque spécifié à l'article 1^{er}, ainsi que tous autres états ou documents manuscrits que le ministre juge nécessaires à l'exercice du contrôle.

ARTICLE 13. — Elles sont soumises à la surveillance permanente de commissaires-contrôleurs, sous l'autorité du ministre du Commerce, et peuvent être en outre contrôlées par toute personne spécialement déléguée à cet effet par le ministre.

ARTICLE 14. — Les commissaires-contrôleurs sont recrutés, dans les conditions déterminées par arrêté du ministre du Commerce, après avis du Comité consultatif.

Ils prêtent serment de ne pas divulguer les secrets commerciaux dont ils auraient connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Ils sont spécialement accrédités, pour des périodes fixées, auprès des sociétés qu'ils ont mission de surveiller.

Ils vérifient, au siège des sociétés, l'état des assurés et des salaires assurés, les contrats intervenus, les écritures et pièces comptables, la caisse, le portefeuille, les calculs des réserves et tous les éléments de contrôle propres, soit à établir les opérations dont résultent des obligations pour les sociétés, soit à constater la régulière exécution tant des statuts que des prescriptions contenues dans le décret du 22 janvier 1868, dans le présent décret et dans les arrêtés ministériels qu'il prévoit.

Ils se bornent à ces vérifications et constatations, sans pouvoir donner aux sociétés aucune instruction ni apporter à leur fonctionnement aucune entrave.

Ils rendent compte au ministre du Commerce, qui seul prescrit, dans les formes et délais qu'il fixe, les redressements nécessaires.

ARTICLE 15. — A l'aide des rapports de vérification et des contre-vérifications auxquelles il peut faire procéder soit d'office, soit à la demande des sociétés intéressées, le ministre du Commerce présente chaque année au Président de la République un rapport d'ensemble établissant la situation de toutes les sociétés soumises à la surveillance.

Il adresse, le cas échéant, à chacune des sociétés les injonctions nécessaires et la met en demeure de s'y conformer.

ARTICLE 16. — Il est constitué auprès du ministre du Commerce un « Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail » dont l'organisation est réglée par arrêté du ministre.

Ce Comité doit être consulté dans les cas spécifiés par le présent décret et par les décrets du même jour, rendus en exécution des articles 26 et 28 de la loi du 9 avril 1898. Il peut être saisi par le ministre de toutes autres questions relatives à l'application de ladite loi.

ARTICLE 17. — Le décret du 22 janvier 1868 demeure applicable aux sociétés régies par le présent décret, en toutes celles de ses dispositions qui ne lui sont pas contraires.

ARTICLE 18. — Chaque année, avant le 1^{er} décembre, le ministre du Commerce arrête, après avis du Comité consultatif, et publie au *Journal officiel* la liste des sociétés mutuelles ou à primes fixes, françaises ou étrangères, qui fonctionnent dans les conditions prévues par les articles 26 et 27 de la loi du 9 avril 1898 et par le présent décret.

ARTICLE 19. — Dès que, après fixation du cautionnement, dans les conditions déterminées par les articles 2 et 6 ci-dessus,

chaque société actuellement existante aura effectué à la Caisse des dépôts et consignations le versement du montant de ce cautionnement, mention de cette formalité sera faite au *Journal officiel* par les soins du ministre du Commerce, en attendant la publication de la première liste générale prévue à l'article 18.

Il en sera de même ultérieurement pour les sociétés constituées après publication de la liste générale annuelle.

ARTICLE 20. — Les sociétés étrangères doivent accréditer auprès du ministre du Commerce et de la Caisse des dépôts et consignations un agent spécialement préposé à la direction de toutes les opérations faites en France pour les assurances visées à l'article 1^{er}.

Cet agent responsable représente seul la société auprès de l'administration. Il doit être domicilié en France.

TITRE II

Syndicats de garantie.

ARTICLE 21. — Les syndicats de garantie prévus par la loi du 9 avril 1898 lient solidairement tous leurs adhérents pour le paiement des rentes et indemnités attribuables en vertu de la même loi à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente.

La solidarité ne prend fin que lorsque le syndicat de garantie a liquidé entièrement ses opérations soit directement, soit en versant à la Caisse nationale des retraites l'intégralité des capitaux constitutifs des rentes et indemnités dues.

La liquidation peut être périodique.

ARTICLE 22. — Ces syndicats de garantie doivent comprendre au moins 5,000 ouvriers assurés et 10 chefs d'entreprise adhérents, dont 5 ayant au moins chacun 300 ouvriers.

ARTICLE 23. — Le fonctionnement de chaque syndicat est réglé par des statuts, qui doivent être soumis, avant toute opération, à l'approbation du Gouvernement.

Il est statué, par décret rendu en Conseil d'Etat, sur le rapport du ministre du Commerce, après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, au vu des statuts souscrits et des pièces justifiant des conditions et des engagements prévus aux articles 21 et 22 ci-dessus.

ARTICLE 24. — Le décret portant approbation des statuts règle :
1^o Le fonctionnement de la surveillance et du contrôle, dans

des conditions analogues à celles que détermine le chapitre II du titre 1^{er} du présent décret ;

2^o Les conditions dans lesquelles l'approbation peut être révoquée et les mesures à prendre, en ce cas, pour le versement des capitaux constitutifs des pensions et indemnités en cours.

ARTICLE 25. — Les contributions pour frais de surveillance sont fixées d'après le montant du cautionnement auquel serait astreinte une société d'assurance pour le même chiffre de salaires assurés.

ARTICLE 26. — Le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et le ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

ANNEXE N° 4

DÉCRET

**portant règlement d'administration publique pour
pour l'exécution du dernier alinéa
de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898
concernant les responsabilités des accidents
dont les ouvriers sont victimes
dans leur travail**

Du 28 Février 1899.

(Troisième décret).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes ;

Vu l'avis du ministre des Finances, en date du 2 février 1899 ;

Vu la loi du 9 avril 1898 et notamment les deux derniers alinéas de son article 28 ainsi conçus :

« Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie, soit volontairement, soit par décès, liquidation judiciaire ou faillite, soit par cession d'établissement, le capital représentatif des pensions à sa charge devient exigible de plein droit et sera versé à la Caisse nationale des retraites. Ce capital sera déterminé, au jour de son exigibilité, d'après le tarif visé au paragraphe précédent.

« Toutefois, le chef d'entreprise ou ses ayants droit peuvent être exonérés du versement de ce capital, s'ils fournissent des garanties qui seront à déterminer par un règlement d'administration publique » ;

Vu le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique en exécution de l'article 26 de la loi ci-dessus visée, et notamment les articles 22 à 25 dudit décret relatifs à l'exigibilité des capitaux représentatifs des pensions dues en vertu de la loi du 9 avril 1898 ;

Vu le décret du même jour, portant règlement d'administration publique en exécution de l'article 27 de la loi ci-dessus visée, et notamment le titre II relatif aux syndicats de garantie prévus par ladite loi ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie dans les cas prévus par l'avant-dernier alinéa de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898, ce chef d'entreprise ou ses ayants droit peuvent être exonérés du versement à la Caisse nationale des retraites du capital représentatif des pensions à leur charge s'ils justifient :

1^o Soit du versement de ce capital à une des sociétés visées à l'article 18 du décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique en exécution de l'article 27 de la loi ci-dessus visée ;

2^o Soit de l'immatriculation d'un titre de rente pour l'usufruit au nom des titulaires de pensions, le montant de la rente devant être au moins égal à celui de la pension ;

3^o Soit du dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, avec affectation à la garantie des pensions, de titres spécifiés au paragraphe 3 de l'article 8 du décret précité. La valeur de ces titres, établie d'après le cours moyen de la Bourse de Paris au jour du dépôt, doit correspondre au chiffre maximum qu'est susceptible d'atteindre le capital constitutif exigible par la Caisse nationale des retraites. Elle peut être révisée tous les trois ans à la valeur actuelle des pensions, d'après le cours moyen des titres au jour de la révision ;

4^o Soit de l'affiliation du chef d'entreprise à un syndicat de garantie liant solidairement tous ses membres et garantissant le paiement des pensions ;

5^o Soit, en cas de cession d'établissement, de l'engagement pris par le cessionnaire, vis-à-vis du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, d'acquitter les pensions dues et de rester solidairement responsable avec le chef d'entreprise.

ARTICLE 2. — Des arrêtés du ministre du Commerce, pris après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents, règlent les mesures nécessaires à l'application du présent décret.

ARTICLE 3. — Le ministre du Commerce, de l'Industrie, des

Postes et des Télégraphes et le ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

ANNEXE N° 5

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL instituant un Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail

Du 1^{er} Mars 1899.

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES
TÉLÉGRAPHES,

Vu la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail ;

Vu le décret du 28 février 1899, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 27 de ladite loi et notamment le premier alinéa de l'article 16 ainsi conçu : « Il est constitué auprès du ministre du Commerce un Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, dont l'organisation est réglée par arrêté du ministre » ;

Vu le décret du même jour, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 26 de la loi ;

Sur la proposition du conseiller d'Etat, directeur du Travail et de l'Industrie,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail institué auprès du ministre du Commerce est composé de vingt-quatre membres, savoir :

- 1^o Deux sénateurs ;
- 2^o Trois députés ;
- 3^o Quatre personnes spécialement désignées par leur compétence juridique ou statistique en matière d'accidents ;
- 4^o Trois membres agrégés de l'Institut des Actuaires français ;
- 5^o L'actuaire de la Caisse des dépôts et consignations ;
- 6^o Un membre du comité permanent international du Congrès des accidents du travail et des assurances sociales ;

7° Le président du Tribunal de commerce de la Seine ou un président de section délégué par lui ;

8° Le président de la Chambre de commerce de Paris ou un membre de la Chambre délégué par lui ;

9° Un président ou administrateur de société d'assurances mutuelles contre les accidents ;

10° Le président du syndicat des compagnies d'assurances à primes fixes contre les accidents ;

11° Un ouvrier membre du Conseil supérieur du travail ;

12° Le président d'un syndicat professionnel ouvrier ;

13° Le conseiller d'Etat, directeur du Travail et de l'Industrie, ou, en son absence, le sous-directeur ;

14° Le directeur de l'Office du travail ou, en son absence, le sous-directeur ;

15° Le directeur du Personnel, de la Comptabilité et de l'Enseignement technique ;

16° Le chef du bureau des Caisses d'épargne, des Assurances, des Retraites et de la Coopération.

ARTICLE 2. — Les membres ci-dessus désignés sous les numéros 1° à 4°, 6°, 9°, 11° et 12° sont nommés par le ministre pour quatre ans. Par exception, le premier renouvellement a lieu au bout de deux ans par moitié, à la suite d'un tirage au sort. Les membres sortants peuvent être renommés.

Sont remplacés immédiatement les membres du Comité qui perdent la qualité en raison de laquelle ils avaient été nommés.

ARTICLE 3. — Le ministre nomme le président du Comité parmi ses membres, et désigne les secrétaires.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

ARTICLE 4. — Il peut, avec l'autorisation spéciale du ministre, procéder à des enquêtes et entendre les personnes qu'il jugerait en état de l'éclairer sur les questions qui lui sont soumises.

ANNEXE N° 6

DÉCRET

**fixant les émoluments alloués aux greffiers
des justices de paix
pour l'assistance aux actes de notoriété et pour les actes
de la procédure réglée par
les articles 12, 13 et 26 de la loi du 9 avril 1898
concernant les responsabilités des accidents
dont les ouvriers sont victimes
dans leur travail**

Du 5 Mars 1899.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du Garde des Sceaux, ministre de la Justice ;

Vu l'article 29 de la loi du 9 avril 1898, ainsi conçu :

« Les procès-verbaux, certificats, actes de notoriété, significations, jugements et autres actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution de la présente loi sont délivrés gratuitement, visés pour timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement.

« Dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un décret déterminera les émoluments des greffiers de justice de paix pour leur assistance et la rédaction des actes de notoriété, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, envois de lettres recommandées, extraits, dépôts de la minute d'enquête au greffe, et pour tous les actes nécessités par l'application de la présente loi, ainsi que les frais de transport auprès des victimes et d'enquête sur place » ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est alloué aux greffiers des justices de paix :

1° Pour assistance aux actes de notoriété, 4 francs ;

2° Pour assistance aux enquêtes sur place, ainsi qu'aux constatations auxquelles il est procédé par le juge de paix, non compris le temps du voyage, pour chaque vacation de trois heures, 4 francs ;

3° Pour assistance à l'ensemble des opérations prévues par le règlement d'administration publique rendu en exécution de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898, 2 francs ;

4° Pour chaque envoi de lettre recommandée, déboursés non compris, 0 fr. 50 ;

5° Pour dépôt de rapport d'expert ou de pièces, 2 francs ;

6° Pour transmission de l'enquête au président du tribunal, tous frais de port compris, 4 francs ;

7° Pour toute mention au répertoire, 0 fr. 40 ;

8° Pour transport à plus de deux kilomètres du chef-lieu du canton, par kilomètre parcouru, en allant et en revenant, si le transport a été effectué par chemin de fer, 0 fr. 20 ; si le transport a eu lieu autrement, 0 fr. 40.

ARTICLE 2. — Le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

INTRODUCTION

DE LA RESPONSABILITÉ EN GÉNÉRAL

1. — Définition de la responsabilité.
 2. — Distinction de la responsabilité civile ou pénale.
 3. — Objet de la loi du 9 avril 1898.
 4. — Distinction de la responsabilité civile directe ou indirecte.
 5. — Du fondement de la responsabilité dans le Code civil.
 6. — De la faute comme source de la responsabilité.
 7. — Des fautes purement civiles.
 8. — Du quasi-délit.
 9. — De la preuve.
 10. — Du pouvoir d'appréciation du juge.
-

PREMIÈRE PARTIE

RÉGIME ANTÉRIEUR A LA LOI DU 9 AVRIL 1898

11. — Division de la première partie.

CHAPITRE PREMIER

APPLICATION DES PRINCIPES DU CODE CIVIL

SECTION I

DOCTRINE

12. — Principe de la doctrine.

*SECTION II***JURISPRUDENCE**

- 13. — Principe de la jurisprudence.
- 14. — Nécessité de la faute du patron.
- 15. — Étendue de la faute du patron.
- 16. — De la faute commune du patron et de l'ouvrier.
- 17. — Application des principes du mandat.
- 18. — Nécessité de la preuve pour l'ouvrier.
- 19. — De la compétence.
- 20. — Du caractère de l'indemnité.

CHAPITRE II**NÉCESSITÉ D'UNE RÉFORME**

- 21. — Transformations de l'industrie.
- 22. — Résultats de la statistique.
- 23. — Inconvénients pour l'ouvrier.
- 24. — Inconvénients pour le patron.
- 25. — Inconvénient commun au patron et à l'ouvrier.
- 26. — Résumé.

CHAPITRE III**PROPOSITION DE RÉFORME**

- 27. — Classification des propositions de réforme.

*SECTION I***DOCTRINE**

- 28. — Classification des systèmes.

§ 1. — SYSTÈME DE LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE

- 29. — Principe du système.
- 30. — Diverses formes du système.
- 31. — Avantages du système.
- 32. — Inconvénients du système.

§ 2. — SYSTÈME DE LA RESPONSABILITÉ LÉGALE

- 33. — Principe du système.
- 34. — Conséquences pratiques du système.
- 35. — Avantages du système.
- 36. — Détermination de l'indemnité.
- 37. — Intervention de l'assurance.
- 38. — Du risque professionnel proprement dit.

SECTION II

JURISPRUDENCE

- 39. — Classification des systèmes.

§ 1. — SYSTÈME DE LA PRÉSUMPTION DE FAUTE

- 40. — Principe du système.
- 41. — Critique du système.

§ 2. — SYSTÈME DE LA RESPONSABILITÉ LÉGALE

- 42. — Principe du système.
- 43. — Critique du système.

SECTION III

LÉGISLATION

- 44. — Nécessité de l'intervention du législateur.
- 45. — Base de l'intervention du législateur.
- 46. — Programme à remplir.

§ 1. — RECONNAISSANCE DU DROIT A INDEMNITÉ

- 47. — Du système du risque professionnel *proprement dit*.
- 48. — Inconvénients du système.
- 49. — Solutions proposées pour remédier à ces inconvénients.
- 50. — Quatre systèmes : du risque professionnel *intégral, partiel, partiel et conditionnel, restreint*.
- 51. — Discussion des systèmes.
- 52. — 1^{er} système (de la correctionnalisation des accidents).
- 53. — 2^e système.
- 54. — 3^e système.
- 55. — 4^e système (de la faute grave).

§ 2. — DÉTERMINATION DU TAUX DE L'INDEMNITÉ

- 56. — Tarification légale de l'indemnité.
- 57. — Deux systèmes : tarif d'*indemnité variable*; tarif d'*indemnité forfaitaire*.
- 58. — Juridiction et procédure : de la juridiction professionnelle.

§ 3. — ALLOCATION DE L'INDEMNITÉ

- 59. — Division.

1. — FORME DE L'INDEMNITÉ

- 60. — Deux formes d'indemnité.
- 61. — Du versement d'un capital.
- 62. — Du service d'une rente.
- 63. — Solution intermédiaire.

2. — GARANTIE DE L'INDEMNITÉ

- 64. — Deux systèmes de garantie.

1^{er} système. — Garantie limitée.

- 65. — Définition du système de la garantie limitée.
- 66. — Modes de garantie limitée.
- 67. — Avantages du système.
- 68. — Inconvénients du système.

2^e système. — Garantie absolue.

- 69. — Définition du système de la garantie absolue.
- 70. — Modes de garantie absolue : deux solutions extrêmes.
- 71. — Avantages de la première solution.
- 72. — Inconvénients de la première solution.
- 73. — Avantages de la seconde solution.
- 74. — Inconvénients de la seconde solution.
- 75. — Solution intermédiaire.

DEUXIÈME PARTIE

RÉGIME INSTITUÉ PAR LA LOI DU 9 AVRIL 1898

76. — Division de la deuxième partie.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

77. — Distinction de cinq périodes.

SECTION I

PREMIÈRE PÉRIODE (29 mai 1880 — 23 octobre 1884)

78. — Proposition de M. Martin-Nadaud.

79. — Première série de propositions.

80. — Premier texte voté par la Chambre des Députés.

SECTION II

DEUXIÈME PÉRIODE (23 octobre 1884 — 20 mai 1890).

81. — Projet du Gouvernement (1885).

82. — Proposition de M. Lagrange.

83. — Proposition de M. Rouvier.

84. — Projet du Gouvernement (1886).

85. — Proposition de M. de Mun.

86. — Proposition de M. Félix Faure.

87. — Proposition de M. Keller.

88. — Projet de la Commission de la Chambre des Députés
(28 novembre 1887).

89. — Discussion à la Chambre des Députés (1888).

90. — Projet de la Chambre des Députés (10 juillet 1888).

91. — Projet de la première Commission du Sénat (24 jan-
vier 1889).

92. — Projet de la deuxième Commission du Sénat (27 jan-
vier 1890).

93. — Discussion au Sénat (1890).

94. — Projet du Sénat (20 mai 1890).

SECTION III

TROISIÈME PÉRIODE (20 mai 1890 — 10 juin 1893).

- 95. — Projet du Gouvernement (1890).
- 96. — Proposition de M. Granger.
- 97. — Proposition de MM. Ricard et Guieysse.
- 98. — Proposition de M. Pierre Richard.
- 99. — Proposition de M. Dron.
- 100. — Proposition de M. Le Cour.
- 101. — Proposition de M. Vian.
- 102. — Projet de la Commission de la Chambre des Députés (25 février 1892).
- 103. — Discussion à la Chambre des Députés (1893).
- 104. — Projet de la Chambre des Députés (10 juin 1893).

SECTION IV

QUATRIÈME PÉRIODE (10 juin 1893 — 24 mars 1896).

- 105. — Premier projet de la première Commission du Sénat (3 avril 1895).
- 106. — Première partie de la première délibération au Sénat (juin 1895).
- 107. — Deuxième projet de la première Commission du Sénat (28 juin 1895).
- 108. — Seconde partie de la première délibération au Sénat (juillet-novembre 1895).
- 109. — Troisième projet de la première Commission du Sénat (17 novembre 1895).
- 110. — Fin de la première délibération au Sénat (novembre-décembre 1895).
- 111. — Projet du Sénat (1^{re} délibération) (5 décembre 1895).
- 112. — Quatrième projet de la première Commission du Sénat (20 janvier 1896).
- 113. — Première partie de la deuxième délibération au Sénat (janvier 1896).
- 114. — Contre-projet de M. Béranger (28 janvier 1896).
- 115. — Projet de la seconde Commission du Sénat (2 mars 1896).
- 116. — Fin de la deuxième délibération au Sénat (mars 1896).
- 117. — Projet du Sénat (2^e délibération) (24 mars 1896).

SECTION V

CINQUIÈME PÉRIODE (24 mars 1896 — 26 mars 1898)

- 118. — Premier projet de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre des Députés (7 juillet 1897).
- 119. — Ouverture de la discussion à la Chambre des Députés (octobre 1897).
- 120. — Contre-projet de M. Julien Goujon (26 octobre 1897).
- 121. — Second projet de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre des Députés (27 octobre 1897).
- 122. — Fin de la discussion à la Chambre des Députés (octobre 1897).
- 123. — Projet de la Chambre des Députés (28 octobre 1897).
- 124. — Premier projet de la Commission du Sénat (25 janvier 1898).
- 125. — Amendement de M. Poirrier (8 février 1898).
- 126. — Deuxième projet de la Commission du Sénat (19 février 1898).
- 127. — Première délibération au Sénat (mars 1898).
- 128. — Projet du Sénat (1^{re} délibération) (7 mars 1898).
- 129. — Troisième projet de la Commission du Sénat (11 mars 1898).
- 130. — Deuxième délibération au Sénat (mars 1898).
- 131. — Projet du Sénat (2^e délibération) (19 mars 1898).
- 132. — Projet de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre des Députés (24 mars 1898).
- 133. — Adoption par la Chambre des Députés (26 mars 1898).
- 134. — Promulgation de la loi (9 avril 1898).

CHAPITRE II

DISPOSITIONS DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898

- 135. — Economie de la loi.
- 136. — Ordre à suivre dans l'exposé du régime légal.
- 137. — Caractère de la loi.
- 138. — Division du chapitre.

SECTION I

DOMAINE D'APPLICATION DE LA LOI

133. — Éléments dont résulte la définition du domaine d'application de la loi.

§ 1. — SINISTRES PRÉVUS PAR LA LOI

140. — Éléments de la définition des sinistres.

1. — CIRCONSTANCES DES SINISTRES

141. — Définition des circonstances des sinistres.
142. — Signification du mot « accident » ; exclusion des maladies professionnelles.
143. — Relation de l'accident avec le travail.
144. — Absence de distinction quant au danger du travail.

2. — CAUSES DES SINISTRES

145. — Causes excluant en tout ou partie l'application de la loi.

3. — LIEU DES SINISTRES

146. — Énumération donnée par la loi.
147. — Caractère énonciatif de l'énumération ; impossibilité de distinguer les industries dangereuses.
148. — Absence de distinction quant à l'effectif du personnel.
149. — Cas des exploitations agricoles.
150. — Cas des exploitations de l'État, des départements, des communes et des établissements publics.

4. — GRAVITÉ DES SINISTRES

151. — De la distinction des accidents d'après leur gravité.
152. — Solutions législatives diverses.
153. — Caractère de gravité nécessaire à l'application de la loi.
154. — Justification de la disposition de la loi.
155. — Régime prévu pour les petits accidents.

§ 2. — PERSONNES ADMISES AU BÉNÉFICE DE LA LOI

156. — Définition des personnes admises au bénéfice de la loi.
157. — Exclusion des travailleurs isolés.
158. — Exclusion des détenus.
159. — Du taux du salaire.

- 160. — Des représentants de la victime.
- 161. — Du sexe de la victime.
- 162. — Cas des ouvriers étrangers.
- 163. — Cas du personnel des exploitations de l'État et assimilées.
- 164. — Exception.
- 165. — 1^o Personnel des ateliers de la Marine.
- 166. — 2^o Ouvriers immatriculés des manufactures d'armes de la Guerre.
- 167. — Situation des personnes admises au bénéfice d'une pension en cas d'accident.
- 168. — Régime institué, antérieurement à la loi, pour certaines catégories de personnes.
- 169. — 1^o Personnel des manufactures de l'État.
- 170. — 2^o Personnel civil d'exploitation des établissements militaires.
- 171. — 3^o Ouvriers des entrepreneurs du service des travaux hydrauliques et bâtiments civils de la Marine.
- 172. — Cas des gens de mer.
- 173. — Cas des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.

§ 3. — PERSONNES RESPONSABLES

- 174. — Énumération des personnes responsables.

1. — CHEFS D'ENTREPRISE

- 175. — Définition des chefs d'entreprise.
- 176. — Exclusion du travailleur isolé.
- 177. — Assimilation aux entreprises privées, des exploitations de l'État, des départements, des communes et des établissements publics.

2. — TIERS

- 178. — Définition des tiers.

SECTION II

OBLIGATIONS DES PERSONNES RESPONSABLES

- 179. — Division.

§ 1. — OBLIGATIONS DES CHEFS D'ENTREPRISE

- 180. — Énumération des obligations des chefs d'entreprise.
- 181. — Renvoi.

OBLIGATION A INDEMNITÉ

182. — Division.

1. — DÉFINITION DE L'OBLIGATION A INDEMNITÉ

183. — Source de la définition de l'obligation à indemnité.

184. — Caractère de l'obligation à indemnité.

185. — Division.

1^{er} Cas. — Absence de faute.

186. — Caractère de l'indemnité légale.

187. — Énumération des objets réglés par la loi.

A. — Tarif normal des indemnités.

188. — Sources de la définition du tarif.

189. — Des diverses catégories d'allocations.

a) — *Allocations indépendantes du salaire.*

190. — Énumération des allocations indépendantes du salaire.

191. — Frais médicaux et pharmaceutiques.

192. — Frais funéraires.

b) — *Allocations dépendant du salaire.*

193. — Des diverses catégories d'allocations dépendant du salaire.

1^o *Allocations temporaires.*

194. — Cas où les allocations temporaires sont dues.

195. — Du salaire de base.

196. — Caractère des allocations temporaires.

197. — Taux des allocations temporaires.

198. — Absence de distinction de degré pour l'incapacité temporaire.

199. — Période du service des allocations temporaires.

2^o *Pensions.*

200. — Cas où les pensions sont dues.

201. — Du salaire de base.

202. — Taux des pensions.

203. — a) *Incapacité permanente absolue.* — Définition.

204. — Taux de la pension.

- 205. — b) *Incapacité permanente partielle*. — Renvoi.
- 206. — Taux de la pension.
- 207. — c) *Décès*. — Définition des bénéficiaires des pensions.
- 208. — Taux des pensions.
- 209. — Des dispositions relatives au cas de remariage.
- 210. — Du taux de la pension de conjoint.
- 211. — De la réduction du taux de la pension de chacun des enfants en raison de l'augmentation du nombre de ceux-ci.
- 212. — Du choix du maximum de l'ensemble des pensions de conjoint et d'enfants.
- 213. — De la relation entre le traitement de la famille et sa composition.
- 214. — De la définition de l'âge limite pour les enfants.
- 215. — Des conditions d'exercice du droit à pension pour les ascendants.
- 216. — Cas des descendants.
- 217. — Ordre de préférence.
- 218. — Du choix du maximum de l'ensemble des pensions d'ascendants et de descendants.
- 219. — De l'institution d'un régime de pensions pour les membres de la famille de la victime.

B. — *Déroptions.*

- 220. — Objet des dérogations.

a) — *Allocation des indemnités en capital.*

- 221. — Des avantages de l'allocation des indemnités sous forme de pensions.
- 222. — Des tempéraments nécessaires.
- 223. — Conditions dans lesquelles la loi admet la dérogation.

1^o *Indemnités modiques.*

- 224. — Régime prévu par la loi.
- 225. — Objet de la disposition légale.

2^o *Indemnités élevées.*

- 226. — Régime prévu par la loi.
- 227. — Objet de la disposition légale.

228. — Époque d'application de cette disposition.
229. — Procédure.
230. — Conciliation de l'éventualité du paiement en capital avec la non-exigibilité du capital représentatif des pensions allouées.

b) — *Reversibilité des rentes viagères.*

231. — De l'opportunité de la dérogation.
232. — Conditions dans lesquelles la loi admet la dérogation.
233. — Époque d'application de la disposition légale.
234. — Procédure.

c) — *Intervention d'accords particuliers.*

235. — Conditions d'admission de la dérogation.

C. — *Cas particuliers.*

236. — Objets des cas particuliers.

a) — *Travailleurs étrangers.*

237. — Assimilation, en principe, des étrangers aux Français.
238. — Conditions de cette assimilation.
239. — Dispositions spéciales aux étrangers.

b) — *Travailleurs à salaire élevé.*

240. — Dispositions spéciales aux travailleurs à salaire élevé.
241. — Motifs de ces dispositions.
242. — Conciliation de ces dispositions avec le principe du risque professionnel et l'interdiction des conventions contraires à la loi.
243. — Caractère de ce régime.
244. — Étendue de ce régime.

2° Cas. — *Faute inexcusable du chef d'entreprise.*

245. — Majoration des indemnités.
246. — Définition des indemnités sujettes à majoration.
247. — Des fautes assimilées à la faute du chef d'entreprise.
248. — Caractère de la majoration des indemnités.
249. — Nécessité de l'administration d'une preuve.

3^e Cas. — Intention de la victime.

250. — Refus d'indemnité.

4^e Cas. — Faute inexcusable de la victime.

251. — Diminution des indemnités.

252. — Définition des indemnités sujettes à diminution.

253. — Caractère et étendue de la diminution des indemnités.

254. — Nécessité de l'administration d'une preuve.

2. — MODE D'ACQUITTEMENT DE L'OBLIGATION A INDEMNITÉ

255. — Distinction de la loi.

A. — Frais de maladie, frais funéraires et indemnités d'incapacité temporaire.

256. — Liberté laissée au chef d'entreprise dans le mode de paiement.

257. — Dispense prévue par la loi.

258. — Période de dispense.

259. — Allocations sujettes à dispense.

260. — Distinction relative aux conditions à remplir.

1^{er} Industriels en général.

261. — Nécessité du recours à une société de secours mutuels.

1^{re} Condition.

262. — Définition de la condition à remplir.

263. — Taux minimum de la contribution patronale.

264. — Intervention ministérielle.

2^e Condition.

265. — Définition de la condition à remplir.

266. — Intervention des sociétés existantes.

2^e Exploitants de mines.

267. — Institution d'un régime spécial aux exploitants de mines et assimilés comme recourant à la loi du 29 juin 1894.

1^{re} Condition.

. — Définition de la condition à remplir.

269. — Nature de la contribution patronale.
270. — Montant et conditions de la subvention.

2^e Condition.

271. — Définition de la condition à remplir.
B. — **Indemnités d'incapacité permanente et de décès.**
272. — Liberté laissée au chef d'entreprise dans le choix des moyens.
273. — Distinction des solutions possibles.

1^o Absence d'assurance.

274. — Caractère et objet de cette solution.
275. — Détail de cette solution sous le régime de la loi du 9 avril 1898.

2^o Assurance.

276. — Caractère et objet de cette solution.
277. — De la réalisation de l'assurance en général : assurance à primes fixes et assurance mutuelle ; définition et comparaison.
278. — De l'assurance contre les accidents : deux aspects de l'assurance.
279. — **1^o Assurance de réparation.**
280. — **2^o Assurance de responsabilité.**
281. — Exemples.
282. — Deux modes d'assurance de réparation : assurance individuelle ; assurance collective.
283. — Comparaison des deux modes d'assurance de réparation.
284. — Relations de l'assurance collective de réparation et de l'assurance de responsabilité.
285. — Rôle de l'assurance sous le régime de la loi du 9 avril 1898.
286. — Modes d'assurance admis sous le régime de la loi du 9 avril 1898.

a) — *Sociétés à primes fixes.*

287. — De l'importance des sociétés à primes fixes antérieurement à la loi du 9 avril 1898.
288. — De l'intervention des sociétés à primes fixes.

- 289. — Arguments opposés à cette intervention.
- 290. — Discussion.
- 291. — Arguments invoqués en faveur de cette intervention.
- 292. — Déclarations du Comité des sociétés intéressées.
- 293. — Régime institué par la loi du 9 avril 1898.
- 294. — Règlement d'administration publique.

b) — *Sociétés mutuelles.*

- 295. — Régime institué par la loi du 9 avril 1898.
- 296. — Règlement d'administration publique.
- 297. — Deux types de sociétés mutuelles : syndicats d'assurance mutuelle ; sociétés de secours mutuels.

1° *Syndicats d'assurance mutuelle.*

- 298. — De l'intervention des syndicats d'assurance mutuelle.
- 299. — De l'importance des syndicats d'assurance mutuelle constitués antérieurement à la loi du 9 avril 1898.

2° *Sociétés de secours mutuels.*

- 300. — De l'intervention des sociétés de secours mutuels.
- 301. — Deux formes d'intervention.
- 302. — 1° *Société isolée.*
- 303. — 2° *Union.*

c) — *Caisse d'État.*

- 304. — Nécessité d'une institution officielle d'assurance sous le régime de l'obligation de la garantie.
- 305. — Système d'assurance mutuelle par circonscriptions.
- 306. — Inconvénients et rejet de ce système.
- 307. — Système d'une Caisse d'État.
- 308. — Discussion du système.
- 309. — Existence d'une Caisse d'État.
- 310. — Régime de cette Caisse.
- 311. — Résultats obtenus.
- 312. — Motifs de l'insuccès de la Caisse d'État.
- 313. — Défectuosité du régime.
- 314. — Nécessité d'une réforme.

3° *Syndicats de garantie.*

- 315. — Caractère et objet de cette solution.

316. — Régime institué par la loi du 9 avril 1898.

317. — Règlement d'administration publique.

Facilités offertes par la loi aux débiteurs d'indemnités.

318. — Définition des facilités offertes par la loi.

a) — *Dispense du versement du capital représentatif.*

319. — Etendue de cette dispense.

320. — Exception.

b) — *Absence d'hypothèque judiciaire.*

321. — Etendue de cette dispense.

322. — Exception.

3. — RECOURS DES CHEFS D'ENTREPRISE CONTRE LES TIERS

323. — Objet et exercice du recours des chefs d'entreprise contre les tiers.

§ 2. — OBLIGATIONS DES TIERS

324. — Source des obligations des tiers.

325. — Action éventuelle du chef d'entreprise.

SECTION III

DROITS RÉSULTANT DES ACCIDENTS

326. — Division.

§ 1. — DÉFINITION DES DROITS

327. — Source de la définition des droits.

§ 2. — ÉTENDUE DES DROITS

328. — Détermination limitative de la loi.

§ 3. — CONDITIONS DE L'EXERCICE DES DROITS

329. — Définition légale des conditions de l'exercice des droits.

§ 4. — MODE D'EXERCICE DES DROITS

330. — Division.

1. — CONSTATATION DES ACCIDENTS

- 331. — Obligation de la déclaration des accidents.
- 332. — Procédure de la déclaration au maire ; certificat médical.
- 333. — Procès-verbal et récépissé du maire ; avis du maire à l'inspecteur du travail ou à l'ingénieur des mines.
- 334. — Suppression de la déclaration prescrite par les lois du 2 novembre 1892 et du 12 juin 1893.
- 335. — Sanctions.
- 336. — Rôle de constatation du maire.
- 337. — Attribution de la compétence au maire de la commune du lieu de l'accident.

2. — ENQUÊTE

- 338. — Ouverture de l'enquête.
- 339. — Objet de l'enquête.
- 340. — Formes de l'enquête.
- 341. — Auxiliaires de l'enquête.
- 342. — Clôture de l'enquête.
- 343. — Communication du dossier de l'enquête aux parties.
- 344. — Transmission du dossier de l'enquête au président du tribunal civil.

3. — PROCÉDURE

- 345. — Division.

1. — Compétence et formes.

- 346. — Distinction de la loi.

A. — Frais de maladie, frais funéraires et indemnités d'incapacité temporaire.

- 347. — Attribution de la compétence au juge de paix du canton du lieu de l'accident.
- 348. — Justification de la disposition de la loi.
- 349. — Etendue de la compétence.
- 350. — Justification de la disposition de la loi.

B. — Indemnités d'incapacité permanente et de décès.

- 351. — Division.

a) — *Procédure de première instance.*

- 352. — Réception du dossier de l'enquête par le président du tribunal civil.
- 353. — Convocation des parties.
- 354. — Diverses hypothèses et solutions correspondantes.
- 355. — Faculté, pour le tribunal, d'exiger le paiement d'une provision.

b) — *Procédure d'appel.*

- 356. — Motifs invoqués en faveur du maintien du droit d'appel.
- 357. — Simplification apportée par la loi du 9 avril 1898 à la procédure d'appel normale.

c) — *Procédure de cassation.*

- 358. — Maintien du pourvoi en cassation.
- 359. — Inutilité de l'institution d'une procédure de cassation spéciale.

2. — Prescription.

- 360. — Détermination du délai de prescription.
- 361. — Application des règles habituelles au cas de poursuites correctionnelles.
- 362. — Justification du délai de prescription fixé par la loi.
- 363. — Combinaison de la prescription annale et de la revision triennale.
- 364. — Maintien des règles habituelles au cas d'action résultant du droit commun.

3. — Assistance judiciaire.

- 365. — Institution d'un régime dérogatoire au droit commun.
- 366. — Octroi de l'assistance judiciaire devant le juge de paix et en première instance.
- 367. — Formalités nécessaires.
- 368. — Extension, de plein droit, de l'assistance judiciaire aux actes d'exécution et aux contestations incidentes à l'exécution des jugements.
- 369. — Maintien des règles habituelles en appel et en cassation.
- 370. — Refus de l'assistance judiciaire aux chefs d'entreprise.

4. — DÉTERMINATION DES INDEMNITÉS.

371. — Distinction basée sur le caractère de la détermination de l'indemnité.

1. — Détermination provisoire.

372. — Caractère provisoire de la détermination originaire.

373. — Revision.

374. — Personnes admises à demander la revision.

375. — Délai de recevabilité de la demande.

376. — Distinction entre ce délai et le délai de prescription.

377. — Distinction entre une demande en revision et une action en indemnité.

2. — Détermination définitive.

378. — Epoque à laquelle la détermination provisoire devient définitive.

5. — PAYEMENT DES INDEMNITÉS.

379. — Dispositions de la loi du 9 avril 1898 relatives au payement des indemnités.

§ 5. — DE LA GARANTIE DE L'EXERCICE DES DROITS**1. — GÉNÉRALITÉS.**

380. — Deux formes de la garantie.

381. — Distinction de la loi.

A. — Frais de maladie, frais funéraires et indemnités d'incapacité temporaire.

382. — Caractère limité de la garantie.

B. — Indemnités d'incapacité permanente et de décès.

383. — Caractère absolu de la garantie.

384. — Nécessité de la garantie absolue : insuffisance du privilège.

385. — Formes possibles de la garantie absolue : assurance obligatoire ; garantie préventive obligatoire ; garantie mutuelle obligatoire de solvabilité.

1^{re} forme. — Assurance obligatoire.

386. — Texte consacrant cette forme de garantie.

387. — Avantages.

388. — Inconvénients.

2^e forme. — Garantie préventive obligatoire.

389. — Texte consacrant cette forme de garantie.

390. — Avantages.

391. — Inconvénients.

3^e forme. — Garantie mutuelle obligatoire de solvabilité.

392. — Textes consacrant cette forme de garantie.

393. — Avantages.

394. — Inconvénients.

395. — Discussion.

396. — Modes d'application possibles : répartition entre les sinistrés ; répartition entre les contribuables ; répartition entre les assujettis.

1^{er} système. — Répartition entre les sinistrés.

397. — Texte consacrant ce système.

398. — Avantages.

399. — Inconvénients.

2^e système. — Répartition entre les contribuables.

400. — Proposition consacrant ce système.

401. — Avantages.

402. — Inconvénient.

3^e système. — Répartition entre les assujettis.

403. — Textes consacrant ce système.

404. — Avantages.

405. — Inconvénients.

406. — Discussion.

407. — Bases de répartition : coefficient relatif aux risques d'accidents ; coefficient indépendant des risques d'accidents.

a) — Coefficient relatif aux risques d'accidents.

408. — Textes consacrant ce système.

- 409. — Avantages.
- 410. — Inconvénients.
- 411. — Discussion.

b) — *Coefficient indépendant des risques d'accidents.*

- 412. — Textes consacrant ce système.
- 413. — Avantages.
- 414. — Inconvénients.
- 415. — Discussion.

2. — MESURES D'APPLICATION.

- 416. — Distinction relative à la nature des indemnités.

A. — Frais de maladie, frais funéraires et indemnités d'incapacité temporaire.

- 417. — Régime de garantie institué : privilège.
- 418. — Objet sur lequel porte le privilège.
- 419. — Rang attribué à la créance.

B. — Indemnités d'incapacité permanente et de décès.

- 420. — Régime de garantie institué : fonds spécial de garantie ; mesures en cas de cessation d'industrie ; paiement des indemnités par la Caisse nationale des retraites.

1. — Fonds de garantie.

- 421. — Division.

a) — *Constitution du fonds de garantie.*

1^o Règles générales relatives au calcul des cotisations nécessaires.

- 422. — Deux systèmes.
- 423. — Observation relative au cas du versement des capitaux représentatifs des pensions.

2^o Régime institué par la loi du 9 avril 1898.

- 424. — Définition du régime institué par la loi du 9 avril 1898.
- 425. — Distinction entre la création et l'alimentation du fonds de garantie.

a) — *Création du fonds de garantie.*

- 426. — Fixation des taxes originaires.

427. — *α) — Industriels en général.*

428. — *β) — Exploitants de mines.*

429. — *γ) — Agriculteurs.*

b) — Alimentation du fonds de garantie.

430. — Modification éventuelle des taxes.

431. — Impossibilité de la suppression des taxes.

b) — Gestion du fonds de garantie.

432. — Mission incombant à la Caisse nationale des retraites.

433. — Importance présumée du fonds de garantie.

2. — Mesures en cas de cessation d'industrie.

434. — Objet de ces mesures.

435. — Circonstances de cessation d'industrie.

436. — Règle générale.

437. — Exception.

3. — Paiement des indemnités par la Caisse nationale des retraites.

438. — Conditions du paiement des indemnités par la Caisse nationale des retraites.

a) — Cas dans lesquels le paiement des indemnités est effectué par la Caisse nationale des retraites.

439. — Définition de ces cas.

b) — Procédure de paiement.

440. — Source de la réglementation.

441. — Dispositions réglementaires.

c) — Recours attribués à la Caisse nationale des retraites.

442. — Objet et caractère de ces recours.

443. — Distinction.

1° Absence d'assurance.

444. — Recours contre le chef d'entreprise.

445. — Règlement d'administration publique.

2° Existence d'une assurance.

446. — Recours contre l'assureur.

- 447. — Règlement d'administration publique.
- 448. — Absence de recours contre le chef d'entreprise.
- 449. — Discussion.

SECTION IV

MESURES D'APPLICATION

- 450. — Classification des mesures d'application.

§ 1. — MESURES LÉGISLATIVES.

- 451. — Objet des mesures législatives d'application.

1. — DÉFINITION DU CARACTÈRE DES DISPOSITIONS DE LA LOI.

- 452. — Caractère impératif des dispositions de la loi.

2. — PUBLICATION DE LA LOI DANS LES ÉTABLISSEMENTS ASSUJETTIS.

- 453. — Obligation d'affichage.

3. — DÉSIGNATION D'AGENTS APPELÉS A CONSTATER LES INFRACTIONS A LA LOI.

- 454. — Pouvoir conféré aux inspecteurs du travail.

4. — OCTROI D'IMMUNITÉS FISCALES.

- 455. — Énumération des immunités fiscales accordées.

5. — DÉFINITION DES CONDITIONS D'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI.

- 456. — Distinction.

A. — Métropole.

- 457. — Conditions d'entrée en vigueur de la loi.

B. — Colonies.

- 458. — Délégation donnée au Pouvoir exécutif.

§ 2. — MESURES ADMINISTRATIVES

- 459. — Objet des mesures administratives d'application.

1. — RÈGLEMENTS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET STATUTS-TYPES.

- 460. — Renvoi aux matières correspondantes.

2. — TABLES ET TARIFS POUR LE CALCUL DES CAPITAUX
REPRÉSENTATIFS DES PENSIONS

461. — Objets des tables et des tarifs,
462. — Constitution des tables et des tarifs.

3. — EMOLUMENTS ET INDEMNITÉS DES GREFFIERS DE JUSTICE DE PAIX

463. — Tarification par décret.
464. — Etendue d'application du tarif.
465. — Constitution du tarif.
466. — Recouvrement des allocations prévues par le tarif.
467. — Silence des travaux préparatoires.

ANNEXES

Annexe n° 1. — Loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, du 9 avril 1898.

Annexe n° 2. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, du 28 février 1899. (*Premier décret*).

Annexe n° 3. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, du 28 février 1899. (*Deuxième décret*).

Annexe n° 4. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution du dernier alinéa de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans le travail, du 28 février 1899. (*Troisième décret*).

Annexe n° 5. — Arrêté ministériel instituant un Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, du 1^{er} mars 1899.

Annexe n° 6. — Décret fixant les émoluments alloués aux greffiers des justices de paix pour l'assistance aux actes de notoriété et pour les actes de la procédure réglée par les articles 42, 43 et 26 de la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, du 5 mars 1899.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Les chiffres renvoient aux numéros de l'ouvrage.

Accidents. — prévus par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents, 140; — graves, 151; — légers, 151; petits —, 155; constatation des —, 331 à 337; déclaration des —, 331; enquête en cas d'—, 338 à 344; procédure en cas d'—, 345 à 370; risques d'—, 408 à 411. (voir *Sinistres*).

Accords. — particuliers, 220, 235.

Actes. — faits en vertu et pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents, 464. (voir *Assistance judiciaire*, *Greffiers de justice de paix*, *Immunités fiscales*).

Action. — en indemnité, 323, 324, 360 à 364, 376, 377.

Admission au bénéfice de la loi. Conditions d'—, 156, 159, 240 à 244.

Affichage. — de la loi et des règlements d'administration publique, 453.

Agent. — représentant une société d'assurance étrangère, 294.

Agriculture. Entreprises de l'—, 149, 429.

Allocations temporaires. Cas où les — sont dues, 194; — caractère des —, 196; taux des —, 197; période de service des —, 199; mode d'acquittement des —, 256 à 271; procédure en cas de contestation relative aux —, 347 à 350; garantierelative aux —, 382, 416, 417 à 419.

Allumettes. (voir *Manufactures de l'Etat*).

Appareil à vapeur. Expert au cas d'accident d'—, 341.

Appel. Absence d'— de la décision du juge de paix, 349, 350; procédure d'—, 356, 357; assistance judiciaire en —, 369.

Application. Mesures d'— de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents, 450; mesures d'— pour les sociétés d'assurance à primes fixes, 294; mesures d'— pour les sociétés d'assurance mutuelle, 296.

Arbitrale. (voir *Juridiction*).

Arsenaux. (voir *Marine*).

Ascendants de la victime. Définition des —, 160; allocation aux —, 207, 208, 215, 217, 218.

Assistance judiciaire. Régime d'— institué par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents, 365 à 370. (voir *Frais de justice*, *Greffiers de justice de paix*, *Immunités fiscales*).

Assurance. Intervention de l'— dans le système de la responsabilité légale, 37; — obligatoire, 71, 386 à 388; — facultative, 137, 273; absence d'—, 274, 275, 445; recours à l'—, 276 à 314, 447; — à primes fixes, 277, 286, 287 à 294; — mutuelle, 277, 286, 295 à 303; — de réparation, 279, 281 à 284; — de responsabilité, 280, 281, 284; — individuelle, 282; —

- collective, [282](#), [283](#), [284](#); — rôle de l'— sous le régime de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents, [273](#), [285](#); modes d'— admis, [286](#); sociétés d'— à primes fixes, [286](#), [287](#) à [294](#); sociétés d'— mutuelle, [286](#), [295](#) à [303](#); syndicats d'— mutuelle, [298](#), [299](#); — mutuelle par circonscriptions, [305](#), [306](#).
- Assureur.** Relations de l'— et de l'assuré, [285](#), 448, 449; propre —, [273](#), [274](#), [275](#); recours de la Caisse nationale des retraites contre l'—, 446, 447. (voir *Assurance*).
- Ayants droit.** (voir *Représentants de la victime*).
- Barème.** — minimum pour le calcul de la réserve mathématique, [294](#).
- Bâtiment.** Caisses syndicales des industries parisiennes du —, [299](#).
- Caisse d'assurance en cas d'accidents** (instituée par la loi du 11 juillet 1868). Dispositions justifiées par l'existence de la —, [285](#); maintien de la —, [286](#), [304](#), [307](#); régime de la —, [309](#), [310](#); résultats du fonctionnement de la —, [311](#); motifs de l'insuccès de la —, [312](#); défauts du régime de la —, [313](#); nécessité d'une réforme de la —, [314](#).
- Caisse des dépôts et consignations.** Constitution du cautionnement à la — pour les sociétés d'assurance, [294](#); dépôt ou engagement à la — exonérant du versement des capitaux représentatifs en cas de cessation d'industrie, 437; intervention du directeur général de la — en matière de paiement d'indemnités, 441; ou d'exercice de recours de la Caisse nationale des retraites contre les débiteurs, 445; gestion du fonds de garantie par la —, 432.
- Caisse d'Etat.** De la question de l'existence d'une —, [285](#), [304](#), [307](#), [308](#). (voir *Caisse d'assurance en cas d'accidents*).
- Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.** Concours de la — prévu par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents, [137](#), [275](#), [285](#), [319](#), [322](#), 420, 432, 436, 438 à 449, 461, 462; versement à la — dispensant de la constitution de réserve mathématique, [294](#); intervention de la — en matière de liquidation de syndicat de garantie, [317](#); recours de la — contre les débiteurs, 445, 447; tarif de la —, 462.
- Caisses de maladie.** (voir *Sociétés de secours mutuels*).
- Caisses de secours.** (voir *Sociétés de secours mutuels*).
- Capital.** Paiement de l'indemnité en —, [61](#), [209](#), [220](#), [222](#), [223](#) à [230](#), [239](#); non exigibilité du versement du — représentatif, [230](#), [318](#), [319](#), 437; exigibilité exceptionnelle du versement du — représentatif, [320](#), 436; influence du versement du — représentatif sur la constitution du fonds d'insolvabilité, 422, 423; calcul du — représentatif, 461, 462;

- de garantie (prévu par le décret du 22 janvier 1868), [294](#).
- Carrières.** (voir *Mines*).
- Cas fortuit.** Régime du Code civil, [14](#); statistique, [22](#), [23](#).
- Cassation.** Procédure de —, [358](#), [359](#); assistance judiciaire en —, [369](#).
- Cause indéterminée.** Statistique, [22](#), [23](#).
- Cautionnement.** — des sociétés d'assurance à primes fixes, [294](#); — des sociétés d'assurance mutuelle, [296](#).
- Certificat.** (voir *Actes, Médecin*).
- Cessation d'industrie.** Mesures relatives au cas de —, [320](#), [420](#), [434](#) à [437](#); exigibilité du capital représentatif en cas de —, [435](#), [436](#); non exigibilité du capital représentatif en cas de —, [437](#); procédure du recours de la Caisse nationale des retraites en cas de — du débiteur, [445](#).
- Cession d'établissement.** Dispense du versement du capital représentatif en cas de —, [437](#). (voir *Cessation d'industrie*)
- Chambres syndicales.** Caisse d'assurances mutuelles des —, [298](#), [299](#).
- Charges financières.** — sous le régime de l'assurance obligatoire, [388](#) (note); — sous le régime de la garantie mutuelle obligatoire de solvabilité, [393](#) (notes); — dans les conditions prévues par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents, [427](#), [428](#).
- Charges financières résultant des accidents.** Régime du Code civil, [24](#).
- Charpente.** Caisse syndicale des entrepreneurs de — de la Seine, [298](#), [299](#).
- Chefs d'entreprise.** Définition des —, [175](#), [176](#); obligation des —, [180](#); recours des — contre les tiers, [323](#), [325](#); recours de la Caisse nationale des retraites contre les —, [444](#), [445](#), [448](#), [449](#). (voir *Patron*).
- Chemins de fer.** Expert en cas d'accident de —, [341](#).
- Classification.** — générale des industries, [296](#). (voir *Liste*).
- Code civil.** Régime du —, [5](#), [6](#), [11](#); doctrine, [12](#); jurisprudence, [13](#); inconvénients du régime du —, [23](#) à [26](#).
- Coefficient.** — de risques d'accidents, [408](#) à [411](#).
- Colonies.** Application de la loi aux —, [458](#).
- Comité consultatif des assurances contre les accidents.** Constitution du —, [294](#), [459](#) (note); intervention du — dans l'établissement de la classification générale des industries, [296](#); dans le calcul des primes, [296](#); dans l'établissement du barème minimum pour le calcul de la réserve mathématique, [294](#); dans l'établissement du cadre du compte rendu annuel des sociétés d'assurance, [294](#); dans l'établissement des conditions du recrutement des commissaires-contrôleurs, [294](#); dans l'approbation des statuts des syndicats de garantie, [317](#); dans

- les mesures d'application relatives à la dispense du versement du capital représentatif, 437.
- Commandite industrielle.** Placement en —, 294.
- Commissaires-contrôleurs.** Institution des —, 294.
- Communes.** Exploitations des —, 150, 177; personnel des exploitations des —, 163, 167.
- Compagnies d'assurance.** (voir *Sociétés d'assurance*).
- Compétence.** Régime du Code civil, 10, 19; juridiction, 58, 346.
- Comptabilité.** — des sociétés d'assurance, 294; — relative au fonds de garantie, 432.
- Compte rendu annuel.** (voir *Contrôle, Surveillance*).
- Conjoint de la victime.** Définition du —, 160; allocations au —, 207, 208, 212; cas du remariage du —, 209; reversibilité de la rente au profit du —, 231 à 234.
- Conseil d'Etat.** Jurisprudence du — antérieure à la loi du 9 avril 1898 sur les accidents, 42; intervention du — dans l'approbation des statuts des syndicats de garantie, 317.
- Constatacion.** — des accidents, 331 à 337; — des infractions, 454.
- Contractuelle.** Responsabilité — (voir *Responsabilité*).
- Contraventions.** Constatacion des —, 454.
- Contribution.** Maximum de — annuelle, 296. (voir *Charges financières*).
- Contrôle.** — des sociétés d'assurance à primes fixes, 294; — des sociétés d'assurance mutuelle, 296; — des syndicats de garantie, 317. (voir *Surveillance*).
- Contrôleurs.** (voir *Commissaires-contrôleurs*).
- Conventions.** — particulières, 220, 235; — contraires à la loi, 2, 240, 452.
- Correctionnalisation des accidents, 52.**
- Cotisation.** (voir *Contribution, Garantie, Insolvabilité*).
- Couverture et plomberie.** Caisse syndicale des entrepreneurs de — de la Seine, 298, 299.
- Créance.** (voir *Titre de créance*).
- Dangereux.** Travail dangereux, 144; industries dangereuses, 147.
- Décès.** Pensions dues en cas de —, 200, 207; taux des pensions dues en cas de —, 208. (voir *Rentes*).
- Déchéance.** (voir *Police*).
- Déclaration.** — des accidents, 331 à 335; — nécessaire à l'obtention du paiement d'indemnités par la Caisse nationale des retraites, 441.
- Décret.** — simple, 465; règlements d'administration publique, 460; — en Conseil d'Etat (voir *Conseil d'Etat*).
- Délégués mineurs.** Application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents aux —, 173; intervention des — dans les enquêtes d'accident, 341.
- Délictuelle.** Faute — (voir *Faute*).

Délit civil. Définition du —, [7](#);
du — comme source de faute
civile, [7](#).

Départements. Exploitations des
—, [150](#), [177](#); personnel des
exploitations des —, [163](#), [167](#).

Dépens. (voir *Frais de justice*).

Descendants de la victime. Définition des —, [160](#); allocations
aux —, [207](#), [208](#), [216](#), [217](#), [218](#).

Détenus. Exclusion des — du
bénéfice de la loi du 9 avril
1898 sur les accidents, [158](#).

Dommage. (voir *Préjudice*).

Droit. — résultant des accidents,
[326](#) à [449](#); étendue du — à
indemnité, [328](#); conditions
d'exercice du — à indemnité,
[329](#); mode d'exercice du — à
indemnité, [330](#) à [379](#); garantie
de l'exercice du — à in-
dennité, [380](#) à [449](#).

Employés. (voir *Personnes ad-
mises au bénéfice de la loi*).

Enfants de la victime. Définition
des —, [160](#); allocations
aux —, [207](#), [208](#), [211](#), [212](#), [213](#),
[214](#).

Enquête. — d'accident, [338](#) à
[344](#).

Enregistrement. Conditions d'
—, [455](#).

Enterrement. (voir *Funérailles*).

Entreprises assujetties à la loi.
Définition des —, [146](#) à [148](#).

Énumération. (voir *Liste*).

Établissements publics. Exploi-
tations des —, [150](#), [177](#); per-
sonnel des exploitations des
—, [163](#).

État. Exploitations de l' —,
[150](#), [177](#); personnel des ex-

ploitations de l' —, [163](#), [164](#),
[167](#), [168](#); manufactures de
l' —, [168](#), [169](#); entreprises de
l' — placées sous le contrôle
d'un service distinct du ser-
vice de gestion, [341](#); établis-
sements de l' — dont les tra-
vaux sont secrets, [341](#).

Etrangers. Régime spécial aux
ouvriers —, [162](#), [237](#) à [239](#);
aux établissements d'assu-
rance —, [294](#), [296](#).

Exclusion du bénéfice de la loi.
Cas d' —, [157](#), [158](#).

Expert. Concours d'un — à l'en-
quête d'accident, [341](#).

Explosifs. (voir *Entreprises assu-
jetties*).

Faillite. Exigibilité du capital
représentatif en cas de — du
débiteur, [435](#), [436](#); procédure
du recours de la Caisse na-
tionale des retraites en cas de
— du débiteur, [445](#). (voir *Ces-
sation d'industrie*).

Faute. Régime du Code civil,
[5](#), [6](#); faute civile, [7](#); — déli-
ctuelle, [12](#); — grave, [55](#); —
légère, [55](#); — lourde, [55](#); —
inexcusable, [55](#), [137](#), [245](#), [251](#);
interprétation de la juris-
prudence, [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [40](#),
[41](#); statistique, [22](#), [23](#); — des
tiers, [22](#); — de l'ouvrier, [14](#),
[15](#), [16](#), [22](#), [23](#), [50](#), [251](#); — du
patron, [14](#), [15](#), [16](#), [22](#), [24](#), [50](#),
[245](#), [328](#); — des préposés, [15](#),
[247](#); — commune du patron
et de l'ouvrier, [16](#), [50](#).

Fonds de garantie. (voir *Ga-
rantie*).

Fonds d'insolvabilité. (voir *In-
solvabilité*).

- Fonds de prévoyance.** (voir *Prévoyance*).
- Fonds de réserve.** (voir *Réserve*).
- Force majeure.** Régime du Code civil, 14; statistique, 22, 23.
- Forges.** Caisse syndicale d'assurance mutuelle des — de France, 298, 299.
- Frais funéraires** (voir *Funérailles*).
- Frais de justice.** — en cas de réclamation d'indemnité en souffrance, 441; — en cas de recours de la Caisse nationale des retraites contre les débiteurs, 443. (voir *Assistance judiciaire*, *Greffiers de justice de paix*, *Procédure*).
- Frais médicaux.** (voir *Maladie*).
- Fumisterie, chauffage et ventilation.** Caisse syndicale des entrepreneurs de — de la Seine, 209.
- Funérailles.** Frais funéraires, 190, 192, 250, 259, 347, 382, 416, 417 à 419.
- Garantie.** — de l'indemnité, 64; — limitée, 65 à 68, 384; — absolue, 69 à 75, 385; — préventive obligatoire, 389 à 391; — mutuelle obligatoire de solvabilité, 392 à 415, 420 à 449; — sous le régime de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents, 137, 380 à 449; syndicats de —, 273, 315 à 317; fonds de — (prévu par le décret du 22 janvier 1868), 296; fonds de — (prévu par la loi du 9 avril 1898), 420, 421 à 433.
- Gestion.** — des sociétés d'assurance, 294; — du fonds de garantie, 432.
- Greffiers de justice de paix.** Emoluments et indemnités des —, 441, 445, 463 à 467.
- Groupement des chefs d'entreprise.** — professionnel, 71; — territorial, 71.
- Guerre.** Personnel des manufactures d'armes de la —, 164, 166; ouvriers immatriculés des manufactures d'armes de la —, 166; personnel civil d'exploitation des établissements militaires, 168, 170; expert en cas d'accident, 341.
- Historique,** 77 à 134.
- Hypothèque.** Absence d' — judiciaire, 318, 321; maintien de l' — judiciaire, 322; placement en —, 294. (voir *Prêt*).
- Immeubles.** Placement en —, 294.
- Immunités fiscales.** Octroi d' —, 455.
- Impôt.** Répartition basée sur l' —, 412 à 415, 424. (voir *Patente*, *Redevance*).
- Imprudence.** (voir *Faute*).
- Incapacité permanente de travail.** Allocations dues en cas d' —, 200 à 219; distinction entre l' — absolue et l' — partielle, 202; définition de l' — absolue, 203; définition de l' — partielle, 205; taux de la pension d' — absolue, 204; taux de la pension d' — partielle, 206. (voir *Rentes*).
- Incapacité temporaire de travail.** Allocation dues en cas d' —, 194 à 199 (voir *Alloca-*

- tions temporaires*) ; — absence de distinction du degré d' —, 198.
- Indemnité.** Caractère alimentaire et insaisissable de l' —, 20 ; — variable, 57 ; — forfaitaire, 57, 137, 186, 323 ; droit à —, 47, 327 à 449 (voir *Droit*) ; détermination de l' —, 56, 371 à 378 ; action en —, 323, 324, 360 à 364 ; forme de l' —, 60, 221 à 230 ; garantie de l' —, 64 à 75, 380 à 449 ; obligation à —, 182 à 325 ; paiement de l' —, 379 ; tarif de l' —, 188 ; — journalière, 196 ; taux de l' — en cas de faute, 245, 251. (voir *Allocations temporaires, Rentes*).
- Industrie.** Entreprises de l' — (voir *Entreprises assujetties à la loi, Charges financières*).
- Industriel.** Placement — (voir *Commandite industrielle, Prêt*).
- Infractions.** (voir *Inspecteur du travail*).
- Ingénieur des mines.** Avis d'accident à l' —, 333 ; rôle d'expert attribué à l' —, 341.
- Ingénieur des ponts et chaussées.** Rôle d'expert attribué à l' —, 341.
- Insaisissabilité.** — de l'indemnité, 20.
- Insolvabilité.** Couverture de l' —, 75 ; fonds d' —, 75, 137, 420, 421 à 433. (voir *Solvabilité*).
- Inspecteur du travail.** Avis d'accident adressé à l' —, 333 ; constatation des infractions à la loi par l' —, 454.
- Instance (Première).** Procédure de — en cas de contestations relatives aux indemnités, 352 à 355 ; assistance judiciaire en —, 366.
- Intention.** Accident causé par —, 50, 250.
- Juge de paix.** Fixation par le — des frais médicaux et pharmaceutiques, 191 ; enquête d'accident par le —, 338 à 344 ; transmission du — au président du tribunal civil, 344 ; compétence du — en matière de contestations relatives aux indemnités, 347 à 350 ; assistance judiciaire devant le —, 366 ; mission du — en matière de réclamation d'indemnité à la Caisse nationale des retraites, 441, et en matière de recours de la Caisse nationale des retraites contre le débiteur, 445. (voir *Greffiers de justice de paix*).
- Jugement.** (voir *Actes, Titre de créance*).
- Juridiction.** — spéciale, 58 ; — arbitrale, 58 ; — compétente, 346.
- Jurisprudence.** Régime du Code civil, 13 à 20 ; propositions de réforme, 39 à 43.
- Liquidation.** — d'un syndicat de garantie, 317.
- Liquidation judiciaire.** (voir *Faillite*).
- Liste.** — des sociétés d'assurance admises pour l'application de la loi, 294. (voir *Classification, Entreprises assujetties à la loi*).
- Loi du 9 avril 1898.** Economie

- de la —, 135; caractère de la —, 137; domaine d'application de la —, 139; mesures d'application de la —, 450; publication de la —, 453; entrée en vigueur de la —, 456 à 458.
- Louage de services.** Source de responsabilité, 29.
- Machines.** Relations avec le nombre des accidents, 21; — influence de l'existence de — sur l'application de la loi (voir *Entreprises assujetties à la loi*).
- Maçonnerie.** Caisse syndicale des entrepreneurs de — de la Seine, 298, 299.
- Magasins publics.** Définition des —, 146 (note).
- Maire.** Envoi de la déclaration d'accident au —, 332; procès-verbal d'accident du —, 333; avis du — à l'inspecteur du travail ou à l'ingénieur des mines, 333; rôle de constatation du —, 336; désignation du — compétent, 337; communication du — au juge de paix, 338; mission du — en matière de réclamation d'indemnité à la Caisse nationale des retraites, 441.
- Maladie.** — professionnelle, 142; frais de —, 190, 191, 256 à 271, 347 à 350, 382, 416, 417 à 419.
- Mandat.** Source de responsabilité, 17.
- Mandat-carte.** Paiement des indemnités par —, 441, 445.
- Manufactures d'armes.** (voir *Guerre*).
- Manufactures de l'Etat.** Personnel des —, 168, 169.
- Marine.** Personnel des ateliers de la —, 164, 165; entrepreneurs du service des travaux hydrauliques et des bâtiments civils de la —, 168, 171; expert en cas d'accident, 341.
- Marins.** Code de commerce, 76 (note); loi spéciale, 172.
- Médecin.** Choix d'un —, 191; certificat d'un —, 332; concours d'un — à l'enquête d'accident, 341. (voir *Maladie*).
- Médicaments.** (voir *Maladie*).
- Menuiserie et parquets.** Caisse syndicale des entrepreneurs de — de la Seine, 299.
- Militaires.** (voir *Guerre*).
- Mines.** Textes antérieurs à la loi du 9 avril 1898 sur les accidents, 76 (note); sociétés de secours pour les —, 267 à 271; exploitants de —, 267 à 271; délégués à la sécurité des — (voir *Délégués mineurs*); experts en cas d'accident de —, 341; charge imposée aux exploitants de —, 426, 428.
- Minières.** (voir *Mines*).
- Ministre.** Intervention du — dans la détermination des conditions de recours aux sociétés de secours mutuels, 262, 264, 270; dans la fixation du montant et du mode de constitution du cautionnement, 294; dans la détermination des conditions de retrait des dépôts affectés au cautionnement, 294; dans la fixation des bases du calcul et du montant de la réserve mathématique, 294; dans l'examen des règlements et polices des so-

- ciétés d'assurance, 294; dans l'exercice du contrôle et de la surveillance des sociétés d'assurance, 294; dans l'application de sanctions, 294; dans l'établissement de la classification générale des industries, 296; dans l'approbation des statuts des syndicats de garantie, 317; dans les mesures d'application relatives à la dispense du versement du capital représentatif, 437; dans les réclamations d'indemnités à la Caisse nationale des retraites, 441; dans les recours de la Caisse nationale des retraites contre les débiteurs, 445. (voir *Contrôle, Commissaires - Contrôleurs, Police, Rapport, Sanction*).
- Mortalité.** — des victimes d'accidents, 436, 461, 462; des représentants des victimes d'accidents, 461, 462.
- Moteurs mécaniques.** (voir *Machines*).
- Obligations.** (voir *Assurance, Chefs d'entreprise, Garantie, Personnes responsables, Tiers*).
- Opposition.** Procédure d' —, 357.
- Ordonnance.** (voir *Titre de créance*).
- Outils.** Régime du Code civil, 15.
- Ouvrier.** Faute de l' — (voir *Faute*); — admis au bénéfice de la loi, 156, 163; — exclu du bénéfice de la loi, 157, 158; — étranger, 162, 237 à 239; — exclu de la qualité de chef d'entreprise, 176; — militaire (voir *Guerre*).
- Patente.** Répartition proportionnelle à la —, 412, 426, 427.
- Patron.** Faute du — (voir *Faute*); — assujetti à la loi (voir *Chefs d'entreprise, Entreprises assujetties à la loi*).
- Paiement de l'indemnité,** 355, 379, 420, 433 à 449.
- Peinture et vitrerie.** Caisse syndicale des entrepreneurs de — de la Seine, 299.
- Pensions.** (voir *Rentes*).
- Personnel.** Organisation du —, 15; effectif du —, 148.
- Personnes admises au bénéfice de la loi.** Définition des —, 156, 163; sexe des —, 161; nationalité des —, 162 (voir *Etrangers*); exceptions relatives aux —, 164; salaire maximum des —, 159, 240 à 244.
- Personnes responsables.** Définition des —, 174 à 178; obligations des —, 179 à 325.
- Pharmaciens.** (voir *Maladie*).
- Police.** Rédaction de la — pour les sociétés d'assurance à primes fixes, 294; pour les sociétés d'assurance mutuelle, 296.
- Pourvoi.** (voir *Cassation*).
- Préjudice.** Régime du Code civil, 5 et 6; élément du quasi-délit, 8.
- Préposés.** Définition des —, 332, 217; faute des — (voir *Faute*).
- Prescription.** Délai de — de l'action en indemnité, 360 à 363, 376; délai de — de l'ac-

- tion résultant du droit commun, 364.
- Président du tribunal civil.** (voir *Tribunal*).
- Prêt.** — hypothécaire, 294, 437; — industriel, 294.
- Preuve.** — du préjudice, 9; obligation de faire la — du préjudice ou de la faute, 12, 18, 23, 249, 254; renversement de la —, 30.
- Prévoyance.** Fonds de — (défini par le décret du 22 janvier 1868). 296.
- Primes.** Système des —, 71, 315; — brutes, 296.
- Privilege.** Institution d'un —, 66, 382, 417 à 419; — de la Caisse nationale des retraites, 446.
- Procédure.** Régime du Code civil, 23; — spéciale, 58; — sous le régime de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents, 137, 318, 321; — pour le paiement d'indemnités en capital, 229; — pour la réversibilité des rentes viagères, 234; — pour les contestations en cas d'accident, 345 à 370; — des recours de la Caisse nationale des retraites contre les débiteurs, 445; frais de —, 463 à 467.
- Procès.** Régime du Code civil, 52.
- Procès-verbal.** — d'accident, 333; — de contravention, 454. (voir *Actes*).
- Provision.** Versement éventuel d'une —, 355.
- Publication.** — de la loi et des règlements d'administration publique, 453.
- Quasi-délit.** Définition du —, 7; du — comme source de faute, 7; éléments du —, 8.
- Rapport.** — annuel du ministre du Commerce sur le fonctionnement des sociétés d'assurance, 294.
- Réassurance.** — pour les sociétés d'assurance, 294 (note).
- Recours.** — ouverts à la Caisse nationale des retraites, 442 à 449; — ouverts aux chefs d'entreprise, 323, 325. (voir *Appel, Cassation*).
- Redevance.** — fixe, 412, 428; — proportionnelle, 412, 428.
- Règlements d'administration publique.** — prévus par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents, 460; publication des —, 453.
- Romariage.** (voir *Conjoint de la victime*).
- Rentes.** Paiement de l'indemnité en —, 62, 221, 222; cas où les — sont dues, 20; taux des — d'incapacité permanente absolue, 204; taux des — d'incapacité permanente partielle, 206; taux des — dues en cas de décès, 208; réversibilité des — viagères, 220, 231 à 234; taux des — dues en cas de faute, 245, 246, 248, 251, 252, 253; mode d'acquiescement des —, 272 à 322; procédure en cas de contestation relative aux —, 351 à 359; garantie relative aux —, 383 à 415, 420 à 449.

Répartition. Système de la —, 71, 315; — entre les sinistrés, 396, 397 à 399; — entre les contribuables, 396, 400 à 402; — entre les assujettis, 396, 403 à 415, 420 à 449.

Représentants de la victime.

Définition des —, 260; allocations aux —, 207, 208, 210, 213, 217; conséquences économiques des allocations aux —, 219; — de nationalité étrangère, 239.

Réserve. — mathématique pour les sociétés d'assurance à primes fixes, 294; — mathématique pour les sociétés d'assurance mutuelle, 296; fonds de — (prévu par le décret du 22 janvier 1868), 294.

Résiliation. (voir *Police*).

Responsabilité. Définition, 1; — civile, 2; — pénale, 3; — directe, 4; — indirecte, 4; — sous le régime du Code civil, 5 (voir *Code civil*); — contractuelle, 29 à 32; — légale, 33 à 37; — du fait des choses, 33; — sous le régime de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents, 137.

Réversibilité. — des rentes viagères, 220, 231 à 234.

Revision de l'indemnité. Définition et objet de la —, 372, 377; délai de —, 363, 375, 376; conditions de —, 373, 374.

Risque d'accidents. Coefficient de —, 408 à 411.

Risque inhérent au travail. Régime du Code civil, 14.

Risque professionnel. — propre-

ment dit, 38, 47; — intégral, 50; — partiel, 50; — partiel et conditionnel, 50; — restreint, 50; — sous le régime de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents, 137, 184, 242.

Salaire. Du maximum de — admis, 159, 240 à 244; — de base, 195, 201; état de — (voir *Contrôle*).

Sanction. — des obligations des sociétés d'assurance à primes fixes, 294; — des obligations des sociétés d'assurance mutuelle, 296; — pour omission de déclaration d'accident, 335; — pour omission d'affichage de la loi et des règlements d'administration publique, 453.

Secours mutuels. (voir *Sociétés de secours mutuels*).

Sécurité. Loi sur l'hygiène et la —, 76 (note).

Serrurerie et construction en fer. Caisse syndicale des entrepreneurs de — de la Seine, 299.

Sexe. (voir *Personnes admises au bénéfice de la loi*).

Signification. (voir *Actes*).

Sinistres. — prévus par la loi, 140; circonstances des —, 141 à 144; causes des —, 145; lieu des —, 146 à 150; gravité des —, 151 à 155. (voir *Accidents*).

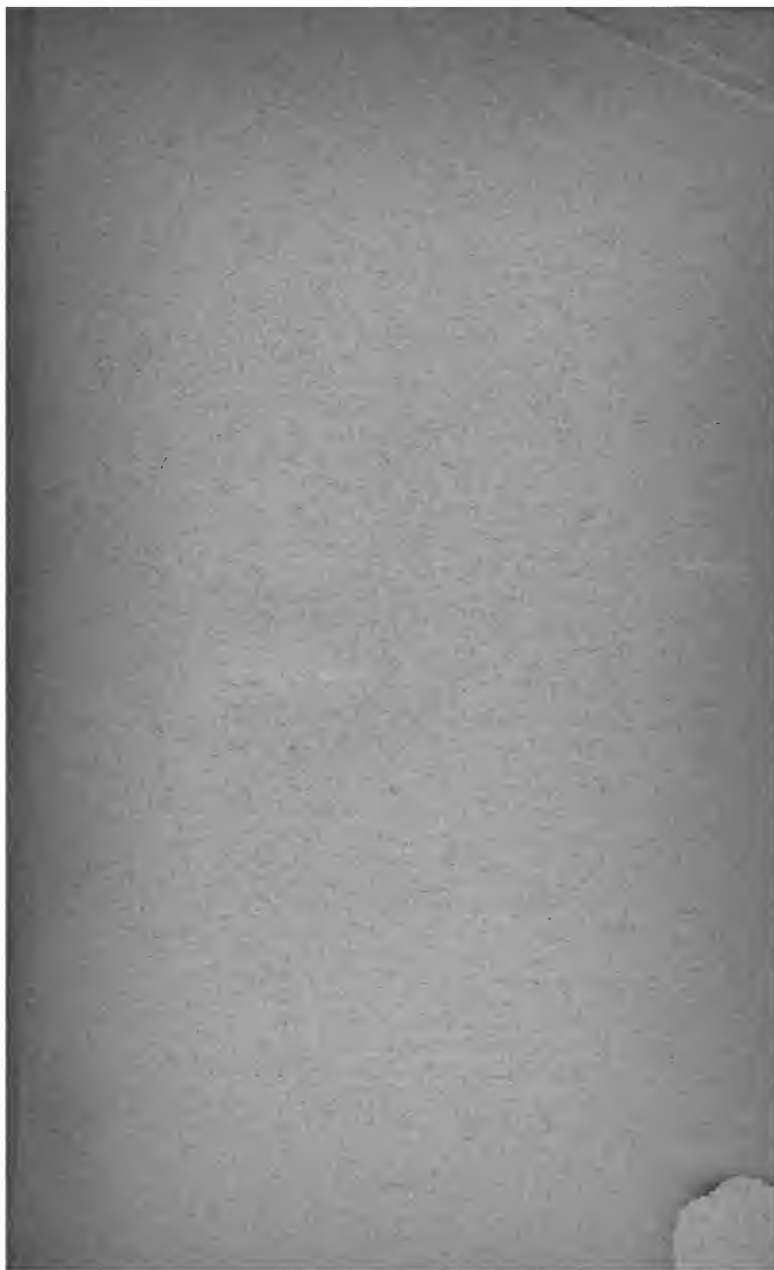
Sociétés d'assurance. — à primes fixes, 286, 287 à 294; — mutuelles, 286, 295 à 303; — françaises, 294, 296; — étrangères, 294, 296; — professionnelles, 296. (voir *Assurance*).

- Sociétés d'assurance admises pour l'application de la loi du 9 avril 1898.** Liste des —, 294; versement à l'une des — dispensant du versement à la Caisse nationale des retraites en cas de cessation d'industrie, 437; recours de la Caisse nationale des retraites contre les —, 442, 446, 447.
- Sociétés de secours mutuels.** Intervention des —, 155, 261 à 266, 267 à 271, 297, 300 à 303.
- Solidarité.** — en vue de la garantie, 70; — dans les syndicats de garantie, 317.
- Solvabilité.** Garantie mutuelle obligatoire de —, 392 à 415, 420 à 449.
- Statuts.** — des sociétés d'assurance à primes fixes, 294; — des sociétés d'assurance mutuelle, 296; — des sociétés de secours mutuels (voir *Statuts-types*); — des syndicats de garantie, 317.
- Statuts-types.** — des sociétés de secours mutuels, 262, 264.
- Subvention.** — du patron aux sociétés de secours minières 269, 270.
- Surveillance.** Régime du Code civil, 15. (voir *Contrôle*).
- Syndicats.** — de garantie (voir *Syndicats de garantie*); — d'assurance mutuelle, 297, 298, 299; — professionnels, 299.
- Syndicats de garantie.** Caractère et objet du recours aux —, 273, 315; régime légal des —, 316; réglementation de détail des —, 317; affiliation aux — dispensant du versement du capital représentatif, 437; recours de la Caisse nationale des retraites contre les —, 442.
- Tabacs.** (voir *Manufactures de l'Etat*).
- Table de mortalité.** (voir *Mortalité*).
- Tarif.** — commercial des sociétés d'assurance, 294; — officiel de primes brutes, 296; — officiel du calcul des capitaux représentatifs des pensions, 436, 462, — officiel des émoluments et indemnités des greffiers de justice de paix, 465.
- Textiles.** Caisse syndicale d'assurance mutuelle des industries — de France, 298, 299.
- Tiers.** Faute des —, 22; définition des —, 178; obligations des —, 324, 325, 328.
- Timbre.** Exemption des droits de —, 455.
- Titre de créance.** — (ordonnance ou jugement) à indiquer pour réclamer une indemnité, 441.
- Titre de pension.** Remise du —, 378; production du —, 441.
- Transport.** Caisse syndicale des industries de —, 298, 299.
- Travail.** Accident du —, 141 à 143 (voir *Sinistres*); — dangereux, 144.
- Tribunal civil.** Intervention du — en cas de paiement d'indemnité en capital, 229; en matière de réversibilité des rentes viagères, 234; en vue de la fixa-

tion du taux de l'indemnité en cas de faute, 249, 254; en matière de recours de la Caisse nationale des retraites contre les débiteurs, 445; intervention du président du — à la suite d'accident, 344, 352 à

354; intervention du en cas de contestation relative aux indemnités, 354, 355; -- assistance judiciaire devant le —, 366, 367. (voir *Juridiction*).

Vérifications. (voir *Contrôle*).



EXTRAIT DU CATALOGUE GÉNÉRAL :

- BELLON (MAURICE), *ingénieur au corps des mines*. — **LES LOIS D'ASSURANCE OUVRIÈRE A L'ÉTRANGER** —
I. ASSURANCE CONTRE LA MALADIE. 1892, fort vol. gr. in-8..... 12 fr.,
— **II. ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS** (1^{re} et 2^e parties, parues). 2 vol. gr. in-8..... 24 fr.
(3^e partie (annexes) : *en préparation*). *Chaque partie séparément*, gr. in-8..... 12 fr.
— **III. ASSURANCE CONTRE L'INVALIDITÉ ET LA VIEILLESSE** (*en préparation*).
- BUREAU (PAUL), *professeur adjoint à la Faculté libre de Droit de Paris*. — **L'association de l'ouvrier aux profits du patron et la participation aux bénéfices** (*Ouvrage couronné par le Musée social. Concours de 1896*). 1898, 1 vol. in-8..... 6 fr.
- HUBERT-VALLEROUX, *docteur en Droit, avocat à la Cour d'appel*. — **Le Contrat de travail. Etude sur la législation qui règle les rapports entre les patrons et les ouvriers de l'industrie** (*Ouvrage couronné par la Faculté de Droit de Paris. Prix Rossi*). 1895, in-8..... 8 fr.
— **La responsabilité en matière d'accidents de travail dans les divers pays d'Europe** (*Brochure en préparation*)
- MERLIN (ROGER), *avocat, élève diplômé de l'Ecole des sciences politiques*. — **Le métayage et la participation aux bénéfices.** Ouvriers de l'industrie, ouvriers agricoles, pêche maritime, etc. 1898, in-8..... 6 fr.
- VANLAER (MAURICE), *avocat au barreau de Lille, chargé de cours à la Faculté libre de Droit*. — **La participation aux bénéfices.** Etude théorique et pratique (*Ouvrage couronné par le Musée social, Concours de 1896*). 1898, in-8..... 6 fr.
- WAXWEILER (EMILE), *chef de bureau à l'office du travail de Belgique, chargé de cours à l'Université de Bruxelles*. — **La participation aux bénéfices.** Contribution à l'étude des modes de rémunération du travail (*Ouvrage ayant obtenu le premier prix au concours du Musée social. 1896-97*). 1898 in-8..... 6 fr.



3 2044 014 272 959

This book should be returned to the Library on or before the last date stamped below.

A fine of five cents a day is incurred by retaining it beyond the specified time.

Please return promptly.

WIDENER
STALL STUDY
MAR 28 2000
CHARGE
CANCELLED

WIDENER
CANCELLED
DEC 17 1991
MAY 1992
BOOKS

